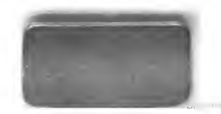



RARY
THE
ERSITY
OF
FORNIA



Piemonte Generale

LETTRES ITALIENNES

Paris. — IMP. DE LA LIBRAIRIE NOUVELLE. — A. Bourdilliat, 15, rue Breda.

dHc

LETTRES ITALIENNES

VICTOR-EMMANUEL II

ET

LE PIÉMONT EN 1858

PAR

M. CHARLES DE LA VARENNE

Auteur de *Les Autrichiens et l'Italie.*

— Quand le temps sera venu, au lieu de crier, qu'ils viennent verser leur sang avec le mien pour la patrie!

CHARLES-ALBERT, — 1846.

— Notre race connaît le chemin de l'exil, et non point celui du déshonneur

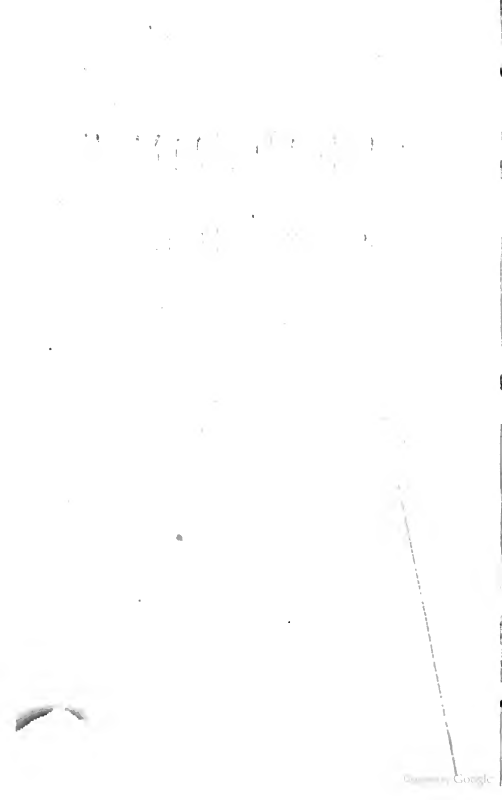
VICTOR-EMMANUEL, — 1849.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE

BOULEVARD DES ITALIENS, 15

1859



A MONSIEUR ACHILLE JUBINAL

DÉPUTÉ

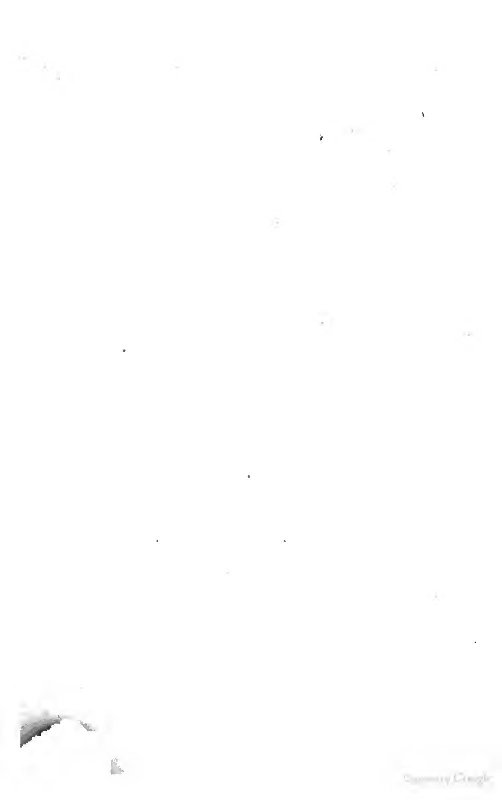
DIRECTEUR POLITIQUE DU MESSAGER DE PARIS

Dans lequel ont paru ces *Lettres italiennes*

HOMMAGE AFFECTUEUX

De son tout dévoué et reconnaissant

CHARLES DE LA VARENNE.



Dans un récent ouvrage, *les Autrichiens et l'Italie*, écrit à l'occasion de la dernière conférence de Paris, et auquel la presse s'est, en général, montrée bienveillante, comme à une utile révélation, j'ai cherché à divulguer l'odieux régime auquel sont soumis dix millions d'Italiens, directement ou indirectement sujets du cabinet de Vienne. — Au moment où la France intervenait pour régler le sort de nos frères latins du Danube, il était bon que l'on sût comment ceux d'au delà des Alpes sont traités.

En publiant les lettres que voici, d'abord par la voie du journal, et maintenant sous forme de livre, mon but est de faire connaître dans sa vie intime le seul Etat libre italien, d'appeler l'attention et la sympathie françaises sur ce brave Piémont, notre unique ami naturel en Eu-

rope, notre allié désintéressé pendant la dernière guerre, compagnon, bientôt peut-être, de nos fortunes sur de nouveaux champs.

Une lettre qui m'arrive d'un des soldats illustres de la défense de Venise, le lieutenant-colonel Caïmi, ami de l'illustre Manin, sera la significative préface de ce travail. — En ce qui me concerne personnellement, le lecteur fera la part de la vieille amitié qui a conduit la plume. — Ce que je suis heureux d'établir ici, c'est ma parfaite communion d'idées et de sentiments avec cette éminente partie de l'émigration italienne qui vit si dignement à Paris comme à Turin, et qui acclame dans le Piémont, dans son noble et belliqueux roi, le providentiel instrument de la délivrance.

Paris, 10 novembre 1858.

« J'ai suivi jusqu'ici, mon cher la Varenne, dans le *Messager de Paris*, vos *Lettres italiennes*, excellente suite du volume que le public a si bien accueilli cet été. — Permettez-moi de vous remercier, au nom de tous mes amis, ainsi qu'au mien propre, de vos chaleureux plaidoyers, de vos paroles convaincues en faveur de notre belle et malheureuse patrie. — Tous les cœurs qui

nous connaissent et qui nous aiment applaudissent à vos sentiments, à la généreuse impatience de la justice, à l'horreur de la domination hors nature d'une race sur une autre, que respirent vos écrits.

» Si chaque mot sorti de votre plume pouvait se convertir en une épée, l'Italie n'aurait pas longtemps à subir le joug de ses odieux oppresseurs ; néanmoins, la parole, lancée à propos, et basée sur la vérité, devient aussi parfois une arme puissante. — Qui sait si vos efforts pour ouvrir les yeux aux ignorants et aux incrédules, — cette masse compacte qui paralyse toutes les nobles impulsions d'une société, — n'avanceront pas l'heure si vivement attendue de la réparation ? Car c'est une cause sainte que vous défendez au tribunal de l'opinion publique.

» Il n'était que trop nécessaire de répondre à ces gens qui prétendent que nous n'avons en nous aucune force constitutive, aucune possibilité d'indépendance, et qui nous condamnent simplement à rester toujours esclaves, en déroulant le tableau du libre Piémont, en le montrant tout prêt à réunir ainsi qu'à discipliner la haute Italie. — Combien vous avez raison de rappeler sans cesse le grand soldat italien, Victor-Emmanuel II, notre espoir à tous. — La couronne des monarques lombards, unie sur sa tête à celle du royaume subalpin,

sera certainement le pas décisif vers l'unification ; oui, c'est le but auquel doit tendre actuellement toute notre action.

» Comme vous, à coup sûr, je ne doute pas que l'unité italienne, entrée si avant dans les cerveaux de la Péninsule, ne se fasse un jour. C'est notre conviction à tous, pauvres proscrits de tous les Etats. Nous avons combattu pour elle, et nous souffrons sans nous plaindre les douleurs de l'exil, en songeant à la grandeur certaine de nos neveux.— Mais il me paraît bien, ainsi qu'à vous, que la jalousie de tant de puissances hostiles, ou intéressées à notre abaissement, comme l'Angleterre, par exemple, ne laisse guère l'espoir de la voir s'opérer du premier jet. — Obtenons d'abord le départ de l'étranger, la fédération du Nord, réuni sous un seul sceptre, avec le Midi ; et ce sera déjà bien beau. Et l'*unité complète* pourra venir alors. Nous aurons le temps de la préparer chez nous et entre nous. Vous avez saisi ce côté, absolument le seul vrai, de la question, avec un bon sens pratique que nous ne saurions trop applaudir ; car la divulgation de cette idée, si naturelle, si bien dans l'intérêt de la France, comme de l'Italie, et qui ne peut manquer de frapper, par sa netteté, les lecteurs français, est un grand, très-grand service. Il faut, de toute nécessité, habituer l'opinion pu-

blique à l'alliance de ces deux mots : *Indépendance italienne* et *Ordre*. — Or qui, dans la presse, non-seulement française, mais de n'importe quel pays, a jamais précisé, comme vous, nos idées, nos espérances et nos besoins?

» Ne cessez pas de le répéter au public français : — Ils sont insensés ou sans cœur, ceux-là qui osent dire : « Plutôt les Autrichiens que le Piémont. » Vous en trouverez bien un, çà et là, à Paris ou à Londres. — Mais ce n'est ni à Milan, ni à Venise, ni à Modène, ni à Florence, que pareille chose se profère. Les victimes immédiates de l'atroce occupation allemande appellent de tous leurs vœux le roi et le peuple sauveurs. — C'est très-beau de venir prétendre que, « du sang des martyrs, naît la liberté, » et que, plus il y a de victimes, plutôt *la cause* triomphe. Mais quand on sait que les gens de qui émanent ces paroles se trouvent de leur personne bien paisiblement en sûreté, cela fait horreur et dégoût. — Ce sont les opprimés de la terre italienne dont il faut consulter les désirs ainsi que les souffrances, et non point les déclamations d'individus qui, à l'abri des lois de pays hospitaliers, en discourent trop à leur aise.

» Ce ne furent point ces messieurs qui combattirent, en 1848, à Milan, comme ailleurs, et levèrent le dra-

peau de la résurrection. Ce fut le peuple soumis au bâton de l'Autriche, celui qui doit être écouté avant tout dans notre ordre futur, celui qui réclame avec énergie l'union à ces frères du Piémont que votre plume peint si amoureusement.

» Non pas que j'entende en ceci contester le mérite non plus que les services de ces nobles fils de l'Italie, que nous aimons tous deux, et qui travaillent, sur la terre étrangère, à préparer l'avenir de la patrie, en ouvrant les yeux à l'Europe prévenue. Ceux-là n'ont rien de commun avec les énergumènes qui nous ont fait et nous font encore tant de mal.

» Comment mettre un seul instant en balance les horreurs de la domination autrichienne avec le règne d'un prince italien qui, sous les plis du drapeau national, nous apporte : lois, armée, parlement italiens; impôts dans la juste mesure des services publics, et non point destinés, comme aujourd'hui, à maintenir de barbares troupes étrangères, à payer les fers et les instruments de torture à l'usage de nos infortunés pays! — Trois cent mille baïonnettes, contingent du royaume de la haute Italie, pèseront peut-être de quelque poids dans la balance où se mesurent les destinées des nations. Elles prépareront la voie à la grande unification italienne. Au contact des vertus citoyennes et guerrières dont le

Piémont nous offre le modèle, la régénération sera bientôt accomplie.

» Naples s'éveillera aussi en ce beau jour. Les généreux efforts de tant de ses fils pour la jeter dans le mouvement italien trouveront alors leur sanction et leur récompense. Elle tendra sa main, par-dessus Rome laïque, et libre des présides étrangers, à sa sœur du Nord : une même pensée réglera la marche de leurs communs destins ; et alors — l'Italie sera ! ! !...

» Encore une fois, merci pour tous vos efforts. La patrie saura les reconnaître un jour. — En attendant, vous savez combien vous est dévoué

» Votre frère d'armes,

» EUGÈNE CAÏMI. »

LETTRES ITALIENNES

I

Turin, 4 juillet 1858.

Vous m'avez permis, monsieur, lors de mon départ pour le Piémont, de vous adresser sur ce pays, aujourd'hui tête politique de la Péninsule, et intéressant pour nous à tant de titres, un tableau, sous forme de lettres, de la situation actuelle de cet Etat, une sorte de revue où figurassent son gouvernement, ses hommes politiques, ainsi que des aperçus sur son passé et son avenir, propres à familiariser vos lecteurs avec la question italienne, aujourd'hui personnifiée par Victor Emmanuel II et son peuple. C'est cette tâche, où le cœur sera du moins tout entier, à défaut du talent, que je viens commencer par ce premier envoi.

« —Il n'y a pas de puissance plus intéressée que la France à la grandeur du Piémont. » — C'est un écrivain

distingué et français, M. T. Perrens, à qui j'emprunte cette phrase. Pourtant notre voisin et allié le Piémont est peu connu et surtout mal apprécié en France ; sa situation intérieure, les tendances de ses gouvernants, l'esprit réel de sa population, sont vus la plupart du temps sous un faux jour ; et ceci, par suite de l'assimilation que nos journaux s'obstinent à faire de deux choses entièrement différentes.

On compare le mouvement national italien, incarné aujourd'hui dans le Piémont, à nos mouvements révolutionnaires; on veut voir le même esprit produisant les mêmes effets des deux côtés des Alpes. Les partisans de l'Autriche et ses adversaires répètent la même thèse ; et, devant cet accord, le public n'a plus de moyens d'échapper à l'erreur.

Elle est grande cependant, elle est fondamentale. Il n'y a pas plus d'analogie entre ce qui se passe dans ce pays et les tendances des révolutionnaires français, qu'entre le régime pratiqué par l'Autriche dans son occupation du Lombardo-Vénitien et les anciens gouvernements de nos souverains dits absolus.

Quand, ces derniers jours, je voyais la population entière de Turin, — la capitale, n'oubliez pas,— se découvrir respectueusement et s'agenouiller sur le passage des processions ; quand j'entendais les enthousiastes paroles que provoque dans chaque bouche le nom du roi ; quand j'énumérais toute la noblesse remplissant l'armée, les administrations, les ambassades, et travaillant à la régénération sociale par ses plus illustres noms ; je me suis souvent demandé où était ce Piémont révolutionnaire, marchant à un nouveau 93, qu'on s'est plu à évoquer comme une fantasmagorie ?

L'honorable comte de Salmour, député au parlement sarde pendant la dernière législature, s'adressant à ses collègues, leur disait du haut de la tribune :

« Je croirais manquer à mon devoir envers vous et envers la patrie si, en cette occurrence, je ne vous disais pas combien, lors des voyages que j'ai entrepris l'année dernière dans les diverses régions de l'Europe, j'ai, partout et dans toutes les réunions, trouvé l'opinion publique fourvoyée à notre égard. »

Rien n'est plus vrai que ces paroles. — J'en sais quelque chose pour la France, moi qui passe ma vie à rompre des lances avec les gens que la propagande autrichienne a prévenus.

Ce peuple avait beaucoup à faire pour se mettre au niveau des Etats libres. L'Autriche avait pesé sur son gouvernement depuis 1815, au point d'interdire au roi lui-même toute tentative d'amélioration. En 1848, et malgré toute la justice, toute la probité du magnanime Charles-Albert, d'énormes abus existaient encore. Chez ces gens, qui possédèrent jadis notre Code et vécurent de notre vie, on trouvait tout récemment une infinité de juridictions exceptionnelles, de priviléges féodaux, mille entraves, enfin, à l'action des lois et de l'autorité royale. — Il fallut bien faire table rase et démolir d'un côté pendant qu'on construisait de l'autre. On a bien été un peu vite dans certaines choses; on a fait parfois crier le clergé à tort ou à raison ; on a brusqué des intérêts qu'il valait mieux tourner, — mais citez-moi, même en France, une réforme qui ne laisse pas de mécontents...

Maintenant, soyez bien convaincu de ce que je vous dis ici : — En fait de politique, le Piémont n'est qu'une seule chose : il est Italien ; mais il l'est invinciblement ; c'est là sa vraie conviction. Il sait que sa fortune, celle de sa dynastie bien-aimée, leur existence même à tous deux sont engagées dans la question. Ce brave peuple a la noble ambition de délivrer huit millions de ses frères qui agonisent sous le joug étranger, et de constituer avec eux une grande nation : c'est désormais le but de toutes ses actions. Ceux qui cherchent une signification quelconque à sa conduite, en dehors de ceci, se trompent étrangement. — Statuts, libertés publiques, tribune, presse, les Piémontais de tous rangs ne considèrent au fond cela que comme un moyen. N'était-ce pas, après deux guerres malheureuses, le seul qui restât pour apprendre au reste de la patrie italienne que rien n'était désespéré, qu'on veillait en attendant le grand jour. — Quelle plus terrible chose, pour les dominateurs allemands de Milan et de Venise, que ce drapeau italien maintenu debout à leur face, que cette tribune et cette presse, rappelant incessamment leurs sujets au sentiment de leur condition, s'ils pouvaient l'oublier un seul instant ! — N'est-ce pas, d'autre part, un immense service rendu à l'Europe monarchique, à la cause de l'ordre, que de régulariser, par un gouvernement modèle, les aspirations libérales du reste de l'Italie, et leur donner un idéal pratique pour l'avenir, au lieu de les laisser, comme en 1848, produire une foule d'explosions dissemblables et désastreuses? Le Piémont constitutionnel a tué Mazzini et sa triste école. Aussi voyez-vous ces sectaires conspirer contre le gouvernement de Vic-

tor-Emmanuel II de même que contre le roi de Naples, à la grande jubilation de l'Autriche, qui sait, elle, que penser de cette fameuse épithète de *révolutionnaire* appliquée au Piémont et à ses hommes d'Etat.

La preuve, c'est que si demain ce pays voulait renoncer à sa politique italienne, nul au monde ne trouverait plus rien à redire dans ses affaires intérieures : — Rome n'aurait pas de concordat assez large pour lui ; Vienne, pas assez de louanges et de marques d'estime pour le roi et ses ministres actuels ; et l'*Univers*, découvrant tout à coup que la maison de Savoie est une des plus anciennes et des plus illustres parmi les dynasties souveraines, ne saurait trouver de termes assez forts pour réprouver les quelques égoïstes arriérés, dont il soutient aujourd'hui l'opposition, au nom des bons principes.

Voulez-vous deux mots qui caractérisent bien cet état de choses ? — Un journal officiel autrichien comparait dernièrement le roi de Sardaigne et ses ministres, avec leurs institutions libérales, « à des voleurs embusqués au coin d'un bois et tendant des cordes pour faire tomber la diligence. » Ceci est exact, quoique peu choisi. — Ces bons Allemands sentent l'Italie leur échapper quand même, et ils crient *à l'anarchiste !* pour se venger de leur successeur heureux en le déconsidérant.

Eh bien, un tel renom, si peu mérité qu'il soit, afflige ici. Ce peuple militaire, solidement organisé, plein de dignité personnelle, de respect pour la hiérarchie, proteste, et ne veut point d'un parallèle injurieux avec les fauteurs de troubles qui ont jadis perdu la cause italienne. Ces gentilshommes

eux-mêmes, qui, à l'exemple de la noblesse milanaise et vénitienne, commandent et dirigent le mouvement national, trouvent assez étrange de se voir rendus solidaires des méfaits de quelques cerveaux brûlés, des exagérations de langage d'une poignée de gens dont on rit à Turin. — Et, de fait, il est curieux d'entendre accuser de tendances subversives le pays le plus foncièrement monarchique, on peut même dire le plus aristocratique du monde.

C'est une erreur dont la source est facile à trouver, et dont les véritables amis de l'Italie doivent faire bonne et prompte justice, toutes et quantes fois il leur est permis.

Voilà pour la question générale; ma prochaine lettre vous parlera du roi Victor-Emmanuel et de l'intérieur du château.

II

Victor-Emmanuel II, roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, comme le dit le préambule des actes publics, et, mieux que cela encore, roi par élection de la haute Italie, en vertu de l'union librement et légalement votée en 1848, est né le 14 novembre 1820, de Charles-Albert, alors prince de Carignan, et de la princesse Marie-Thérèse, fille du grand-duc de Toscane, Léopold Ier. — Il a donc aujourd'hui trente-huit ans, l'âge où la vigueur physique et la décision de l'esprit ont atteint leur apogée. — Ce prince règne depuis le 23 mars 1849, jour de l'abdication de son père, après la bataille perdue de Novare.

Paris se rappelle encore assurément ce beau souverain à la figure martiale, à l'imposante tenue, qu'il a admiré il y a trois ans. — De taille moyenne et bien prise, l'air franc et ouvert, l'œil hardi et attractif, la démarche résolue, tout

en lui respire l'assurance du soldat, l'habitude du commandement. C'est un roi militaire, des pieds à la tête, et bien fait pour le Piémont, cette Prusse de l'Italie, comme l'appelle Gualterio.

De même que Frédéric II, avec lequel, si Dieu seconde ses efforts, il aura l'autre ressemblance de constituer un grand peuple, Victor-Emmanuel a été sévèrement élevé et tenu, pendant sa jeunesse, à un dur régime. — Non point que Charles-Albert ressemblât au brutal Guillaume de Prusse ; mais il voulait discipliner son peuple pour en faire une nation solide ; il trempait ses soldats par l'obéissance passive, par le culte inexorable du règlement ; et il trouvait bon de donner ses propres fils en exemple : formés ainsi au métier de généraux habiles, de princes capables d'exiger la subordination qu'ils avaient eux-mêmes pratiquée.

Tout le temps qu'il fut duc de Savoie, le roi actuel ne s'occupa pas d'autre chose que d'art militaire. — Concentré dans son idée fixe d'indépendance nationale, Charles-Albert employait son héritier à préparer les moyens d'exécution ; aussi ce prince rendit-il, de même que son frère cadet, le duc de Gênes, d'éminents services pendant la campagne de Lombardie, en 1848.

A la tête d'une division de l'armée sarde, le duc de Savoie prit la part la plus brillante à chaque combat de ces cinq mois de guerre. Adoré des troupes qu'il soignait avec une sollicitude toute particulière, il savait leur communiquer un feu, un élan, devant lesquels disparaissait tout obstacle. Chaque pas difficile le voyait accourir pour se jeter à la tête des régiments et les enlever par sa bra-

voure. La célèbre victoire de Goïto, le 30 mai 1848, la plus importante de celles que les Piémontais remportèrent, fut due principalement au courage ainsi qu'au coup d'œil militaire de ce prince.

Un témoin oculaire français, qui rejoignait, pendant cette même grande bataille, le quartier général sarde, M. de Talleyrand, a tracé un palpitant récit de sa première rencontre avec le fils aîné de Charles-Albert.

« J'ai vu le roi, il me faut à présent le duc de Savoie.

» Cette fois-ci nous sommes à l'aile droite; le combat y est acharné. Je cherchais le duc de Savoie, ce sont les Autrichiens que je rencontre. Ils poursuivent vivement un régiment piémontais; ils ont bien choisi le point faible de la position, cette aile est un peu en l'air et le terrain lui est défavorable. La victoire paraît se décider pour les Impériaux qui se battent à merveille; mais, en cet instant, je vois passer près de moi, comme un tourbillon, un jeune officier général; son cheval arabe est couvert d'écume, le sang ruisselle sous les éperons qui le pressent.

» Le cavalier, l'œil en feu, l'épée à la main, ses épaisses moutaches hérissées, se précipite vers un beau régiment de la garde.

» A quelques pas du front, le jeune général s'arrête et s'écrie :

» — A moi les gardes, pour sauver l'honneur de la maison de Savoie!

» Un cri général répond à cet appel chevaleresque. Le régiment s'ébranle; le combat se rallume plus acharné; les

Autrichiens s'arrêtent et reculent. Mais des renforts leur arrivent ; ils reviennent à la charge et menacent d'écraser le régiment des gardes, dont les officiers déploient la plus belle valeur. Le jeune général paraît et disparaît tour à tour à mes yeux, au milieu de la fumée des feux de file, de pelotons et de tirailleurs ; il parcourt incessamment les rangs, encourage les soldats de la voix et du geste, et, bien que frappé d'une balle à la cuisse, n'en reste pas moins inébranlable au plus fort du combat.

» Enfin le général d'Arvillars fait avancer une batterie légère et amène la brigade Cuneo au pas de charge. La batterie ouvre son feu, les Autrichiens s'arrêtent étonnés ; Cuneo entre en ligne et l'ennemi se met en pleine retraite.

» Un officier blessé passe près de moi.

» — Monsieur, lui dis-je, quel est ce général qui vient de payer si bravement de sa personne ?

» — C'est le duc de Savoie.

» — Vivat pour la maison de Savoie ! Les descendants de Philibert-Emmanuel n'ont point dégénéré, et l'artichaut de ce prince (*l'Italie*) pourrait bien avoir trouvé celui qui en mangera plusieurs feuilles à la fois.

» Il est presque nuit, la victoire est encore incertaine sur le reste de la ligne ; je retourne sur mes pas et j'arrive de nouveau près du roi. Je le vois de face ; il lit une lettre qu'un officier, chapeau bas, vient de lui remettre. Sa figure sévère s'éclaircit d'un rayon d'orgueil.

» — Messieurs, dit-il à haute voix, le duc de Gênes m'annonce la reddition de Peschiera.

» Ces mots volent de rangs en rangs, les soldats font re-

tentir les airs des cris de *Vive le Roi!* et s'élancent de toute part contre l'ennemi. Celui-ci alors se retire sur toute la ligne et la cavalerie se jette à sa poursuite.

» C'en est fait : la victoire a couronné l'aigle à la croix d'argent, et chacun des princes de la maison de Savoie a eu sa large part de gloire dans cette mémorable journée où l'Italie semble plus que jamais toucher à son indépendance. »

Mais le destin contraire n'était point encore désarmé. — Cette fois-là encore, le dévouement et l'héroïsme d'un peuple devaient rester sans succès. — Après s'être couvertes de gloire et avoir constamment gardé partout l'offensive depuis l'entrée en campagne, les troupes sardes, surprises à Custoza dans une fausse position, et coupées de leur base d'opérations, se virent contraintes à la retraite. — Si la fatale bataille de Custoza ne devint pas plus désastreuse, ce fut à la résistance désespérée des deux fils du roi qu'on le dut. — Le duc de Savoie se battit comme un lion, et sa division se retira dans le meilleur ordre. — L'armée royale marchait sur Milan, pour essayer d'un dernier combat devant cette ville infortunée.

La lutte, qui dura toute la journée du 4 août, fut acharnée de part et d'autre. Les Autrichiens vengeaient avec rage leurs longs échecs ; les Piémontais se défendaient avec une sombre fureur. A leur tête, et payant d'exemple, les deux princes restèrent douze heures au feu. Un violent orage mêlait ses éclats aux décharges pressées de l'artillerie. Les éléments eux-mêmes semblaient intervenir dans cette terrible rencontre. — Un armistice conclu dans la nuit sauva les débris des

régiments sardes, à peine un contre trois, sans vivres, sans munitions, et n'ayant pour unique ressource que l'opiniâtre volonté de mourir.

L'hiver de 1848-1849 vit le duc de Savoie prodiguer ses soins à la réorganisation de l'armée, reportée, en peu de mois, au chiffre de cent mille hommes disponibles. — La courte mais mémorable campagne de Novare suffirait à elle seule, dans la part qu'il y prit, pour l'illustrer à jamais. — Ce prince se trouvait avec le faible corps du général La Marmora, qui reçut, à Mortara, le premier choc de toute l'armée autrichienne, et qui se fit écraser plutôt que de céder. — Accouru au quartier général, sous les murs de Novare, il fut l'âme des troupes dans cette bataille de géants, Waterloo de l'Italie, où dix mille cadavres, couchés le soir à terre, attestaient suffisamment la mortelle haine des deux races en présence.— La trahison avait vaincu Charles-Albert, en paralysant une partie de ses forces. Dix-huit heures de combat corps à corps, avec un ennemi double en nombre, sauvèrent l'honneur de l'armée sarde. Le lendemain, le Grand Soldat de l'indépendance était parti pour l'exil ; et le duc de Savoie assumait, avec le titre royal, la lourde tâche de relever le Piémont de cette immense défaite ; de réprimer les factions ; et, enfin, de rendre courage à l'Italie en lui montrant que sa délivrance n'était que remise, mais non point abandonnée. — L'ensemble de cette lettre fera voir comment le noble fils du magnanime Charles-Albert a su s'acquitter de cette triple mission.

Victor-Emmanuel II est un prince d'infiniment de jugement et de bon sens. Toutes les fois qu'il se prend à examiner lui-même une question, il en saisit du premier coup d'œil le

côté juste. La libéralité de sentiments et la générosité forment le fond de son caractère. Il est d'une loyauté à toute épreuve, et incapable de rancune envers qui que ce soit. Du emps de sa jeunesse, il eut fréquemment à se plaindre de deux officiers du palais, qui rendaient compte au roi de ses actions. Devenu le maître, il oublia aussitôt ; et ses désobligeants Argus occupent aujourd'hui leur même emploi au château.

Il a consenti sans hésitation, en 1848, à la transformation du pouvoir absolu en régime constitutionnel. Rien n'était plus facile au nouveau roi, après Novare, que de revenir sur les concessions de son père, et de tirer prétexte des événements pour se refaire souverain sans contrôle. Il n'avait encore rien juré. — Mais, loin de là, plus fier de commander à un peuple dignement libre qu'à des esclaves, il confirma le Statut. Toutes les tentatives, toutes les excitations contraires vinrent échouer devant son énergique attitude. — L'exemple est assez rare pour mériter qu'on s'y arrête.

Le roi est l'homme le plus simplement brave qu'on puisse rencontrer. L'année dernière, une troupe de bandits (depuis détruite, commandée par un nommé del Pero) infestait les alentours du château de Pollenzo, maison de campagne favorite de Victor-Emmanuel II. Il refusa constamment toute espèce de détachement pour sa sûreté personnelle. — Entendant une nuit des coups de feu qui provenaient d'un engagement entre ces brigands et des gendarmes à leur poursuite, il saisit une carabine et courut en aide à la maréchaussée, dont deux soldats furent tués auprès de lui.

En 1854, le choléra ravageait la ville de Gênes. Les ha-

bitants fuyaient tous. On comptait jusqu'à cinq cents décès par jour. Le premier à courir à Gênes, à visiter les hôpitaux, à remonter le moral de la population, fut Victor-Emmanuel. Les Turinais, tremblants pour lui, attendaient son retour avec l'anxiété de fils pensant à leur père. On vit là avec quelle passion le chérissent toutes les classes de ses sujets.

Dévoué à la mémoire et aux projets de son père, Victor-Emmanuel II sait que l'Italie compte sur lui seul au monde, et ce n'est pas la haute fortune qu'elle lui garde, mais bien le véritable amour de la patrie qui le soutient dans la lourde mission généreusement acceptée. — Plein de sympathie pour l'émigration, qui le lui rend bien, c'est l'homme le plus italien de son royaume. — Il sait apprécier l'attitude du parti rétrograde, et laisse parfois transpirer ses sentiments, comme dans la piquante occasion que voici.

Quand l'impératrice de Russie vint à Turin, le roi, n'ayant plus sa mère ni sa femme, chargea la comtesse de Robilant, dame très-distinguée, de faire les honneurs de son hospitalité à l'auguste visiteuse. — La marquise d'Arvillars, première dame du palais, mais qui est regardée comme l'âme du parti *noir-autrichien*, entra dans un violent courroux de ce choix, et elle en écrivit au roi, qui lui répondit sur-le-champ « qu'il ne manquerait pas assurément de se souvenir d'elle, si jamais une impératrice d'Autriche passait par Turin. »

Ami sûr, bon père, souverain charitable, il n'y a peut-être pas au monde un prince aussi apprécié de son peuple que celui-là. — Les uns, ceux de la droite, aiment en lui

l'héritier de la maison de Savoie, le descendant de tant de glorieux princes ; les autres, les hommes de l'indépendance, joignent à ce respect traditionnel l'admiration et la reconnaissance pour le soldat intrépide de l'idée italienne. — Tous portent dans leur cœur ce brave roi qui est la force et l'orgueil de l'Italie. — Chose rare dans ce siècle, ses six millions de sujets sont autant d'amis dévoués, sur le corps desquels il faudrait passer pour l'atteindre.

On ne peut vraiment trop admirer la naïveté de ces bonnes gens qui rêvent de conspiration républicaine dans les Etats sardes, et qui dirigent des attentats contre le pouvoir royal de Victor-Emmanuel, de la même façon que contre l'Autriche ou contre Naples.

Depuis les cruelles pertes qui l'ont frappé dans ses plus chères affections, le roi vit très-retiré. Il passe toute la belle saison dans ses maisons de plaisance, à Pollenzo et à Racconigi, et il habite actuellement Sommariva-Perno, terre qu'il a achetée depuis peu de la famille Saint-Thomas. — L'hiver, il revient au palais royal de Turin et donne quelques belles fêtes, plutôt pour contribuer à l'animation de la capitale que pour son propre plaisir. Sa liste civile de quatre millions passe en grande partie en pensions et bienfaits, car le roi est très-généreux et donne beaucoup. Son seul luxe consiste dans ses chevaux, pour lesquels il a établi un haras modèle. Quant à la représentation officielle, à l'état de maison dont Charles-Albert aimait à vivre entouré, non pour lui-même, mais pour le plus grand éclat de la majesté royale, son fils en a supprimé considérablement;

l'étiquette lui pèse comme un esclavage, et il mènerait bien plus volontiers l'existence d'un simple officier que celle consacrée par l'usage des cours.

Aussi, chez ce peuple grave, sensé, plutôt suisse ou flamand qu'italien par le caractère, — la simplicité des goûts, la franchise toute militaire du roi, l'absence de barrières entre lui et ses sujets, dont le dernier peut l'aborder et lui parler sans crainte, font-elles une profonde impression. Dans la bourgeoisie et dans le peuple surtout, cette impression se traduit par un respect, par un amour point bruyant, mais extraordinaire. Il n'est point de chose qu'un tel roi, avec une telle nation, ne puisse entreprendre, sûrs à ce point l'un de l'autre.

De son union avec cette belle et charmante reine Marie-Adélaïde, sitôt enlevée à l'affection et à l'admiration de ses sujets, Victor-Emmanuel II possède une nombreuse famille, trois princes et deux princesses. — L'aîné des fils, Humbert, prince de Piémont, a quatorze ans révolus. C'est déjà un gentil officier dont raffole la garde nationale de Turin, parmi laquelle il figure comme colonel de la première légion. — Viennent ensuite le duc d'Aoste et le duc de Montferrat. Les trois frères se suivent à un an de distance. — Mais le premier enfant du roi est la princesse Clotilde, née le 2 mars 1843, dont la jeune sœur, la princesse Marie-Pia, n'a encore que dix ans.

Le duc de Gênes, second fils de Charles-Albert, a laissé deux enfants, le duc de Gênes actuel, Thomas-Victor de Savoie, et la princesse Marguerite, tous deux en bas âge.

D'une branche collatérale existe encore le prince Eugène de Savoie-Carignan, régent du royaume en 1848.

Comme on le voit, la race de Sardaigne n'est pas une de celles dont on peut craindre l'extinction ; et l'Italie possède là autant de soldats ou de défenseurs futurs.

La maison militaire du roi, assez restreinte quant au personnel, est composée des plus brillants officiers. — Cinq généraux remplissent les fonctions d'aides de camp. Ce sont les généraux Morozzo della Rocca, Luserna d'Angrogna, Carderina, Actis et Cialdini. — Ce dernier est en outre inspecteur du corps des bersaglieri, et sa présence dans l'entourage de Victor-Emmanuel II n'a pas une mince signification.

M. Henri Cialdini, émigré modénais, s'expatria tout jeune encore, à la suite des persécutions de 1832, et, porté par vocation au métier des armes, il fit successivement, avec un grand éclat, les campagnes de Portugal et d'Espagne. Colonel en 1848, à la nouvelle de l'insurrection italienne, il quitta tout pour accourir au secours de ses compatriotes. Le colonel Cialdini fut grièvement blessé à Vicence, auprès de Maxime d'Azeglio. A peine rétabli, le roi Charles-Albert lui conféra le commandement du 23e de ligne, nouvellement formé de soldats de Modène et de Parme. M. Cialdini était là en famille. A la tête de ce régiment, il fit des prodiges de valeur à Novare, et ne dut qu'à une sorte de miracle de sortir sain et sauf de la terrible mêlée de ce jour.

Envoyé en Crimée avec le grade de major général, ainsi que son compatriote le général Fanti, M. Cialdini s'attira à

un tel point le respect et l'admiration de l'armée, qu'à son retour le roi ne crut devoir mieux le récompenser qu'en l'appelant auprès de lui. Tout le monde applaudit à ce choix, dont la portée, au point de vue italien, après ce que l'on vient de lire, se comprendra aisément.

Parmi les officiers d'ordonnance, on remarque également des gens de haute distinction : le comte de Forax, le chevalier Balbo, le chevalier Avet, le major Nasi, le comte Charles de Robilant, amputé du bras droit à Novare, et dont je reparlerai à propos de cette bataille.

III

Si, maintenant, monsieur, nous passons au personnel des conseillers du roi, un homme se présente tout d'abord, dans lequel la politique actuelle intérieure et extérieure du Piémont en est arrivée à s'incarner si bien, que tracer sa biographie, c'est faire l'histoire de l'esprit public dans ce pays. Cet homme est le comte de Cavour, président du conseil, ministre des affaires étrangères, ministre par intérim de l'intérieur, et, titre plus grand que tous ceux-là, avocat reconnu de l'Italie, auprès de l'Europe officielle.

Le comte Camille de Cavour, accepté depuis longtemps par tous comme un des hommes supérieurs de cette époque, appartient à l'une des plus anciennes et des plus considérables familles de l'État, illustrée dans tous les genres au service de ses princes. — Une forte éducation, des aptitudes naturelles le jetèrent de bonne heure

dans la voie des sciences économiques. Toutes les carrières lui étaient ouvertes par sa naissance, il préféra se vouer provisoirement à l'étude et à l'observation, et, après peu d'années passées au service comme officier du génie, il donna sa démission. Le comte séjourna tour à tour en France et en Angleterre, se pénétrant de l'esprit de ces deux sociétés si diverses, examinant le jeu de leurs institutions politiques, et songeant à son pays, jusqu'alors si en arrière pour tant de choses. Il appliquait à l'Italie ses connaissances aussitôt acquises, et l'on se rappelle encore à Paris les remarquables articles du patricien piémontais, notamment sur la grande question des chemins de fer italiens, dans la *Revue Nouvelle*. — Revenu en Piémont, où il vivait avec les Balbo, les Alfieri, les d'Azeglio, pléiade d'hommes éminents qui commencèrent le mouvement du réveil national, M. de Cavour fonda en 1849 le journal *Il Risorgimento (la Résurrection)*, où les principes du beau livre de Balbo : *Les Espérances de l'Italie,* étaient développés et vulgarisés avec une puissance et une logique toutes nouvelles. — Indépendance italienne; réformes intérieures, ligue des princes italiens contre l'étranger et fédération des divers États, telle était la thèse soutenue par cette feuille, qui influa puissamment sur l'entrée en campagne du Piémont contre l'Autriche, en mars 1848.

En conformité de ces idées, les rédacteurs du *Risorgimento*, prévoyant le moment où l'Italie allait avoir besoin de l'union de toutes ses forces, adressèrent au roi de Naples une supplique célèbre, où ils lui montraient l'exemple de Pie IX et de Charles-Albert comme le plus sûr moyen de

stabilité dynastique et de popularité. — Les menées de l'Autriche prévalurent contre ce noble appel. Bientôt la nouvelle de la révolution milanaise parvint à Turin; M. de Cavour fut des premiers à pousser l'armée sarde en Lombardie. Et quand la défaite de Custoza fut connue, il alla s'inscrire comme volontaire sur la liste des nouvelles levées que l'armistice du mois d'août empêcha seul de partir.

La révolution, provoquée par les longues iniquités de l'Autriche, avait éclaté spontanément dans l'Italie entière, la Sardaigne exceptée. Ce n'était pas la libération comme l'entendaient les hommes d'État du *Risorgimento*; et les funestes conséquences de ces prises d'armes sublimes, mais point du tout réglées, et sans cohésion entre elles, ne tardèrent pas à se faire sentir. Des nuées d'émigrés qui, fuyant la tyrannie allemande, avaient vécu à l'étranger parmi les sectaires des opinions les plus avancées, et qui s'étaient ainsi pénétrés d'un radicalisme absolu, capable de tout produire, hormis le bien, en Italie; des troupes d'hommes politiques de la troupe de Mazzini, vinrent s'abattre sur les provinces délivrées. On ne sait que trop ce qu'ils réussirent à faire à Milan, en Toscane et à Rome, plus dangereux que vingt défaites en bataille rangée. M. de Cavour leur livra une rude guerre et en fut récompensé par une haine profonde, qui réussit, jusqu'en Piémont même, à le faire passer pour antinational et à lui enlever une partie de cette popularité acquise par sa conduite et ses écrits. Aux élections de la Chambre des députés, en janvier 1849, ses partisans l'abandonnèrent, et ce ne fut qu'après les désastres de Novare, quand la sagesse de ses prédictions et de ses

opinions eut manifestement éclaté, qu'il reprit possession de son siége pour ne plus le quitter.

On se comptait alors. Les intelligences pratiques et réglées étaient rares. Il s'agissait d'établir solidement la liberté au dedans, de panser les plaies de deux guerres malheureuses, et de réorganiser le Piémont pour la lutte suprême où les destins de l'Italie se joueront tôt ou tard. Les réformes décrétées par le statut étaient encore à faire, le régime constitutionnel à installer en réalité. Tout le monde avait été uni jusque-là contre l'ennemi national ; les nécessités de la guerre avaient dominé la situation ; mais à présent, les partis intérieurs se formaient ; les priviléges allaient se défendre, et l'on pouvait prévoir un conflit d'intérêts et de passions, où la grande question italienne se trouverait singulièrement compromise, sinon même oubliée.

M. de Cavour prit une part considérable aux premiers travaux sérieux du parlement. A la grande surprise des libéraux avancés, non moins qu'au violent dépit de ses amis de la droite, il mit son éloquence au service des justes réformes, des idées sagement progressives, notamment dans la question des priviléges ecclésiastiques. Il acquit bientôt une prépondérance telle au sein de la chambre, que le gouvernement dut se l'associer et se couvrir de son renom nouveau. Ce fut dans le poste secondaire de ministre de l'agriculture et du commerce que M. de Cavour fit son entrée dans les conseils du roi, au mois d'août 1850.

Depuis cette époque, sauf une courte interruption, en 1852, l'ancien rédacteur du *Risorgimento* n'a pas cessé de faire partie du cabinet sarde ; et lorsqu'en novembre 1852,

M. d'Azeglio quitta la position de président du conseil, le comte de Cavour lui succéda. Il était le seul homme politique qui convînt à la fois au roi et à la situation; son autorité et sa prépondérance n'ont été depuis lors qu'en s'affermissant.

M. de Cavour avait soustrait le Piémont à l'action révolutionnaire, en lui inspirant le goût d'une liberté réglée. Il savait contenir au dedans les partis et faire une juste part aux principes qui se disputaient la place; mais il comprenait bien qu'abandonné à ses propres forces le royaume sarde ne pourrait balancer son implacable ennemi d'Autriche, et il cherchait à lui assurer des alliés dont l'intervention rendit un jour la partie plus égale. La guerre d'Orient lui fournit l'occasion désirée. Un contingent sarde, associé aux périls et à la gloire de nos soldats, scella entre la France et le Piémont un pacte d'union indissoluble, basé sur la fraternité de race et l'identité d'intérêts; et grâce à l'habile ministre de Victor-Emmanuel, l'Europe lut un jour au *Moniteur universel* ces paroles qui ne sont point de vaines phrases, mais un solennel engagement: « L'armée sarde a pris sa part des périls; elle partagera l'honneur et la gloire du succès. Associés dans la guerre, les gouvernements anglais, français et piémontais, le seront encore dans les négociations, lorsque la paix sera conquise par leurs armes. Dangers, honneurs, avantages, tout sera partagé. »

M. de Cavour peut rencontrer encore au dedans, bien que l'opinion publique soit unanimement avec lui, quelques contradicteurs, parmi les anciens privilégiés, ou parmi les im-

patients d'action nationale; il se tient à égale distance des partis extrêmes; il les contient, il les sépare et les modère, et c'est là sa gloire. Mais dans les provinces italiennes qui attendent de lui leur délivrance et qui comprennent sa conduite, il est le Messie promis pour la rédemption. — Un seul fait, dont le retentissement, ici comme dans le Lombard-Vénitien, ne peut se décrire, en dira plus que tous les discours possibles. Je traduis textuellement des journaux du 28 juin :

« M. Cernazzoni, nous écrit-on d'Udine (province vénitienne), en date du 24 courant, est mort avant-hier, à l'âge de quarante-sept ans. Il était célibataire, de mœurs très-simples, charitable sans ostentation, et n'avait d'autres parents que ses frères, tous riches. — Sa fortune se compose de 600,000 fr. environ, en biens fonds et en capitaux; il a laissé le testament dont voici une copie, qui a été communiquée de suite par la préfecture locale à notre préfecture. Celle-ci a demandé des instructions à la lieutenance impériale de Venise, laquelle a répondu s'être informée à Vienne de ce qu'il fallait faire. — Le testament est ainsi conçu :

« Travesio, 10 juin 1858.

» Sur le point de mourir, je laisse à M. le comte de Ca-
» vour, ministre de Sa Majesté, *et du peuple* de Sardaigne,
» à Turin, tout ce que je possède, pour en disposer (comme
» ministre de l'intérieur) en faveur de l'instruction publique
» piémontaise, de la façon que lui et ses collègues jugeront
» opportune pour le bien de *ce noyau* de la malheureuse
» Italie (*di quel nucleo della misera Italia*); le laissant libre

» de l'employer de suite tout ensemble, ou bien de le convertir en un capital, dont les revenus serviront à ladite instruction. Dans l'espérance que ceci sera fait, je le salue, le remercie, et suis son dévoué serviteur,

» DANIEL CERNAZZONI, *d'Udine,*
» *mais demeurant aujourd'hui au susdit Travesio.* »

L'Autriche confisquera-t-elle les six cent mille francs sous un prétexte ou sous un autre? Je ne sais; mais l'effet de cette démonstration piémontaise et *Cavourienne* n'en aura pas moins été produit, et il est considérable.

Faut-il ajouter au portrait du comte de Cavour, que l'homme d'Etat culminant du Piémont a la passion du pouvoir, non pour le pouvoir lui-même, mais pour le bien qu'il sait procurer à son pays; que, chargé, en outre des deux principaux ministères, du contrôle de tous les autres, orateur du cabinet dans les chambres, il travaille en moyenne quatorze heures par jour, ce qui semblerait peu enviable à bien des gens? — Ceci n'est contesté par personne; et ses ennemis politiques eux-mêmes rendent justice au beau caractère, au désintéressement, à la noblesse de la vie privée du chef des conseils de Victor-Emmanuel II [1].

[1] Les divers collaborateurs de M. de Cavour aux affaires étrangères ne sont pas moins remarquables par leur distinction et leur mérite. — Je suis heureux de pouvoir citer ici, entre autres, pour son exquise affabilité, sa profonde connaissance des intérêts italiens, M. le chevalier Constantin Nigra, chef du cabinet, et beau-fils d'un des plus savants hommes du Piémont, le chevalier Vegessi-Ruscalli.

Après M. de Cavour, et par ordre d'importance personnelle, vient le général Alphonse de La Marmora, ministre de la guerre et de la marine, bien connu en France pour la glorieuse part qu'il a prise à l'expédition de Crimée, comme commandant en chef des troupes sardes. Ainsi que le président du conseil, M. de La Marmora appartient à l'une des grande familles du Piémont. Militaire depuis l'enfance, comme ses trois frères, dont l'un, le si regrettable général Alexandre, mort en Crimée, fut l'organisateur de l'excellente arme des chasseurs à pied, dits *Bersaglieri*, M. de La Marmora se distingua extrêmement dans la campagne de Lombardie, en 1848. Fait général, et appelé au ministère de la guerre par Charles-Albert, lors des difficiles circonstances de la fin de 1848, il développa dès lors ces aptitudes d'administrateur pour lesquelles il n'a point de rival ici. Depuis 1848, le général a presque constamment été ministre de la guerre, et le Piémont lui doit le superbe état actuel de son armée. Il continue la tradition de sévère justice, de discipline rigoureuse, mais, en même temps, d'extrême sollicitude, du roi Charles-Albert. Le parti autrichien, qui lui porte la même haine que jadis au célèbre ministre Villamarina, a cherché à exploiter contre lui les turbulences de quelques jeunes têtes mises à la raison, ou les déclamations de certains organes de la presse. Mais le ministre de la guerre est toujours sorti de ces attaques et de ces polémiques, plus fort, plus solidement établi qu'auparavant. Dévoué à la maison régnante, que les siens ont de tout temps approchée et servie dans les charges de cour, ami du roi, et, à son exemple, Italien de cœur et d'âme, le général de La

Marmora est complétement associé à la politique de M. de Cavour. La franchise de son caractère et de ses opinions l'a rendu depuis longtemps sympathique à tous. On le respecte et on l'aime dans les divers camps nationaux. — A peine âgé de cinquante ans, le général espère bien fournir encore une longue carrière militaire et organiser un jour les armées du royaume de la haute Italie. — Ce jour-là, certes, il sera plus heureux de sa mission que d'une souveraineté ailleurs.

Le troisième ministre en rang est M. Lanza, qui remplit les deux départements des finances et de l'instruction publique. C'est un grand propriétaire de la province de Casal, d'une cinquantaine d'années environ, et qui a jadis pris le diplôme de docteur en médecine sans avoir jamais exercé. Libéral de la veille, très au courant des questions économiques et de l'état financier du pays, bon orateur, M. Lanza a été vice-président de la chambre des députés. C'est dans ce poste qu'est venu le prendre la confiance de M. de Cavour, qu'il seconde avec zèle et dévouement.

M. de Foresta, ministre de la justice, sénateur du royaume, est un avocat distingué du barreau de Nice. Député depuis 1850, il a déjà fait partie du cabinet d'Azeglio, dans les mêmes fonctions qu'il remplit aujourd'hui.

Un ancien intendant des chemins de fer de l'Etat, sénateur du royaume, le commandeur Bona, administre les travaux publics depuis la retraite de M. Paleocapa. On le dit homme pratique, très-fort dans sa spécialité, avantage que l'on a ici le bon sens de beaucoup regarder, et dont les af-

faires à lui confiées ne se trouvent assurément point mal.

Enfin, l'émigré vénitien, ingénieur Paleocapa, qu'une cécité presque complète a forcé, l'année dernière, de délaisser la partie active des travaux publics dont il était chargé, continue à faire partie du gouvernement comme ministre sans portefeuille. On a tenu à se conserver le concours de sa grande expérience, de son esprit et de sa profonde connaissance des hommes et des choses en Italie. C'est en outre un hommage rendu aux provinces captives, dont il est le représentant naturel au sein du ministère sarde[1].

Il est difficile de rencontrer un cabinet mieux formé, plus homogène, et rendant plus nettement la pensée de son chef. Il faut, en ceci, tenir compte du régime constitutionnel qui existe en Piémont, régime déjà si loin de nous, que beaucoup ont oublié ses rudes exigences, ses compositions avec tous les partis, ses assemblages d'hommes trop souvent antipathiques ou rivaux. — Ce qui frappe surtout ici, c'est le dévouement sincère au pays, à la cause italienne. — Le rôle de ces hommes d'Etat, si l'on en excepte le président du conseil, n'a rien de brillant au dehors. Au dedans, le travail, un travail de détails souvent fastidieux, les absorbe, et ce n'est point la grosseur de leur traitement qui

[1] Depuis le temps où cette lettre a été écrite, le ministère s'est complété par l'adjonction de M. Cadorna, nommé ministre de l'instruction publique, dont M. Lanza était seulement intérimaire. — M. Cadorna présidait la chambre des députés, pendant la dernière session, et on trouvera, à propos du parlement, les détails qui le concernent.

peut compenser ces fatigues. — Il n'est pas un de ces ministres qui ne gagnât deux ou trois fois, avec moins de peine, les quinze mille francs que reçoit annuellement chacun d'eux. Il faut donc chercher ailleurs que dans l'intérêt personnel le sentiment qui les anime.

Marco Foscarini, envoyé de Venise auprès du roi Charles-Emmanuel III, un des plus grands souverains qu'ait possédés le Piémont, a laissé une relation à son gouvernement, en date de 1742, où se trouvent de très-curieux détails sur la cour de Turin et l'administration sarde, à cette époque. — On y voit que le marquis d'Ormea, premier ministre, chargé des affaires étrangères, grand chancelier et grand collier de l'Annonciade, recevait par an 1,150 livres, quelque chose comme 3,000 francs de notre monnaie actuelle. Le roi s'était fixé, pour sa cassette particulière, une somme de 36,000 livres, et 8,000 au duc de Savoie. — C'est par cette sévère économie des deniers de l'Etat, qui n'excluait cependant pas la magnificence dans les grandes occasions, par son intègre gouvernement, que la maison de Savoie put relever ses peuples d'extrémités souvent presque mortelles, et se mettre en mesure d'accomplir tant de choses étonnantes pour un petit Etat.

Le trait distinctif de ce pays, c'est l'honnêteté et le désintéressement. Je ne crains pas de rencontrer un seul contradicteur à ce sujet. Cela tient à la dignité individuelle très-développée, et aussi, sans doute, à l'exemple des souverains qui ont toujours été des modèles en fait de probité. Charles-Albert, roi absolu, faisait bâtir à sa villa de Racconigi. Il se trouva gêné; plutôt que de recourir au trésor public, où

de considérables excédants s'entassaient chaque année, il préféra emprunter à gros intérêts sur son domaine privé. De tout temps, même à l'époque des abus en d'autres genres de la Restauration, les administrateurs piémontais se sont distingués par une intégrité scrupuleuse. — C'est ainsi que M. Ratazzi, quittant dernièrement le ministère de l'intérieur, qu'il venait d'occuper fort longtemps, laissa dans les tiroirs de son bureau plus de 400,000 francs, économisés sur les fonds secrets, et dont personne ne lui eût, à coup sûr, demandé compte. — Connaissez-vous beaucoup de pays où ce fait aurait lieu? — J'en doute.

La diplomatie n'est guère plus rétribuée que la haute administration. Les représentants de la Sardaigne à l'étranger doivent certainement y mettre pour beaucoup du leur. Heureusement, la noblesse piémontaise est riche et bien intentionnée, et l'Etat peut ainsi maintenir un personnel diplomatique composé des plus beaux noms, malgré l'insuffisante rémunération que reçoivent la plupart de ses agents [1].

Et cependant, malgré tous ces sacrifices personnels, malgré une économie rigoureuse, un ordre admirable dans l'agencement des dépenses, le budget que la chambre des députés vient de voter pour 1859 s'élève encore à 150 millions passif, et on emprunte 40 millions pour faire face au déficit des recettes.

[1] Il suffit, pour le lecteur français, de rappeler à cet égard le personnel de la légation de Paris, où MM. le baron de Rossy et le comte de Puliga figurent si bien à côté de leur digne chef, le marquis de Villamarina.

Mais ceci vient des nécessités de la position que le Piémont tient à l'heure qu'il est en Italie; c'est une conséquence de cette politique nationale et prévoyante, si fermement maintenue par M. de Cavour; c'est le prix auquel il faut acheter l'avenir : toutes choses qui feront l'objet d'une nouvelle et prochaine lettre.



IV

C'est de Gênes, monsieur, et sur cette seconde capitale elle-même du royaume sarde, que je vous écris aujourd'hui. — J'intervertis un peu de cette façon la marche que je m'étais fixée pour mes lettres; mais, en voyage, la circonstance est la véritable règle, et je profite, sans plus tarder, de celle qui m'a conduit ici, puisque, aussi bien, le sujet actuel devait nécessairement, dans un rang ou dans l'autre, arriver sous ma plume.

Gênes est une bien belle ville, monsieur, avec ses palais à rendre jaloux tous les rois du monde, avec ses délicieuses villas baignées par les flots tièdes de son golfe bleu, et dont les jardins sont formés de lauriers-roses et d'orangers gros comme nos chênes; Gênes possède à l'Acquasola une promenade sans rivale, où l'on peut voir une race de femmes à faire pâlir des déesses : la vie y est douce et facile;

en toute saison, on y trouve à volonté du soleil ou de l'ombre. Mais pourquoi les Génois ont-ils un si singulier caractère?

Certes, j'aime l'Italie tout entière, sans distinction de provinces ou de partis; je ne blesserai jamais sciemment un seul de ces hommes que je regarde comme des frères. Mais enfin, Louis XII, notre Louis XII de France disait, à propos de Gênes, qui lui offrait sa seigneurie : « *Les Génois veulent se donner à moi, et moi je les donne au diable!* » Et peut-être ce bon prince, s'il revenait au monde, en dirait-il autant aujourd'hui, tout bien pesé et examiné.

C'est en effet une chose curieuse qu'une ville dont l'esprit ne s'est en rien modifié depuis six siècles, pas plus que l'aspect physique; qui seule est restée, à notre époque, par ce grand mouvement d'indépendance nationale, d'unité italienne, municipale, féodale, séparatiste; qui rêve encore, dans ce coin de montagnes où il lui plaît de s'isoler, à sa vieille république, à son antique drapeau.

Et cependant, quand on connaît Gênes, ce sentiment se comprend presque; ces tendances s'expliquent; ce culte du passé ne blesse plus.

Rendez pour un instant aux Génois l'habit du dernier siècle, effacez la croix de Savoie de ses édifices, et vous aurez exactement la Gênes des doges, comme au jour où le fier Imperiali la quitta pour se rendre à Versailles, à l'audience de Louis XIV. Ses nobles, ses marchands, son peuple, tout sera là: il n'y manquera pas une famille, pas un nom. Les nobles, dans leurs palais héréditaires, fièrement blasonnés au fronton, avec les coffres pleins d'or, les écrins

regorgeant de bijoux, les précieuses galeries, tels que les ont laissés les ancêtres; —les marchands, dans leurs sombres comptoirs, d'où ils commissionnent encore les flottes de l'Orient; — le peuple, sur ce port, dont il vit depuis l'origine de la ville, qui est sa patrie, son univers, et où la tradition perpétue le souvenir et le regret de la grandeur et de la puissance anciennes.

Gênes n'a été en rien entamée par les divers changements politiques, depuis le dernier doge. Tombée en même temps que Venise, on est stupéfait de la retrouver intacte, tandis que de la république de Saint-Marc à peine reste-t-il vestige. —Les palais de Venise croulent dans l'eau; les mieux conservés servent d'auberges pour les Anglais et les Allemands; l'aristocratie du Livre d'or est morte ou avilie; un *Corner*, de ceux dont la fille régna à Chypre, un *Dandolo*, sont exempts de police autrichienne ; — il faut manger! — De vieux nobles qui ont siégé au grand conseil reçoivent l'aumône impériale, une livre par jour. La désolation est sur cette vieille reine de l'Adriatique; — tandis que sa rivale d'autrefois, fière, nette et complète en tout, se regarde, s'admire, se complaît en elle-même, et se demande pourquoi son antique vie propre, sa souveraineté séculaire ont cessé.

C'est que, à part la domination allemande que Gênes n'a heureusement connue qu'en passant, l'existence intérieure des deux républiques ne fut pas la même. Simultanément enrichis par le commerce du monde connu, pendant que les fastueux patriciens de Venise puisaient à même sans calculer, en gentilhommes et en grands artistes qu'ils étaient tous;

pendant ce temps, les seigneurs et les bourgeois de Gênes entassaient prudemment, se donnaient, par de rigoureuses lois somptuaires, d'honnêtes prétextes d'économie, et savaient au besoin, — que les Français, que les Anglais vinssent chez eux, — si bien cacher leur argent, ou si bien montrer les dents à ceux qui pouvaient vouloir en tâter, que leur capital, au moins, restait toujours le même. — Et voyez ce qu'a fait une vertu domestique élevée au rang de génie national! — Venise, la Venise de Saint-Marc, n'est plus qu'un souvenir lointain; et, sauf son doge et sa bannière de Saint-Georges, Gênes n'est pas changée d'un homme ni d'une pierre.

Dans les palais de marbre qui forment les rues Balbi, Nova, Novissima, dans ces villas splendides qui s'étagent des collines à la mer, vivent les Doria-Pamphili, descendants du grand André Doria, les Spinola, les Grimaldi, les Brignole, les Durazzo, les Balbi, les Pallavicini, les Serra, les Imperiali, les Negroni, les Pareto, les Ricci, les di Negro, tout le collége des grands nobles qui gouvernaient la république. Ces gens-là, vus marchant dans les rues ou accoudés à leurs balcons, ressemblent à de graves portraits de famille rhabillés à la moderne et sortis de leurs cadres. Ils ont des têtes, des regards, des attitudes de l'an 1400; un noble génois est aussi facile à reconnaître qu'un Pharaon qui s'amuserait à ressusciter de sa caisse vernie du Musée et à se promener en paletot parmi les Parisiens de 1858.

Cette aristocratie boude la cour de Turin, et vit entre elle au fond de ses demeures quasi-souveraines. — Quelle magnifique chose ce devait être à voir que ces immenses

palais pleins de bruit et de mouvement, de serviteurs, d'écuyers allant et venant; avec de belles dames aux fenêtres et des gentilhommes empanachés s'empressant autour du grave patricien à large fraise, maître du logis! Tout un monde vivait dans chacune de ces résidences; bon nombre ont, à l'intérieur, église et théâtre. Avec la promenade dans ses jardins en terrasses, le seigneur pouvait ainsi trouver tout chez lui. Aujourd'hui, ces mêmes édifices, quoique tenus avec un soin extrême, sont silencieux et fermés. La noblesse porte le deuil éternel de sa souveraineté défunte.

Si le pouvoir n'est plus, les fortunes sont restées. L'Amsterdam du Midi renferme d'énormes richesses. Tel patricien possède à lui seul deux et trois millions de revenus, comme le marquis Pallavicini, qui ignore le nombre de ses châteaux et de ses terres; tel autre, comme le marquis Cattaneo, a trente millions qui dorment dans ses coffres. Un de ces fils de doges a dépensé six millions pour une villa près de Gênes, et elle n'est pas encore complète. C'est une brèche insensible dans ses capitaux. — Ces gens ont de tout temps été si riches qu'un Durazzo, l'aïeul de celui d'aujourd'hui, envoyé de la République à la cour de Vienne, offusqua de son luxe François Ier, l'époux de Marie-Thérèse. L'empereur écrivit au sénat que Durazzo dépensait plus que lui, le souverain, ne pouvait le faire, et que c'était inconvenant. — Ceci constituait du reste l'exception; car peu d'individus de ce même ordre étaient et sont actuellement, par inclination, capables de manger leurs revenus.

Il est vrai que, jaloux les uns des autres à l'intérieur, les nobles avaient établi une foule de prohibitions somp-

tuaires qui les réduisaient souvent, dans Gênes, à ne savoir où jeter leur argent, quand même ils eussent été tentés de faire des folies. — Un patricien demandait alors au sénat la permission de bâtir à ses frais une église, un monument d'utilité publique, et s'efforçait de paraître plus magnifique que ne l'avait été une famille rivale. Huit, dix millions y passaient fort bien. C'est ce qui explique la beauté et le caractère de grandeur des édifices de Gênes.

La noblesse génoise, qui s'était tenue à l'écart pendant l'empire, n'a pas beaucoup changé d'attitude avec la maison de Savoie. Elle a opposé à l'action de Turin la force d'inertie, se contentant de thésauriser et de rêver à ses splendeurs passées. — La bourgeoisie, quoique livrée tout entière au commerce, se modèle en général sur les patriciens; quant au peuple, il est un des plus turbulents, un des plus difficiles à gouverner qui se puissent voir. — Gênes est une des dernières villes où l'esprit municipal, jadis mobile de si grandes choses en Italie, déraisonnable aujourd'hui et sans portée, se soit le plus obstinément continué. Mais c'en est à peu près fini maintenant, et les suprêmes velléités de cette aspiration malencontreuse se sont vues étouffées sous les événements de 1849.

Une courte digression historique à ce sujet ne pourra sans doute qu'intéresser le lecteur, en lui donnant en même temps la clef d'un autre fait demeuré assez confus jusqu'ici pour les esprits français : — le désastre de Charles-Albert à Novare.

Le 14 mars 1849, deux jours après la dénonciation de la

trêve conclue en août 1848 avec le maréchal Radetzki, le roi Charles-Albert quittait Turin pour se mettre à la tête de ses troupes, que commandait en chef le général polonais Chrzanowski. L'armée sarde d'action comptait quatre-vingt mille hommes, bons soldats pour la plupart; elle marchait sur la Lombardie pour la soulever et bloquer dans Milan l'armée autrichienne, coupée de ses forteresses par l'insurrection. Le plan était bon; avec un général tant soit peu habile, il eût réussi. L'exécution fut déplorable dès le début.

Au lieu de s'avancer dans une masse formidable, qui n'eût ainsi craint aucune rencontre, on divisa l'armée en trois corps : le centre, où se trouvait le quartier général, le roi et Chrzanowski, et qui, par la grande route de Novare, marchait sur Milan; l'aile droite, commandée par le le général de La Marmora, et agissant du côté de Parme et de Plaisance; l'aile gauche, comptant vingt mille hommes de troupes lombardes, avec l'ancien conspirateur Ramorino pour général, et devant entrer en Lombardie par Pavie. Ces trois corps, provoquant la prise d'armes sur leur passage, convergeaient ensuite vers Milan, sous les murs duquel était fixé leur point de réunion. — Les mouvements commencèrent aussitôt dans ce sens, et l'armée touchait des trois côtés indiqués les frontières, quand la soudaine apparition de Radetzki sur le territoire piémontais vint changer la face des choses.

En apprenant le dessein de son adversaire, le général autrichien n'était point resté à attendre l'armée sarde dans Milan pour s'y laisser emprisonner par de nouvelles barricades, comme l'avait naïvement cru Chrzanowski. Il avait rappelé à

lui tous ses corps, dégarni les villes lombardes, et, à la tête de 90,000 soldats, force irrésistible, agissant comme un seul homme dans sa main, il était sorti de la ville pour tâcher de surprendre le principal corps sarde, où il savait qu'étaient le roi et le général en chef. Quelques lieues à peine séparent Milan du Tessin, rivière frontière des deux Etats. Radetzki passa ce cours d'eau le 20 mars, à *la Cava*, forte position, devant laquelle se trouvait alors Ramorino, qui, loin de s'y défendre, s'empressa de se replier et de livrer le passage libre à l'ennemi. Le quartier général sarde, de son côté, avait déjà franchi le pont de Buffalora, quand Chrzanowski, averti de l'approche des Autrichiens dans un ordre aussi menaçant, ramena vivement ses 34,000 hommes sur le Piémont, recula d'une demi-marche, et, adossé à Novare pour soutenir le premier choc, dépêcha sans perdre une minute des estafettes aux généraux des deux ailes, les appelant en lui en toute hâte. Il s'agissait désormais de tenir jusqu'à leur arrivée, et les Autrichiens attaquaient deux et demi contre un. Les braves Piémontais, électrisés par l'exemple de leur roi et de ses fils, firent une résistance furieuse. On se battit tout le 24, l'oreille aux aguets, les yeux sur l'horizon, attendant d'heure en heure la venue de ces forces qui allaient changer la face des choses, et rendre la partie égale. Voici ce qui se passait aux deux ailes.

Le corps de Ramorino, après avoir laissé complaisamment défiler devant lui l'armée autrichienne, était resté campé devant Pavie. — Là, immobile et impassible, l'ancien carbonaro, admis en grâce par le trop confiant Charles-Albert, reçut, *trois jours durant*, ordres sur ordres, officiers sur officiers, le

sommant d'accourir au secours du quartier général, dont on pouvait entendre, en dernier lieu, la cannonade acharnée. Il ne bougea pas. — Quant à La Marmora, rencontré à Mortara avec deux seules divisions par toutes les forces ennemies, il avait été lui-même gravement compromis. Il n'arriva devant Novare que pour recueillir et protéger les débris des malheureuses divisions royales, écrasées après une héroïque défense. Mais ce secours ne pouvait que fermer aux Autrichiens quelques heures de plus la route de Turin. Pour éviter une ruine complète, il fallait capituler. C'est alors que Charles-Albert, épargné malgré lui, pendant cette lutte, par les boulets qui moissonnaient ses officiers, abdiqua en faveur de son fils, pour lequel il espérait des conditions meilleures, et prit la route du pays lointain où il devait bientôt mourir.

Quelle prescience mystérieuse de ce grand désastre existait-il donc chez certains hommes? Ramorino était Génois: n'oubliez pas ceci. — A Gênes, une faction veillait, toute prête pour un événement attendu. — A la première nouvelle de la défaite et de la capitulation de Novare, des hommes, dont je ne veux point rappeler les noms, ameutèrent le peuple et lui annoncèrent une nouvelle infâme : le nouveau roi cédait Gênes à l'Autriche pour prix de la paix ; les Autrichiens étaient déjà à Pontedecimo, tout près d'arriver. — La ville se soulève alors ; ces mêmes hommes s'emparent du mouvement, chassent les autorités royales et proclament la république : tout cela pendant que le Piémont luttait pour l'Italie, pendant que les maux de la patrie étaient à leur comble !

Ramorino fut arrêté, comme ses troupes s'insurgeaient. — La conduite de ce Génois, commandant à des régiments lombards, pleins de ferments insurrectionnels; cette coïncidence de la révolte de Gênes, où quelques marches pouvaient conduire; tout cela ne paraît-il pas se relier ensemble? L'ancien complice de Ramorino, Mazzini, était dictateur de Rome; — qui sait si le malheureux ne rêva pas ce titre dans Gênes, avant le conseil de guerre, sous la juste sentence duquel il mourut?

Livrés à leurs propres forces, désapprouvés du reste par la grande majorité des citoyens, les révoltés de Gênes ne pouvaient tenir bien longtemps. Le 4 avril, la division sarde de La Marmora arrivait sous les murs de la ville, et quelques jours après, le pouvoir régulier était rétabli et les esprits pacifiés.

Onze individus seulement, trop notoirement compromis, furent exceptés de l'amnistie que prononça le nouveau roi, et durent passer à l'étranger. Victor-Emmanuel II leur a pardonné l'année dernière, et le Piémont n'a plus aujourd'hui d'exilés politiques.

Des aristocrates séparatistes, unis à des socialistes mazziniens, avaient fait ce mouvement. C'est qu'alors Mazzini, né à Gênes et moins connu qu'aujourd'hui sous sa véritable face, possédait un parti assez nombreux. — La peur, non moins que l'amitié, lui donnait action sur une certaine portion de Génois, et l'on cite des patriciens de vieille roche qui, lors de son fameux emprunt de la république italienne, en 1851, prirent un nombre assez considérable d'obligations, comme brevet de républicanisme de la veille, en cas

d'événement. Prudence assez plaisante et tout à fait génoise.

L'esprit de la ville des doges s'est bien modifié depuis ces dernières années. Des faits pareils à ceux de 1849 ne sont plus à redouter, mais une inquiétude sans cause, un fond d'opposition irraisonnée au ministère de Turin, couvent encore parmi cette population. La députation génoise, où figurent pourtant deux anciens ministres de Charles-Albert, les marquis Pareto et Ricci, vote invariablement et en masse contre le pouvoir. Ces messieurs se montrent mécontents de tout. —On a fait un superbe chemin de fer par où l'on va de Gênes à Turin en cinq heures; il a coûté trop cher; —on perce le mont Cenis, ce qui va mettre Gênes en communication directe avec la France; cela mange trop d'argent, il faut en rogner; — le gouvernement veut placer la marine militaire à la Spezzia et laisser au seul commerce le port de Gênes, déjà trop petit : les Génois ne veulent pas payer; on les ruine sans raison.

Ce n'est cependant pas faute au Piémont de s'occuper de Gênes, de favoriser ses intérêts, de venir au-devant de ce qui peut lui être agréable. Dans la séance de la chambre des députés du 26 juin, le ministère demande un crédit pour faire fondre en bronze le modèle de la statue de Pietro Micca, héroïque soldat qui, par son dévouement, sauva jadis Turin d'une prise d'assaut. Aussitôt, le député Valerio demande qu'on fonde également, pour être envoyée à Gênes, la statue de Balila, l'enfant génois qui, en 1746, jeta la première pierre aux Impériaux, lors de l'insurrection où ils furent chassés. Voilà une gracieuseté, ou je ne m'y connais plus.

« Gênes, me disait un des premiers hommes politiques du Piémont, Gênes est une grande dame qui a le sentiment de sa beauté et de sa puissance, et qui exige, pour se livrer, des égards et des soins infinis. Peut-être les mots piquants lancés par un de nos ministres contre ce mauvais vouloir sans cause entretiendront-ils long-emps encore sa bouderie et son opposition. »

Et cependant, quel régime plus libéral, plus sagement ordonné, la fière ville peut-elle rêver? Le trop grand bien-être rend souvent fantasque. — Si les capricieux fils de Doria étaient mis pour quelque temps au régime de Venise, avec l'occupation autrichienne, peut-être comprendraient-ils alors le bonheur réel qui leur est actuellement départi.

Avec un peu de réflexion, les Génois porteraient dans leur cœur le gouvernement de Victor-Emmanuel, et applaudiraient, les premiers de tous, au mouvement qui doit donner à la maison de Savoie toute la haute Italie. Quel plus magnifique débouché que la Lombardie, la Toscane, les duchés, les légations, aujourd'hui fermés au profit de Trieste, le marché allemand! Quel avenir pour la grande cité maritime!

V

Je vous disais, monsieur, dans une précédente lettre, que, malgré la meilleure administration et la plus sévère économie, le budget des Etats sardes se soldait encore en déficit pour 1859. J'ajoutais que cet état de choses provenait uniquement de la situation faite au Piémont par sa politique extérieure, *italienne*, pour employer le vrai mot. — Si ce royaume consent à supporter de lourdes charges, à accroître sa dette publique en maintenant sur pied une armée relativement considérable, en fortifiant ses villes, en multipliant ses voies de communication pour la défense ou pour l'attaque, c'est parce que chacun sait que le duel avec l'Autriche, occupante de la Lombardie et de la Vénétie, duel ajourné en 1849, peut recommencer au premier instant, et que cette fois, il s'agira pour la monarchie sarde de vaincre ou de périr. La mission historique de la maison de Savoie

touche certainement à une phase décisive. L'Italie le comprend, et elle attend, palpitante, la solution de cet antagonisme terrible qui, depuis cinq siècles, tient en présence les deux races de Hapsbourg et de Savoie armées, l'une pour l'asservissement de l'Italie, l'autre pour sa libération et sa constitution nationale. Ceci n'a que faire avec les idées du siècle, avec la révolution.

En conservant, à travers tant de crises, tant de fortunes diverses, la descendance du roi Bérenger et de Humbert aux blanches mains, en lui maintenant une forte épée et des instincts proverbiaux de vaillance, la Providence montrait bien qu'elle n'avait point condamné l'Italie à un éternel esclavage, et qu'elle gardait à ces braves princes l'honneur et l'avantage de délivrer la patrie. — Et suivez à travers les âges la marche de cette maison, reprenant pied peu à peu dans la Péninsule, comme les Pélages en Ibérie ; arrachant, à chaque étape, un morceau à l'étranger ; possédant par deux fois Milan au dernier siècle, prête à poser de nouveau sur sa tête la couronne des rois lombards ! Son étape, en ce siècle-ci, c'est le reste de la haute Italie, déjà réunie légalement en 1848 par le vote libre de ses habitants : elle l'aura ; l'Allemagne ne le comprend que trop, et se cantonne avec fureur sur cette riche proie qui lui échappe. Tous les beaux génies italiens de cette époque n'ont-ils pas annoncé que le moment était venu : les Balbo, les Gioberti, les d'Azeglio et tant d'autres ? — Grande vérité, salut unique, que les démocrates séparatistes de 1848 avaient fatalement perdu de vue dans leur exil à l'étranger, et que Manin répétait en mourant : — *Serrez-vous au Piémont !* — Et voyez là, de

la part de cette dynastie, fille de la Lombardie, autre chose encore qu'un naturel sentiment d'ambition et de reprise d'héritage ; voyez-y surtout ce qui est, l'amour de la grande patrie italienne, la haine héréditaire de l'étranger oppresseur et insolent; deux choses qui ont tué Charles-Albert ; ne l'oubliez point.

Aujourd'hui, la condition des provinces esclaves est devenue tellement extrême, l'opinion publique tellement résolue, l'animosité entre les deux gouvernements eux-mêmes si violente, que la première circonstance imprévue peut précipiter le choc. Il sera indicible d'énergie de la part du Piémont. — Ici, on ne se fait point d'illusions; on connaît tout le péril de la lutte; mais on sait aussi qu'elle doit forcément avoir lieu. L'Autriche, par son occupation militaire des duchés, par ses concentrations de troupes, par son hostilité ouverte, menace si clairement l'indépendance des Etats sardes, que ceux-ci sont contraints à s'épuiser en développements de forces, et une crise dans un sens ou dans l'autre est inévitable. — *Etre mangé,* ou *manger* l'Autriche : voilà le dilemme, voilà le langage de la nation tout entière. — Et ceci n'est point une forfanterie, mais l'expression très-sérieuse d'une situation, à laquelle la volonté de toutes les chancelleries du monde ne saurait rien changer. Dans une dernière rencontre sans merci, le Piémont délivrera l'Italie, ou bien il périra.

Il est admirable d'étudier l'esprit public actuel de ce peuple, surtout pour quiconque a connu le pays il y a dix ans. L'héroïque exemple de Charles-Albert, si bien continué par son fils, a italianisé tout le monde, sans distinction de

rang ni d'opinions antérieures. La cause de Milan et de Venise est devenue celle de Turin. A l'exception d'un petit groupe que les libertés du statut ou les réformes cléricales ont rendu hostile, la fraternité nationale domine exclusivement toutes les âmes. La fusion morale est faite, et les Lombards et Vénitiens, les émigrés surtout, aiment le roi au moins autant que ses anciens sujets. Il s'est fait, pendant ces quelques dernières années, un travail si considérable en ce sens, que moins d'une semaine suffirait, après le départ des Allemands, pour constituer, de l'accord de tous et acclamativement, le royaume de la Haute-Italie. C'est un sentiment aussi net aujourd'hui que chez nous celui de notre unité française; et c'est tout dire, ce me semble.

Or voilà ce qui doit mettre du côté de la maison de Savoie et du Piémont l'Europe monarchique, les hommes d'ordre; c'est que cet immense danger de l'Italie esclave, se jetant aux bras de la démagogie pour échapper à ses tyrans, n'existe plus maintenant. Le mouvement national est régularisé, son aspiration définie. La Haute-Italie a là une dynastie, un gouvernement, des cadres d'armée tout prêts; des frères qui l'ont soutenue dans le malheur, qui la libéreront; et je ne crains pas d'avancer que celui-là risquerait fort qui voudrait recommencer dans l'avenir la triste propagande révolutionnaire qui a tant fait de mal en 1848, et si fort compromis aux yeux des nations voisines l'indépendance italienne.

Il me fallait vous dire tout ceci pour arriver au tableau de l'intérieur, à la brève mais nécessaire exposition du parlement, des hommes qui y personnifient les divers côtés de

l'opinion, à la machine gouvernementale en un mot. Comme tout roule là, de même qu'au dehors, sur la question italienne, devenue l'unique préoccupation, l'unique battement de cœur de ces cinq millions de libres Italiens, je devais ce préambule à l'intelligence du reste du récit.

J'aborde donc la revue du parlement national, et, suivant l'ordre du rang, je commence par la chambre haute, le sénat.

Le statut octroyé par le feu roi, le 4 mars 1848, établit, comme élément pondératif de la législature, un sénat composé de membres nommés à vie par le souverain, et de nombre illimité. Les sénateurs doivent avoir quarante ans accomplis et appartenir à certaines catégories sociales désignées au statut; leur mandat est gratuit, comme celui des députés. On en compte quatre-vingt-dix-sept aujourd'hui.

Il est incontestable que les débats les plus importants ont lieu au sein de la chambre basse, et que là se jouent les grandes parties politiques, se font et se défont réellement les ministères. Le sénat, par sa composition, sa mission particulière et le viager de ses fonctions, ne peut ni ne doit se mêler aux intrigues ni aux luttes des partis. Il est naturellement gouvernemental, et rarement il réforme les décisions des députés. — Cependant, il n'en faudrait point inférer qu'il est un rouage inutile, ne servant à autre chose qu'un vain apparat. Cette grave assemblée contrôle avec beaucoup de soin les lois votées en premier ressort, et sait fort bien rejeter celles qui lui paraissent mériter ce sort. Ceci a eu déjà lieu dans plusieurs questions d'une extrême importance; et le principal service que rend le sénat est de retenir ainsi

les esprits trop pressés de la chambre basse, dans la crainte d'un rejet ou d'un renvoi à modifications. — Quoique très-dévoué, le sénat est fort indépendant, et il sait disputer au ministère lui-même toute mesure compromettante ou défectueuse. — Son importance est donc incontestable, et son action du meilleur effet.

La couronne a, du reste, appelé à le former les principales illustrations du pays. De grands noms s'y mêlent à de grands services. Le sénat est présidé par un homme respecté de tous sans distinction, le marquis Alfieri de Sostegno, de la famille de l'illustre poëte, fameux lui-même par l'intimité de Charles-Albert et la part qu'il prit aux réformes de ce roi.

Placé, comme il le disait douloureusement, par les manœuvres de l'Autriche, « *entre le poignard des carbonari et le chocolat des jésuites,* » Charles-Albert dut, pendant bien des années, réprimer les instincts libéraux et intelligents qu'il nourrissait au fond de son âme. L'état de l'instruction publique, presque entièrement livrée dans ses Etats aux corporations religieuses, dévouées par Rome à l'étranger, le préoccupait sur toutes choses. Il entretenait de ses tristesses quelques rares familiers, parmi lesquels le marquis Alfieri, dont les courageux conseils ne contribuèrent pas peu à lui faire secouer enfin le joug abhorré. Chargé par le roi, en 1845, de travailler à la reconstitution de l'université, le marquis Alfieri entra au conseil sans portefeuille, sous le titre significatif de *ministre de la Réforme*. Il employa deux ans entiers à la reconstitution du système d'enseignement, bravant l'animosité et les complots des privilégiés

qu'il renversait; et les Etats sardes doivent à ses efforts la nouvelle et très-italienne génération qui entre aujourd'hui dans le monde. — Après la triste issue de la campagne de 1848 et la démission du ministère du royaume de la Haute-Italie, le marquis Alfieri fut appelé par la confiance du roi à former un cabinet. Il le présida pendant deux mois, et se retira devant les impatiences qui devaient trouver bientôt à Novare une si triste issue.

Nommé il y a deux ans, par le souverain actuel, président du sénat, M. Alfieri a apporté à cette haute fonction plus de lustre que lui-même n'en reçoit d'elle. — Populaire comme pas un autre pour sa rare affabilité, sa bienfaisance, son dévouement au roi et à l'Italie, grand seigneur en tous points, le marquis Alfieri est un de ces hommes qu'un pays est fier d'offrir à l'observation des étrangers.

L'aristocratie domine dans le sénat sarde, et cela est naturel dans un pays exclusivement monarchiste, où les souvenirs du passé glorieux exercent encore un grand prestige. Du reste, la noblesse piémontaise, froide et sensée, peu susceptible d'entraînement, s'entend fort bien aux affaires, et elle était surtout propre aux graves fonctions de corps politique modérateur. La plupart des sénateurs ont, du reste, marqué déjà dans d'éminentes fonctions, comme ministres, généraux, ambassadeurs, administrateurs. L'archevêque de Verceil y figure, Mgr d'Augennes, ainsi que l'archevêque de Chambéry, Mgr Billet. — Puis viennent les La Marmora, les Saluces, les Sclopis, les Colobiano, les Pamparato, les Saint-Marsan, les Caccia, les Tornielli, les de Brême, les Brignoles-Sale, les Villamarina, les Sonnaz, les La Planargia,

les Cardenas, les Montezemolo, les Cibrario. — Grands noms ou grandes personnalités.

Les deux frères d'Azeglio, l'ancien ministre, chevalier Maxime, et le marquis Robert, son aîné, font partie du sénat. — M. Maxime d'Azeglio est, sans contredit, une des individualités les plus marquantes, non-seulement du Piémont, mais de l'Italie contemporaine, et, bien que depuis sa sortie des affaires publiques, il ait vécu un peu effacé, il n'est pas possible de passer devant cette belle et chevaleresque figure sans faire une halte de quelques instants. — Des trois Italiens auxquels la Péninsule doit, entre tous, le réveil de son esprit national, Maxime d'Azeglio est le seul qui survive. — Balbo et Gioberti sont morts. Plus heureux que ses deux illustres amis, M. d'Azeglio pourra voir le triomphe de cette grande idée, à laquelle sa vie entière a été dévouée.

Ambassadeur à Rome après la restauration de la maison de Savoie, le marquis d'Azeglio y conduisit son fils Maxime, à peine hors d'enfance. Dans ce centre des chefs-d'œuvre des divers âges, où toute âme artiste se sent si profondément remuée, le jeune homme puisa une vocation décidée pour la peinture et les arts plastiques en général. Destiné dans sa patrie à la carrière des armes, la monotone existence de l'officier l'eut bientôt dégoûté. Il donna sa démission, et, content d'une modeste pension de cadet de famille, il retourna à Rome et à ses pinceaux. — Dix ans après, Maxime d'Azeglio était un des meilleurs paysagistes d'Italie; sa renommée égalait son talent, et ses toiles, dont les plus belles ornent aujourd'hui le palais du roi à Turin, se ven-

daient ce qu'il lui plaisait. Un autre instinct poursuivait cependant le gentilhomme artiste. Sa gloire, comme peintre, ne lui suffisait pas. Il s'essaya au roman, et publia, pour son début dans ce genre, *Hector Fieramosca*, un chef-d'œuvre.

Du premier coup il avait atteint Manzoni. L'Italie tressaillit à ces accents patriotiques. La pléiade des Lombards illustres appela à elle le jeune maître, et, initié aux douleurs comme aux espérances de ces hommes généreux, le chevalier d'Azeglio se fit dès lors un des plus actifs missionnaires de la propagande anti-autrichienne, à laquelle César Balbo et Gioberti allaient bientôt fournir de si rudes champions. Le peintre-écrivain, populaire auprès de toutes les classes, voyageant sous le manteau de l'art dans la Péninsule, pouvait aisément étudier le pays, nouer des relations, et se former à la connaissance de cet esprit public qu'il s'agissait de réveiller partout à la fois. Un second et non moins remarquable ouvrage, *Nicolo de' Lapi*, paru vers 1840, précéda de peu le fameux écrit : *I casi di Romagna* (*les Événements de la Romagne*), précis des atrocités commises à Rimini, après le mouvement révolutionnaire de cette ville.

L'effet en fut énorme. Maxime d'Azeglio compta de ce moment parmi les grands patriotes italiens. Très-avant dans les bonnes grâces de Charles-Albert, convaincu d'ailleurs que c'était du seul Piémont que l'Italie pouvait attendre sa liberté, il fut pour beaucoup dans le mouvement qui rallia la noblesse lombarde au roi de Sardaigne et décida de l'union en 1848. Le parti *noir* lui voua dès lors une profonde haine. Les États soumis à l'influence autrichienne interdirent

leur territoire à sa personne ainsi qu'à ses écrits. — Sa femme, fille du pieux et doux Manzoni, fut lâchement chassée de Milan, sa ville natale, où elle était venue séjourner. La colère des fauteurs d'abus prouvait la profondeur de l'attaque.

Le chevalier d'Azeglio voulut payer de sa personne aussitôt qu'eut éclaté la guerre nationale. Colonel d'un régiment de volontaires romains dans l'armée du général Durando, il fut grièvement blessé à la défense de Vicence, en juin 1848. De son lit de douleur, songeant à l'état de l'Italie déplorablement travaillée par les factions, il écrivit une remarquable brochure : *Timori e speranze* (*Craintes et espérances*), qui fit pousser les hauts cris aux démagogues accourus de l'étranger, par la façon hardie dont il arrachait leur masque de patriotisme, pour ne plus laisser voir que leurs cupides desseins. — « Ce sont les Croates qu'il y a au bout de tout cela, » disait le soldat-poëte. Et il prophétisait à bien courte distance. — Rentré en Piémont après une longue convalescence, les électeurs de Strambino l'envoyèrent comme leur représentant à la chambre des députés pendant l'hiver de la même année.

Lors des désastres de Novare et de la chute du ministère démocratique, le roi actuel appela à former son premier conseil de ministres le général de Launay, homme honorable, mais peu populaire. Le pays était alors dans le plus déplorable état. Il fallait, à l'intérieur, réorganiser le système gouvernemental ; à l'extérieur, traiter de la paix avec l'Autriche aux moins dures conditions possibles, se refaire des amis et des alliés parmi les puissances, presque toutes hostiles. Le Piémont était exactement dans la condition d'un

vaisseau jeté à la côte, et que l'habileté de ses officiers peut seule tirer d'affaire. — Le cri public désignait au roi, comme le véritable homme de la circonstance, Maxime d'Azeglio. Victor-Emmanuel II l'appela à lui dans les premiers jours de mai 1849, et le chargea de la présidence du cabinet.

« La simple annonce d'une telle nomination, dit un écrivain, suffit pour que le Piémont se crût comme débarrassé d'un lien et qu'il se sentît plus d'air dans la poitrine. Ce fut l'arc-en-ciel après une épouvantable tempête. La confiance succéda à la défiance. Pour M. d'Azeglio, ce fut un acte de dévouement au pays, une entière abnégation de sa personne pour le salut commun. Le soldat de Vicence fut appelé par son roi à signer le traité de paix avec l'Autriche. Un homme comme lui ne pouvait pas admettre les conditions de ce traité, mais il pouvait avoir le courage de les subir, et il l'eut. Nous ne connaissons pas dans l'histoire moderne un autre exemple de plus grand sacrifice, si ce n'est celui que donna en 1816 le duc de Richelieu dans des circonstances presque analogues. »

M. d'Azeglio fut au pouvoir la personnification de la dignité, de la loyauté et de l'honneur national. Il replaça l'État sur ses bases ébranlées et pacifia les esprits, tout en cultivant avec soin le sentiment italien. Bien que s'occupant des intérêts du Piémont, il n'oublia point les provinces captives, et il commença le premier des négociations diplomatiques pour améliorer leur sort. Appelé au ministère par la force des choses et presque contre son goût, le chevalier d'Azeglio ne se fit cependant jamais d'illusion; malgré tout

son zèle, il savait n'être point un administrateur de premier ordre. Dès que l'éclatante personnalité de M. de Cavour eut pris place dans le ministère, le noble combattant de 1848 s'effaça tout doucement et de son plein gré derrière le nouvel et brillant orateur du cabinet. Ce fut sans aucune amertume, sans nulle arrière-pensée, qu'en novembre 1852 il vit lui succéder, dans le poste de président du conseil, son ancien ministre des finances, devenu peu à peu l'homme politique le plus puissant du pays, l'âme, l'action, le mouvement du gouvernement.

Le poëtè-artiste avait bien servi son roi et sa patrie ; il retrouva avec bonheur ses chers pinceaux, ses livres bien-aimés. — Né presque avec le siècle, Maxime d'Azeglio est encore dans toute la plénitude de sa haute intelligence. Dénué d'ambition, plein de franchise, dans le peu de part qu'il prend actuellement aux affaires, il n'hésite pas à soutenir le pouvoir qui a succédé au sien, et il applaudit aux services *italiens* du ministère actuel.

VI

Si nous passons à d'autres bancs, nous pouvons voir l'antique aristocratie génoise assez largement représentée dans le sénat des États sardes. — On retrouve là un Imperiali, un Balbi, un Doria, un Serra, un Sauli, un Pallavicini; le marquis de Brignole-Sales, l'ancien ambassadeur à Paris; puis le marquis Ricci, frère aîné de l'excentrique député de Gênes.

Le marquis Ricci, sénateur, un des hommes les plus remarquables comme puissance de vues, comme expérience des choses, un des plus charmants causeurs que je connaisse, était ambassadeur de Sardaigne à Vienne, au moment de la révolution de 1848. Dévoué à Charles-Albert, dont il avait depuis longtemps le secret, c'est à lui qu'incombèrent les premières négociations qu'à la nouvelle de l'entrée de l'armée sarde en Lombardie l'Autriche chercha à renouer avec le

cabinet de Turin, par l'entremise de l'ambassadeur d'Angleterre, lord Ponsonby.

Le marquis Ricci me racontait dernièrement, à ce propos, une curieuse anecdote, qui ne laisse pas, par le temps actuel, d'avoir son intérêt.

Lord Ponsonby, fort bienveillant dans le discours pour le Piémont, assurait l'envoyé sarde que l'Angleterre verrait avec plaisir la formation du royaume de la Haute-Italie, que l'opposition intéressée de l'Autriche avait seule empêchée en 1815, au profit de la maison de Savoie,et que les événements actuels semblaient amener naturellement.— Ce lord cherchait seule ment à prémunir la cour de Sardaigne, à l'endroit du nouveau système d'alliances qu'un changement de position devait lui opérer.

— Écoutez, disait-il au marquis, je ferai bien volontiers le royaume d'Italie; car c'est moi-même qui ait fait la Belgique en 1832. — J'étais envoyé d'Angleterre à Bruxelles, et je me promenais un jour, réfléchissant à la situation, et fort perplexe, quand j'entendis deux gamins se disputant, dont l'un criait à l'autre : *Pouilleux de Français !* — Eh ! eh ! pensai-je de suite, il y a quelque chose à faire avec ces gens-là.

— J'allai chez M. Nothomb, avec qui le gouvernement provisoire m'avait abouché, et je lui dis : — Vous sentez-vous vraiment la force de constituer une nationalité ? Répondez-vous de ce pays-ci ? Serez-vous bien sages, si l'on vous aide ? — Oui. — Eh bien, comptez sur moi ; le royaume de Belgique existe de ce moment.

Et voilà, cependant, à quoi la Belgique doit son indépen-

dance, le roi des Belges sa couronne. — O fortune! à quoi tiennent parfois les destinées des peuples.

C'est du même ancien ambassadeur à Vienne, aujourd'hui sénateur Ricci, que je tiens encore, monsieur, le fait suivant, jusqu'ici peu connu, et de nature à intéresser ceux de vos lecteurs qui se trouvent au courant de l'histoire contemporaine de l'Italie, ainsi que de la polémique des divers partis qui s'y sont disputé la diplomatie, jusqu'à ce que celle du Piémont se fût, en dernier ressort, providentiellement rétablie.

S'il a existé un prince différemment jugé pendant sa vie, et même encore après sa mort, c'est, à coup sûr, Charles-Albert. Avec les plus nobles intentions du monde, les circonstances lui furent si souvent hostiles que les gens qu'il contrariait dans leurs vues, le vulgaire, qui ne juge que sur les apparences, ne se sont pas fait faute de lui prodiguer les accusations les plus invraisemblables, les épithètes les plus offensantes.— Sa fin touchante, la belle conduite de son successeur, ont victorieusement répondu aux imputations dirigées jadis contre ce roi, « qui doit être cher à l'Italie, a dit un écrivain démocrate français, parce que la passion dominante de sa vie fut la haine de l'Autriche, et son plus ardent désir l'affranchissement du sol national. »

Ce même Charles-Albert qui, bien avant 1848, répétait à l'historien César Cantù ces mots : « Dites aux Italiens que je pense toujours à l'Italie ; » qui écrivait ces paroles ; « Si l'on voulait chasser de ce pays l'esprit anti-autrichien : il faudrait commencer par le chasser de moi-même ; » ce

soldat de la Lombardie, le plus ardent de son armée, a été accusé de trahison, d'entente avec l'étranger, par la même faction qui désorganisait l'Italie juste à cette époque et la rendait incapable de toute résistance heureuse. Ses derniers actes sont venus fermer la bouche aux plus implacables ; et, comme écrit le même auteur déjà cité, « la haine persistante de l'Autriche contre la personne et la mémoire de Charles-Albert laverait, au besoin, la mémoire de ce prince contre une aussi injuste accusation. »

« Si le 15 janvier, faisait écrire, en 1849, le brave roi par ses ministres, aux cabinets de Paris et de Londres, qui offraient leurs bons offices pour une entente pacifique, « si le » 15 janvier, l'envoyé autrichien n'est à Bruxelles et n'a pas » pas accepté les bases de la médiation (le principe de la na- » tionalité italienne), les hostilités recommenceront. Nous » préférons être engloutis dans une catastrophe finale, si » telle est la volonté de Dieu, que de laisser torturer plus » longtemps par le vandalisme autrichien la partie de l'Italie » qui s'est volontairement unie à nous. » — Puis, après le désastre de Novare, où il avait en vain cherché la mort sur le champ de bataille, il disait à l'intendant de Nice, Santa-Rosa, qui lui remettait ses passe-ports pour l'exil : « Je pars, afin qu'on ne prétexte pas que je me mêle plus longtemps aux affaires publiques ; mais si jamais un gouvernement régulier prend en Europe les armes contre l'Autriche, elle peut être assurée de me retrouver comme simple soldat dans les rangs de ses ennemis.

Voilà, certes ! de singulières dispositions pour un complice. — Eh bien ! il se trouve des gens, non pas en Piémont,

Dieu merci! mais principalement parmi les Italiens vivant à l'étranger depuis la dernière révolution, qui vous soutiennent encore qu'en 1848, Charles-Albert, tout en assiégeant Vérone et Mantoue, négociait avec l'ennemi, aux dépens du mouvement national; qu'il voulait la Lombardie, en sacrifiant Venise; qu'il laissa tomber les provinces vénitiennes d'accord avec Radetzki, lequel se moqua ensuite de son avide crédulité, et le chassa de tout le pays, dès que l'armée sarde eut livré ses positions. — Combien ce thème-là n'a-t-il pas eu de commentateurs!

Qu'on lise maintenant ce qui suit, et l'on verra de quelle façon le noble et malheureux prince se conduisit alors.

Comme je le disais plus haut, aussitôt que le cabinet de Vienne eut appris, à la fin de mars 1848, l'insurrection de la Lombardie et de Venise, la dispersion de ses troupes et l'entrée des Piémontais dans les provinces révoltées, les ministres de Ferdinand, ne croyant pas possible, pour le pouvoir impérial, de sortir sauf et entier d'un si grand désastre, essayèrent au moins de sauver quelque chose. Ils s'adressèrent à l'entremise de l'Angleterre, et lord Ponsonby, ambassadeur de cette puissance en Autriche, vint communiquer au marquis Ricci, envoyé de Charles-Albert, les propositions qu'on lui avait soumises. — Les ministres offraient de traiter immédiatement sur les bases que voici : — L'empereur abandonnait complétement la Lombardie au roi de Sardaigne, avec Mantoue et Peschiera pour forteresses. La Vénétie restait à l'Autriche, mais pourvue d'un vice-roi *réel* et d'institutions représentatives. — Des duchés de Parme et de Modène, il n'était point parlé; mais ils restaient évidemment

au Piémont, enclavés qu'ils se trouvaient dans ses possessions, tant anciennes que nouvelles. — L'Angleterre et la France étaient instituées garantes de la fidèle et prompte exécution de ce traité.

Le marquis Ricci dut, en conséquence, se rendre auprès de son maître, afin de lui soumettre ces offres, que les envoyés français et anglais accompagnaient des plus vives instances pour leur prise en considération. — L'occasion était splendide, la fortune inespérable, car on ne devait pas douter que l'Autriche, quoique surprise, ne fît les derniers efforts avant d'abandonner l'Italie; et l'issue de la lutte était au moins douteuse. — Le marquis rencontra Charles-Albert en marche sur Vérone. Admis aussitôt près du roi, il lui rendit compte de sa mission, et exposa dans le plus grand détail toutes les raisons militant en faveur d'un accord qui libérerait, sans coup férir, la moitié de l'Italie autrichienne, et qui permettrait de saisir, en organisant formidablement les forces du nouveau royaume, l'occasion prochaine de délivrer l'autre partie. — Charles-Albert l'écouta sans l'interrompre une seule fois.

— « J'ai compris, lui dit-il, toutes vos observations. Voici » ma réponse : — Je ne traiterai jamais avec l'Autriche que » sur la base de l'évacuation complète du sol italien. Je dé» fendrai les Vénitiens comme les Lombards. — Nous vain» crons, ou nous périrons tous ensemble. Je ne veux point » qu'on puisse dire que j'ai sacrifié un seul Italien à mon » intérêt particulier. »

Le marquis ne put obtenir rien de plus. — La même offre de transaction, proposée au cabinet de Londres par l'envoyé

autrichien, M. de Hummelauer, fut plus tard, et à plusieurs reprises, officiellement transmise et recommandée au roi sarde. — Il ne changea pas de langage.

Voilà une rectification historique qui avait bien son importance, et dont l'autorité d'où elle émane garantit suffisamment l'authenticité. — Je reviens à présent au sénat piémontais et à ses individualités les plus saillantes.

De même que Gênes, le Lombard-Vénitien est représenté à la chambre haute par quelques-uns de ses noms les plus connus. Il en est ainsi à la chambre des députés. — L'union de la haute Italie, librement votée en 1848, et que l'occupation étrangère empêche seule, est appliquée d'une manière touchante par le gouvernement et par le peuple piémontais. Les proscrits de Venise et de Milan retrouvent la patrie de l'autre côté du Tessin; ils payent cette fraternelle hospitalité par une gratitude, par un dévouement sans bornes; et cette noble conduite, toute spontanée, des Etats sardes, ne serait pas désavouée par la plus habile politique. — Elle a tué pour jamais les rivalités municipales, les haines de province à province, et opéré la fusion morale des peuples du futur royaume, mieux que ne l'eût pu faire en un siècle une dynastie unitaire, puissante et obéie.

Le comte Arese, le marquis de Brême, le comte Vitalien Borromée, le chevalier Cantù, le comte Casati, Lombards; l'ingénieur Paleocapa, Vénitien, font partie du sénat. — Chacun de ces personnages est illustre par lui-même, indépendamment de sa descendance; et, par cette propre raison,

chacun d'eux a été plus ou moins victime du gouvernement autrichien.

Le comte François Arese, ancien proscrit de 1821, est ce même Milanais qui, dans la nuit du 19 au 20 mars 1848, pendant la lutte héroïque de ses compatriotes contre les troupes de Radetzki, accouru à Turin auprès de Charles-Albert, obtenait de ce prince un premier envoi de troupes au secours de Milan. Energique et résolu, il figura dans les comités lombards de gouvernement et fut porté l'un des premiers sur les listes de proscription et de confiscation dressées par les Autrichiens après leur rentrée à Milan en août 1848. — Lié jadis intimement avec le prince Louis Bonaparte, il est resté l'ami de l'empereur, auprès duquel il jouit, dit-on, d'une considération méritée. Des faveurs mises à sa disposition, le comte Arese n'a jamais accepté que le collier de commandeur de la Légion d'honneur. — La société de Turin est fière d'avoir acquis un homme de cette valeur et de cette distinction.

Mais la plus considérable des maisons italiennes émigrées sur les Etats sardes est, sans contredit, celle des Borromée. Ce nom est européen, et il a la singulière fortune, depuis saint Charles et depuis le cardinal Frédéric, qui l'ont tous deux élevé si haut, d'être porté par des hommes distingués et souvent même éminents. Ajoutons-y de plus, pour complément fort apprécié dans ce siècle, une immense fortune territoriale héréditaire comme on n'en a point d'idée aujourd'hui en France.

La famille Borromée est originaire de San-Miniato, en

Toscane. Vers 1370, Philippe Borromée, riche seigneur de ce pays, s'étant soulevé contre Florence, fut condamné à perdre la tête. Ses enfants se réfugièrent en Lombardie, et y refirent de grandes positions à la cour des Visconti. — Vitalien Borrromée était, en l'an 1428, trésorier général du duc Philippe Marie; il en reçut des fiefs considérables, parmi lesquels celui d'Arona, sur le lac Majeur, où fut depuis érigée la colossale statue de saint Charles, son descendant. — En 1446, un an avant la mort de ce même Philippe-Marie Visconti, le dernier de sa race, Vitalien Borromée fut fait comte d'Arona. — A travers les fortunes si diverses de ces pays, la famille de Vitalien a toujours conservé les possessions dont son maître l'avait gratifié. Les souverains successifs, italiens, français, espagnols et allemands recherchèrent l'amitié de ces puissants feudataires, et leur prodiguèrent tous les honneurs dont ils pouvaient disposer.

Les Borromée ont été de tout temps en grande amitié avec la maison de Savoie; et même la fortune voulut que, par suite des agrandissements successifs du Piémont, une très-considérable partie de leurs domaines, notamment les fiefs d'Arona et les fameuses îles Borromée, passassent sous l'obéissance de la Sardaigne. — De cette sorte, en 1848, après la révolution lombarde, où il avait figuré comme membre du gouvernement provisoire de Milan, le comte Borromée actuel, un Vitalien, comme le fondateur de la richesse de sa race, se vit à même de rompre avec l'Autriche, et de se donner au Piémont, sans trop en souffrir. — Les Allemands saccagèrent bien son splendide palais de Milan, brûlèrent ou pillèrent sa précieuse galerie;

Radetzki lui imposa bien une amende d'un million ; — sous les grandioses voûtes de l'*Isola-Bella*, le comte nargua la colère de l'étranger, et se consola de ce qu'on lui prenait, par l'idée de ce qu'on ne pouvait point lui prendre.

Il y a peu de temps, j'ai fait une excursion au lac Majeur et aux îles Borromée. — J'ai visité l'*Isola-Bella*, admirable création de cette maison quasi-souveraine, Versailles en miniature de ces gentilshommes héréditairement artistes, grands seigneurs et millionnaires.

En parcourant le pays aux alentours du lac, on peut se croire en plein conte de Perrault, et le *Marquis de Carabas* n'est plus qu'une vivante réalité. — A qui ce château? demandez-vous ; — *Casa Borromeo (maison Borromée)*. — A qui cet autre? — *Casa Borromeo*. — A qui ces fermes, ces immenses rizières? — *Casa Borromeo*. — Vous irez ainsi plusieurs jours durant, et la même réponse se fera invariablement entendre. — Il y a pour tout cela une intendance générale des biens, comme pour le domaine d'une couronne. — C'est fabuleux de grandeur et de puissance séculaire.

La devise des Borromée : HUMILITAS, figure au fronton de tous ces palais, sur les édifices de tous ces domaines, et fait involontairement sourire par la comparaison. — Ainsi se trouve une véritable fois mise en pratique cette promesse de l'Évangile : *Les humbles seront élevés.*

Le comte Vitalien Borromée, possesseur actuel de cette fortune, fut jadis l'objet des prévenances autrichiennes lorsqu'on espérait encore se rattacher la noblesse lombarde. L'empereur le nomma son chambellan, lui conféra la Toi-

son d'or, égide inviolable contre les arrestations arbitraires et les abus de pouvoir. — Le comte dut accepter ces faveurs étrangères; mais, pas plus que ses pairs, les Casati, les Greppi, les Visconti, les Trivulce, pas plus que l'unanimité des Milanais nourrissant au fond du cœur le sentiment italien, il ne se laissa gagner. — Courageusement intervenu auprès de Radetzki à l'occasion des massacres des rues en 1847, sur une population inoffensive et désarmée, il faisait partie de la municipalité de Milan, quand, aux célèbres journées de mars, elle prit l'initiative du mouvement insurrectionnel. — Aussitôt après la lutte, cette même municipalité s'organisa en gouvernement provisoire, dans lequel le comte Borromée siégea jusqu'au jour où les commissaires du roi vinrent assumer le pouvoir.

Nommé par Charles-Albert membre de la consulte lombarde qui, pendant l'hiver de 1840 à 1849, représenta à Turin les provinces captives, il y fit preuve du même dévouement. — Lorsque tout espoir se trouva momentanément ajourné pour la délivrance du Lombard-Vénitien, le comte Vitalien Borromée se fit naturaliser sujet sarde avec tous les siens et il ne tarda pas à être appelé au sénat. — Affectionnée depuis des siècles à la maison de Savoie, la famille Borromée est le type par excellence de cette belle et brave noblesse milanaise qui, à travers toutes les fortunes, toutes les possessions de l'étranger, n'a jamais cessé de rêver une patrie italienne, et a constamment tourné ses regards vers les fils des vieux rois d'Italie, vers les souverains du Piémont, les seuls qui pussent réaliser ce noble désir.

Le comte Casati, *podestà*, c'est-à-dire maire de Milan jusqu'à la fuite de Radetzki, ensuite président du gouvernement de Lombardie, est encore une des individualités marquantes, non-seulement du sénat sarde, mais de tout le royaume de la Haute-Italie. —Homme doux, pacifique, d'un grand bon sens, éloigné des partis extrêmes, la part énergique qu'il prit à l'insurrection de Milan, dont il était le premier magistrat, démontre assez l'intolérabilité du régime autrichien dans ces belles provinces. — Devenu chef du pouvoir, dépositaire d'une lourde mission, qui consistait à organiser toutes les forces et toutes les ressources du pays pour recruter l'armée royale, et à lutter en même temps contre les séparatistes mazziniens, accourus en masse de l'étranger, le comte Casati ne faiblit point à la tâche. — Il savait bien que Milan et Venise n'avaient de salut à espérer qu'en Charles-Albert, en ses braves régiments piémontais, et que c'était travailler uniquement pour l'Autriche que de penser à d'absurdes républiques municipales, sans force et sans avenir possible.

Il songea donc, et ce fut là le grand acte de sa station aux affaires, — après deux mois de luttes intérieures, où le mauvais vouloir des soi-disant démocrates, suppléant au nombre par l'audace, paralysait presque les efforts des bons citoyens, il songea à faire s'expliquer nettement tout le pays. Il voulut que ce suffrage universel, invoqué par les ennemis de la royauté, décidât si, oui ou non, les Lombards entendaient être libres et Italiens avec la royauté sarde, ou bien retourner sous le joug de l'Autriche après huit jours d'une république milanaise. Des registres furent ouverts dans toutes les paroisses, où chacun put en pleine

liberté inscrire son vote. — Le 29 mai 1848, le peuple se vit convoquer à cette délibération solennelle. Il s'y porta en masse, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. L'union avec le Piémont, sous la dynastie de Savoie, fut votée à une écrasante majorité. A peine se trouva-t-il *un* opposant contre mille partisans de la fusion. — Si jamais une décision populaire fut libre, spontanée, nationale, c'est assurément celle-là. Elle répondait victorieusement d'avance à toute objection de parti. — Pour les démocrates, s'il y en eut jamais seulement un seul en Italie dans le vrai sens de ce mot, le suffrage universel avait fonctionné dans toute sa plénitude; — pour la monarchie, ce vote d'une population, élisant la dynastie, à défaut de princes légitimes, répondait à toutes les règles du droit national, à tous nos principes et traditions. — Les provinces vénitiennes imitèrent bientôt cet exemple; Venise elle-même, malgré la proclamation prématurée de la République de Saint-Marc, vota acclamativement l'union [1]. — Des délégués allèrent au camp de

[1] En France, où l'on ne sait généralement rien de l'étranger que ce que veulent bien communiquer quelques correspondants de journaux, mal informés pour la plupart, ou bien ineptes, on en est encore aux vieilles rivalités des municipes italiens, à l'impossibilité de maintenir *librement* ensemble Milan et Venise, par exemple, délivrées des Autrichiens. — J'ai entendu soutenir cette thèse par plus d'un homme remarquable d'ailleurs à d'autres titres. — Eh bien ! qu'on lise le vote suivant de l'assemblée nationale de Venise, réunie dans le palais des doges, au nom de la République, — tant de souvenirs si puissants ! — et décrétant, le 4 juillet 1840, par 127 voix sur 133, la *fusion* immédiate avec le Piémont. A moins de mauvaise volonté, on sera édifié suffisamment, ce me semble.

« Obéissant à la nécessité suprême que l'Italie tout entière soit

Charles-Albert lui porter cette expression si franche et si nette de la volonté nationale; et, de ce jour, le descendant du Lombard Béranger put se dire, à la face de Dieu et des peuples, le roi légitime de la Haute-Italie, antique domaine de ses ancêtres.

Le 20 juillet, le général Olivieri, commissaire du roi, arrivait à Milan, et le gouvernement provisoire lui résignait l'autorité. M. Casati était mandé auprès de Charles-Albert. « Son dernier acte, dit un écrivain français, en cédant la place au général Olivieri, avait été d'inviter les citoyens à apporter le superflu de leur argenterie à la Monnaie. Tels étaient encore le dévouement et le patriotisme dans la capitale de la Lombardie, que, sur cet appel d'un pouvoir *in extremis*, on réalisa quatre millions.

Le royaume de la Haute-Italie se trouvait donc constitué de droit et de fait. Des Alpes à l'Adriatique, le pouvoir de Charles-Albert était régulièrement établi. — Hélas! cet état de choses si naturel, si conforme aux besoins et aux désirs des

» délivrée de l'étranger, et voulant pousser la guerre de l'indépen-
» dance avec toute l'efficacité possible ; comme Vénitiens, au nom et
» dans l'intérêt de cette province, et, comme Italiens, dans l'intérêt
» de toute la nation, nous votons la fusion immédiate de la ville et
» province de Venise avec les États sardes, conjointement à la Lom-
» bardie et aux mêmes conditions que la Lombardie, *avec laquelle*
» *nous entendons, en tous cas, rester perpétuellement unis, pour*
» *suivre les mêmes destinées politiques, nous et toutes les pro-*
» *vinces vénitiennes.* »

Allez ! l'esclavage en commun pendant quarante ans a rivé pour jamais l'affection mutuelle des Lombards et des Vénitiens. On ne souffre pas impunément si longtemps ensemble. — Tout malheur a son bon côté.

peuples, devait durer bien peu; mais en laissant une invincible et permanente aspiration au cœur de tous les sujets de la maison de Savoie, anciens et nouveaux, Lombards-Vénitiens et Piémontais! — Le comte Casati reçut alors du roi la haute mission de constituer à Turin le ministère du royaume-uni. Il s'y associa un autre Lombard, M. Durini; un Vénitien, M. Paleocapa; deux Génois, MM. Ricci et Pareto; M. Gioia, du duché de Parme; MM. Plezza, de Lisio, de Collegno, Gioberti et Ratazzi, Piémontais.—Ce cabinet, où les diverses provinces avaient ainsi leurs représentants, était malheureusement destiné à une trop courte existence. — Les désastres de la fin de la campagne, la rentrée des Autrichiens à Milan, l'armistice Salasco, dont les stipulations, bien que nécessaires, soulevèrent de rage les esprits, tout cet ensemble d'infortunes et de clameurs publiques découragea le récent ministère. M. Casati offrit au roi la démission de ses collègues, ainsi que la sienne propre, et le cabinet Revel prit naissance, qui céda lui-même la place en décembre au ministère dit *démocratique*, sous lequel eut lieu le second et définitif échec du Piémont.

La place de M. Casati, sorti de la politique active, était marquée au sénat. Il ne tarda pas à y entrer. — Depuis 1848, il a été cruellement éprouvé par la perte de deux fils, morts tous deux au service du roi : le premier, en Crimée, comme officier du génie; le second, dans un poste diplomatique, tué par une épidémie. — C'était ce jeune Antonio Casati, attaché de légation, dont la nomination à Florence faillit jadis compromettre la paix de l'Italie. Caractère studieux, intelligence élevée, passionné pour sa patrie, il a

laissé un remarquable ouvrage : ***Milan, et les princes de la maison de Savoie.*** — Les généreux Lombards payent grandement, de toutes façons, l'hospitalité de leurs frères piémontais!

M. Gioia, ancien ministre du cabinet Casati, et natif de Plaisance, personnifie les duchés dans le sénat sarde, où figure de plûs, parmi les Lombards, l'avocat milanais Maestri, que j'avais oublié.

Toute bonne action contient en soi sa récompense. — Le noble accueil du Piémont aux émigrés des divers Etats a déjà porté ses fruits, non-seulement dans le domaine moral, mais encore sous le rapport matériel. De même que le Piémont est devenu la tête politique de l'Italie, ainsi Turin s'en est fait la ville pensante, le centre intellectuel, où vivent aujourd'hui rassemblés les hommes les plus éminents de l'indépendance. — La ville a presque doublé; de nouveaux et magnifiques quartiers sont sortis de terre comme par enchantement; et, quand même un jour Turin devrait céder le gouvernement à la métropole naturelle de l'Italie du nord, à la grande Milan, l'ancienne capitale des États sardes n'en restera pas moins une des des plus belles cités de la nation reine.

VII

Voici, cette fois, monsieur, en continuant la liste des grandes individualités du sénat, un nom bien connu en France, de même qu'héréditairement illustre en Piémont. C'est celui du marquis de Villamarina, ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement français, et qui représenta la Sardaigne au congrès de Paris, conjointement avec le comte de Cavour.

Il y a, dans l'histoire de cette famille, l'une des plus anciennes du Piémont, une magnifique page écrite par le père du sénateur actuel, le marquis Emmanuel, dont la mémoire est identifiée de telle sorte à celle de Charles-Albert, que parler de l'un c'est évoquer l'idée de l'autre. — Rien ne saurait intéresser davantage les admirateurs du martyr de l'indépendance italienne que quelques brefs détails sur son

plus fidèle ministre, seul confident de sa pensée pendant des années bien longues et bien critiques.

Le 13 mars 1821, le roi Victor-Emmanuel Ier, placé par la révolution d'Alexandrie et par celle postérieure de Turin, entre la nécessité de donner une constitution à ses sujets pour éviter l'anarchie, et le déshonneur de manquer à la parole récemment exigée de lui par les souverains alliés de ne faire aucune concession de ce genre, le roi Victor-Emmanuel se décidait à abdiquer, et mandant au palais le jeune Charles-Albert de Carignan, seul prince du sang qui fût dans la capitale, il lui annonçait son intention de lui conférer la régence, jusqu'au retour du nouveau souverain, Charles-Félix, alors à Modène. — Le prince de Carignan, élevé en France, très-Italien et très-libéral, tout en sympathisant d'idées avec certains chefs du mouvement, le désapprouvait cependant comme inopportun, et n'y avait pris aucune part. Effrayé de la responsabilité du pouvoir, en de telles circonstances, il refusa d'abord, et il ne fallut pas moins que la volonté formelle du roi, parlant au nom de l'intérêt de la dynastie, pour qu'il se laissât revêtir du titre de régent. — Victor-Emmanuel partit le soir même ; et le jeune prince, en attendant les ordres de Charles-Félix, aussitôt prévenu, s'efforça de rétablir l'ordre par de patriotiques proclamations où il exhortait le peuple à avoir confiance en ses nouveaux chefs, et où il montrait l'Autriche prête à profiter de tout prétexte pour intervenir, au grand dommage du royaume.

Mais les meneurs n'étaient guère capables de comprendre

ces sages conseils. Excités et grossis par les émissaires de l'envoyé autrichien, depuis longtemps à l'affût d'une occasion de compromettre le prince de Carignan, dont les sentiments n'étaient que trop soupçonnés à Vienne, ils envahissent, le lendemain même, le palais du régent, et le menacent de mort, ainsi que des plus graves désordres dans la ville, si la constitution espagnole n'est pas immédiatement proclamée. La garnison de la citadelle envoie dire qu'elle va incendier la capitale, en cas d'hésitation. Les plus notables citoyens, réunis en conseil, déclarent qu'il faut céder, et sur leur avis seulement, le prince signe la promulgation de la charte espagnole, sauf les modifications ultérieures qu'il conviendrait au roi : seule réserve possible dans le moment. — Puis, s'occupant à calmer les esprits, à prévenir les vengeances d'une réaction trop facile à prévoir, Charles-Albert offre aux rebelles une amnistie refusée par eux, et, aidé de quelques hommes qui se dévouent au rôle périlleux de ministres, il essaye de parer aux malheurs qui suivent toujours l'interruption de l'autorité dans un État.

La nouvelle de ces événements trouva Charles-Félix au milieu d'un entourage tout autrichien, hostile au prince de Carignan, et tout prêt à présenter sa conduite comme une trahison ; l'irritation de ce roi fut extrême. Il écrivit aussitôt au jeune régent une lettre foudroyante, dans laquelle il lui ordonnait de rassembler sous Novare les troupes restées fidèles, d'en remettre le commandement au général la Tour, et de venir rendre compte de ses actes. Elle se terminait ainsi :

« — Je verrai, par la promptitude de votre obéissance,

si vous êtes encore prince de la maison de Savoie, ou si vous avez cessé de l'être. »

Le prince de Carignan n'avait accepté la charge de régent que forcé par son roi et parent. L'émeute lui avait fait violence; mais quoi qu'aient pu dire depuis, pour excuser leur absurde conduite et leurs plus absurdes illusions, les promoteurs de cette révolution, il n'était en rien leur complice, et n'avait pas cessé un instant d'être le plus fidèle, comme le premier sujet de la couronne. — Quoique affligé du ton sur lequel on lui parlait, il ne pouvait que se soumettre et obéir sans délai. Le moindre retard eût été taxé de rébellion, et le régent savait à quoi s'en tenir sur les trames qu'on essayait d'ourdir à Modène autour de Charles-Félix. — Il ne s'agissait pas seulement pour lui d'être privé de ses droits de succession, mais de voir le trône de la maison de Savoie passer à l'Autriche. — Que devenait alors cette malheureuse Italie, dont il rêvait la délivrance, au jour où l'armée, les forces du Piémont, seraient siennes? — Charles-Albert exécuta à la lettre les ordres de son souverain. Il quitta Turin, où l'émeute l'eût retenu pour se couvrir de sa présence, et remettant ses pouvoirs au comte de la Tour, il prit la route de Modène. — C'étaient ses premiers pas sur la voie douloureuse où la haine autrichienne allait le faire marcher pendant de tristes années, d'États en États, d'insultes en insultes, d'humiliations en humiliations !

Bien qu'imméritée de tous points, l'accusation d'abandon de ses prétendus complices, propagée à plaisir par les deux

partis extrêmes pour le déconsidérer, cette sotte et lâche calomnie jeta de l'amertume sur tout le reste de la vie du héros piémontais. « Dans les moments les plus vifs de sa douleur, dit Gualterio, il en appelait à l'histoire ; et, sur la froide pierre, baignée des larmes de tout un peuple, qui renferme sa dépouille mortelle dans la basilique de Superga, l'histoire demande aujourd'hui s'il y a encore en Italie une voix qui ose maudire ce nom, un homme qui ose encore l'appeler traître ! [1] »

Pendant les courts instants de sa régence, le prince de Carignan, ayant besoin d'un ministre de la guerre, avait fait

[1] Devenu roi, et faisant un retour sur cette partie de son existence, Charles-Albert écrivait, dans sa retraite do Racconis, des pages intimes, où il déposait toutes les tristesses de son cœur. Voici un passage de ces papiers confidentiels, dont quelques-uns ont été livrés à la publicité après la mort du roi. Ces fragments portent la date do 1839.

— « .... J'ai été accusé de carbonarisme ! J'avoue que j'aurais été » plus prudent si j'avais gardé le silence sur les événements qui se » passaient sous mes yeux, si je n'avais point blâmé les lettres-pa- » tentes qui nous étaient accordées, les formes judiciaires et admi- « nistratives qui nous régissaient; mais ces sentiments de ma jeunesse » n'ont fait que s'affermir et s'enraciner dans mon cœur... J'ai été » accusé de conspiration ! J'aurais été du moins conduit à cela par » un sentiment plus noble et plus élevé que celui des carbonari. Je » confesse que j'aurais été plus prudent si, malgré ma grande jeu- » nesse, je me fusse tu quand j'entendais parler de guerre, du désir » d'étendre les États du roi, de contribuer à l'indépendance de l'Italie, » d'obtenir au prix de mon sang uno force et une extension de ter- » ritoire de nature à consolider le bonheur de la patrie ; mais ces » élans de l'âme d'un jeune soldat ne peuvent même encore être reniés » do mes cheveux gris.... Je le sens, jusqu'à mon dernier soupir, » mon cœur battra au nom de patrie et d'indépendance de l'étranger... »

appel aux patriotiques sentiments du général de Villamarina. C'était un des militaires les plus distingués de l'armée, en même temps qu'un gentilhomme connu pour un entier dévouement à la maison de Savoie.

Emmanuel Pès de Villamarina, né à Turin en 1777, et entré sous les drapeaux dès le plus jeune âge, s'était brillamment fait connaître dans la longue lutte soutenue par le roi de Sardaigne contre l'invasion française. Après la chute de la monarchie, passé tour à tour au service français et autrichien, suivant que l'ordonnait, de Cagliari, à ses régiments, le roi exilé, puis rentré dans la vie privée, il était devenu l'agent le plus actif, en Piémont, de l'ancienne maison régnante. — Il se trouva naturellement parmi les premiers qui firent escorte à la dynastie venant reprendre possession de ses États. Nommé premier aide de camp du roi Victor-Emmanuel, et en possession de toute la faveur de ce prince, M. de Villamarina rendit d'éminents services pour la reconstitution de l'armée. Chef d'état-major du contingent sarde, pendant la campagne de 1815, il déploya dans cette charge les talents d'un officier consommé. Utilisé plus tard en de hauts emplois ainsi qu'en diverses missions diplomatiques, il reçut finalement le grade de général, avec la fonction d'inspecteur de l'infanterie.

Ce fut dans cette place que vint le trouver l'invitation du régent. M. de Villamarina, attaché corps et âme à la personne de ses souverains, n'avait rien de commun avec ce triste parti, puissant à la cour de Turin, et qui rêvait la protection autrichienne comme sauvegarde contre tous nouveaux événements. Il aimait la patrie italienne, était jaloux

en particulier de l'indépendance et de la dignité du Piémont, et faisait partie de ceux qui se réjouissaient de rencontrer ces mêmes idées chez le jeune prince de Carignan, héritier présomptif de la couronne. — Le général n'hésita donc pas à prêter son concours au régent, et, réglant sa conduite sur la sienne, il quitta le ministère quand le prince dut partir de Turin, n'ayant cherché qu'à se rendre utile à la dynastie et au pays.

Tout ce qui avait approché le régent avait été rendu tellement suspect au nouveau roi que, malgré son passé, le général Villamarina, desservi d'ailleurs par d'actifs ennemis, ne trouva pas grâce aux yeux prévenus de Charles-Félix. Destitué de son emploi d'inspecteur et mis à la retraite, il resta en suspicion pendant tout ce règne.

Les complots de tous genres, tramés par l'Autriche et par le duc de Modène pour déshériter le prince de Carignan, étaient venus échouer devant la loyauté de Charles-Félix. Le vieux roi, irrité par d'odieux rapports, s'était bien prêté à punir par l'éloignement et la sévérité de son attitude les mauvais desseins qu'on lui signalait dans son successeur présomptif, mais le sang de la maison de Savoie parlait chez lui plus haut que toutes les rancunes ; et aux propositions d'abolir la loi salique en faveur de la duchesse de Modène, il avait répondu par un refus péremptoire. On chercha bien à se passer de son consentement, en portant l'affaire au tribunal de la sainte-alliance ; l'attitude seule du gouvernement français déjoua cette manœuvre. La maison de Bourbon ne pouvait ni laisser dépouiller une famille à

laquelle l'unissaient tant de liens, ni permettre à l'Autriche de s'avancer si près de ses frontières.

Quand donc mourut Charles-Félix, au printemps de 1831, le cabinet de Vienne, assez occupé à réprimer les soulèvements que l'exemple de la France occasionnait dans ses Etats, dut faire bon visage à fortune contraire, et laisser Charles-Albert prendre sans obstacle possession du trône sarde. Mais incapable d'illusion sur les sentiments que devait nourrir à son égard le nouveau souverain, le gouvernement impérial mit aussitôt tout en œuvre pour, au moins, lui lier les mains et l'empêcher de nuire. Il fallait absolument, pour sa sûreté en Italie, que le parti absolutiste autrichien, maître réel du Piémont sous Charles-Félix, restât aux affaires, et continuât à dominer le roi actuel comme l'ancien. Il importait non moins autant de maintenir dans leur disgrâce tous ceux qui avaient été frappés à cause des événements de 1821, beaucoup desquels uniquement pour s'être montrés sympathiques au régent, porté naturellement aujourd'hui à les dédommager. — Et quel esprit de vengeance ne devait pas couver dans le cœur de ces hommes !

Sollicitées par l'Autriche, qui montrait là le fantôme de la révolution prêt à se dresser devant l'Europe, les cours du Nord, auxquelles la lâche politique du régime de juillet laissait le champ libre à l'égard des faibles, les cours du Nord, simultanément à leur reconnaissance du nouveau roi, lui firent remettre une note collective où, dans les termes les moins douteux, les vouloirs du cabinet de Vienne lui étaient signifiés.

Quelque indignation qu'éprouvât Charles-Albert, il fallait

céder ou craindre une occupation autrichienne, que la France n'eût point empêchée alors, et dont les conséquences étaient incalculables. Souverain absolu en apparence, la fameuse maxime constitutionnelle des bourgeois accapareurs de 1830 : *le roi règne et ne gouverne point,* allait avec beaucoup de justesse à sa position. Il était bien le monarque en nom, mais c'était à Vienne que les ministres conservés de Charles-Félix prenaient leurs ordres et rendaient leurs comptes. On verra dans une autre de ces lettres de quels procédés ils ne craignaient pas d'user envers leur souverain lui-même.

L'histoire de ce règne extraordinaire n'est point encore connue. Elle sera faite un jour. Peu à peu les documents surgissent à la lumière. On saura alors ce que le noble prince dut refouler au fond de son cœur de colères et d'envies d'éclater; par quelle longue dissimulation, par quelles épreuves de tous genres il eut à passer pour se rendre le maître chez lui, pour amener son royaume à la condition où il était parvenu en 1847; pour créer enfin, à la barbe de l'Autriche, cette armée nationale qui, dans les champs lombards, toucha à l'instant de délivrer la patrie tout entière.

Ce fut seulement une année après son avénement, par la mort du titulaire sous Charles-Félix, et par l'impéritie trop éclatante d'un successeur imposé par la faction, que Charles-Albert se sentit assez fort pour appeler au ministère de la guerre le général de Villamarina, de tout temps destiné par lui à cet emploi, le plus important dans sa pensée, avec les desseins qu'il nourrissait. Il savait que l'Italie

ne pouvait espérer sa délivrance, et le Piémont lui-même, en attendant, son indépendance particulière, que d'une force puissante, organisée en deçà du Tessin, et prête à profiter du premier embarras qui naîtrait à l'Autriche.

Il fallut au Roi, après l'entrée au conseil de M. de Villamarina, deux nouvelles années encore pour pouvoir nommer aux finances, déplorablement administrées jusque-là, M. Gallina, un autre fidèle. L'armée et les finances étaient les deux grandes préoccupations de Charles-Albert, les deux pivots de la régénération ; il tolérait, à ce prix, un ministre de l'intérieur qu'il savait le faire espionner, un ministre des affaires étrangères marchant de concert avec celui de Vienne, un garde des sceaux qui arrêtait l'exécution de son propre code Albertin, et qui laissait à l'état de lettre morte toutes les réformes ordonnées par le prince.

Le général de Villamarina, indépendamment de son affection propre pour la personne du roi, et des longues liaisons entretenues avec le prince de Carignan, était le meilleur instrument qu'on pût choisir pour la tâche qui lui venait confiée. Plein de connaissance des gens et des choses, prudent, modéré, mais incapable de se laisser tromper ou manquer, il possédait toutes les qualités de l'homme pratique et de l'homme d'État. — En peu de temps, non-seulement le nombre des troupes sardes était doublé par un excellent système de contingents, mais leur tenue ainsi que leur instruction les relevaient totalement dans l'opinion, en France de même qu'en Italie. L'esprit militaire, traditionnel chez les Piémontais, renaissait en même temps, et l'armée, idolâtre d'un monarque qui faisait tant pour elle, reprenait

en elle-même cette confiance avec laquelle seulement on peut tenter et accomplir de grandes choses.

Charles-Albert, si bien secondé par son ami, accumulait les faveurs et le pouvoir sur sa tête, pour affaiblir d'autant la partie autrichienne du cabinet. Il y avait une administration spéciale pour l'île de Sardaigne, le roi en fit une annexe du ministère de la guerre, et M. de Villamarina devint ainsi le promoteur des immenses réformes qui changèrent la face de cette contrée. Ayant chassé le ministre de l'intérieur et de la police La Scarena, qui se vantait tout haut d'être d'accord avec Radetzki pour le faire prochainement abdiquer, le roi donna la police au même Villamarina. Il n'est pas besoin de dire la colère du parti noir, l'humeur de l'Autriche en cette occasion. Charles-Albert s'émancipait peu à peu, et l'on commençait à comprendre tout ce que couvrait son silence ordinaire et l'attitude impassible qu'il avait adoptée.

L'anecdote suivante, empruntée aux récits de l'éminent historien Gualterio, montrera suffisamment les façons que l'Autriche avait habitude d'user avec le Piémont, et la nouvelle attitude prise par ce dernier État, au grand scandale des dignitaires impériaux, qui n'y comprenaient plus rien.

C'était en 1840. La question d'Orient avait brouillé les cartes en Europe. La guerre était dans l'air, et l'attitude de la France, par trop poussée à bout, donnait fort à penser au cabinet autrichien. Redoutant une descente en Italie, à travers le Piémont, dans lequel il s'imaginait toujours trou-

ver une avant-garde contre nous, ce pouvoir enjoignit à son représentant à Turin de s'en entendre avec le gouvernement sarde. L'envoyé autrichien était le prince Félix de Schwartzemberg, homme de manières presque brutales, ennemi déclaré des Italiens, et de Charles-Albert en particulier, et qui aggravait encore l'insolence de ses communications par le ton qu'il prenait pour les transmettre. Il se présenta au conseil des ministres.

« — L'horizon, dit-il, s'obscurcit; il est nécessaire d'occuper sans retard les positions sur le Pô.

» — Aussitôt que le roi l'ordonnera, répondit le ministre de la guerre, les dispositions opportunes seront prises pour appeler les contingents sous les armes.

» — Non, non, reprit l'envoyé, c'est nous-mêmes qui devons occuper les positions.

» — Chez vous? fit M. de Villamarina.

» — Et avec quoi donc, s'écria l'Autrichien tout offusqué, avec quoi donc garnirez-vous le Pô? Avec *votre armée de paysans*, peut-être? — En tout cas, d'abord, votre roi n'appellera pas les contingents *sans notre permission!* »

Le ministre piémontais le regarda dans les yeux.

« — Ce n'est cependant point à vous, monsieur, répliqua-t-il, qu'on demandera ordre, mais bien au roi. Il n'a qu'à commander, et dans quinze jours, s'il le veut, il aura sous les armes cent mille hommes, qui, l'un dans l'autre, valent bien chacun de vos soldats, sachez-le. »

L'Allemand sortit furieux. Quand le roi fut informé de cette scène, il lui échappa, pour la première fois, un cri qui peignait l'état secret de son âme.

— Eh bien! dit-il, l'œil brillant de joie, eh bien! je ferai donc la guerre à l'Autriche!

Considérant l'état de la France, isolée en Europe, réduite à l'avilissement par le honteux système de paix à tout prix, dont les conséquences allaient peut-être la forcer, si elle ne voulait pas tomber au dernier degré de la honte, à entrer seule en campagne contre toutes les puissances, Charles-Albert avait rêvé son appui dans une entreprise de libération de l'Italie. Il espérait qu'instruit par l'expérience, le gouvernement français se prêterait peut-être à la constitution d'une Haute-Italie qui, en affaiblissant l'Autriche, nous donnait là une forte alliée à l'aide de laquelle nous devenions désormais invincibles, n'ayant plus à faire face qu'au Rhin. Il envoya donc à Paris, aussitôt après la communication de M. de Schwartzemberg, un personnage de haut rang, chargé de s'expliquer avec Louis-Philippe sur une coopération directe ou indirecte à l'attaque qu'il était tout prêt à commencer. — Louis-Philippe répondit que « la politique française ne pouvait se compromettre en des aventures! »

Charles-Albert dut donc s'en tenir à une neutralité armée que force fut bien à l'Autriche d'accepter. De cette époque data son aversion mal dissimulée pour le roi des Français et pour ses conseillers. « Avait-il donc tort, dit Gualterio, de déplorer l'invasion en France de ce matérialisme devenu la seule règle de gouvernement, cet avilissement de tous principes, cette disparition de toute idée généreuse et honorable, qui, tandis qu'ils préparaient à l'intérieur la dissolution de la société, en excitant les passions les plus basses,

en lâchant la bride à la cupidité la plus effrénée, ne faisaient qu'abaisser de plus en plus cette grande et généreuse nation, et la préparaient à l'impuissance la plus complète et la plus humiliante ? — Le règne de Louis-Philippe était véritablement l'antithèse de celui du chevaleresque Charles-Albert. »

Pendant seize longues années, le marquis de Villamarina ne s'arrêta pas un instant dans la tâche multiple qu'il avait assumée. Le Piémont lui doit l'intelligent accomplissement de la pensée royale. Toutes les dignités de l'Etat vinrent successivement s'accumuler sur sa tête. Général d'armée (maréchal), ministre d'Etat, grand cordon de Saint-Maurice, grand collier de l'Annonciade, il avait épuisé tous les honneurs. — Faveur plus précieuse, c'était en lui que le souverain avait placé son affection et sa confiance intime. C'était dans le sein de ce fidèle ami que Charles-Albert épanchait ses douleurs, et trouvait un écho pour ses espérances ainsi que pour ses projets. Quand le roi devait rester plus d'un jour sans voir son ministre, il lui écrivait longuement ; et l'on prétend que les lettres livrées à la publicité depuis la mort de Charles-Albert, et qui peignent toutes si bien le monarque piémontais, avaient été adressées au général de Villamarina.

Ce grand ministre, chargé d'années et de travaux, voulut rentrer dans la vie privée pour se consacrer tout aux siens. Il pria le roi de le décharger de ses fonctions, et sortit de place le 8 octobre 1847, à la veille des événements. Ses conseils continuèrent toujours à soutenir les résolutions de

son maître. En se retirant, le marquis rendit encore un dernier service à Charles-Albert. Il lui permit de profiter de cette modification dans le cabinet pour se défaire du ministre des affaires étrangères, M. Solaro de la Margherite, maintenu jusque là aux affaires par le parti rétrograde, comme contre-poids nécessaire de M. de Villamarina.

Les sympathies, ainsi que la reconnaissance du pays, accompagnèrent l'ami du roi dans sa retraite, et ce fut un jour de deuil pour tout le royaume que celui où la nouvelle de sa mort se répandit, au mois de février 1852.

C'est le fils aîné de cet illustre citoyen qui représente, depuis six ans, la Sardaigne à Paris. Non moins bon Italien que son père, non moins dévoué à la dynastie nationale, il continue dignement la glorieuse tradition de sa race.

Le marquis Salvatore de Villamarina, destiné par sa naissance au service de l'État, reçut une éducation qui lui permettait de briller dans toutes les carrières. Élève de l'université de Turin, il obtint, tout jeune encore, le diplôme de docteur en droit. Mais ses penchants, non moins que les exemples paternels, le portaient vers le métier des armes, et il entra bientôt dans l'armée, où ses qualités brillantes, jointes au nom qu'il portait, lui valurent rapidement un grade supérieur. Le marquis était colonel de cavalerie, en 1844, lorsque le roi Charles-Albert, qui l'estimait tout particulièrement, l'appela aux fonctions de secrétaire du conseil des ministres. Mis ainsi en lumière, la distinction qu'il déploya dans cette charge, la confiance royale, firent de lui un homme d'État de premier ordre, comme il était déjà un

excellent militaire. Le gouvernement sarde ayant besoin, à l'époque si difficile de 1848, d'un plénipotentiaire habile pour envoyer en Toscane, fixa son choix sur M. de Villamarina, qui répondit de tous points à son attente, et laissa à Florence le meilleur souvenir.

Au mois d'octobre 1852, la bienveillance exceptionnelle du roi, d'accord avec la pensée du ministère, désigna M. de Villamarina pour la légation de Paris, première mission de la diplomatie sarde. On sait suffisamment combien le noble envoyé a réussi dans le monde politique français, et quelle sympathie générale il possède aujourd'hui. Son attitude, remarquée au congrès de Paris et dans la dernière conférence, a appris au Piémont, ainsi qu'à l'Italie, que leurs intérêts ne pouvaient être placés en de meilleures ni de plus loyales mains.

M. de Villamarina, bon juge des projets de M. de Cavour, et lié d'ailleurs d'affection avec ce ministre, sert sa politique avec enthousiasme. Jeune encore, distingué par son souverain, estimé de tous, c'est un de ces hommes hors ligne pour qui sont faites les plus hautes positions. Sa place est marquée dans les conseils de la Haute-Italie, dont il aura si puissamment aidé la régénération par ses services diplomatiques.

Un dernier portrait va fermer cette longue lettre, celui d'un homme célèbre, lui aussi, en raison de la part qu'il eut à la politique ainsi qu'à la privauté de Charles-Albert. — Je veux parler de l'historien de la maison de Savoie, l'éminent écrivain Cibrario.

M. Cibrario, une des remarquables individualités dont s'honore l'Italie contemporaine, est né avec le siècle, à Usseglio, province de Turin, d'une famille patricienne. Il entra de bonne heure dans l'administration, et il était déjà, à vingt-neuf ans, substitut du procureur général près la cour des comptes. Poussé par le genre de son esprit vers les travaux littéraires, le jeune magistrat publia divers ouvrages qui lui valurent, dès le début, grand honneur et grand renom. C'étaient notamment l'*Histoire de la république de Chiéri*, et l'*Economie politique du moyen âge*. — Remarqué et complimenté par le roi, M. Cibrario écrivit ensuite, sur l'invitation de Charles-Albert lui-même, dit-on, sa belle *Histoire des princes de la maison de Savoie*, qui fit une sensation considérable en Italie, où elle révélait presque l'origine et les tendances perpétuellement italiennes de la dynastie piémontaise. Les faveurs royales, en tout cas, récompensèrent l'auteur de cette publication.

M. Cibrario, très-albertiste, c'est-à-dire libéral et anti-autrichien, contribua pour beaucoup, par ses écrits ainsi que par ses démarches, aux réformes qui commencèrent, dès 1847, la ruine du parti noir, ainsi qu'à l'octroi du statut. Peu de mois après ce dernier événement, le roi le créa sénateur, et il fut nommé intendant général des gabelles.

Depuis l'établissement du régime constitutionnel, M. Cibrario a figuré dans plusieurs ministères. — Il était ministre des affaires étrangères à l'époque du traité de Paris, et fut remplacé par M. de Cavour. Il est actuellement premier secrétaire (grand chancelier) de l'ordre royal et militaire des saints Maurice et Lazare, un des plus anciens et des

plus illustres de l'Europe, et qui peut être regardé comme équivalent à l'ordre de Saint-Louis, autrefois, en France.

Honoré de la bienveillance de Charles-Albert, M. Cibrario a écrit le récit des derniers jours de ce prince, douloureusement achevés dans l'exil. Rien n'est saisissant à lire comme ces *Souvenirs d'une mission en Portugal auprès du roi Charles-Albert.*

Après sa dernière partie perdue de Novare, le grand soldat de l'indépendance, fuyant cette terre italienne qu'il n'était plus en état de défendre, et où sa présence pouvait servir de prétexte à toutes les énormités de la part du vainqueur, le roi découronné avait choisi, pour y ensevelir sa vie et y dérober les bouillonnements de son âme, un coin à lui connu, sur les côtes du Portugal, à l'extrémité de l'Europe. Il avait pris la route d'Oporto, avec la modeste suite d'un voyageur ordinaire, célant ce nom qui pouvait provoquer d'importunes curiosités. Et cependant, mystérieux effet de l'héroïsme, dès ses premiers pas, il avait été deviné; et, la renommée le précédant, son voyage, ce triste acheminement vers l'exil, était devenu une magnifique ovation. Dans le midi de la France, en Espagne surtout, en Portugal, parmi ces énergiques populations que le mot de nationalité soulève comme un seul homme, le magnanime champion des droits de l'Italie, le prince aimant la liberté de sa patrie jusqu'à lui sacrifier sa couronne, avait provoqué d'enthousiastes manifestations. On dételait ses chevaux au passage des villes, on le traînait en triomphe. — Dieu versait ce baume sur ses plaies vives, et lui apportait cette suprême

consolation de voir que si la fortune l'avait trahi, le cœur des peuples savait lui tenir compte de ses efforts et de ses sacrifices !

Pendant ce même temps, le parlement sarde, interprète du désir général, votait une députation chargée de porter à l'auguste exilé les sentiments d'admiration et de dévouement dont les cœurs de tous ses sujets débordaient pour lui. — Les commissaires de la chambre des députés étaient MM. Rattazzi, Massimo Mautino, Cormero et Rosellini; ceux du sénat, le général Collegno et M. Cibrario. — Voici dans quelle position ils trouvèrent leur roi.

Charles-Albert habitait, dehors la ville d'Oporto, une petite maison sur le bord de la mer, louée 800 francs par an. Il vivait là entièrement seul, avec deux domestiques, presque dans le dénûment. Il apprenait, entre autres nouvelles, à un de ses amis, qu'il avait pu « s'acheter deux couverts d'argent ; » et dans une lettre au comte de Castagnetto, il écrivait les lignes suivantes :

« En ce moment où l'État est accablé des plus cruelles » et des plus affreuses charges, je préférerais manger du » pain noir le reste de mes jours plutôt que l'on pût dire » que, dans une époque aussi terrible, je suis venu aggra- » ver ou embarrasser encore, dans un intérêt personnel, » les finances de l'État. »

L'arrivée de cette députation causa au noble prince un dernier moment de bonheur. — N'était-ce pas la solennelle sanction par son peuple de la conduite de toute sa vie? — Il répondit aux envoyés du sénat ces paroles, qui

méritent d'être inscrites en lettres d'or, et que tout Italien devrait porter gravées au fond de son cœur :

« La nation a pu avoir des princes meilleurs que moi, » elle n'en a point eu qui l'aient tant aimée. Pour la rendre » libre, indépendante et grande, j'ai accompli avec joie tous » les sacrifices; mais ces sacrifices ont une limite qui ne » se peut franchir, c'est quand ils ne s'accordent plus avec » l'honneur. J'ai vu arriver le moment où j'aurais dû accé- » der à des choses auxquelles mon esprit répugnait pro- » fondément [1] ; j'enviai le sort de mes généraux tués, je » cherchai la mort et ne la trouvai point. Alors, je connus » qu'il n'y avait plus d'autre parti pour moi que de renoncer » à la couronne. La Providence n'a pas permis que la ré- » génération de l'Italie s'accomplisse aujourd'hui ; j'espère » qu'elle ne sera que différée, et qu'une adversité passagère » avertira seulement les peuples italiens d'être, une autre » fois, plus unis, afin d'être invincibles. »

Mais l'inaction et le chagrin devaient avoir bientôt raison du pauvre exilé. Charles-Albert ne languit pas plus de quatre mois loin du sol italien. Le 28 juillet 1849, après un lent affaiblissement, il rendait sa grande âme à Dieu, en bénissant encore ce peuple qu'il avait tant aimé.

[1] Demander la paix à l'Autriche.

VIII

C'est maintenant, monsieur, à la chambre des députés de paraître dans cette revue du parlement. Ici le sujet double d'actualité et d'importance ; car si le sénat est, en dernier ressort, le régulateur du gouvernement, à la chambre basse n'en appartient pas moins l'initiative des résolutions, la déclaration de la politique qui convient au pays.

Les députés des Etats sardes sont au nombre de 204 pour une population d'environ cinq millions d'âmes ; la durée de leur mandat est de cinq ans ; ils ne reçoivent aucune indemnité. Ils sont élus par le suffrage universel. Leurs attributions ont été copiées presque littéralement sur les chartes françaises de 1814 et de 1830. — Les fonctionnaires civils et les officiers de l'armée y figurent en assez grand nombre, et, chose assez rare, se montrent généralement très-indé-

pendants envers le pouvoir. Plusieurs siégent même à l'extrême droite ou à l'extrême gauche.

Le Piémont n'avait, pour ainsi dire, jamais eu de vie publique, quand fut promulgué le statut constitutionnel du 4 mars 1848. Du gouvernement de ses anciens rois, il était passé sous la domination française; et la chute de l'empire l'avait rendu au régime absolu. Il se trouvait donc tout neuf à l'existence parlementaire, au système de libre discussion. L'art des luttes politiques, des coalitions et des transactions de principes était inconnu à ces hommes admis tout d'un coup à exprimer leur sentiment sur les tendances et la marche du pouvoir, à décider de sa composition et de sa durée. — De là, la multitude de partis, ou, pour parler plus nettement, de fractions de partis qui se dessinèrent tout aussitôt au sein de la chambre élective.

Si l'on s'informe auprès d'un Piémontais compétent de la distribution des députés sur leurs bancs, par groupes d'opinion, voici ce qu'il répond :

— Six partis se divisent nos élus : la droite extrême, cléricale, absolutiste, autrichienne, ennemie jurée de l'indépendance, ayant pour chef le comte Solar de la Marguerite ; — la droite modérée, que commande l'ancien ministre comte de Revel, et des rangs de laquelle sort M. de Cavour ; ses membres s'accommodent du statut, mais sont exclusivement Piémontais, dans l'antique sens de ce mot ; dans certaines occasions ils votent avec le ministère contre la gauche ; — le centre droit, créé par le premier ministre, et tout dévoué à sa personne autant qu'à sa politique italienne ;

— le centre gauche que personnifie M. Cardona, le président actuel, ministériel au fond, mais très-ennemi des deux droites; c'est lui qui a produit M. Ratazzi; — la gauche, dont M. Depretis, vice-président, représente les aspirations; c'est la bourgeoisie riche, éclairée, défiante du haut clergé et de la noblesse, très-italienne, très-nationale; soutenant M. de Cavour, parce qu'il a pris en main le drapeau de l'Italie, mais le jalousant un peu au fond, et prête à bien accueillir M. Ratazzi comme président d'un nouveau cabinet — l'extrême gauche, enfin, où figurent MM. Valerio et Brofferio, toujours au lendemain de la guerre de Lombardie et de Novare, amplifiant les idées de la gauche à l'intérieur comme au dehors.

Un étranger court risque de se perdre dans cette longue nomenclature.

Je viens d'étudier le terrain, et je crois que, tout en restant exact, on peut resserrer la question et la ramener aux mêmes termes que dans nos anciennes assemblées, à savoir : une droite, un centre ministériel et une gauche. — De compte fait, les 204 députés sardes se répartissent ainsi lors du vote : 44 à la droite, 36 à la gauche et 124 au centre avec le ministère Cavour. — Vous voyez que le pouvoir actuel a raison, lorsqu'il prétend représenter l'opinion de l'immense majorité du pays, puisque, dans la question dominante de l'indépendance italienne, la gauche et une partie de la droite sont encore avec lui.

Ce serait du reste à tort que l'on appliquerait notre sens français à ces dénominations de droite, de centre et de gauche. Le but de ces divers partis est bien différent de celui

que les nôtres se proposaient. Il n'y a pas ici de divisions dynastiques, de ces rivalités inconciliables comme nous n'en avons que trop chez nous. — Tous les Piémontais, anciens ou nouveaux, se retrouvent unis dans un même amour pour la maison de Savoie. Les hommes qu'en France on prend, sur l'étiquette de leur banc, pour de farouches républicains, sont, au fond, des royalistes très-dévoués. Le débat roule uniquement sur la forme, sur les noms des ministres de la monarchie. J'ai entendu M. Ratazzi, l'ancien chef de la gauche, M. Valerio, un des chefs de la gauche actuelle, faire les plus entières protestations d'amour et de fidélité pour la personne de Victor-Emmanuel II. L'Italie délivrée par la dynastie sarde, le royaume de Lombardie aux héritiers de Charles-Albert, voilà toute la politique de la droite et de la gauche, tout comme des ministériels. — Je ne parle point d'une imperceptible fraction d'égoïstes, à l'extrême droite, qui, cramponnés au passé, ne tenant aucun compte des événements accomplis depuis dix ans, du réveil de l'esprit national, préfèrent à une extension magnifique, mais périlleuse, l'ancien état de choses, — la petite individualité du Piémont, et l'esclavage de leurs compatriotes lombard-vénitiens, aux risques d'une nouvelle guerre.

Mais, pour en revenir à ce que je vous disais, il n'y a point de révolutionnaires dans le parlement sarde, pas plus que dans la nation. — Les correspondances soudoyées de la *Gazette d'Augsbourg* et de *l'Univers* peuvent prétendre à cet égard ce que bon leur semble. L'expression de la vérité est tout entière dans ces phrases de M. d'Azeglio, écrivant au ministre du roi à Paris : — « Peut-on contester la différence

énorme qui existe entre la condition intérieure des autres États de l'Italie et celle du Piémont? Là on conspire, on intrigue pour un changement politique, tandis qu'au contraire, ici où l'on a ces libertés qui sont vainement réclamées ailleurs, l'ordre, la tranquillité et la prospérité règnent, et l'on peut espérer sans hésitation que Mazzini et ses adhérents ne trouvent aucune sympathie. »

La rageuse haine du sectaire contre la monarchie sarde, ses vaines tentatives de toutes les époques, prouvent assez l'exactitude de ces paroles. — Mazzini n'a dans la Péninsule qu'une amie naturelle, l'Autriche, qui l'inventerait s'il n'existait pas, tant il sert admirablement, depuis vingt-cinq ans, à ses desseins oppressifs, à ses décrets de confiscation et de terreur.

De même que la Couronne a placé dans le sénat un nombre d'émigrés représentant les provinces qui se sont données en 1848 à Charles-Albert, déjà leur légitime possesseur par droit d'héritage, ainsi les électeurs sardes envoient à la chambre basse, comme protestation vivante contre l'étranger, les plus énergiques entre les proscrits qui ont cherché un asile parmi eux. M. Tecchio, Vénitien célèbre, l'illustre comte Mamiani, le comte Benentendi, le comte Annoni, le marquis Visconti Arconati, le marquis Trivulce-Pallavicini, ancien compagnon de Silvio Pellico au Spielberg, MM. Farini et Torelli, d'autres encore, dont les noms ne me reviennent point en ce moment, sont députés du peuple piémontais. — La nationalité, la fraternité de race ne se prennent pas ici pour de vains mots, mais bien pour des obligations réelles.

— Du reste, comme je vous l'écrivais, rien n'est plus habile que cette générosité sans calcul. Un Talleyrand ne la désavouerait point. L'Autriche, la Toscane, Modène, crient au voleur. Et, de fait, les esprits de leurs peuples sont tout au Piémont. — L'année dernière (1857), traversant ces pays, je ne pouvais en croire mes oreilles : on est Piémontais et rien autre ; — Victor-Emmanuel est le dieu, l'espérance de tous. — Rien n'est plus sérieux, sachez-le bien, que ce passage d'une correspondance adressée de Florence à un journal français, et que je lisais récemment ici :

« Le désir de compter pour quelque chose dans les destinées de l'Italie fait pencher présentement la balance en faveur des idées de l'illustre et regrettable Manin, au détriment de celles de notre cher compatriote Montanelli. Ce n'est pas inutilement que le Piémont donne à la péninsule l'exemple d'un pays qui grandit, se fortifie et prospère au soleil de la liberté. Le Piémont a le drapeau tricolore, une armée, une tribune où l'on parle haut et ferme ; il a conquis ses titres de noblesse moderne sur les champs de bataille de la Crimée et dans les conférences du congrès de Paris.

» Ce qui fait la force du Piémont, ce qui nous attire vers lui chaque jour davantage, c'est précisément qu'il affirme cette nationalité tant de fois niée ; c'est qu'il est, comme un centre, tout prêt à rallier les forces disséminées de l'Italie ; c'est qu'avec lui nous pouvons espérer d'obtenir ce qui nous manque, à savoir la tolérance religieuse, la liberté de la parole et de la presse, et surtout un rôle actif dans les destinées de notre pays régénéré. Florence y perdrait sans doute de n'être plus capitale ; en dépit de nos souvenirs,

de nos vanités municipales, elle semble s'y résigner d'avance et de bonne grâce; elle aime mieux être chef-lieu d'une province dans un État heureux, indépendant, libre, exclusivement italien, que capitale d'un duché insignifiant qui n'a ni présent ni avenir; elle sait, d'ailleurs, que ni Turin, ni Milan, ni aucune autre ville ne la feront descendre du rang qu'elle occupe comme capitale artistique de l'Italie, et elle a assez de clairvoyance et de patriotisme pour se contenter de cette gloire. »

Le Piémont témoigne, à chaque occasion, de sentiments non moins généreux pour ses frères italiens. — Ainsi, le 15 juillet dernier, M. le chevalier Castelli, directeur général des archives, ayant été nommé député à Boves, à la place du professeur Vallauri, l'un des treize dont la chambre a annulé l'élection après enquête, les électeurs lui votèrent une adresse qui termine ainsi :

« Tenez, s'il est possible, la guerre éloignée assez longtemps encore pour que le pays ait le temps de rassembler toutes ses forces à la faveur de la paix. Mais si l'indépendance de la patrie était jamais menacée, ou si *l'heure de la rédemption de l'Italie* venait à sonner tout à coup, poussez alors le cri de : *Aux armes!* qui retentira des Alpes au Vésuve, et DISPOSEZ DU SANG ET DU DERNIER ÉCU DE VOS ÉLECTEURS. »

Qu'on ne prenne point ceci pour une emphase de circonstance. Il n'y a pas un être en Piémont, homme, femme, enfant, qui ne pense ou qui ne sente de même. — Je vous l'ai dit, ce peuple est admirable et peu connu. — On ignore en France qu'après Novare, les communes du royaume en-

voyaient tous les jours au nouveau roi des députations lui demandant à deux genoux de recommencer la guerre, sitôt close par une trahison; lui offrant cent millions, cent mille gardes nationaux, bons soldats, pour refaire l'armée. Et lui, le fils de l'héroïque vaincu, le brillant général de 1848, lui, serrait avec rage la poignée de son sabre, et répondait de douloureuses paroles de refus et d'apaisement, avec des larmes dans les yeux et dans la voix. — Qu'eût-il pu contre toute l'Europe hostile et commandant la paix?

Ce pays-ci est la Vendée de l'Italie, comme le pouvoir autrichien en est la Convention. — Plus disciplinés, mieux commandés que les nobles paysans du Bocage, instruits par de dures expériences, les Piémontais, ces vaillants fils des Alpes, délivreront la Péninsule et replaceront leurs maîtres sur le trône lombard où le droit et le vœu national les appellent.

A bientôt la physionomie des partis dans la chambre, ainsi que les études que je vous ai annoncées sur les principaux chefs parlementaires. — Il y a là ample matière à récit, et c'est pourquoi je vous demanderai souvent pour mon compte un tour de faveur sur les autres et intéressantes correspondances étrangères que publie le *Messager*.

IX

Ma dernière lettre vous annonçait, monsieur, une revue des principaux membres de la chambre élective piémontaise, dans le genre de ce que je vous ai déjà écrit sur le sénat. — Voici, pour aujourd'hui, le commencement de ce travail.

Je devrais, à cette place, vous entretenir tout d'abord du président de la chambre, M. Cadorna, ainsi que des membres du bureau, mais je préfère retrouver ces messieurs à leur rang d'opinion. Il me semble logique ici de procéder par ordre de parti, et débutant, ainsi qu'à une inspection militaire, par la droite, je vais vous présenter tout d'abord la fraction extrême de cette nuance, personnifiée dans le comte Solar de la Margherite, ancien ministre des affaires étrangères pendant presque tout le règne de Charles-Albert.

Avant d'en venir à ce personnage, et comme explication préalable, il est nécessaire pourtant d'ouvrir une parenthèse pour faire connaître à vos lecteurs le passé politique de M. de la Margherite et de ses amis, les causes de leur singulière attitude devant le grand mouvement national qui emporte l'Italie, à la suite des États sardes, vers un avenir d'indépendance et d'unité régénératrices.

Après la panique de 1821, qui coûta tant de milliers de victimes à la Péninsule, et qui ouvrit les cachots du Spielberg à l'élite de la société milanaise, l'Autriche, flairant un irréconciliable ennemi dans la personne du jeune Charles-Albert, alors prince de Carignan, traité par ses agents avec la dernière violence, après le mouvement libéral de Turin, l'Autriche imagina de le priver de ses droits au royaume de Sardaigne, en faisant passer cette couronne sur la tête d'un archiduc, ce qui eût doublement arrangé ses affaires, et rivé jusque dans le plus extrême avenir le dernier chaînon de la malheureuse Italie.

Deux frères sans héritiers mâles étaient venus, en 1814, reprendre possession de la royauté sarde : Victor-Emmanuel Ier et Charles-Félix. Princes excellents, mais faibles, dominés par des traditions surannées; tout en n'aimant point l'Autriche, ils se laissaient intimer ses volontés par leurs femmes à l'un et à l'autre, issues de la maison de Lorraine. Marie-Thérèse surtout, épouse du roi Victor, agissait ouvertement dans le sens du cabinet de Vienne. Elle avait rempli les ministères et l'administration de sujets pen-

sant à son exemple; et quand Victor-Emmanuel abdiqua, à la suite des événements de Turin, l'irritation de cette reine ne connut plus de bornes. — L'une de ses filles était mariée au duc de Modène, ce triste François IV, fameux par sa soif d'un véritable trône. De cette union existait un fils, le duc actuel, François V. — Une intrigue se noua entre le gouvernement autrichien et la reine déchue, pour transférer la succession de Sardaigne, sous la tutelle de son père, au jeune archiduc, petit-fils de Victor-Emmanuel et de Marie-Thérèse, petit-neveu de Charles-Félix.—Ce dernier prince, régnant depuis l'abdication de son frère, aurait, comme le fit plus tard Ferdinand VII en Espagne, aboli par une déclaration souveraine la loi salique, constitutive de la monarchie, et appelé au trône, après lui, l'archiduc François-Ferdinand. — L'Autriche eût appuyé ce coup d'État par une armée d'occupation et engagé toutes ses forces au besoin pour en assurer les résultats. Prévoyant même le cas où, par amour de sa maison, Charles-Félix ne voudrait point se prêter à cette intrigue, le cabinet impérial, sans même consulter ce souverain, alla jusqu'à proposer *d'office*, au congrès de Laybach, l'abolition de la loi salique en Piémont.— L'Italie ne courut jamais de plus sérieux danger.

« Nous lui enlèverons son droit héréditaire à la couronne », disait sans détour M. de Ficquelmont au marquis de la Maisonfort, ministre français à Florence, en parlant du prince de Carignan.

Ce fut le gouvernement de la Restauration qui déjoua cette trame. Fidèle à la tradition française, il fit encourager

Charles-Félix dans la résistance qu'opposait ce prince à ce suicide de la maison de Savoie, et il adressa à l'Autriche les plus formelles protestations. — Une perspective si séduisante attirait cependant bien fort celle-ci, et ses menées continuèrent longtemps encore, car, en 1828, le ministre des affaires étrangères du roi Charles X, M. de La Ferronays, s'expliquant avec l'ambassadeur autrichien à Londres, M. de Lebzeltern, qui passait par Paris, se rendant à Vienne, lui tint ces propres paroles : « Le gouvernement du roi ne peut croire aux bruits qu'on fait courir en Italie sur l'exclusion du prince de Carignan, d'autant moins que s'ils venaient à se réaliser, le prince de Metternich amènerait en Italie ce qu'il a raison de vouloir éviter, *c'est-à-dire le bouleversement de ce pays à la vue de l'armée française, qui devrait, dans ce cas, paraître sur le sommet des Alpes.* » — Une telle déclaration refroidit sans doute les vues ambitieuses du cabinet de Vienne; et à la mort de Charles-Félix, en 1831, Charles-Albert put lui succéder sans obstacle.

Mais, si longtemps placé sous la menace de l'exhérédation, avili aux yeux de l'Europe entière, injurié dans le propre palais du roi par l'envoyé autrichien [1], troublé dans ses affections françaises par la révolution de juillet, qui le

[1] L'indigne attitude envers la personne du prince de Carignan, dont les agents diplomatiques de l'Autriche recevaient le mot, se continua avec une inexplicable audace après l'avénement au trône de Charles-Albert. — Le prince Félix de Schwartzemberg, qui mourut premier ministre de François-Joseph, envoyé à Turin avant 1848, poussa un jour le roi tellement à bout, à force d'insolences, que



laissait sans appui de l'unique côté où il en espérât, le nouveau souverain tombait en outre aux mains d'un entourage formidablement coalisé, en possession de l'autorité, des grandes charges, vendu en grande partie à l'influence allemande, et avec lequel cependant on ne pouvait rompre sans d'immenses dangers. — Après de vains et sourds efforts pour devenir le maître, Charles-Albert plia. Le prince intelligent, libéral, élevé en France et pénétré de nos idées, dut laisser vivre sous son nom un absurde et odieux régime, dont les oppressions policière et cléricale étaient tout le fond. Les réformes décrétées par lui-même, dans les premiers jours, étaient abolies ou laissées de côté. Les vieux généraux de police, les évêques tout romains, les anciens conseillers de Charles-Félix, gouvernaient à leur bon plaisir et faisaient de la morale au roi. Ce souverain avait à peine voix consultative devant ses ministres. — De liberté politique, on n'avait seulement point l'idée; de liberté individuelle, pas davantage. — « Pas de liberté religieuse, dit un écrivain ultra-conservateur, pour les sectes dissidentes, pas même pour l'Eglise! Les entraves que nous avons vues naître au dernier siècle s'étaient conservées entières. Les plus louables efforts avaient été tentés pour les desserrer un peu : tout avait échoué; Charles-Albert, vainement convaincu de l'excellence des modifications demandées, n'avait pas osé,

Charles-Albert dut lui intimer de sortir de sa présence. — La haine de ce ministre contre le souverain du Piémont contribua beancoup, pendant l'hiver de 1848 à 1849, à rendre nulles les offres de médiation de la France et de l'Angleterre, et à faire recommencer la guerre prématurément pour la Sardaigne.

dans sa toute-puissance de souverain absolu, se décider; il avait reculé devant *l'opposition des bureaux !* »

Ainsi, après avoir vu mutiler l'institution de son conseil d'État, il fut impossible à Charles-Albert d'obtenir de l'administration qu'elle voulût bien consentir à l'établissement des *conseils provinciaux*, auxquels il tenait extrêmement. Il entendait, par leur pratique bien réglée, habituer peu à peu son peuple au système représentatif, et, en attendant, comme il le disait lui-même, *pouvoir connaître ses désirs et entendre sa voix* [1]. Trois années de suite le roi donna les ordres les plus positifs pour rassembler les conseils provinciaux, et autant de fois des circulaires ministérielles secrètes les empêchèrent, si bien qu'en dernier lieu, en 1846, un ministre bien intentionné, arrivant à découvrir les détails de l'affaire, s'écria que *le roi était encore une fois trahi.*

Ceci n'était rien encore auprès des façons d'agir que se permettaient envers la propre personne du souverain, sur-

[1] Le parti révolutionnaire, non moins odieux aux honnêtes gens que la faction vendue à l'étranger dont je parle ici, s'est plu constamment à représenter Charles-Albert comme le type du souverain rétrograde au fond, revêtant au besoin, pour ses desseins ambitieux, le masque du libéral, et du défenseur de la nationalité. Les lignes que voici, écrites par ce prince, vers 1840, témoignent assez de ses généreux et véritables sentiments :

« Quant à moi, je considère les choses (le progrès) sous un point » de vue religieux absolument opposé à celui de ces messieurs (les » noirs-absolutistes). Je crois, tout au contraire, que pour plaire à » Dieu il convient de tirer parti de tous les progrès et de toutes les » découvertes qu'il permet être faites dans les sciences ainsi que » dans les arts, et de s'en servir pour le bien des peuples et l'avan-

tout dans les premières années du règne, certains membres du conseil, trop ouvertement maintenus là par l'Autriche. Ainsi, au mois de novembre 1834, le ministre de l'intérieur et de la police La Scarena, croyant avoir découvert que le roi cherchait à placer le dévoué M. Gallina aux finances, tenait le langage suivant à un personnage qui n'était pas même de sa faction :

« Le roi, disait-il l'écume à la bouche, le roi est un coquin » qui pense mal ; qui dit une chose à l'un, et le contraire à » l'autre. Mais qu'il ne se figure pas nous tromper ! Qu'il » sache bien que l'Autriche ne se fie à lui ni peu ni point ; » qu'elle le connaît mieux qu'il ne le croit ; et qu'elle n'i- » gnore rien de tout ce qu'il dit ou fait. Qu'il sache qu'il » est bien surveillé ; et que ce n'est pas seulement Bom- » belles qui a ce soin ; que nous savons ce qu'il fait dans » sa chambre, à qui il écrit, où il envoie des lettres, » quelles sont les personnes qu'il reçoit, l'heure où elles

» tage de la société. De la même manière, je crois qu'un gouver- » nement doit conserver entre ses mains une grande force afin de » pouvoir protéger la religion, *défendre et faire respecter sa na- » tionalité;* afin de pouvoir faire observer les lois et défendre les bons » contre les attaques des pervers ; mais, d'un autre côté, je crois » également qu'il doit procurer aux populations tous les avantages qui » sont en son pouvoir, et se mettre lui-même à la tête du progrès, » en faisant participer, autant que possible, les propriétaires à l'ad- » ministration de leur province. En peu de mots, mon opinion est » qu'un gouvernement monarchique qui procède avec sagesse, doit » toujours se montrer progressif dans le bien, et *donner aux peuples » une liberté entière*, hormis celle de faire le mal. »

Voilà le tyran des uns ; — le démagogue des autres !

» vionnent, et ce qu'il leur dit. Oui, nous savons tout.
» Quant à moi, si je vois les choses prendre une certaine
» tournure, je donne ma démission, mais d'une façon
» bruyante, en lui renvoyant son grand cordon ; car si je
» me retire, je ne veux rien conserver d'un brigand pareil.
» — Du reste, qu'il sache bien qu'à la première sottise, Ra-
» detzki arrivera avec son armée, et le forcera bien d'ab-
» diquer. »

Le ministre de la justice maintenait, malgré le roi, les juridictions exceptionnelles, les priviléges ecclésiastiques, et mille coutumes incompatibles avec notre époque.—L'instruction publique était monopolisée au profit des jésuites, malgré l'aversion pour eux du souverain.

Le ministre des affaires étrangères, ce même comte de la Margherite, aujourd'hui chef de l'opposition dans la chambre, affichait hautement une politique contraire à celle du roi. C'était devenu un véritable scandale pour les diverses légations accréditées auprès de la cour de Turin. Les représentants de la Sardaigne à l'étranger étaient choisis par le ministre dans les gens dévoués à l'Autriche, et ne faisaient qu'un, là où ils se trouvaient, avec les chargés d'affaires impériaux, suivant aveuglément leur impulsion. — M. de la Margherite ne craignait pas d'appeler le roi « un carbonaro, » et sa diplomatie le répétait impudemment au dehors. Le comte Broglia, ministre à Rome, se vantait hautement « qu'il ne reconnaissait que les ordres de son chef, et que si le roi lui ordonnait quelque chose de contradictoire, par lettre ou autrement, il n'en ferait rien du tout. » L'intimité du marquis Carrega, envoyé sarde à Flo-

rence, avec le représentant autrichien Revitscki, était un scandale public. Le marquis Crotti, en Suisse, agissait ouvertement en sens contraire des volontés du roi. Il en était de même dans les cours autrement importantes de Prusse et d'Angleterre. — C'est à ne pas en croire aujourd'hui la preuve matérielle et palpable.

Et malgré tout cela, s'il voulait être vengé dans l'avenir, Charles-Albert devait dissimuler, et supporter ces énormités, en se contentant d'amener avec adresse l'un ou l'autre de ces insolents ministres à se compromettre au point de pouvoir le chasser. Abandonnant, pour ainsi dire, l'exercice du pouvoir civil, le successeur de Charles-Félix se donnait tout entier aux soins de son armée, qu'il avait tirée de l'état honteux de troupes de police, pour en faire de braves et nobles régiments, capables de soutenir le choc des Impériaux et de les battre au jour solennel de la vengeance. L'héroïque soldat de Novare créait silencieusement ce Piémont militaire, qui tient aujourd'hui sa place en Europe au rang des grandes puissances, et qui délivrera la patrie. Aidé dans cette forte tâche du seul et fidèle Villamarina, il laissait agir, en fait de propagande nationale, les Balbo, les Gioberti, les d'Azeglio, attendant que Dieu ouvrît sa main et indiquât l'heure.

1847 sonna enfin. Les temps étaient mûrs. — Au premier prétexte, une dispute pour des tarifs de douane, Charles-Albert compta ses soldats et défia l'Autriche. Sorti de cette longue oppression, il apparaissait radieux et transfiguré; et son peuple, qui comprenait maintenant tout ce

qu'il avait dû souffrir pour en arriver là, lui vouait cet amour profond, enthousiaste, que les malheurs d'ensuite n'ont fait qu'accroître, et qui s'est reporté sur sa mémoire. — Puis, se dévoilant tout entier, le roi donna le statut; d'un royaume d'esclaves, il fit une nation de sujets dévoués, et, l'épée à la main, criant guerre à l'étranger, il se jeta en Lombardie!

Si grandes que purent être la surprise et la colère de l'Autriche, le désappointement et la haine des gouvernants dépossédés à Turin ne leur cédèrent en rien. La nombreuse clientèle qu'ils s'étaient formée pendant un si long règne, le monde de gens qui vivaient d'abus, tous ces intérêts frappés du même coup, s'unirent dans une même haine du régime nouveau, dans une réprobation de ce sentiment fraternel qui poussait le Piémont au secours des autres Italiens, tout en vengeant les longues injures faites au roi par l'Allemand oppresseur de la patrie commune. — Les ministres tombés, les anciens administrateurs policiers, et forcenés partisans du *statu quo*, se coalisèrent avec quelques prêtres égoïstes, que venait d'exaspérer l'abolition de priviléges d'un autre âge, le droit d'asile, la juridiction exceptionnelle, l'exemption d'impôts, tandis que le clergé en masse poussait ces populations à la guerre sainte. — Usant eux-mêmes des institutions qu'ils voulaient combattre, les chefs de cette coalition se firent nommer à la chambre basse, dans des colléges de province où leur rang personnel, l'ascendant des anciennes positions leur assuraient la victoire, et ils constituèrent aussitôt parmi les députés cette extrême droite, dont

j'essaye aujourd'hui de vous dépeindre la composition et les tendances.

La monarchie pure, ou plus véridiquement une aristocratie ayant le monopole héréditaire du gouvernement, des priviléges et des honneurs; l'Église formant un État dans l'État; une alliance intime avec l'Autriche contre la France et contre les idées françaises; le royaume renfermé dans ses limites actuelles, sans pensée aucune d'agrandissement que peut-être Plaisance et quelque peu du Modénois, par l'extinction des maisons régnantes; enfin, proscription de l'idée italienne, déclarée un rêve absurde, une périlleuse chimère : — voilà le programme de l'extrême droite, tel qu'il est carrément posé, et tel que le développe chaque jour son organe officiel, *l'Armonia*. — Jugez de la sympathie que doivent rencontrer de semblables doctrines parmi le Piémont tel que je vous l'ai montré jusqu'ici ?

Ces gens, qui ne forment, du reste, que la très-petite minorité de la noblesse, aspirent au renom de politiques austères, dédaigneux des applaudissements et d'une vaine popularité, et servant seuls les véritables intérêts du pays. Ils prétendent continuer les grands hommes d'État absolutistes qu'a possédés jadis la Sardaigne, et ils invoquent Joseph de Maistre en prêchant l'alliance autrichienne. — Ne savent-ils donc pas que dans la correspondance de Joseph de Maistre se trouvent des passages comme celui-ci :

« Si je n'ai point de fiel contre la France, n'en soyez » point surpris : je le garde tout pour l'Autriche. C'est par » elle que nous sommes humiliés, perdus, écrasés ; c'est par

» elle que nous sortirons d'ici, non-seulement sans argent,
» mais sans considération, j'ai presque dit sans honneur.
» Vous parlez d'orgueil, de prétentions : trouvez-moi une
» suprématie, une domination plus insultante que celle
» que l'Autriche exerce à notre égard..... Cette maison
» d'Autriche est une grande ennemie du genre humain et
» surtout de ses alliés. Je vous avoue que je la déteste cor-
» dialement. »

Ces *vrais* patriotes ignorent-ils donc que l'Autriche convoite ardemment Alexandrie, la grande forteresse du nord de l'Italie ; et Casal, qu'elle dit usurpé sur ses droits ; et Gênes, plus proche de Milan que de Turin, qui ferait à ses provinces italiennes un si beau port sur la Méditerranée, où elle n'a rien ?

Et ce qu'il y a de curieux, c'est que l'homme en qui s'identifie aujourd'hui cette même extrême droite, le comte Solar de la Margherite, alors ministre des affaires étrangères de Sardaigne, en un moment d'humeur, sans doute, contre ses patrons de Vienne, écrivait en 1835, dans une dépêche aux représentants du roi à l'étranger : — « La politique de l'Au-
» triche n'a pas changé depuis le dernier siècle, elle a tou-
» jours les mêmes fins ; son ambition est encore plus grande
» Dans le même temps qu'elle convoite les légations pontifi
» cales, elle jette un regard de cupidité *sur la rive droite du*
» *Tessin* (territoire sarde), *qu'elle voudrait repasser* pour
» étendre ses confins au delà des limites fixées par les traités
» de Worms et d'Aix-la-Chapelle. Si Gênes est devenue
» partie des États sardes, ce n'est certainement pas à l'Au-

» triche que nous le devons. Ce n'est certainement pas elle » qui a soutenu notre cause au congrès de Vienne. Gardez-» vous bien de croire que nous ayons la moindre obligation » de reconnaissance envers une cour qui ne nous fait que le » *bien* dont elle ne pouvait pas nous priver. On doit com-» prendre par là combien il faut être défiant à accueillir » toutes les protestations d'amitié et toutes les offres qui pa-» raîtraient faites dans notre intérêt... *Aucune foi* aux pa-» roles des ministres autrichiens, *aucune confiance* en leurs » promesses. »

Ainsi parlait l'homme qui, par lui-même ou par ses amis, traite aujourd'hui de révolutionnaire tout cabinet ennemi de l'Autriche, et fidèle à la politique séculaire de la maison de Savoie de marcher sur Milan et la Lombardie, en délivrant la Péninsule de l'odieuse domination étrangère.

Le comte de la Margherite doit être septuagénaire, quoique encore vert et actif. Issu d'une famille de moyenne noblesse, parvenue par les charges de cour, il entra dans la diplomatie lors de la Restauration. — Rempli de distinction et de talents, agréable à ses princes, ardemment poussé par la coterie absolutiste et cléricale, maîtresse des affaires jusqu'à l'établissement du statut, il resta ministre des affaires étrangères pendant presque tout le règne de Charles-Albert.

Il l'a dit lui-même depuis sa sortie du pouvoir, avec une naïveté au moins singulière chez un aussi vieil homme d'État : « — *Je n'étais point l'homme du cœur et de la pensée du*

» *roi*..... Il ne m'avait pas fallu une grande pénétration pour » voir que, outre un juste désir d'être indépendant de toute » domination étrangère, il nourrissait dans l'âme une pro- » fonde aversion pour l'Autriche, et il était plein d'illusions » sur la possibilité de soustraire l'Italie à sa domination. Pas » une fois il ne prononça le mot de *chasser les Barbares*, » mais chacune de ses paroles trahissait son secret..... »

Dans une monarchie soi-disant absolue, comment donc un sujet pouvait-il rester, quinze ans de suite, le ministre d'un prince dont il n'avait ni *le cœur* ni *la pensée?* — N'y avait-il donc pas là la main de cette Autriche que M. de la Margherite considérait si bien comme une *illusion* de vouloir chasser de l'Italie?

Tombé en 1847, tout ce qui s'est passé depuis est honoré de la virulente colère et des sarcasmes amers de l'ancien ministre. — M. de la Margherite est le premier orateur de la « Petite Église » qui s'inspire à Rome et à Vienne, et il déploie parfois beaucoup d'esprit et de science de la parole au service de cette mauvaise cause. — Insensible aux cris des tribunes, aux murmures d'une grande partie de la chambre, il lance intrépidement ses foudres contre les hommes et les choses du statut. Son originalité principale consiste à s'être posé en Cassandre du grand mouvement soutenu par le Piémont. M. de la Margherite et ses amis, retranchés dans une superbe indifférence de l'opinion, semblent désirer la venue de l'Autriche à Turin, pour mettre enfin à la raison un peuple insurgé qui ose prétendre à venger son roi, à secourir ses frères lombards et vénitiens tendant

leurs mains vers lui. — Qui sait si ces tristes citoyens, les tout premiers, ne payeraient pas cher cet événement souhaité? Qu'ils regardent du côté de Milan et de Venise; qu'ils se demandent si la noblesse est davantage épargnée par l'occupation autrichienne, et quelle est la différence du traitement subi par les Borromée, les Greppi, les Casati, les Visconti, les Trivulce, tous les grands noms du royaume, avec celui qui s'emploie contre les révoltés de la rue ou les mécontents vulgaires?

Dans ces dernières années, le comte de la Margherite a publié, sous le titre de *Memorandum historico-politique*, un long récit apologétique de son passage aux affaires, dont la lecture ne manque pas de charme. L'ancien ministre, dépositaire de la tradition *vraie* du cabinet de Turin, prétend que le rôle de la maison de Savoie est de rester gardienne perpétuelle des Alpes, et que sa grandeur doit se fonder, non point du côté de l'Italie, mais bien vers la Suisse, en reconstituant sans doute l'ancien royaume de Bourgogne. — M. de la Margherite n'ose pas trop parler d'entamer sur la France, mais on voit qu'il le pense, et qu'il se souvient de cette agréable coalition du Nord et de l'Angleterre, qui, en 1815, voulait tout simplement donner au roi de Sardaigne la Provence, comme la Lorraine et les évêchés au roi de Prusse, et l'Alsace au grand-duc de Bade. — Mais nous n'en sommes plus là, monsieur de la Margherite; et peut-être bien un jour trouverons-nous à rembourser ce bon vouloir à notre endroit, avec intérêts, bien entendu.

X

L'extrême droite, non comprise la députation de Savoie, à laquelle je consacrerai un paragraphe spécial, se compose d'une vingtaine de députés, dont voici les principaux, après M. de la Margherite : — Comte Cretti, ancien chargé d'affaires; comte d'Agliè, ancien ministre plénipotentiaire; comte Costa della Terre; général marquis Negrette; professeur Vallauri; comte de Bosses; comte Cays; général marquis Centuriene; comte de Camburzane; marquis Deminique Parete; avocat Genina; marquis Carrega; professeur Parodi; avocat Bixio; ces deux derniers, Génois. — Il est, du reste, très-difficile de donner un tableau exact de ces fractions de nuances, l'extrême droite et la droite votant assez souvent réunies, comme l'extrême gauche et la gauche, et se disputant, sur leurs limites, un nombre flottant de membres indécis.

Sur les vingt-deux députés que nomme la Savoie, dix-neuf appartiennent à la droite, extrême ou modérée. Deux votent avec la gauche, le docteur Jacquemoud, député de Moutiers, et M. Chenal, député de Sallanches. L'avocat Carquet, député du bourg Saint-Maurice, est le seul qui siége au centre ministériel. — Cette attitude de la presque totalité des mandataires savoisiens mérite d'être expliquée, car elle touche à de graves questions.

La Savoie, pays monarchique et religieux, où les traditions se conservent intactes à l'ombre des grandes montagnes, la Savoie se trouve, depuis 1848, dans une situation des plus perplexes.—Profondément attachée à la dynastie qu'elle a donnée au Piémont, et tirant vanité de sa brillante fortune, cette province ne saurait cependant sentir comme le reste des États sardes à l'endroit de la cause italienne. Elle est elle-même, et rien autre; plutôt française qu'italienne, bien que ne désirant nullement une réunion à la France. — Les sacrifices que le Piémont, la Ligurie, l'île de Sardaigne s'imposent avec un si noble enthousiasme, la magnanime et formelle résolution d'écraser l'Autriche en un jour de sanglantes représailles, ou de périr jusqu'au dernier : toutes ces grandes choses que Dieu inspire à un peuple quand les temps sont venus, la Savoie ne les comprend point, et c'est naturel. Elle a sa vie propre, sa langue, son histoire, ses idées, qui n'ont rien à voir avec celles de Milan et de Venise; l'étranger allemand ne lui a rien fait; elle n'intervient dans les querelles de l'Italie que pour obéir à son duc. — Mais quand le gouvernement de Turin l'assimile, lui, l'Helvétien désintéressé dans la question, au

véritable fils de l'Italie, à l'habitant des rives du Tessin ou des montagnes de Gênes, quand les mêmes et lourdes charges lui sont demandées sans relâche, le Savoyard fronce le sourcil, anathématise les ministres qui le traitent ainsi, et va siéger au parlement dans l'opposition où la politique de la lutte nationale est combattue.

Qu'on me permette une citation d'un livre original et vrai, de M. Félix Platel, *Causeries franco-italiennes* :

« Quand il a dit à la chambre : « Pourquoi me taxez-vous » si fort? » on lui a répondu : « C'est pour la *cause.* » Il a vu des enfants qu'il réservait pour ses charrues partir là-bas, au delà des Alpes. « Nous sommes en temps de paix, pour- » quoi me prenez-vous mes fils? » s'est-il écrié. On lui a toujours répondu : « C'est pour la *cause!* » — De là à prendre en grippe l'Italie il n'y a pas loin, et cependant le Savoisien est un des plus fermes soutiens de l'indépendance italienne, — et ce, pour deux raisons.

» Il a l'orgueil national : il se rappelle que le roi Charles-Albert, le vaincu de Custoza, l'empereur d'Italie pendant toute une bataille, était de la maison de Savoie; il considère comme un Savoisien l'homme vers lequel regardent tous les Italiens, qui attend les événements et que les événements attendent, — le roi Victor-Emmanuel!

» La seconde raison est que le Savoisien est rageur. Il est devenu Italien, sinon par amour, du moins par haine; il se souvient de la guerre de Lombardie; — il n'a pas pardonné et ne pardonnera jamais Novare.

» Montrez-lui son drapeau sans faire de grands discours ;

menez-le aux *habits blancs*, il se battra mieux peut-être que pas un; car les rancunes aiguisent mieux les épées que ne le font les enthousiasmes, et si les vengeances se mesurent à la profondeur des blessures, la vengeance savoisienne ne sera point petite. »

Je l'ai dit au début de cette lettre; la Savoie restera militairement fidèle au roi; les douze mille soldats de toutes armes qui représentent son contingent dans l'armée sarde mourront encore volontiers pour la gloire de leur maître, pour la délivrance de l'Italie; et néanmoins ses députés, expression du sentiment *civil*, sont hostiles au statut, à la cause italienne, qui leur impose des sacrifices sans compensation, pour une querelle étrangère, et votent le plus souvent avec l'extrême droite, avec les rancuniers et jaloux cléricaux, contre M. de Cavour.

En réalité, les méprises de la question religieuse entrent pour beaucoup dans cette attitude; car la plupart de ces hommes, qui protestent, au nom de la Savoie, contre la politique du ministère, doivent au Piémont, c'est-à-dire à la partie italienne des États sardes, de grandes positions, tout riches ou nobles qu'ils soient déjà par naissance. — Le général de Sonnaz, le général Jaillet de Saint-Cergues, le colonel Menabréa, le marquis Costa de Beauregard, ancien aide de camp de Charles-Albert, le capitaine Borson, appartenant à l'armée, — le conseiller de Viry, de la cour de Gênes, le président Guillet, le président Charles-Laurent, le conseiller Mollard, — l'ancien secrétaire général de l'intérieur Lachenal, le commandeur Despines, célèbre ingé-

nieur, — tous ces Savoisiens, en un mot, n'ont pas trouvé mauvaise mère la patrie italienne; et dans ce royaume de la Haute-Italie, que leurs votes semblent dénier, mais qui sera, parce que Dieu et les peuples le veulent ainsi, plus d'un parmi eux fournira encore une brillante carrière.

La politique de M. de Cavour est toute de conciliation; loin d'affecter, comme certains de ses prédécesseurs (quel est le régime qui n'a point d'imperfections et de torts, surtout dans un apprentissage constitutionnel?) une hostilité systématique au clergé, le premier ministre de Victor-Emmanuel II se plaît à répéter que son plus vif désir est de faire vivre le gouvernement en aussi bon accord que possible avec l'Église; de rendre à la masse du clergé, si italien en 1848, les égards et la justice qui lui sont dus, et d'en finir avec des dissensions que l'étranger a seul intérêt à nourrir. — Ces intentions, parfaitement connues à Turin, devraient déjà désarmer bien des résistances et faciliter ainsi au grand homme d'État une tâche toute nationale et toute de dévouement à la royauté sarde.

Chacun des députés savoisiens, pris individuellement, se croirait certes insulté si on doutait de son attachement à la maison de Savoie, au fils de Charles-Albert. — Pourquoi donc cette opposition de tous au ministre qui représente la pensée royale, qui travaille à faire grande et puissante, comme elle ne l'a jamais été, cette antique dynastie, objet de l'amour commun, tout en rendant à l'Europe entière l'immense service de repousser la Germanie barbare loin de nos pays? — M. de Cavour est gentilhomme, de famille

aussi illustre que pas un; ses collaborateurs au grand œuvre, les La Marmora, les Salmour, les Villamarina, presque tous les chefs du Piémont officiel sont de grands seigneurs. Il y a solidarité entre noblesses; et dégager des chaînes étrangères, de la brutalité des hideux Croates, ce patriciat lombard et vénitien, qui a élu pour son roi le descendant de leurs comtes et de leurs ducs, devrait sourire à ces chevaliers de Savoie, dont les aïeux aidèrent jadis le petit-fils du roi Bérenger à repasser les Alpes, à reprendre Turin.

Ainsi, voici M. Costa de Beauregard, de Chambéry, le serviteur affectionné de Charles-Albert, qui, encore troublé de la catastrophe de son maître, maudit l'idée italienne, regrette le régime du privilége, dont le beau côté existait seul pour lui, et, avec le caractère le plus loyal, le plus honorable, pense aujourd'hui autrement que le roi, excite la patrie au découragement, et lui conseille de s'avilir en posant les armes.

Le colonel Menabrea, avant peu général, député de Saint-Jean de Maurienne, homme d'une science européenne, d'un admirable caractère, ne craint pas la guerre, lui. Il a reçu le feu des Autrichiens, et il ne sera pas fâché de le rendre. Il sait comme l'armée est excellente et fortement organisée; il connaît l'esprit public piémontais, son ressort de haine et de vengeance, et il aime l'Italie, où on l'apprécie à sa valeur. — Jadis premier officier du ministère de la guerre, en 1848, puis secrétaire général des affaires étrangères sous les ministres de Launay et d'Azeglio, position dans laquelle

il rendit des services considérables, M. Menabrea a quitté l'administration à propos de la loi Siccardi sur le for ecclésiastique, où l'on eut raison dans le fond, mais tort dans la forme. Le ministère donnait au concordat souscrit sur ces matières avec Rome une signification différente de celle que M. Menabrea croyait la vraie. — Ces malheureuses affaires ecclésiastiques, qu'avec un peu de prudence le pouvoir d'alors eût pu mener à bien sans effrayer beaucoup de consciences, sont venues rompre bien déplorablement l'unanimité que le mouvement national avait rencontrée à son début.

Les principes politiques de M. Menabrea feraient honneur à tout parti. Il les exprimait ainsi aux électeurs de Verrès, en 1849 : « Mon programme, messieurs, disait-il, est » bien simple ; le voici : *Ordre et liberté*. Je veux l'ordre, » parce que, sans lui, il n'y a pas de société possible, et que » l'anarchie m'est aussi odieuse que le despotisme auquel » elle conduit. Je veux la liberté, parce que la liberté est le » premier bien de l'homme ; parce que je la crois nécessaire au développement de l'humanité ; parce qu'elle a été » le vœu de ma jeunesse et qu'elle sera le but de toute ma » vie. Ainsi je m'opposerai avec énergie à toute réaction » qui tendrait à nous reconduire en arrière sous un système » désormais impossible, de même que je combattrai le désordre, qui est le tombeau de la liberté. »

La députation de Savoie, et, à son exemple, celles d'Aoste et de Nice, jouissent du privilége de prononcer leurs discours en langue française, ainsi que de répondre dans ce même idiome aux orateurs italiens. — L'article 62 du statut

dispose en effet de la sorte : « La langue italienne est la langue officielle des chambres. — Il est cependant facultatif pour les membres qui appartiennent aux pays où la langue française est en usage de se servir de celle-ci, de même qu'aux autres députés pour leur répondre. »

Rien ne semble plus bizarre, au premier abord, que cette pratique. On cesse de s'en étonner quand on se rappelle que toute personne bien élevée, en Piémont et dans la Haute-Italie, parle ou comprend parfaitement le français, et que les députés sardes se rendent fort bien compte jusqu'au dernier mot des harangues ou des rapports prononcés par leurs confrères d'au delà des monts. — *La Gazette piémontaise*, journal officiel, reproduit également les débats des deux chambres dans l'un ainsi que dans l'autre idiome, et des sténographes italiens et français prennent la plume à tour de rôle, suivant la nationalité de l'orateur. — Je ne sais si les choses se passeront de même au parlement du futur royaume agrandi, mais tant que la Savoie reste unie à la monarchie sarde, cela n'a rien que de très-rationnel.

XI

La droite, qui se confond souvent avec l'extrême droite dans les questions religieuses ou d'ordre intérieur, en diffère totalement sur la question fondamentale de l'Italie. Elle veut l'indépendance et la croit possible. Elle professe hautement le grand principe de la réunion du Lombard-Vénitien au Piémont sous la dynastie actuelle, comme royaume de la Haute-Italie. En ce sens, ses membres appuient le gouvernement. — Mais une question sépare encore sur ce point les députés de la droite de ceux du centre et des deux gauches : celle du moment opportun et des moyens d'exécution. — La droite veut la délivrance de l'Italie, mais elle espère surtout pour cela des négociations diplomatiques. Elle soutient que le Piémont, en recommençant la guerre, n'arrivera qu'à se faire écraser une nouvelle et plus ter-

rible fois. — Ce parti regrette toujours qu'on n'ait point adhéré, en 1848, aux propositions autrichiennes de céder la Lombardie à Charles-Albert, et de constituer Venise et ses provinces en Etat vassal de Vienne, sous l'hospodorat d'un archiduc. — A l'heure actuelle, disent-ils, Venise serait déjà réunie, ou bien près de l'être, par la force des choses, par la contagion du voisinage d'un grand Etat italien, qui l'aurait rendue ingouvernable aux Allemands. — Il y a du vrai à cela; mais ces politiques ne tiennent pas compte de l'état des esprits à l'époque, du noble et généreux mouvement qui portait Lombards et Vénitiens à être libres ou à retomber sous le joug ensemble, de la magnanime conduite du roi Charles-Albert, qui vaudra à son fils ce beau royaume qu'il refusa d'acquérir en détail, au détriment de la moindre de ses parties.

L'*unité* italienne paraît un mythe dangereux à la droite, une déplorable idée qu'il faut combattre énergiquement. Le rêve de ses adhérents pour la constitution intérieure de la Péninsule, une fois les Autrichiens partis, et le Lombard-Vénitien donné à la maison de Savoie, est une fédération des Etats existants, dont la présidence appartiendrait au pape, comme chef spirituel et régulateur suprême. — Ce sont là les doctrines de Gioberti et de César Balbo. — Seulement leurs adeptes actuels ne tiennent pas compte d'un fait inévitable, qui dérange singulièrement ces calculs, à savoir que le jour où l'Autriche abandonnera Milan et Venise, les archiducs qui règnent à Modène et en Toscane suivront au plus vite ses derniers régiments. Les Etats de Parme eux-mêmes, quoique

affectionnés à leurs princes, ne mettront pas un instant en balance leur mince existence individuelle, avec le désir, depuis longtemps nourri, de se rattacher à une grande et forte monarchie. — Que deviendront donc toutes ces provinces, privées de leurs anciens gouvernants, et auxquelles, pour rester dans le vrai absolu, il faut encore joindre les Légations, qui, infailliblement, suivront le sort de la Toscane et des duchés, affamées qu'elles sont de se délivrer de l'autorité ecclésiastique à la première occasion? — Les abandonner à eux-mêmes, c'est livrer ces pays à une nouvelle anarchie, à la domination des émigrés de la pire espèce, de ceux qui conspirent toujours à Londres, et qui, pleins d'audace et de subterfuges, viendront imposer encore à ces populations crédules et pacifiques le joug d'une minorité détestable, imbue des idées et des plans de nos révolutionnaires.—Il sera donc indispensable pour le salut de l'Italie, pour le repos de l'Europe, d'attribuer ces Etats au nouveau royaume sarde, d'autant plus que le vœu de l'immense majorité sera net et décisif à ce sujet, — je ne crains point de l'affirmer, l'ayant vérifié par moi-même auprès de gens de toutes les sortes; — et adieu le rêve de la droite! — Il lui faudra, bon gré mal gré, subir cette magnifique augmentation de territoire, et se résigner à voir Victor-Emmanuel devenir souverain de toute l'Italie du nord; le roi de Naples gardant son midi; avec le pape à Rome, entre les deux princes, comme arbitre et maintien de leur ligue nationale.

Voilà pour ce siècle, du moins; ce sera aux suivants à parfaire le travail et à prononcer en dernier ressort sur la

grande réunion. Les Italiens d'aujourd'hui auront déjà bien mérité des Italiens à venir.

M. le comte Thaon de Revel est le chef de la droite. Originaire de Nice, où sa famille figure parmi les plus anciennes, il a été deux fois ministre du roi Charles-Albert, après la promulgation du statut, et il représenta, dans le conseil de ce prince, l'élément modéré qui sacrifia tout pour pousser la guerre régulière, en 1848, tant qu'elle parut possible avec les forces piémontaises, secondées des ressources de Milan, mais qui, après les désastres de Lombardie, soutint que reprendre les hostilités sans aucun secours étranger était une folie, et qu'il fallait uniquement recourir aux médiations française et anglaise, sauf à se réorganiser pendant cet intervalle, où l'on pourrait gagner à la cause italienne l'un ou l'autre de ces puissants gouvernements. — Ce parti avait-il tort ? — Avait-il raison ? — L'événement a prouvé, du moins, qu'il prévoyait la catastrophe qui envoya Charles-Albert à Oporto et faillit tuer la monarchie sarde.

Comme administrateur, M. de Revel a la spécialité des finances. C'est ce portefeuille qu'il a occupé à deux reprises : en premier lieu, dans le cabinet formé le 16 mars 1848 par César Balbo, inauguration du système constitutionnel; la seconde fois, sous le ministère Alfieri di Sostegno, lequel dura du 15 août 1848 au 16 décembre de la même année. Les pouvoirs se succédaient vite alors. — Le célèbre M. Ratazzi, l'un des principaux inspirateurs de la politique

opposée, qui triompha et succomba alternativement à celle de M. de Revel, fut sinon le chef, du moins le ministre influent des deux cabinets qui succédèrent à ceux dont faisait partie, avec voix prépondérante, le député actuel de Fossano. De là, un duel sourd qui s'est continué à chaque occasion entre les deux honorables, et qui, sous prétexte de débats parlementaires, a perpétué jusqu'ici leur inimitié. — La véritable cause de la colère de M. de Revel et de ses amis politiques contre M. de Cavour, le motif réel de la guerre qui fut faite par eux au comte, et qui se réveille souvent encore, c'est l'alliance que le président du conseil jugea à propos, en 1852, de former avec M. Ratazzi et son parti, désigné alors sous le nom de *centre-gauche*; c'est la place que M. Ratazzi occupa jusqu'à ces derniers temps dans le cabinet, aux côtés du chef actuel du pouvoir. — Tel fut ce fameux *connubio* (mariage), que les orateurs, ainsi que les journaux de la droite, ont si longtemps poursuivi de leurs votes, de leurs articles hostiles et de leurs sarcasmes.

M. de Revel est un homme d'à peu près soixante ans, de grandes manières, d'un esprit fin et incisif. Il a le discours net et précis, la repartie prompte; la chambre l'écoute volontiers. Bien vu du roi, pour la confiance dont l'honora jadis Charles-Albert, bon Italien à sa manière, si M. de Cavour venait jamais à tomber devant une coalition des deux fractions de la droite et du centre, à M. de Revel reviendrait sans nul doute la mission de constituer le nouveau cabinet.

J'ai beaucoup de sympathie pour M. de Revel et ses amis

les conservateurs; ce sont d'honnêtes gens, très-nobles de caractère et de façons, et très-dévoués; mais ce qui me plaît surtout en eux, c'est leur penchant pour la France et leur haine de l'Angleterre, de ce gouvernement qui n'a jamais mis la main dans les affaires de l'Italie, au nom de la liberté et de l'indépendance, que pour la vendre à l'Autriche. J'avoue que cette manière de voir me prend par mon côté faible et me dispose à une immédiate et grande bienveillance.

Un certain nombre de députés, assis sur ces mêmes bancs, flottent entre l'opposition de droite et le parti ministériel, votant tantôt avec l'une, tantôt avec l'autre. Leurs antécédents politiques les feraient cependant plutôt incliner vers M. de Revel que du côté du cabinet actuel. Ils ne se sont pas montrés moins opposés que la droite au fameux *connubio*. Le plus important d'entre eux est sans contredit M. Galvagno, successivement ministre de l'intérieur et garde des sceaux dans l'administration d'Azeglio, et aujourd'hui représentant du troisième collége électoral de Turin.

M. Galvagno, avocat avant 1848, doit au statut constitutionnel l'importance qu'il a possédée depuis dans l'État. — Nommé député aux premières élections qui suivirent le statut, il prit place à côté de MM. Pinelli, de Cavour et Sclopis, et ne tarda pas à faire preuve d'entente des questions ainsi que d'initiative. Ce fut lui qui, d'accord avec MM. Boncompagni et Ferraris, au mois de juillet 1848, à la nouvelle de l'offensive reprise par les Autrichiens, proposa à la chambre et fit voter la loi qui conférait au roi Charles-Albert la dictature

provisoire, afin qu'il pût pourvoir, en toute liberté d'action, au salut de la patrie. — Après l'armistice et la rentrée des troupes, pendant l'hiver qui précéda la seconde campagne, M. Galvagno soutint chaleureusement le cabinet Alfieri de Sostegno, qui voulait la médiation anglo-française, et s'opposa de toutes ses forces à la nouvelle déclaration de guerre.

M. Galvagno fut appelé, comme ministre de l'intérieur, à faire partie de l'administration qui inaugura le règne de Victor-Emmanuel II. Conservé par Maxime d'Azeglio, lorsque ce dernier prit la direction des affaires, il rendit dans ces circonstances de signalés services. Il quitta le ministère lors de la crise provoquée, en mai 1852, par le rapprochement de M. de Cavour du centre gauche.

J'emprunte à un livre récemment publié sur l'histoire du régime parlementaire dans les États sardes, et qui a consacré de longues pages à M. Galvagno, quelques passages concernant cet homme d'État.

« En 1850 et 1851, M. Galvagno présenta au parlement plusieurs projets de loi sur la réorganisation de l'administration de l'intérieur, et trouva constamment un appui sincère, tant au sénat qu'à la chambre. Nommé garde des sceaux en février 1852, il fut obligé de reconstituer la magistrature, en vertu du décret royal de 1850. Sur quatre cents membres et plus de cet ordre, il n'en mit qu'une dizaine à la retraite, et parmi eux, huit au moins dont l'âge et les longs services appelaient cette mesure. Le vrai courage d'un ministre, en matière semblable, consistait surtout à s'opposer aux prétentions exagérées des novateurs, et sur-

tout à ne pas porter trop de trouble dans les familles, en s'efforçant de ne faire peser la rigueur de la loi que sur le plus petit nombre possible d'individus. Les libéraux fougueux trouvèrent qu'on n'avait fait que peu ou rien de ce qui était à faire ; les réactionnaires soutinrent qu'on avait fait trop. L'historien impartial dira que M. Galvagno fit son devoir, sans oublier, toutefois, les ménagements qu'exigeait sa difficile position..... »

» Le cachet particulier de l'administration de M. Galvagno est une exquise intelligence politique. Le comte de Cavour, qui n'a jamais, certes, été des mieux disposés envers son ancien collègue au ministère, fut maintes fois amené à dire que celui-ci, « quoique avocat, quand il s'agissait d'affaires, était beaucoup moins avocat que beaucoup d'autres. » Une autre qualité de M. Galvagno est qu'il n'a jamais considéré le gouvernement que comme l'organe de la nation, et jamais comme celui d'un parti. Aussi disait-il avec raison, dans la séance du 10 juin 1851, à la chambre des députés : « Le gouvernement n'est que d'un parti, celui de tout le pays! »

» La sortie de M. Galvagno du pouvoir a rendu presque muette cette voix, qui était toujours écoutée avec attention, et qui connaissait si parfaitement l'art de raisonner avec éloquence. Si, d'un côté, ce silence est agréable au ministère, de l'autre, c'est une cause de regret pour la chambre et pour le pays. »

La droite, outre une partie des députés savoisiens (car M. Menabrea est beaucoup plus près de M. de Revel que de

M. de la Margherite, et plusieurs de ses confrères aussi), la droite compte de beaux noms et de beaux talents. — Le marquis Gustave de Cavour, frère aîné du comte Camille; le chevalier de Revel, frère cadet du comte; le comte Moffa de Lisio, ministre de Charles-Albert en 1848; le marquis del Carretto, questeur de la chambre; le marquis Spinola, conseiller d'État; le comte Callori, etc. — Les deux droites réunies donnent 65 voix environ; dont certain nombre, à la vérité, soit sympathie personnelle, soit peur d'un ministère de la gauche, votent fidèlement pour M. de Cavour, tout en déplorant parfois ses hardiesses ainsi que ses tendances sur divers points.

En quittant cette même droite, je ne puis passer sous silence un homme qui y figura jadis avec le plus grand éclat, et qui, notamment dans les discussions relatives au clergé, sut s'élever à une hauteur de vues et de considérations qui révélaient une science d'État de premier ordre. — Plus tard, en m'occupant des intérêts religieux, son nom reviendra naturellement sous ma plume. — Je veux parler de l'honorable comte de Salmour, qui, cependant, pour avoir quitté la chambre, n'en participe pas moins activement au gouvernement du pays. Secrétaire général du ministère des affaires étrangères, intime ami et bras droit de M. de Cavour dans cette habile conduite qui a assis la diplomatie sarde en Europe, M. de Salmour est une de ces individualités remarquables qui honorent le pouvoir en s'y associant, et qui montreraient une non moindre supériorité dans les conseils d'un grand empire que dans ceux d'un État de second ordre.

XII

Me voici arrivé, monsieur, à la plus importante fraction de la chambre sarde, au centre, ou parti ministériel, divisé lui-même, comme la droite et la gauche, en deux camps : le centre droit, exclusivement cavourien ; le centre gauche, de fameux renom, commandé par M. Ratazzi, auquel il doit principalement son existence.

Dans la pratique, le centre droit et le centre gauche sont réunis sous la discipline du pouvoir ; mais ils diffèrent considérablement d'origine et de tendance. — Supposez le trait d'union, M. de Cavour, disparu, le centre droit reviendra à M. de Revel, par crainte de la gauche ; le centre gauche combattra de nouveau avec MM. Valerio et Depretis, en haine de la droite. Peut-être même verra-t-on prochainement une scission entre les deux nuances, si, comme plusieurs

l'assurent, bien que je n'en croie rien, à la rentrée des chambres, M. Ratazzi prend pied dans l'opposition. — On peut prédire, en ce cas, un curieux déplacement de votes, qui changera les noms de la majorité ministérielle, mais qui, selon toute apparence, ne la diminuera point.

En attendant, les deux centres pensent et agissent de parfait accord, de manière à ne former qu'un tout compacte aux yeux de l'étranger. — A l'intérieur, exécution honnête du statut constitutionnel, avec toute l'étendue possible donnée à la prérogative royale, à l'autorité des ministres ; soumission de l'Église à l'État, en échange d'une protection exclusive, de grands égards, de part au budget en cas d'insuffisance de revenus ; — au dehors, indépendance italienne ; lutte contre l'Autriche, diplomatiquement, et en se préparant au besoin à recevoir vigoureusement son choc à main armée, ou à lui porter un coup décisif ; aspiration active au royaume de la Haute-Italie ; appui demandé à la France, avec alliance offensive et défensive. — Tel est le programme politique du parti ministériel, telles sont les idées générales de l'illustre homme d'État qui gouverne le Piémont, et que vous entendez appeler par certaines gens *révolutionnaire* : — ce qui fait assurément sourire de pitié. — On les compte, les révolutionnaires, en Piémont, et surtout à la chambre ; on regarde curieusement ceux qui ont la faiblesse ou la bonhomie de se donner ce titre dans les États de Victor-Emmanuel, et je vous assure qu'il se trouve bien peu de gens soucieux de se singulariser ainsi. — Pour moi, bien que je ne sois pas précisément un frère et ami, permettez-moi, monsieur, de me dire révolutionnaire à la suite de

M. de Cavour, et de la même façon que la majorité du parlement piémontais. — L'ordre au dedans; à l'extérieur, la nationalité italienne relevée, un juste agrandissement poursuivi; c'est là une politique que le grand Richelieu, s'il revenait, ne refuserait point de signer.

Toute personnalité s'efface, dans le centre droit, devant celle de M. de Cavour, député du premier collége de Turin. — Je vous ai montré, au début de ces lettres, le chef du pouvoir, le ministre que tout le monde en Europe, connaît et déteste ou admire, car il ne saurait exciter de demi-sentiment; il me faut maintenant, pour que l'étude soit complète, vous dépeindre l'homme parlementaire, l'orateur, le chef de parti dans la chambre élective; côté qui n'est pas le moins pittoresque de cette grande figure.

M. de Cavour, sorti des rangs de la droite, dont il fut longtemps l'orgueil et l'espoir, et avec laquelle il s'entend toujours au fond, sauf quelques difficultés de détail, M. de Cavour a été l'un des initiateurs du Piémont à la vie publique. Il avait vécu dix ans en France et en Angleterre, étudiant et approfondissant le mécanisme des institutions de ces deux grands pays : lui seul, peut-être, était complétement préparé quand Charles-Albert donna le statut. Dans son journal le *Risorgimento*, dans de fréquentes conférences de parti, ainsi qu'à la tribune, le comte s'efforça et réussit à donner au plus grand nombre une idée exacte des trois pou-

voirs, de leur jeu, de leur portée. Ses notions sans égales sur les diverses branches de l'administration, sur le crédit public en particulier, lui servirent encore de sujet pour se faire connaître et placer bientôt à un très-haut degré de l'opinion. Sûr de son avenir, il regardait s'user tour à tour les hommes du pouvoir, et il se créait un formidable parti dans le parlement, à tel point que le cabinet dut venir à lui et lui ouvrir ses rangs. Du jour où cet immense financier, cet économiste de premier ordre, ce puissant politique, si italien et si universel à la fois, du jour où ce premier entre tous tint un portefeuille, il fut forcément le maître de fait, et, comme on le sait, il ne tarda pas à le devenir de nom. — C'est par la chambre qu'il s'est mis à sa place naturelle, et c'est là qu'il soutient quotidiennement sa fortune. — Suivons-l'y donc.

M. de Cavour, qui a quarante-huit ans environ, est un homme de taille ordinaire, plutôt grand que petit. Il ressemble assez, mais en beau et en plus en grand, à M. Thiers, et aussi un peu à Manin, l'ancien président de Venise. Comme ces deux derniers, il porte des lunettes, derrière lesquelles il voile l'éclat et la pétulance de sa pensée. Il a la finesse d'expression, la bouche sarcastique de M. Thiers, mais avec une hardiesse et une franchise que l'ex-ministre de Juillet ne posséda jamais. — Le comte offre d'ailleurs l'assurance, le laisser-aller sans morgue de l'homme né dans un haut rang, qui a derrière lui une fortune, une considération héréditaires, et pour lequel le pouvoir n'est nullement un porte-respect, mais un moyen de développer ses idées,

son colossal acquit, et de les mettre en pratique au plus grand avantage de son pays.

A la chambre, à l'exception des grandes circonstances, le premier ministre ressemble à un intendant de riche maison, qui rend tout bourgeoisement, tout bonnement ses comptes. Il cause tout haut avec tel ou tel membre, avec tel ou tel parti, et donne le plus simplement possible des explications toujours écoutées avec intérêt. On dirait souvent aussi, dans ce cas-là, un professeur qui enseigne sur une matière quelconque ; et, de fait, il a appris et il apprend chaque jour à ces hommes bien des choses qu'ils ignoraient. Aussi provoque-t-il volontiers la discussion, afin de s'expliquer tout à l'aise et catégoriquement.

Les députés parlent en général de leurs places ; le comte répond de même. Le banc des ministres, de forme circulaire, est placé en face de la tribune, tournant le dos à l'assemblée. M. de Cavour, nonchalamment assis, une jambe croisée sur l'autre, sa posture favorite, et voyant tout, entendant tout, en n'ayant l'air de ne regarder et de n'écouter rien, M. de Cavour est-il mis en cause? il se dresse, met une main dans sa poche, et fixant, jusqu'à le magnétiser, quelque malheureux député qui se trouve devant lui, il semble lui adresser, à lui seul, la réplique, et l'écraser de ses arguments. D'autres fois, il s'agite, se tourne tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, crie, gesticule et menace presque. Le méridional reparaît avec sa verve et ses intonations changeantes. Puis, quand un orateur de l'opposition a parlé, pendant l'instant qui précède le vote, on voit le président du conseil marcher vivement dans l'hémicycle, aller à celui-ci, à ce-

lui-là, soutenir telle conscience défaillante, éclairer pour une autre tel point douteux, et rallier ses partisans du geste et de l'attitude, comme un général ses escadrons.

Mais quand le sujet devient grave, quand il doit monter à la tribune, le comte n'est plus le même. — La phrase devient étudiée et sonore; les grandes considérations se présentent et s'enchaînent avec ordre; les effets oratoires se mêlent à une émotion bien sentie; l'homme d'Etat se dévoile dans toute la largeur de ses vues et de ses horizons; la transfiguration est complète et admirable.

Un publiciste de talent, M. Louis Chiala, a publié dernièrement un livre sur le Piémont constitutionnel. J'y ai lu cette page, qui rentre tout à fait dans mon sujet, et qui rend la vérité avec beaucoup de bonheur d'expression. Je vous demande la permission de la transcrire ici.

« Nous ne finirons pas ce portrait de M. de Cavour sans faire quelque mention de ses qualités comme orateur parlementaire. Si par orateur on entend celui qui réunit d'une manière admirable les idées et les paroles, qui développe avec un ordre sévère ses pensées en style séduisant, qui trouve pour ses idées une expression toujours nette, libre et attrayante, certainement sous ce point de vue M. de Cavour ne peut être appelé orateur. Il ne lui manque rien sous le rapport de la pensée, des vues et surtout de l'artifice. Mais, d'autre part, il ne possède pas les qualités dont nous venons de faire mention et qui sont nécessaires à celui qui a la prétention de bien parler. Toutefois, M. de Cavour s'était rendu si habile à glisser à travers les difficultés du noble art de

parler, il s'y était si bien formé dans la lutte parlementaire de chaque jour, que déjà, à l'époque de son avénement au pouvoir, il s'était rendu incontestablement l'un des orateurs les mieux écoutés de la chambre. Alors, comme aujourd'hui, sa voix savait toujours imposer le silence et une attention particulière : non pas que sa voix frappe doucement l'oreille de ceux qui l'écoutent; elle est au contraire plutôt saccadée et accompagnée d'une accentuation aiguë; mais un tel accent promet des mots piquants, et il tient parole. Cette voix sans retentissement, peu vigoureuse, développe des idées claires, précises, disposées dans un ordre parfait. Ces idées sont tantôt vulgaires comme le bon sens, tantôt trempées de profondes méditations, mais si bien coordonnées que les unes portent les autres, et qu'il en résulte un tout vraiment persuasif. Cette clarté, que nous oserions appeler merveilleuse, était et est encore le nerf principal de l'influence et de l'autorité de M. de Cavour sur l'esprit des députés. Un autre et plus considérable avantage de M. de Cavour consiste dans une pénétration peu commune, avec laquelle il devine presque intuitivement quelles sont les deux ou trois raisons principales qui surnagent dans l'océan orageux de la discussion, et qu'il faut attaquer ou défendre; en sorte que, sûr de sa position, il triomphe facilement par la voie de la stratégie plutôt que par celle de la bravoure. C'est dans ces deux facultés, où M. de Cavour excelle, que réside le secret de l'empire presque autocratique qu'il est arrivé par la suite du temps à exercer sur le parlement sarde. »

Ce qui fait surtout la force du premier ministre, c'est qu'il se sent, et que tous le savent nécessaire, non-seulement pour maintenir la politique nationale au dehors, mais encore pour faire l'équilibre entre les partis. — Où iraient le Piémont, la cause italienne, sans M. de Cavour? — Voilà ce que chacun, moi tout le premier, se demande sans trouver de réponse. Dieu a mis ce peuple dans les mains de cet homme pour qu'il le guidât d'une main ferme, avec une pensée fixe, à travers les écueils du présent et les orages de l'avenir. Le comte a lui-même cette puissante idée de sa mission, cet orgueil du génie qui rendent les grands novateurs irritables. Il aime la discussion, la clartée portée dans les choses sérieuses; mais la contradiction inutile l'exaspère. — « Messieurs, dit-il, presque avec ces mêmes paroles, je trouve bonne cette loi que vous me chicanez, et que j'ai étudiée, moi, avec attention.— Si elle ne vous convient pas, c'est que vous y mettez de la mauvaise volonté; cherchez donc quelqu'un qui fasse mieux vos affaires; pour moi, je m'en vais. » — Et d'un geste plein d'humeur il boutonne son paletot et quitte la salle.

Les députés se regardent alors; les brouillons font un vif *meâ culpâ* intérieur. — Voilà M. de Revel ministre! pense la gauche. — Voici un cabinet Ratazzi! soupire douloureusement la droite. — Qui mènera désormais les affaires de l'Italie auprès de l'Europe comme celui-là? se disent les émigrés et les gens indépendants. — Et alors, quelqu'un se décide à attacher le grelot, à trouver la loi bonne, les contradicteurs détestables. La chambre se lève dans une vive approbation, vote la loi; et le lendemain il n'est plus ques-

tion de cette querelle de ménage, qui a ravivé cependant le sentiment de la situation, et refait au comte quelque partisan douteux.

Quelques lignes encore. On ne se sépare pas facilement d'un tel sujet. — Le Richelieu et à la fois le Mazarin de l'Italie est une source intarissable de discours. — Je crains de ne pas en avoir dit assez, ou du moins de ne pas avoir suffisamment appuyé sur le côté vraiment beau et aventureux de cet illustre contemporain. Et, doutant de m'exprimer aussi bien que lui, j'emprunte à mon confrère, M. Platel, les dernières touches de ce portrait. — C'est la politique du comte jugée par ses adversaires de la droite.

« Il a ramassé tous les rêves que les Sardes ont laissés tomber sur les champs de Lombardie. Ministre en 1849, il eût peut-être sauvé l'Italie. Les temps ont marché : le comte en est toujours au soir de Novare, songeant à la revanche.

» Il sacrifie tout à cette déesse qui a dévoré tant de milliers d'hommes et d'écus : l'*Idée italienne*.

» Il préférerait une loi mauvaise à une loi bonne, si la loi mauvaise est une arme pour l'indépendance.

» Ce ministre de l'intérieur aime mieux acheter cent livres de fer que cent livres de pain !

» Ce ministre des affaires étrangères joue le présent contre l'avenir. Rien ou tout ! voilà sa devise.

» Il est moins le ministre du royaume de Sardaigne que le ministre *in partibus* de l'empire de l'Italie du Nord !

» Arrivé au pouvoir, il s'est rencontré face à face avec la

RÉVOLUTION ; il lui a dit : « Viens avec moi. » Et ils sont partis bras dessus, bras dessous, — révolution et premier ministre, — vers les destinées nouvelles du Piémont, chacun d'eux se promettant bien d'étrangler l'autre, une fois arrivé quelque part !

» Demain seul pourra dire le dernier mot de cette politique qui demande à celui qui la soutient une audace et une valeur immenses, — politique qui fait peur, mais séduit étrangement.

» Demain verra l'accomplissement d'un rêve sublime ou la réalisation d'un cauchemar épouvantable.

» Le comte de Cavour est un joueur enivré par une veine inouïe.

» S'IL PERD, il laisse à son pays..... 93 ou la banqueroute. »

Ce que vous venez de lire est le langage des ennemis, des antagonistes ; ne l'oubliez pas. — M. Platel y répond :

« Tout cela est très-bien, mais..... S'IL GAGNE ?

» S'il gagne ? — Trouvez-moi dans le monde contemporain un homme plus grand que celui-là ! »

Je reviens à mes moutons, desquels cette discussion m'avait un peu écarté, c'est-à-dire à la chambre des députés et à son centre droit.

Le premier des ministériels purs dont le nom arrive sous ma plume est un homme illustre, dont les révolutions ont singulièrement accidenté la vie. C'est le poëte et philosophe

Mamiani, descendant des vieux consuls de Rome, — le comte Terenzio Mamiani, ancien premier ministre de Pie IX, qui lutta seul à Rome contre Mazzini, après la fuite du saint-père ; qui vota seul dans la constituante romaine contre la république, — beau trait de courage après l'assassinat de Rossi et le règne de la populace ! — et que les cardinaux ont proscrit parce qu'il avait conseillé au pape l'amour de la pauvre Italie. Mais le Piémont a tendu les bras à ce noble fils des Mammius ; il lui a donné droit de cité, entrée dans son parlement ; et les nombreux amis que ce beau talent, que ce grand cœur, clément et doux, a laissés dans sa contrée natale, bénissent Dieu qui a conservé aux proscrits, après le grand naufrage, un coin de terre italienne pour y vivre, et pleurent au nom de Victor-Emmanuel, l'espoir de la patrie captive !

Et puisque me voici parlant de réfugiés, laissez-moi vous en signaler plusieurs autres encore, envoyés à la chambre par les populations piémontaises comme la plus solennelle protestation contre l'Autriche, et qui suivent la bannière du libérateur que la Providence a suscité pour mettre fin à de si longues et de si monstrueuses injustices.

C'est d'abord le comte François Annoni ; puis le comte Benintendi ; puis M. Louis Torelli, tous trois gentilshommes lombards, tous trois appartenant à cette brave noblesse milanaise que les Autrichiens ont pu, depuis quarante-sept ans, ruiner, torturer, exiler, mais qu'ils n'ont point réduite. — Immortel exemple d'une volonté nationale, dont aucun peuple au monde n'a jamais approché, que l'on ne sait pas

suffisamment en France, qui fait la rage et la honte des Allemands! — Cinq millions d'hommes de race latine, vendus par les odieux traités de Vienne, indignement livrés par l'Angleterre et par le Nord à la barbare occupation germaine, ont souffert, pendant tantôt un demi-siècle, tout ce que la froide férocité, le cupide calcul, la colère bestiale, peuvent inventer de maux; — et ils sont restés eux-mêmes, et ils n'ont pas cessé un seul instant d'affirmer leur nationalité, leur descendance, leur droit à disposer d'eux-mêmes! — Et, après ce demi-siècle d'efforts, les Allemands se voient là ouvertement plus haïs, plus méprisés, plus *étrangers* que le premier jour! — Et rien n'y fait, et rien n'y fera. — Le plaisant moyen que le cabinet de Vienne a découvert ces jours-ci pour *allemaniser* le Lombard-Vénitien : des réformes d'académies, et l'exemption du service militaire pour quelques écoliers, lorsqu'ils auront bien appris l'allemand! — Les Autrichiens n'ont qu'un procédé pour être enfin véritablement les maîtres de ce pays : c'est d'y tuer tout le monde, et d'appeler à le repeupler ces innombrables colons allemands qui vont en Amérique, et qui aimeront autant s'établir dans les grasses plaines de la Lombardie, que d'aller défricher des forêts vierges. — Je livre ce plan aux méditations des élèves de Radetzki. Ils pourront y trouver à la fois honneur et profit.

Deux membres du cabinet, en outre du premier ministre, figurent à la chambre : le général de La Marmora et M. Lanza. Comme je l'ai dit antérieurement, les autres ministres sont sénateurs du royaume.

Je signalerai ensuite dans le centre droit, le colonel Petitti, chef d'état-major en Crimée ; puis le comte Charles Alfieri de Maliano, fils de l'illustre et vénéré président du sénat. —M. Charles Alfieri, une des belles intelligences et un des hommes politiques de grand avenir de cet État, est l'auteur d'articles remarquables publiés dans la *Rivista contemporanea* et dans le journal l'*Indipendente,* dont il a été longtemps l'inspirateur.

Un seul protestant siége dans le parlement sarde, le banquier Malan, député de Bricherasio. — On est encore très-catholique en Piémont; c'est le tempérament de la race italienne, et elle n'en changera pas encore de sitôt. L'élection de M. Malan a été un fait très-remarqué.—On conçoit qu'il n'est pas même question des juifs ; les *ghetti* sont ouverts depuis trop peu de temps, et d'ailleurs je crois fort qu'ils n'arriveront jamais à grand'chose ici.

Il y a des noms connus et de grandes positions encore sur les bancs ministériels. Le général baron Solaroli, aide de camp honoraire du roi ; le marquis Orso Serra, patricien génois, député de Gavi ; le commandeur Deandreis, conseiller d'Etat; le marquis de Villahermosa; le comte Cattaneo; le nouveau député de la Spezzia, comte Verasis de Costigliole, mari de cette sublime Génoise que tout Paris élégant a admirée l'hiver dernier ; le comte Chiavarina ; le chevalier d'Alberti, député de Nice-Montferrat, etc.

A mon prochain envoi, le centre gauche et M. Ratazzi.

XIII

Je vous ai déjà dit, monsieur, dans le préambule de ma dernière lettre, quelles étaient les tendances respectives des deux centres de la chambre sarde, ainsi que leur position l'un à l'égard de l'autre. — Je vais donc cette fois, sans nouvelles explications, vous parler des membres du centre gauche, en commençant par la biographie de leur chef, M. Ratazzi, qui, jusqu à ce jour, n'est que vaguement connu, en France, par les attaques passionnées de ses ennemis, ou par des correspondances de journaux, toujours faites à un point de vue systématique et loin de la vérité, même dans l'éloge.

Voici donc, d'après des notes très-exactes, ce personnage si discuté, et, le plus souvent, inexactement apprécié.

Le commandeur Urbain Ratazzi, trois fois ministre, une fois président de la chambre des députés, et, ce qui le dis-

tingue plus que tout cela, l'avocat et le jurisconsulte le plus éminent peut-être de l'Italie, est né à Alexandrie, le 30 juin 1808. — Grand, mince, blond, la figure pâle et fine, l'œil gracieux quoique perçant; bien qu'il dépasse, comme on voit, la cinquantaine, il a néanmoins conservé une apparence quasi juvénile qui étonne au premier abord. — Comme chez tous les gens supérieurs, ses manières sont simples, son abord facile, et son entretien des plus courtois.

La famille Ratazzi tire son origine de Masio, comté d'Alexandrie; elle figure parmi la plus honorable bourgeoisie de la province. Un de ses membres, le médecin Urbain Ratazzi, fut un des chefs du mouvement italien en 1821. Forcé de s'expatrier, il mourut dans l'exil, en Espagne.

M. Ratazzi, l'objet de cette notice, a fait ses études à Turin, au collége des Provinces. Reçu docteur en droit en 1829, il parvint à une chaire de professeur à l'université royale en 1836, malgré l'opposition des jésuites, alors maîtres presque absolus de l'enseignement, et qui suspectaient ses opinions.

En 1838, une cour d'appel fut instituée à Casal, l'ancienne capitale du Montferrat. — Il y avait de belles et fructueuses positions à prendre dans ce nouveau barreau. M. Ratazzi alla s'y inscrire, et en peu d'années, par un talent hors ligne, par un travail assidu, il conquit un renom et une autorité tels qu'une consultation signée de lui faisait loi, non-seulement à Casal et à Turin, mais encore hors du Piémont.

Le mouvement de 1848 vint arracher l'habile légiste à ses

occupations et à son existence recueillie. Les électeurs du premier collége d'Alexandrie l'envoyèrent à la chambre des députés ; il est resté leur mandataire depuis lors.

M. Ratazzi, libéral de tradition et de principes, prit place parmi les députés de la gauche. Précédé par sa renommée de grand orateur, recommandé par les idées qui lui avaient valu jadis une sorte de disgrâce, le parti auquel il s'associait en fit aussitôt un de ses chefs, un de ses hommes de lutte. L'occasion tarda peu pour lui de se mettre en lumière.

La Lombardie avait voté, à une formidable majorité, la fusion avec le Piémont. Divers points avaient cependant été réservés par le gouvernement de Milan et le soin de les débattre confié à des délégués lombards. — La royauté de la maison de Savoie étant reconnue, il s'agissait de savoir quel système politique serait appliqué au nouvel État que le Lombard-Vénitien venait agrandir de près de moitié ; — si le statut concédé par Charles-Albert serait *de plano* la règle commune, ou si, comme le demandait le pouvoir milanais, poussé par la minorité séparatiste, furieuse du vote, une assemblée constituante, formée de députés de toutes les provinces, anciennes et nouvelles, discuterait un pacte laissé à sa seule discrétion. — Triste et misérable question devant l'ennemi, et que devait trancher bientôt le canon autrichien.

La majorité du gouvernement (le roi combattait devant Vérone et ne s'occupait que de la guerre) répondait avec justesse et raison qu'une constituante était un fait révolutionnaire qu'il était impossible à l'autorité royale d'admettre ;

qu'en votant la fusion les nouvelles provinces ne pouvaient que se soumettre au statut, qui n'était pas discutable, n'ayant point été imposé au roi, mais donné par lui ; et qu'il semblait au moins curieux de voir que, sous prétexte de récompenser Charles-Albert qui les défendait contre l'ennemi, les hommes politiques de Milan voulussent, au fond, bouleverser sa monarchie. —La question fut déférée à la chambre, et M. Ratazzi nommé membre de la commission d'examen et par celle-ci son rapporteur.

Le député d'Alexandrie était assurément aussi dévoué qu'aujourd'hui à la dynastie sarde. Ses intentions ne sauraient être mises en doute. Mais, en ce moment-là, la liberté, la vie politique étaient encore si récentes, qu'il était permis aux gens de la meilleure foi de se tromper, même gravement. Les *progressistes* piémontais étaient assurément bien loin de s'attaquer au roi, qui se battait pour la patrie; il leur semblait seulement qu'on ne pouvait assurer par assez de moyens les franchises constitutionnelles ou trop les développer. A cela se joignait une grande défiance contre la droite, confondue à tort tout entière avec le parti noir autrichien, et à laquelle on voulait enlever la part qu'elle avait dans le gouvernement.

La majorité de la commission, prise dans la gauche, approuva donc les demandes lombardes. Le ministre des affaires étrangères, M. Pareto, se rangea de son côté. La chambre, impatiente de décréter l'union, approuva tout ce qu'on lui présenta pour en finir, et, après une longue défense, le ministère, présidé par César Balbo, dut se retirer devant un

vote favorable au rapport. — Le roi, obligé, du théâtre même de la guerre, de reconstituer un gouvernement, chargea de cette mission M. Casati, qui venait le saluer en quittant la présidence du gouvernement de Lombardie. M. Casati partit aussitôt pour Turin, et forma le ministère dit *de la Haute-Italie*. M. Ratazzi, devenu un des plus influents personnages politiques, y fut appelé avec le portefeuille de l'instruction publique.

Au moment (août 1848) où l'on discutait dans le nouveau conseil ces projets de constituante du royaume fusionné, et où les *progressistes* se croyaient presque partie gagnée, les événements militaires se chargèrent déplorablement de trancher la question. L'armée piémontaise repassa le Tessin, et Charles-Albert confia aussitôt le pouvoir à un ministère de la droite; celui de M. Casati avait à peine duré quinze jours.

Ainsi qu'on a pu le lire dans une précédente lettre, le cabinet qui prit alors les affaires, et où le marquis Alfieri avait à ses côtés M. de Revel, M. Pinelli, M. Alberto, le général Perrone, gens distingués et fidèles, ce cabinet, contraire à la reprise des hostilités dans l'état où se trouvaient l'armée sarde et le reste de l'Italie, tomba devant les impatiences réelles ou feintes du parti libéral, de la gauche de la chambre.—M. Ratazzi avait repris sa place sur les bancs de l'opposition, et il faisait une rude guerre au gouvernement. Ligué avec le célèbre Gioberti, alors président de la chambre, cette coalition porta ses fruits. — M. Alfieri et ses collègues se retirèrent, et le roi, croyant trouver dans

les hommes de l'opinion avancée de vigoureux instruments pour la réorganisation de ses troupes et de ses finances, d'énergiques appuis dans la guerre qu'il brûlait de reprendre, le roi appela Gioberti, qui, après avoir sollicité en vain divers conservateurs, effrayé qu'il était lui-même des conséquences, se décida enfin à franchir le Rubicon, et composa ce qui fut nommé le *ministère démocratique.* — MM. Ratazzi, Buffa, Sineo, Tecchio et Cadorna, tous députés de la gauche, occupaient les divers portefeuilles. Après avoir géré d'abord les sceaux, M. Ratazzi passa ensuite à l'intérieur.

Gioberti s'était fait un assez singulier programme quant à la politique à suivre par le Piémont dans les difficiles circonstances du moment. Le célèbre abbé, très-royaliste et très-ami de la papauté, avait vu avec un violent déplaisir la république qu'il abhorrait et qu'il prétendait, non sans raison, la première alliée de l'Autriche, s'établir à Florence et à Rome, où elle affectait de séparer hautement sa cause de celle du Piémont monarchiste. Outre ses fâcheux résultats à l'intérieur, cet état de choses désaffectionnait encore de l'Italie l'Angleterre, la France, et les autres gouvernements. Gioberti prétendait qu'il fallait laisser là, pour le moment, la guerre lombarde, prévenir l'Autriche qui ne pouvait manquer d'intervenir prochainement en Toscane et dans les États-Romains, et restaurer le pape et le grand-duc par les armes piémontaises. « Il aurait ensuite, dit un écrivain, présenté le Piémont à l'Europe comme le vengeur de l'autorité catholique, le restaurateur du pape et des

monarchies constitutionnelles, et la gloire qui en eût rejailli sur Charles-Albert lui aurait donné le droit de revendiquer hautement l'indépendance italienne. »

Ce plan ne souriait nullement à ses collègues, ni pas davantage au roi. Mais Gioberti y tenait et mettait en mouvement pour cela toute la diplomatie sarde. Un conseil officieux lui persuada que la chambre, à laquelle il devait son élévation et qui lui était dévouée, résisterait à le suivre dans cette voie assez étrange, et beaucoup moins sympathique que la guerre contre l'Autriche; il en prononça aussitôt la dissolution. Le malheureux n'avait pas senti le piége. — Les élections, travaillées avec soin par le parti avancé, envoyèrent à Turin des députés hostiles, pour la plupart, à sa personne et à ses idées.—Quand on revient de l'exil après y être resté quinze ans, il est permis de se tromper sur les hommes et les choses d'un pays : mais, ici, la faute était vraiment lourde.

La première fois que le grand écrivain voulut entretenir la nouvelle chambre de ses projets, une tempête violente et préméditée éclata contre lui. M. Brofferio vint lui dire en face que le grand-duc de Toscane était un Autrichien, le pape une monstruosité comme souverain temporel, et que leurs peuples avaient parfaitement eu le droit de disposer d'eux-mêmes, après le départ, volontaire du reste, de ces princes. Le cabinet, se séparant comme un seul homme de son président, déclara qu'il n'entendait point employer les forces sardes à une œuvre semblable. — Gioberti comprit qu'il n'était plus possible au pouvoir, et il donna sa démis-

sion, furieux contre ses collègues, qui ne jugèrent point à propos d'imiter cet exemple, appuyés qu'ils étaient par une forte majorité, et par l'impatience du roi à reprendre la campagne. — M. Ratazzi occupa dès lors à peu près la première place dans le ministère.

Le nouveau gouvernement avait décliné les offres de médiation des puissances amies. Malgré les conseils de la France surtout, il n'attendait que la fin de l'hiver pour dénoncer à Radetzki l'armistice conclu au mois d'août précédent. Après une semblable résolution, l'intérêt des ministres eux-mêmes voulait qu'ils fissent les derniers efforts pour rendre la guerre heureuse. Toute la politique consistait uniquement dès lors à grossir l'armée, à perfectionner son organisation, à assurer les divers services militaires dont le mauvais fonctionnement avait été en grande partie la cause des désastres de 1848.

L'idée d'une trahison de la part de ces hommes qui jouaient leur propre tête aussi bien que l'avenir du pays est ridicule autant qu'improbable, bien qu'on ait prétendu que, complices du misérable Ramorino, ils attendaient un grand désastre de l'armée royale pour proclamer la république, et, de Turin, tendre la main aux dictateurs de Florence et de Rome. Il faut ne pas connaître l'esprit piémontais, celui de la capitale surtout, pour risquer de pareilles inventions. — Ce qui est hors de doute, c'est que tout en caressant l'ardeur de Charles-Albert à prendre une prompte revanche de Custoza et de Milan, le ministère dit *démocratique*, pas plus que tout autre, du reste, n'avait les moyens de répon-

dre à la confiance du roi, à l'attente de la nation. Le précédent pouvoir avait placé au commandement de l'armée un officier polonais, obscur et incapable, M. Chzranowski. On chercha mieux, mais sans succès. Les coffres étaient vides ; tout manquait aux hommes, au jour d'entrer en campagne. Les ordres avaient certainement été donnés, mais mal suivis dans l'exécution.

Ramorino, dont le ministère Alfieri-Perrone, ce qui paraît assez étrange, avait répondu au roi, malgré sa répugnance à l'employer, Ramorino allait, dès le début, paralyser la valeur des troupes, et, en abandonnant Charles-Albert devant le feu de l'ennemi, tuer les dernières espérances de l'Italie. — Il serait injuste d'imputer à M. Ratazzi et à ses collègues la responsabilité de ces malheurs. Sans doute ils eurent tort de refuser la médiation étrangère, d'écouter de généreuses mais imprudentes impatiences, et de compromettre la couronne de leur maître un peu à la légère. Il faut tenir compte néanmoins des circonstances, du peu d'aide que rencontrèrent ces administrateurs, et de l'illusion générale sur l'état réel de l'armée autrichienne, ainsi que sur les dispositions des provinces lombardes.

Novare mit fin au ministère démocratique. Victor-Emmanuel II, parvenu au trône, prit aussitôt ses conseillers dans le parti modéré, ancienne droite de la première chambre. — Ce qui prouve que Charles-Albert ne croyait avoir qu'à se louer de son dernier ministre de l'intérieur, c'est que, transmettant d'Oporto des recommandations confidentielles à son fils sur le gouvernement et les hommes politiques à employer, il lui

recommandait M. Ratazzi comme « le ministre qui l'avait servi avec le plus de zèle et d'affection. » — Ce sont les propres paroles de l'auguste exilé. — M. Ratazzi se trouvant faire partie de la députation de la chambre envoyée en Portugal auprès du roi, ce prince voulut même le garder trois semaines avec lui, pour jouir de son entretien, qu'il avait pour très-sympathique.

Rentré dans la vie ordinaire, l'ex-ministre de l'intérieur, que son dernier passage aux affaires n'avait pas laissé que d'éclairer sur les conditions du pouvoir, en modifiant ses vues politiques, se sépara, à la session suivante (1850), de ses amis plus avancés, et constitua, avec ceux qui approuvèrent ces tendances nouvelles, ce centre gauche encore aujourd'hui existant. — Le programme de ce parti très-national et à la fois très-dynastique lui rallia chaque année davantage de membres. — M. Ratazzi, volontaire appui du ministère en de nombreux cas, fut, lors de la session de 1851 à 1852, nommé par la majorité ministérielle vice-président de la chambre. — Bientôt après, M. de Cavour, lassé de la timidité de la droite, de son manque d'initiative, et trouvant chez les hommes du centre gauche l'entente de la situation, la sympathie qu'il cherchait pour cette politique active dont il sentait le temps venu, M. de Cavour accepta une fusion avec le parti Ratazzi. Les deux chefs de file firent chacun un pas au-devant de l'autre, et la majorité actuelle se trouva formée. Son premier acte fut de porter M. Ratazzi au fauteuil de la présidence, devenu vacant par la mort du regrettable M. Pinelli. (Mai 1852.)

Pendant ce temps, et par le fait de cette alliance avec le centre gauche. M. de Cavour, quittant pour peu de mois le pouvoir, était sorti du cabinet exclusivement conservateur d'Azeglio. Revenu au gouvernement comme premier ministre en novembre de la même année, il se rapprocha plus intimement encore du président de la chambre. M. Ratazzi avait su reconquérir une grande popularité, surtout par son éloignement des idées extrêmes, antipathiques à la presque universalité du pays, et par ses témoignages répétés de dévouement à la couronne. — Au mois d'octobre 1853, M. de Cavour lui confia le portefeuille de la justice. — Je dois le dire, M. Ratazzi rendait alors un très-grand service à l'administration Cavour, aux prises avec une situation difficile, à propos de l'augmentation des impôts ainsi que du prix des vivres. Il contribua efficacement à l'apaisement des troubles et à la conciliation des esprits. En 1855, M. Ratazzi changea les sceaux contre le ministère de l'intérieur. Il y est resté jusqu'au 14 janvier de l'année actuelle.

Sa sortie du cabinet, fort inattendue et qui émut alors vivement le public, est due uniquement à un sentiment d'excessive délicatesse. Malgré la réserve sur laquelle il se tenait, malgré sa parfaite homogénéité de conduite avec ses collègues, cet homme d'État n'en était pas moins demeuré la bête noire du parti absolutiste autrichien, le point de mire de ses attaques incessantes. Elles en arrivèrent à une telle violence qu'il résolut de se retirer. — Ce fut avec un profond étonnement que la chambre apprit cette nouvelle par l'organe du président du conseil. MM. Mazza et Brofferio se

firent, en cette circonstance, les interprètes de la majorité, et exprimèrent leurs vifs regrets d'une semblable détermination. — Depuis cette époque, l'ex-ministre a repris son siége de député au centre gauche, et il y soutient le gouvernement contre les partis extrêmes.

Voilà une existence publique suffisamment remplie pour dix seules années. — M. Ratazzi ne saurait en rester là. C'est l'opinion générale, et je la partage en tous points.

Je n'ai jamais entendu à la chambre le député d'Alexandrie, et je le regrette, car cela en vaut la peine. — Force m'est donc de laisser la parole sur ce sujet à M. Chiala, tout en constatant, d'après le témoignage public, que le portrait tracé par cet écrivain est plutôt amoindri que flatté :

« La conduite politique de M. Ratazzi, après les événements de 1849, est connue de nos lecteurs. Nous ajouterons, pour le peindre complétement, que, soit comme ministre, soit comme député, il se signala surtout par les qualités oratoires. Non pas qu'il soit l'homme aux hautes pensées, aux brillantes images, aux rapprochements historiques ; il n'est pas, en un mot, orateur antique, robuste et érudit ; mais, par contre, il est un très-habile avocat parlementaire, qui louvoie toujours dans le positif en pilote expérimenté, qui connaît bien les parages où il se trouve, et qui, s'il s'égare quelquefois, s'égare plutôt par artifice que par erreur. Sa parole est aussi rapide que spontanée, fluide, incisive, hardie et pénétrante. Contrairement à l'habitude d'autres orateurs, il ne prend jamais de notes. Sa mémoire le sert merveilleusement lorsqu'il expose la série des arguments qu'il a à com-

battre. Surpris par la politique lorsqu'il feuilletait encore règlements et procès, il sut tirer parti de son esprit fin et subtil pour *plaider des causes parlementaires* et traiter la politique comme on traite le barreau...

« ... Personne, du reste, n'a plus que lui la facilité du développement des matières en discussion. Sous ce rapport, il ne tarda pas à se poser comme la première capacité du parlement piémontais. Ses remarquables qualités d'orateur le rendent encore aujourd'hui le membre du cabinet le mieux écouté après M. de Cavour. Sa parole, vive et coulante, vibrante et aiguë, émeut et intéresse toujours; c'est pourquoi on le regarde généralement comme l'orateur ministériel. »

Abordons maintenant un chapitre assez délicat de cette étude.

Les débuts politiques de M. Ratazzi, réellement peu servi par les événements, eurent lieu dans des circonstances et dans un milieu singulièrement malheureux.

A tort ou à raison, comme sa grande intelligence en faisait aux yeux du public le chef réel de ses collègues, on fit remonter jusqu'à lui la responsabilité de mesures auxquelles il pouvait même être opposé. Pour quelques actes peut-être irréfléchis, quelques paroles un peu dures, il devint la bête noire du parti conservateur; on en fit un épouvantail pour les gens d'ordre, l'incarnation vivante et active de la révolution; et, dans l'esprit de beaucoup, cette impression est demeurée la même, malgré le temps écoulé. — Tout ceci est une injustice, et, qui pis est, une faute. Quand il s'agit de juger un semblable personnage, il faut considérablement de

prudence et de réflexion. Sans être mal intentionné le moins du monde, M. Ratazzi a pu subir les entraînements inévitables d'un parti et d'une époque dont on ne veut pas assez se souvenir, et que je me rappelle, moi, fort bien. Qui donc n'a pas commis alors au moins quelque erreur? — Maintenant, n'admet-on point que les idées puissent se modifier à des points de vue différents, avec l'expérience plus grande des hommes et des affaires? — Ce serait vouloir nier un fait que nous subissons tous, sans exception.

Mon premier devoir, dans cette exposition des gens et des choses d'un pays si intéressant pour la France, est l'impartialité. Je ne prétends pas toujours dire sans une seule erreur, mais je prétends dire toujours selon ma conscience. — J'ai approché M. Ratazzi, et je ne l'ai entendu exprimer que les sentiments les plus modérés, joints à un dévouement absolu à la personne et aux intérêts de Victor-Emmanuel II, à un amour profond et éclairé pour l'Italie, dont il a étudié et dont il connaît maintenant à fond les besoins, ainsi que les tendances rationnelles. Son dernier séjour au pouvoir pendant près de cinq années a été des plus honorables, et a donné la mesure de son intégrité plus que puritaine. J'en ai déjà rapporté un fait bien rare au début de cette correspondance. — Cet homme d'Etat connaît bien l'Europe et le système des alliances naturelles du Piémont; il a un parti nombreux et affectionné; le roi l'aime et l'apprécie, prétend-on; évidemment, son dernier mot n'est pas dit.

Il est plus que présumable que, si, comme je le pense, M. Cadorna est prochainement appelé au ministère, M. Ra-

tazzi reviendra à la présidence de la chambre, porté à la fois, comme jadis, par le vœu du gouvernement et par la sympathie de la majorité. — Un homme de cette taille n'est pas de ceux qu'on délaisse, ni qui puisse rester inactif. Il se doit au pays; et ce n'est point la position qu'il peut occuper qui soit capable de l'élever ou de l'amoindrir : c'est lui-même qui fait la position.

XIV

Ma dernière lettre, monsieur, vous parlait du centre gauche à la seconde chambre du parlement sarde; M. Ratazzi l'a remplie tout entière. Aujourd'hui, je vais vous signaler divers hommes d'élite de ce groupe, que des liens de divers genres rattachent au député d'Alexandrie et à sa fortune.

M. Cadorna, président de la chambre, s'offre le premier à l'attention. M. Charles Cadorna, avocat distingué, fit, en 1849, partie du dernier ministère du roi Charles-Albert. Il accompagna ce prince, comme conseiller responsable, pendant la brève campagne de Novare, et fut l'un des témoins de son abdication. Redevenu simple député, il se rapprocha peu à peu du centre ministériel; et, à l'exemple de ses anciens collègues, Ratazzi, Buffa et Tecchio, il en vint à faire

alliance avec M. de Cavour. C'est un homme très-droit, très-sensé, et d'une parfaite intégrité de caractère. Estimé dans tous les camps, bien vu dans les régions du pouvoir, M. Cadorna sera ministre à la première nomination dans le conseil [1].

Voici maintenant le marquis Monticelli, député génois, personnage de la plus haute distinction, et jouissant à Turin comme à Gênes de l'estime universelle. Jadis secrétaire de la chambre, et intime ami de M. Ratazzi, il fut le secrétaire général de ce ministre à l'intérieur, dans les derniers temps de son administration. Il y a laissé les meilleurs souvenirs comme capacité et rectitude d'esprit.

M. Tecchio, que j'ai nommé plus haut, et qui figura également au ministère démocratique, siége, lui aussi, au parlement, sur les bancs du centre gauche, comme mandataire de *Carmagnola*, ville qui a donné son nom à ces vestes rondes, que les paysans y portent encore, et dont étaient vêtus les Marseillais attirés à Paris en 1789, pour y massacrer au compte du parti d'Orléans.

M. Sébastien Tecchio est Vénitien, des provinces. Avocat au barreau de Vicence, où il jouissait d'un fort grand renom,

[1] La prévision que contenait cette lettre s'est depuis réalisée. — M. Cadorna, nommé sénateur au mois d'août, a été appelé par le comte de Cavour au département de l'instrnction publique, dont le titulaire, M. Lanza, est resté définitivement aux finances, qu'il gérait par intérim.

sa vie publique, son intervention dans les affaires italiennes, commencèrent au mois d'avril 1848, époque à laquelle il fut élu délégué du comité départemental de Vicence, dans le but d'assurer l'union politique du Lombard-Vénitien, ainsi que sa fusion avec la monarchie sarde.

Les rares adversaires français de la cause italienne, les gens qui tiennent à parler, à donner leur avis sans avoir un seul instant étudié la question, répètent à l'envi, quand il vient à s'agir du royaume de la Haute-Italie, que penser à faire vivre ensemble et librement ces divers États, est une rêverie absurde, une chimère ; — que les rivalités de provinces, les haines municipales s'y opposeront toujours. — Vieux mots, déplorables redites, dont se payent des hommes souvent distingués, et qui, en égarant l'opinion publique, risquent de la détourner de nos véritables intérêts !

Ouvrons l'histoire d'Italie à une époque décisive, au commencement de 1848, quand, après la déroute générale des Autrichiens, ces mêmes pays se trouvaient libres de disposer de leur sort.

Des soulèvements non concertés éclatent à Venise, à Milan ; le pouvoir étranger disparaît : il faut immédiatement constituer des autorités locales. — Un gouvernement provisoire s'établit en Lombardie. La république de Saint-Marc, cette antique et chère tradition, est proclamée à Venise : c'était la seule forme *nationale* connue. — Mais aussitôt, tous ces chefs municipaux, d'origine et de coutumes si diverses, s'empressent de déclarer qu'ils n'ont pris le pouvoir que pour éviter l'anarchie dans la cité, se hâtent de protester contre

toute idée de séparation, et prennent en commun les mesures pour une prompte organisation générale. — Il y a bien, à Venise, comme à Milan, quelques séparatistes clair-semés, qui essayent d'intervenir ; ils sont entraînés par le mouvement. — Manin gouverne *la ville* de Venise, avec peut-être une arrière-pensée, bientôt abandonnée, d'indépendance, de vie propre ; mais les provinces vénitiennes, Vicence, Padoue, Trévise, Bellune, la Polésine, régies par des comités locaux, se prononcent, dès le lendemain de la liberté, réclament en masse l'union à Milan et au Piémont, le royaume de la Haute-Italie. — Cinq députés sont nommés à cet unique effet par les cinq comités départementaux : Tecchio pour Vicence, Leoni pour Padoue, Perazzolo pour Trévise, Schiavo pour Bellune, et Cervesato pour la Polésine. — Leur premier acte est de se rendre à Venise, de protester contre toute idée de suprématie de l'ancienne souveraine (*l'antica dominante*), et d'envoyer au gouvernement de Milan une longue adresse (29 avril), pour l'inviter à prendre au plus tôt les mesures de réunion politique, à proclamer sans retard l'*indivisibilité lombardo-vénitienne*, ainsi que l'unité dans la défense. — Je regrette de ne pouvoir citer toute cette pièce, dont voici un passage assez explicatif :

« Bien que, par nécessité, à la chute du pouvoir précédent, il ait été établi par les populations des gouvernements provisoires séparés, jusqu'à l'établissement d'une forme de gouvernement stable, et bien que ces gouvernements aient été proclamés sous diverses dénominations, il n'a pas été

fait et il ne peut être fait préjudice au principe de l'*indivisibilité lombardo-vénitienne*, laquelle est le vœu unanime, reconnu par les autorités provisoires dans tous leurs actes respectifs et déclarations.

» Et, quoique la république ait été proclamée à Venise, son gouvernement actuel n'a nullement entendu, par ce fait, préjudicier à l'union ; les provinces vénitiennes, en adhérant à ce gouvernement, l'ont fait sans nul égard à cette dénomination de *république*, aussi provisoire que le gouvernement qui la représente, et dans la seule vue de cette même *union*, contre laquelle ne signifie rien l'actuelle séparation des deux centres provisoires d'autorité, mesure due uniquement à la précédente répartition des territoires, et aux besoins de la guerre. ».

C'est ensuite de cette déclaration, officiellement communiquée au roi de Sardaigne, à son quartier général, qu'eurent lieu, en Lombardie, dans la Vénétie, et à Venise même, les votes qui, à une presque unanimité, déclarèrent accomplie la fusion avec les États sardes, sous la maison de Savoie. Une flotte et des troupes piémontaises vinrent occuper Venise, où un commissaire du roi prit en main le pouvoir. — Ce ne fut qu'après la retraite de l'armée sarde et les désastres de Milan, au mois d'août, que Manin, en présence des Autrichiens partout triomphants, se fit décerner la dictature, et organisa cette admirable défense, qui réveilla la gloire du nom vénitien, et fit la rage, longtemps impuissante, du vieux Radetzki.

Après l'annexion décidée, M. Tecchio était parti pour

Turin. — Il y apprit successivement les deux attaques et la prise de sa ville natale par l'armée autrichienne.

Ici, je suis bien aise de relever encore un de ces offensants propos que l'on ne craint pas généralement de répéter, — je n'ai jamais pu découvrir sur quel fondement, — une de ces calomnies en l'air, qui viennent on ne sait d'où, et qui finissent par rester comme un préjugé dans les mémoires. — « Les Italiens, vous dira-t-on, ne se battent point. Passe encore pour l'armée piémontaise, où l'on retrouve les qualités du soldat français; mais le reste de l'Italie ne tiendrait pas devant un bataillon de troupes réglées. » — Il n'est pas un lecteur qui n'ait entendu tenir ce langage par quelque personnage *bien informé* de sa connaissance.

Eh bien, sans parler de Rome, défendue par les Romains, et bien défendue, si l'on s'en rapporte aux assiégeants français; — de Venise, défendue par les Vénitiens et par d'admirables soldats napolitains, tels que le général Ulloa; — sans rappeler les mémorables combats de Montanara et de Curtatone, où les Toscans se battirent comme des lions, un contre dix, — on peut dire que les deux attaques de Vicence, soutenues par quelques milliers d'hommes des armées lombarde et pontificale, sont au rang des plus belles actions de guerre connues. — En France, l'amour-propre national, la vanité militaire, en eussent fait tout aussitôt une légende. Quant aux pauvres Italiens, quelques rares témoins, comme moi, leur rendent seuls hommage et protestent contre les ridicules idées qu'on se fait de gens dont les pères ont conquis et possédé le monde, et qui n'ont dégénéré sous aucun rapport, assurément !

Le 29 mai 1848, le lieutenant maréchal Nugent se présenta devant Vicence avec 20,000 hommes et une formidable artillerie. Le général sarde Durando tenait la ville avec trois mille soldats romains environ et des volontaires vicentins. Vicence est une ville ouverte ; quelques barricades élevées à la hâte et très-peu de canons formaient son unique défense. — Dans la nuit, le général Antonini, mon parent, sous les ordres duquel je servais alors, arriva de Venise par le chemin de fer, avec deux bataillons lombards. — L'attaque commença au lever du soleil.

On se battit deux jours et deux nuits. Pendant que les colonnes autrichiennes se prenaient corps à corps avec les soldats de Durando, leur artillerie bombardait la ville sans relâche et inondait les barricades de projectiles de tous genres. — Rien n'y fit. Les troupes impériales, repoussées avec une furie sans égale, battues dans toutes les sorties, durent se retirer en hâte, le troisième jour, laissant des milliers de morts sur le terrain. — Les Italiens avaient perdu la moitié de leur effectif, mais ils étaient un contre quatre, et la victoire leur demeurait.

Furieux de cet insuccès, car Vicence était une position importante, Radetzki vint, le 10 juin suivant, renouveler l'attaque en personne avec 40,000 hommes et un immense attirail de siége. A peine les Italiens avaient-ils comblé leurs vides ; ils n'en luttèrent pas moins héroïquement. Après avoir défendu pied à pied les approches de la ville, après avoir exterminé à la baïonnette des bataillons entiers sur le Mont-Béric, ils se renfermèrent dans Vicence et y soutinrent le plus affreux bombardement.

« Pendant longtemps, dit un écrivain, les défenseurs de Vicence détournèrent Durando de capituler. Lorsqu'enfin il fallut céder à la nécessité, les vaincus obtinrent de sortir de la ville avec les honneurs de la guerre. Une amnistie, l'oubli du passé étaient promis aux habitants. En revanche, les soldats de Durando ne devaient pas combattre de trois mois. Ils auraient pu, cependant, reprendre leur parole, car Radetzki ne tint pas la sienne et sévit cruellement contre ceux qui s'y étaient fiés. »

Les Autrichiens assassinaient le long des routes les soldats blessés et fatigués, qui, vaincus par la marche, se fiant à la capitulation, abandonnaient un instant le corps d'armée. — Du reste, pendant tout le cours de cette campagne, les Impériaux : Croates, Hongrois et Bohêmes, s'étaient conduits en véritables sauvages; massacrant les prisonniers, achevant les blessés, pillant et incendiant partout. — Le vieux maréchal fit payer cher à la pauvre Vicence sa résistance glorieuse; et l'on s'y rappellera longtemps les supplices et les exactions inouïes qui suivirent sa rentrée dans cette ville qu'il avait *juré devant Dieu* de bien traiter

L'Italie applaudit unanimement à la belle conduite des régiments de Durando, et le gouvernement pontifical, dont les troupes s'étaient particulièrement signalées, institua une médaille militaire décernée à tous les défenseurs survivants de Vicence, en témoignage d'admiration.

Ceci dit, je reviens à M. Tecchio.

Chaleureusement accueilli en Piémont, ap rès la perte de

sa patrie, l'avocat vicentin se vit ouvrir de nouveaux foyers. Il fut nommé député au parlement, appelé à faire partie du ministère Gioberti en 1849; et, depuis lors, il a toujours été réélu à chaque organisation nouvelle de la chambre.

M. Tecchio, qui a repris à Turin ses travaux professionnels, est un des avocats consultants le plus occupés. — Comme homme politique, il jouit d'une grande considération parmi ses collègues et dans l'opinion. — C'est, dit-on de lui, un esprit sensé, un honnête et loyal caractère, un véritable patriote dans la belle acception du mot.

XV

Sur le même banc que l'ex-délégué de Vicence, se place un autre réfugié, figure sympathique et attachante, dont le nom réveille un monde d'idées indéfinissables. C'est le marquis Georges Trivulce Palavicini, premier accusé du procès où figurèrent, en 1821, Confalonnieri et Andryane; leur compagnon de captivité au Spielberg, avec Silvio Pellico, Maroncelli, l'élite, en un mot, de l'Italie intelligente et noble. — Tous sont morts aujourd'hui ; lui seul a résisté. Il est l'unique témoin vivant de ces incroyables iniquités, de cet infâme régime qui consistait à tuer, par la faim et le manque d'air, des gens innocents qu'on n'avait osé tuer au grand jour ; régime dont un empereur d'Autriche gouvernait lui-même les moindres détails, mesurant, de son cabinet de souverain, les onces de pain noir, les minutes de sortie de leur cachot, à de pauvres reclus agonisants. —

Qui n'a lu les récits de Pellico et d'Andryane, ces livres qui donnent froid à la moelle des os, et qui inspirent une rage sombre, une de ces colères intérieures où l'on doute presque de Dieu et de l'humanité!

Le marquis Palavicini, qui appartient à la plus haute noblesse lombarde, n'était, en 1820, qu'un jeune homme plein de haine et de mépris, comme tous ses compatriotes, contre l'occupation autrichienne, mais nullement conspirateur. Quand éclata le mouvement libéral de Turin, mouvement dont les Lombards espérèrent tout d'abord leur délivrance, le marquis excita un de ses amis qui se rendait en Piémont, Gaëtan Castillia, à voir le prince de Carignan, pour l'engager à marcher de suite sur Milan avec l'armée sarde. — Longtemps après son retour, Castillia est arrêté par la police autrichienne, et le bruit se répand qu'on va lui faire un procès. — Palavicini croit que la démarche qu'il a conseillée, et de laquelle, en réalité, personne ne se doutait, est la cause de cette mesure. Emporté par une générosité irréfléchie, il va déclarer à la police, ignorante du fait, que ce n'est point Castillia qu'il faut punir, mais lui-même. — Notez que dans tout ceci il n'y avait que l'intention, puisque le mouvement piémontais avait avorté avant de franchir la frontière. — Néanmoins, les inquisiteurs d'État, trop heureux d'une pareille aubaine, organisèrent, sur cette simple donnée, un immense procès de conspiration, où ils trouvèrent moyen d'impliquer bon nombre de gens de la plus haute distinction. Palavicini et Castillia, interrogés avec un art perfide sur les personnes de leur société habituelle,

sur des entretiens sans but déterminé, dont les événements du jour faisaient le fond, se laissèrent aller à des détails qu'ils crurent sans conséquence, et qui n'auraient assurément point suffi, dans un état de choses régulier, à motiver même de simples poursuites de tendances. — Les arrestations commencèrent aussitôt par centaines, et une procédure monstre s'organisa.

« En paix avec sa conscience, dit Andryane dans ses Mémoires, Palavicini était loin de penser à la responsabilité qui pesait sur sa tête, quand un jeune étudiant, son compagnon de captivité, vint jeter le trouble dans son âme en lui faisant connaître les résultats de sa conduite. Ses yeux s'ouvrirent. Il fallait, il voulait réparer ses torts ou mourir... Mais quel moyen inventer pour invalider ses paroles premières ? Ils cherchèrent, et dès qu'ils crurent l'avoir trouvé, ils se mirent à l'œuvre.

» Bientôt les guichetiers entendent des sons aigus et des sifflets perçants; ils accourent, ouvrent la porte et voient le marquis qui sautillait à pieds joints dans sa prison, poussant par intervalles des piaulements et des cris d'oiseau. Les geôliers en rirent d'abord; mais le jeune étudiant leur ayant fait signe que la tête était partie, ils s'en allèrent au plus vite prévenir de cette mésaventure le gardien en chef, qui n'en tint compte dans les premiers moments. Il vint le jour suivant; mais quel fut son étonnement quand on lui dit que le marquis n'avait rien mangé de la veille, et qu'il refusait toute nourriture. Un peu ébranlé dans son incrédulité, il entre, et que voit-il? Palavicini sautant, sifflant,

criant, les deux mains sur les hanches et agitant avec rapidité, sans discontinuer un instant, les coudes et les bras : — *Signor marchese, signor marchese* (monsieur le marquis), que faites-vous? — *Io sono un merlo* (je suis un merle), s'écria d'une voix glapissante l'infatigable sauteur. — *Un merlo ! signor marchese ?...* — *Sicuro* (certainement) ! Ne voyez-vous pas mon bec? reprit Palavicini en avançant son formidable nez... et mes ailes, donc?... ajouta-t-il en redoublant de vitesse dans le mouvement de ses bras. — Voyez, voyez mes plumes... — *Ma, signor marchese*, répétait le geôlier en le suivant dans ses sautillements, que voulez-vous?... — Je ne veux rien que des bâtons dans ma cage pour me percher... des bâtons... — Et les sifflements, les gambades recommençaient de plus belle.

» Le geôlier insistait encore pour lui faire entendre raison, quand Palavicini se planta droit devant lui, les yeux fixes et hagards... — Ah ! tu ne veux pas m'arranger ma cage, vieux assassin d'oiseaux !... attends un peu !... — Et, ce disant, il tourne autour de lui, jusqu'au moment où, d'un bond, il lui saute sur les épaules, le frappe, le mord et ne lâche prise qu'alors que les gardiens l'eurent arraché à ce qu'il appelait son perchoir... — Suis-je un merle ?... criait-il au geôlier, dont la vieille expérience commençait à être mise en défaut. As-tu senti mon bec et mes griffes? Va-t'en vite me faire préparer mes bâtons et changer ma nourriture, si tu ne veux pas que je me brise la tête contre les barreaux de ma cage.

» Tout interdit d'un accès de folie dont les suites pouvaient être si fâcheuses, le geôlier lui promit tout pour l'a-

paiser, et courut faire son rapport à Salvotti. — Ah! monsieur l'inquisiteur, lui dit-il très-agité, le marquis Palavicini... — Eh bien? — Il est fou! — Vraiment! — J'ai cru d'abord qu'il voulait plaisanter; mais, à présent je crains que la chose ne soit trop vraie... Si vous pouviez le voir! il pousse des cris perçants, il saute comme un possédé en sifflant : *Io sono un merlo.* — Vraiment? répéta Salvotti... Et que dit-il encore? — Qu'il se fracassera la tête si on ne lui pose pas des bâtons dans sa cage, et si l'on ne change pas sa nourriture. — Eh bien! répondit l'impassible Salvotti, *portategli del miglio...* (portez-lui du millet).

» Pendant longtemps encore, et jusqu'au moment où nous devions paraître ensemble devant la commission, le pauvre Palavicini se crut obligé de soutenir le rôle fatigant qu'il s'était imposé. Enfin, le jour de la confrontation arriva. Assis dans la salle de la commission, où je l'avais précédé, je le vis entrer fièrement, son bonnet sur l'oreille, la tête haute, ses deux bras en ailes d'oiseau, et sifflant comme les merles. — Me voilà, dit-il à Salvotti, en se plantant droit et roide au milieu de la salle. — Persistez-vous, lui demanda celui-ci, dans les puériles rétractations que vous avez faites de vos premiers interrogatoires? — *Si signor! si signor!* cria cinq ou six fois Palavicini, en battant des ailes sans interruption. — Mais c'est une absurdité! — Absurdité!... Il n'y a d'absurde ici que vous et vos acolytes. On a surpris ma bonne foi, on m'a fait parler, on m'a torturé, martyrisé de toutes façons... c'est une infamie!... — Puis, un déluge de récriminations que Salvotti accompagnait d'un sourire ironique approbateur, se bornant à dire :

Soulagez-vous, soulagez-vous bien ! — Maintenant, reprit-il, *signor marchese*, que vous avez déchargé votre cœur, voudriez-vous nous répéter ce que... — Je n'ai rien à ajouter, rien à réfuter, rien à confirmer, je suis un merle ! s'écria Palavicini, en remuant les bras à se les démonter. — Vous refusez donc de répondre à la commission ? dit Salvotti, après avoir vainement essayé d'en obtenir quelques réponses suivies et raisonnables : cette comédie irrévérencieuse pourra vous coûter cher, *signor marchese!* Prenez-y garde, *il patibolo* (le gibet) !... — Le gibet ? eh ! que m'importe à moi le gibet .. Eh bien ! j'y monterai, et vous, monsieur le conseiller, vous me servirez de bourreau.

» En prononçant ces mots d'une voix tonnante, Palavicini redressa la tête, fit un tour sur ses talons et reprit superbement le chemin de la porte, en agitant violemment ce qu'il appelait ses ailes et en jetant sur ses juges des regards triomphants. »

Malgré cette ingénieuse façon d'infirmer ses malheureuses confidences, Palavicini n'en eut pas moins la douleur de voir ses coaccusés frappés comme lui. Confalonnieri fut condamné à mort, puis au Spielberg à vie; Palavicini et Castillia, également condamnés à la peine capitale, eurent leur sentence commuée en vingt années de *carcere duro* ; les autres ainsi de suite.

Voici la description que donne le code autrichien de la peine du *carcere duro* :

« Le condamné sera renfermé dans un cachot séparé de

» toute communication, n'ayant de lumière et d'espace que
» ce qu'il en faut pour vivre. Il sera constamment chargé
» de fers pesants aux pieds et aux mains, et toujours tenu,
» excepté le temps du travail, par une chaîne attachée à un
» cercle de fer qui entoure son corps. Il aura pour tout
» aliment du pain et de l'eau, une soupe chaude tous les
» deux jours, et jamais de viande. Son lit sera formé de
» planches nues, et il lui sera défendu de voir qui que ce
» soit, ainsi que de parler avec personne, sans excep-
» tion. »

Ce sont là les *commutations de peine* du régime paternel. Je trouve, moi, le gibet infiniment plus doux, et je suis persuadé que bon nombre de lecteurs seront de mon avis. Tel fut cependant le régime auquel se virent soumis, pendant des dix, douze et quinze années, comme Confalonnieri, par exemple, des hommes habitués à une vie heureuse, et qui n'avaient, au résumé, conspiré que d'*intention*, puisque pas un doigt ne s'était levé contre l'Autriche, dans tout le Lombard-Vénitien; à l'époque de ces mêmes événements.

A ces malheureux, enfermés comme des bêtes fauves dans d'immondes cachots, vêtus des grossiers habits du galérien, et chargés de fers, deux atroces supplices étaient encore infligés : la faim, par l'insuffisance des aliments et leur dégoûtant apprêt; le travail, en les forçant de faire une quantité donnée de charpie avec de vieux linges provenant des hôpitaux, et, le plus souvent, pas même passés à l'eau. — Ce dernier détail, par ordre spécial de l'empereur !

Il n'y a pas ici à se révolter, à crier à l'invention, à la malveillance. — Quelques-uns de ces malheureux ont échappé à leurs tombes anticipées. Ils ont fait connaître, en des récits dont l'Europe civilisée a frémi, les traitements qu'ils avaient subis, par le commandement d'un prince soi-disant chrétien. — On sait les noms des morts, de ces gentilshommes lombards et vénitiens, qui périrent d'inanition ; des colosses comme Antonio Villa, auxquels on donnait six onces de pain comme nourriture quotidienne, et à qui, la veille de leur fin, François d'Autriche, instruit jour par jour de leur affaiblissement progressif, ordonnait de donner tout ce qu'ils pouvaient désirer ! — pour leur faire regretter la vie, sans doute ; — une dernière et raffinée torture !

Lisez Pellico, et voyez Maroncelli qui attend, huit jours durant, sur son lit de douleur, la gangrène dans une jambe, un décret impérial qui permette de l'amputer. — Lisez Andryane, un Français mêlé par une étourderie de jeune homme aux procès politiques de Milan ; il va devenir aveugle, si on ne le monte pas à un étage supérieur, dans une chambre plus saine. L'empereur envoie ses médecins, qui décident que le prisonnier en a encore au moins pour un an avant de perdre tout à fait la vue, et qu'il peut très-bien attendre ! On le laisse dans son cachot glacial et sans jour. C'est par miracle qu'il distingue encore un peu, quand il est rendu au monde.

Par ma foi ! j'aime bien mieux la mode anglaise. — Ces braves bourreaux exterminent un peuple en masse : ils pendent, fusillent, égorgent, mettent des milliers de gens à la

bouche du canon ; ils se conduisent là en vrais sauvages de race saxonne; mais au moins ils ont un tas de circonstances atténuantes à invoquer : — la chaleur du moment, — la résistance éprouvée, — la nécessité de trouver de l'argent pour payer leur dette publique, etc., etc. — Je les crois incapables de faire mourir de faim et de misère de pauvres prisonniers, en comptant leurs souffrances, heure par heure, et en les savourant. — C'est du génie allemand pur, cela; et les Anglais sont quelque peu de sang mêlé.

On croit faire un mauvais rêve lorsqu'on parcourt les mémoires si précis, si détaillés d'Andryane. On se demande si ces choses ont pu se passer à notre époque, dans un siècle aussi généralement policé, chez un peuple soi-disant à notre niveau moral.

L'ignoble venait souvent faire diversion à l'atroce. — Quand, par exemple, François d'Autriche avait mal dormi, lorsqu'il imaginait que ses captifs, — son innocente récréation, à ce bon prince, — pouvaient bien comploter une évasion, ou seulement encore se distraire, — les drôles, — à écrire leurs pensées sur quelque chiffon de papier échappé à la surveillance, il enjoignait, par dépêche autographe, comme pour un événement d'État, la fouille générale des cachots. — Écoutez notre pauvre compatriote, — jadis un élégant de Paris, — rendre compte d'une de ces expéditions. — L'étroite casemate dans laquelle il est renfermé avec l'illustre comte Confalonnieri, est tout d'un coup envahie par plusieurs individus, à la tête desquels se trouve le directeur général de la police de Brünn. Celui-ci annonce qu'il vient, par ordre de Sa Majesté, faire une perquisition.

« Alors s'avança près de moi un monsieur fort bien vêtu, qui fouilla dans mes poches, tâta les doublures, palpa toutes les parties de mon corps, tandis que plusieurs gardiens enlevaient ma paillasse et démontaient les planches de mon lit, qu'ils apportaient une à une au directeur de la police. Celui-ci, après les avoir soigneusement examinées, s'approcha des traverses et des pieds qui les supportaient, les regarda de près, les toucha de ses mains, ne laissant aucune fente, aucune inégalité, aucun rebord sans les avoir soumis à la plus scrupuleuse recherche. Cela fait, il se fit apporter ma grossière couverture, qu'il mania lui-même dans tous les sens, par tous les bouts, comme s'il eût dû y trouver quelque imperceptible papier; puis vint le tour de la paillasse [1], dans laquelle il fourra ses blanches mains, aidé du monsieur, dont la tournure n'était guère en harmonie avec un semblable métier.

» Quand ils eurent fini cette *sbirienne* opération, que je les regardais faire avec un sentiment de surprise, de dégoût et de pitié, le directeur se tourna vers moi et me dit :

» — Maintenant, il faut vous déshabiller.

» — Me déshabiller, monsieur! mais il fait froid...

» — C'est l'ordre, me répondit-il sèchement.

» — Je m'y soumets, monsieur.

« Je me dépouillai donc de mes habits de galérien, que l'on étiquetait à mesure.

» — Et les souliers, demandai-je, faut-il aussi les ôter?

» — Sans doute, ainsi que les bas.

[1] Accordée par grâce toute spéciale.

» — Et la chemise ?

» — La chemise également.

» Je rougis, et sentant la patience près de m'échapper, je demandai au directeur s'il ne pouvait m'éviter le désagrément de rester ainsi nu aux yeux de tous.

» — C'est l'ordre.

» — Mais il me semble, repris-je avec douceur, qu'on pourrait nous laisser ce dernier et indispensable vêtement sans manquer en rien aux instructions reçues? Regardez, monsieur, examinez... voyez mes mains, mes pieds, meurtris par les fers : puis-je, dans cet état, soustraire quelque chose à votre perquisition?

» Le directeur ne répondit que par un de ces mouvements d'épaules et un de ces rehaussement de sourcils qui voulaient dire : « Que voulez-vous? je n'y suis pour rien. »

» Je remis alors ma dernière dépouille à l'acolyte du directeur, et je restai là, les yeux baissés, l'indignation au cœur, pendant qu'on passait en revue et toute ma personne et la rude chemise qu'un mendiant n'aurait pas voulu porter.

» — Est-ce fini, monsieur, demandai-je au chef de la police en voyant qu'on ne m'inspectait plus, et puis-je maintenant reprendre mes habits?

» — Pas encore, pas encore... dans quelque temps. Reprenez seulement votre chemise.

» — Comment! il me faudra demeurer longtemps dans cet état de nudité?

» — C'est l'ordre, je n'y puis rien.

» Et cela disant, il fit un geste pour qu'on transportât de-

hors paillasse, couverture et vêtement, me laissant ainsi exposé aux regards de tous et à l'air humide et froid du cachot.

» Cette noble expédition terminée, le directeur général se tourna vers Confalonnieri, qui fut soumis aux mêmes avanies que moi. Lui aussi, quoique souffrant, dut quitter sa misérable couche, où les douleurs rhumatismales le retenaient, pour livrer aux recherches son lit, ses habits de galérien et jusqu'à son pauvre corps!

» ...... Il dut, malgré sa faiblesse et ses douleurs, rester debout pendant que les gens de police continuaient leur visite dans tous les coins, depuis le moindre trou de muraille jusqu'aux toiles d'araignée dont étaient tapissées la voûte et la lucarne du cachot.

» La perquisition semblait terminée, et déjà plusieurs des gardiens avaient quitté la prison, lorsque le strict directeur de police se fit apporter pour les visiter, non-seulement la cruche d'eau et le baquet où nous faisions nos ablutions, mais encore l'infect et mal couvert récipient d'où s'échappaient des miasmes d'autant plus fétides qu'on ne le vidait qu'une fois toutes les vingt-quatre heures; ne s'en rapportant qu'à lui-même de ce dégoûtant examen, ce haut fonctionnaire baissa la tête, contempla, fit agiter ce qu'un garde-chiourme n'aurait pas eu le courage d'inspecter, dans la crainte de passer, aux yeux de ses compagnons, pour le dernier des hommes. »

C'est à ce régime que vivait également Georges Palavicini.

L'infortuné jeune homme passa de la sorte douze années, les plus belles de sa vie, dans les souterrains du Spielberg. Petit et nerveux, il put résister à ces traitements qui tuèrent avec d'atroces souffrances les captifs vigoureux et robustement taillés.—Il revit enfin le ciel de la patrie et sa Milan bien-aimée, mais dans quel état !

Comme on le peut présumer, le marquis Palavicini prit une part énergique au mouvement de 1848. — Aussi Radetzki ne l'oublia-t-il point sur ses listes de proscription et de pillage. Il dut se réfugier en Piémont ; ses biens furent taxés à une amende de 500,000 francs et mis sous séquestre.

Le marquis est député du second collége de Turin. — C'est un hommage rendu en sa personne à la noblesse de Milan, si dévouée au roi et à l'Italie, c'est un honneur bien dû au long martyre qu'il a enduré.

J'aurais voulu maintenant, monsieur, vous dire ici quelque chose de divers autres députés marquants du centre gauche, de MM. Bolmida, Brunet, Chio, du regrettable Buffa. Mais l'espace me manque.— Je ne puis que vous annoncer, pour mon prochain envoi, l'esquisse des deux gauches, qui clôra ainsi cette revue du parlement.



XVI

Ce qu'on appelle ici, monsieur, la gauche de la chambre, ne possède guère, si toutefois je vois juste, qu'un lointain rapport avec l'ancien parti de ce nom dans nos assemblées parlementaires, les dernières surtout. — Les députés auxquels s'applique cette désignation sont presque tous des propriétaires de province ou des hommes à professions libérales, appartenant à la bourgeoisie, et qui, soumis jadis à un régime fort dur, avant le statut, apprécient, un peu passionnément peut-être, la liberté que Charles-Albert leur a rendue. — Attachés, du reste, à la maison de Savoie, dévoués au roi actuel, ils suivent volontiers M. de Cavour dans sa politique italienne, et ne craignent pas de rendre hommage à son patriotisme, à la grandeur de ses vues, à l'habileté de sa diplomatie. — Quelques mesquines individualités, rêvant aux triomphes passés de Mazzini, auraient, dit-on, en

réserve un tout autre programme, plagié des souvenirs de 1849. Ces gens-là sont sans échos dans le parlement comme dans le peuple, et je ne veux même point leur faire le plaisir de m'occuper d'eux.

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de parti révolutionnaire en Piémont, dans le sens que l'on attache chez nous à ce mot. L'activité des esprits est absorbée tout entière par le mouvement de l'indépendance nationale, qui crée trois partis : ceux qui ne veulent point marcher et qui se trouvent bien de l'ancien *statu quo*, l'extrême droite ; ceux qui veulent bien marcher, mais prudemment, la droite et le centre ; ceux qui veulent aller vite, la gauche. — Les questions de politique intérieure sont bien peu de chose auprès de ce grand débat, d'où dépend l'existence ou la mort du pays. — En supposant, — ce que Dieu fera sans nul doute, — que le royaume de la Haute-Italie s'organise prochainement, par le départ de l'Autriche et de ses archiducs, la Péninsule, tout occupée de son organisation nationale, de son système fédératif, de sa vie nouvelle, en un mot, verra s'écouler bien des années, avant que la terrible question du prolétariat et du socialisme vienne surgir dans son sein. Les dernières révolutions de l'Italie ont été uniquement politiques, et causées par la domination étrangère, ou par de détestables gouvernements indigènes. — Donnez satisfaction à ce peuple quant à sa nationalité ; gouvernez-le sagement ; et vous le verrez désormais le plus tranquille du monde. La plupart des causes de désordre propres à la France et à l'Angleterre lui manquent essentiellement.

On ne trouve point en Italie cette haine entre les diverses classes, cette rivalité qui a produit la plupart de nos luttes civiles. Peut-être les mêmes maux, si longtemps soufferts en commun, ont-ils contribué à cette bonne entente, remarquable surtout dans les provinces autrichiennes. L'Italie est surtout un pays agricole, riche en vins, en soies, en riz, qui pourra devenir manufacturier pour ses propres besoins, mais qui n'exportera jamais. Donc, point de ces agglomérations d'ouvriers, victimes de la concurrence, où les agitateurs trouvent leurs armées toutes prêtes. — Il faut de vastes propriétés réunies en une seule main pour les grandes cultures, pour l'élève du bétail : de là, nulle idée de morcellement ; point de cette fièvre de la terre qui pousse notre paysan à tout. La fertilité du pays, la beauté du climat permettent à tous de vivre sans grande fatigue comme sans grandes souffrances. — Ces différences avec les nations du Nord sont incalculables dans leurs effets. Puis, vous avez affaire à un peuple très-pénétré, quoi qu'on en puisse dire, du sentiment religieux, et, en outre, tellement intelligent et spirituel qu'il serait bien difficile de l'amener à prendre au sérieux de ridicules sophismes.

En France, on juge fréquemment les hommes de l'indépendance italienne sur quelques réfugiés que l'on aura connus, sur des gens qui, liés à Paris et à Londres avec des démagogues, en ont retenu les idées et les expressions. Mais ces exaltés ne sont ni connus ni compris en Italie. Si jadis, en 1848, eux ou leurs pareils ont soulevé les populations, c'était au seul nom de la patrie, de la guerre à l'étran-

ger. S'ils fussent venus parler d'*organisation du travail*, de *socialisme*, de croisade contre la société, on leur eût ri au nez, ni plus ni moins; — et il en sera pendant des siècles encore ainsi.

Hélas! ils firent déjà bien assez de mal sans cela. L'Italie est payée pour se souvenir d'eux. M. Mignet l'a dit éloquemment dans son éloge du malheureux Rossi : « Un parti extrême dans ses désirs comme dans ses doctrines, croyant n'avoir rien lorsqu'il n'a pas tout, et quand il a tout, ne sachant même en rien faire, rêva l'établissement de la république dans un pays à peine capable de parvenir à la monarchie représentative, et où il ne fallait songer qu'à l'indépendance territoriale. Il divisa les pensées, affaiblit les efforts, mit en défiance les uns des autres les gouvernements et les peuples qui, réconciliés dans la liberté constitutionnelle, s'entendaient contre l'ennemi commun, et, par là, compromit la délivrance du sol. En effet, le roi de Naples, menacé par une insurrection dans sa capitale, retint ses troupes prêtes à partir pour le théâtre de la guerre; le pape s'arrêta dans ses encouragements; le roi de Sardaigne chancela dans sa marche, et l'Italie, agitée sans être libre, redevenue impuissante parce qu'elle était désunie, vit les Autrichiens reparaître en vainqueurs et s'établir de nouveau en maîtres dans les plaines recouvrées de la Lombardie. »

Nul n'ignore en Piémont ces tristes vérités, les députés de la gauche pas davantage que d'autres. Et c'est pour cela que je vous disais qu'instruits par l'expérience, les hommes de cette opinion me semblaient avoir compris que le salut

de la patrie n'était possible que par la maison de Savoie, et se pressaient autour d'elle, en braves et loyaux Piémontais. J'ai entendu à cet égard les formelles déclarations de nombre d'entre eux, et j'y crois.

On pourrait maintenant, cette grande question une fois établie, reprocher aux gens de la gauche une certaine mesquinité de vues en matière de gouvernement, une manie d'opposition plutôt nuisible qu'utile avec un premier ministre tel que M. de Cavour ; enfin, de dangereuses et impolitiques idées à l'égard du clergé, qui fut jadis, et qui sera encore pour beaucoup dans la rédemption de l'Italie. — Mais il faut tenir compte de l'origine de ces hommes, qui produit chez eux une tendance involontaire à imiter nos libéraux parlementaires ; car la gauche de la chambre sarde est composée d'avocats, de professeurs et de médecins. — Si ce parti est la méfiance, c'est aussi le dévouement à l'idée italienne, l'horreur profonde de l'étranger en Italie. — Et, pour cela, je sympathise avec ses représentants. J'aime les instincts gouvernementaux de la droite, son désir d'un pouvoir fort et concentré ; mais l'enthousiasme national du parti opposé, son ardeur de délivrance ne me touchent pas moins. — Il n'y a, du reste, rien d'inconciliable entre eux : ils ont le même drapeau, la même affection dynastique ; ils combattent pour la même cause, et les dissidences qui les séparent peuvent facilement s'oublier au grand jour du triomphe. — Heureux peuple au fond, que celui-là !

Parlons un peu des personnes. — Sur ces bancs qui nous occupent siégent, entre autres, deux hommes dont les noms,

bien connus de quiconque suit le mouvement de la presse, retentissent sans faute à chaque débat important : on a déjà compris MM. Valerio et Brofferio.

La gauche, proprement dite, a pour chef M. Depretis, l'un des deux vice-présidents de la chambre; l'extrême gauche reconnaît pour inspirateur M. Valerio; c'est parmi elle que s'asseoit M. Brofferio, célèbre écrivain, célèbre orateur, mais politique incompris, n'ayant pas même, comme M. Proudhon à l'assemblée constituante, un seul Greppo pour disciple, et n'en poursuivant pas moins imperturbablement son chemin.

M. Augustin Depretis, avocat et riche propriétaire de la Lomelline, et que je vous signale comme un des hommes de grand avenir de ce pays, n'a guère plus de quarante ans. Il s'est rendu extrêmement populaire dans sa province par l'établissement de lignes ferrées intermédiaires, peu lucratives comme rendement, mais qui ont apporté un grand secours au commerce et aux industries locales, but principal de leur promoteur. — M. Depretis est honoré, m'a-t-on dit, de l'estime particulière de son souverain. Je vous ai déjà expliqué qu'ici tout le monde est royaliste, sans que les noms inventés pour distinguer les partis au parlement y fassent rien. — Le roi, de son côté, lorsqu'il veut du bien à un de ses sujets, ne s'inquiète nullement de la manière dont il vote. — C'est l'affaire des ministres, semble-t-il dire, de conduire les chambres, et de prouver aux dissidents qu'ils ont tort. — Voyageant en province, comme il l'a fait cette année, Victor-Emmanuel invite fort bien à sa table les divers

députés du pays, qu'ils appartiennent à la gauche, à la droite, ou au centre. Il se montre également bienveillant pour le mérite, sur quelque banc qu'il s'asseoie. — Aussi, tous aiment-ils le roi, y compris ceux-là mêmes qui votent parfois contre le ministère.

Après M. Depretis, je citerai, dans la gauche modérée, MM. Mellana, député de Casal, Farina, Gallini, Cotta. — Avançant encore, me voici à l'extrême gauche, asile des plus impatients, de ceux que l'Autriche, à Milan, empêche de dormir, et aussi de quelques pauvres ambitieux qui se trompent d'époque et de nation ; — je m'avance là devant une bonne et franche nature, devant M. Valerio.

M. Valerio personnifie le jeune Piémont, inaccessible à la peur, debout en face de l'étranger, l'épée d'une main, le drapeau italien de l'autre, et résolu à une dernière tentative pour délivrer ses frères ou mourir. Il est au parlement le vigilant gardien des droits et des espérances des provinces captives. Publiciste de premier ordre, orateur distingué, il porte en lui une bonne foi, une netteté d'idées, une loyauté d'expressions qui le rendent sympathique dès le premier abord.

M. Laurent Valerio est né dans la province de Turin. Très-jeune encore en 1848, à peine s'il avait trente-quatre ans, une irrésistible vocation le jeta dans la politique active. Il quitta tout, une filature et une maison de banque dont il était le chef, pour se faire journaliste. De fortes études, une grande facilité d'observation jointe à une aptitude toute spé-

ciale, ne tardèrent pas à le placer au premier rang. Rédacteur en chef de la *Concordia*, journal dévoué à la cause italienne, M. Valerio s'y signala brillamment; les électeurs de Casteggio l'envoyèrent à la chambre, et, bientôt après, au commencement de 1849, il reçut du ministère une importante mission.

Il s'agissait d'obtenir des gouvernements de Florence et de Rome un secours, ou tout au moins une diversion, pour la campagne qui allait s'ouvrir contre l'Autriche. —Qui sait ce qu'une réelle entente des trois Etats aurait alors apporté de changements aux destinées de l'Italie! — M. Valerio le comprenait, aussi ne s'épargna-t-il point. Mais à Florence, et surtout à Rome, il rencontra ces mauvais vouloirs au Piémont, ces lâches inimitiés d'exilés contre Charles-Albert, qui déjà avaient si fort contribué à la perte de la Lombardie. « Plutôt l'Autriche que le roi de Sardaigne! » disait Mazzini. —Par contre, Gioberti écrivait : « Sans cet homme, l'Autriche aurait été vaincue; grâce à lui, elle est sûre de vaincre. » Rêve curieux, que celui de ces gens qui s'imaginaient régner tranquillement à Rome, après que Charles-Albert serait écrasé! —Singuliers patriotes que ces dictateurs populaires, paralysant, dans un moment aussi suprême, les forces de cinq millions d'Italiens, brûlant la poudre en salves, à de ridicules cérémonies, tandis que le pauvre Piémont allait affronter seul toute la puissance autrichienne, pour essayer de délivrer Milan et Venise!

M. Valerio ne réussit donc point. A peine Florence lui accorda-t-elle tardivement quelques troupes, dont le désastre de Novare vint rendre le départ inutile. L'envoyé sarde

revint dans sa patrie, le cœur navré, pour être témoin des malheurs qui l'accablaient. Il put faire la différence entre les soi-disant amis du peuple qu'il venait de quitter, et ces nobles princes de Sardaigne couvrant de leur corps le dernier coin de terre italienne libre, et répondant à d'injurieuses propositions : « Notre race connaît le chemin de l'exil, et non point celui du déshonneur ! »

A partir de cette époque, M. Valerio s'adonna uniquement aux travaux parlementaires ; il acquit avec justice le renom d'orateur éminent. Grand, doué d'une belle et imposante physionomie, son attitude commande l'attention, et sa parole sait bientôt captiver l'intérêt.— Son discours est net, ferme et coloré, plein d'allusions et de citations heureuses, qui décèlent une profonde science historique. Il a la répartie prompte et piquante, et une grande puissance d'argumentation. — Je voudrais pouvoir citer, et j'indique au lecteur le très-remarquable rapport qu'il présenta, dans la séance du 22 avril 1858, au nom de la commission chargée de présenter un projet de loi relatif aux conspirations contre les souverains étrangers et à la modification du jury en matière de presse. — C'est un modèle du genre.

Le député de Casteggio n'a point rompu tout rapport avec le journalisme, il est encore aujourd'hui rédacteur en chef, ou plutôt directeur politique du *Diritto* (le Droit), chargé de soutenir les idées et les intérêts de la gauche.

Et maintenant je vais clore les types parlementaires par le champion unique du radicalisme dans la chambre, par le très-excentrique M. Brofferio.

Nul ne saurait dire ce que représente M. Brofferio en politique; je crois bien qu'il ne le sait pas trop lui-même. Il n'aime point Mazzini et semble parfois cependant incliner vers son *révolutionnarisme* creux et mystique. Il parlera de la souveraineté du peuple à des gens qui n'en ont que faire, et vantera la démocratie devant une chambre toute monarchique. — Pur besoin de paradoxe dont il doit rire intérieurement le premier. — M. Brofferio n'est autre chose que l'opposition incarnée; — comme le dit un écrivain, si la révolution vient un jour au pouvoir, il se fera rétrograde; sa grande affaire est d'attaquer. Il s'en tire du reste avec un rare talent, avec un esprit et une verve qui lui ont valu de curieux moments de faveur populaire, bientôt passée. Depuis 1848, il n'est pas de ministère tombé qu'il n'ait contribué à démolir pour sa bonne part.— Cette humeur frondeuse ne date pas seulement, il est vrai, des jours de l'indépendance, l'illustre écrivain et tribun l'a possédée toute sa vie.

Voici cinquante-sept ans que M. Ange Brofferio est venu au monde, dans une bourgade voisine de Turin. Reçu de bonne heure avocat au barreau de la capitale, il ne voulut point se contenter du renom que lui valurent bientôt un talent de jurisconsulte hors ligne, non moins qu'une parole brillante. Il ambitionna le genre de gloire des Paul-Louis Courier, des Béranger, et se mit à cultiver la poésie populaire satirique. Ses chansons, véritables pamphlets qui couraient manuscrits de main en main, et où bien des abus purent se reconnaître aisément, lui valurent une grande popularité, et aussi de nombreux mois de prison administra-

tive. Ecrites en dialecte piémontais, intraduisible pour un étranger, ces piquantes satires sont lues encore aujourd'hui avec plaisir, quoique le temps et les choses soient bien changés. — M. Brofferio aborda ensuite le roman et le théâtre, où il se distingua également; puis, devenu journaliste, il fut, pendant les dernières années du régime absolu, directeur du *Messagiere Torinese*. — Sa faconde railleuse ne cessait point de s'exercer de toutes les manières possibles; et il était, à lui seul, toute une opposition, notamment contre l'omnipotence cléricale, quand Charles-Albert donna le statut à son peuple.

L'avocat-journaliste, le poëte et vaudevilliste favori des Turinais, avait sa place marquée dans ce régime qu'il appelait depuis si longtemps. Les premières élections le portèrent au parlement, et la guerre de Lombardie vint tout aussitôt lui servir de prétexte pour de vives harangues patriotiques, auxquelles se mêlèrent malheureusement des déclarations de principes qui n'étaient rien moins qu'une ingratitude envers le roi, premier soldat de l'indépendance italienne. Les lauriers des agitateurs français, les succès de nos radicaux, alors au pouvoir, troublaient sans doute la belle intelligence de M. Brofferio. Il se déclara l'homme des idées démocratiques et, dans la fièvre du moment, confondant ces deux mots de démocratie et de liberté nationale, il put jeter le trouble dans bon nombre de consciences. — Que voulait-il, cependant, que prétendait-il faire? — Renverser la maison de Savoie? — Cela n'est pas croyable. Alors, à quoi bon cette agitation, ces attaques au pouvoir qui n'aboutissaient qu'à paralyser les efforts tentés pour la guerre contre l'Autriche?

— Toujours là cette détestable influence de Mazzini et de son école, dont M. Brofferio s'efforçait alors de répandre en Piémont les principes, Dieu sait au profit de qui!

Après la capitulation de Milan et l'armistice Salasco, M. Brofferio trouva l'occasion de déployer largement ses instincts. Il attaqua violemment la convention avec Radetzki et demanda la reprise immédiate des hostilités, comme si le roi et l'armée eussent cédé à autre chose qu'à la plus dure des nécessités en abandonnant la Lombardie [1]. Miné par ces discours, le cabinet Alfieri tomba, et fit place au fameux ministère démocratique, dont le premier chef, M. Gioberti, conservait seul les idées de raison et de prudence, si nécessaires au milieu de tels événements. Comme je l'ai raconté déjà, Gioberti fit la faute de dissoudre la chambre qui l'avait élevé. Dans la nouvelle chambre, composée par les soins de ses collègues et adversaires secrets, lorsqu'il voulut expliquer son plan de restauration du grand-duc de Toscane et du pape par les armes piémontaises, en remettant à une heure plus propice la guerre contre l'Autriche, M. Brofferio, se levant en furie, écrasa le célèbre abbé au nom de la souveraineté intérieure des peuples et d'une prompte revanche de

[1] Le roi Charles-Albert se plaisait souvent à faire venir, pour causer avec eux, les hommes remarquables d'opinions populaires. De retour à Turin, en octobre 1848, il envoya un jour chercher M. Brofferio. Celui-ci se répandit en amères accusations contre divers chefs de l'armée, contre les généraux de la suite du roi, et proféra même, dit-on, le mot de trahison. — Charles-Albert l'écouta en silence, et, quand M. Brofferio eut fini : — « Et pourtant ils se battaient bien ! » fit-il pour toute réponse, et avec un accent mélancolique qui semblait protester contre l'injustice des partis.

Custoza. Gioberti, vaincu et abandonné, donna sa démission. Mais, cette fois, le peuple de Turin prit parti pour lui contre l'agitateur, et M. Brofferio, rendu responsable de ce qui était en effet son œuvre, courut de graves dangers. — Il est certain que c'est à lui que le Piémont doit en partie la guerre intempestive de 1849. Que pense des suites de sa conduite le célèbre radical lui-même, aujourd'hui?

M. Brofferio est resté seul de cette phalange d'hommes politiques qui crurent, un instant, trouver la liberté et la délivrance de la patrie autrement que par la tradition monarchique. Son isolement ne l'effraye point. Il se suffit à lui-même, et continue régulièrement son opposition avec une constante imperturbabilité. On l'écoute, parce qu'il parle toujours fort bien, parce qu'il émet souvent des idées au tour neuf et ingénieux; mais sa voix reste stérile; elle ne répond au sentiment intime de pas un des assistants.

« Il faut, écrit un voyageur humoristique, il faut, dans un pays qui s'apprend aux libertés constitutionnelles, une voix qui éclate par moments comme une bombe pour réveiller le pouvoir; il faut des paradoxes mauvais pour réveiller les bons axiomes; il faut qu'un homme pense tout haut ce que d'autres pensent tout bas, pour que le bourgeois s'effraye; — le bourgeois, cet animal endormi ! — Or, Brofferio est cette bombe qui éclate, cet homme qui réveille le bourgeois... Brofferio est le grand ennemi du sommeil sarde... Voilà pourquoi il me plaît. »

J'ai gardé pour la fin deux mots sur les idées de la gauche

à l'égard de la politique extérieure du Piémont. A l'encontre du sentiment public, partagé par la grande majorité du parlement, par le pouvoir lui-même, la gauche préconise l'alliance anglaise exclusive de toute autre, et affecte de se défier de la France. — M. Valerio, passant dernièrement en revue les puissances étrangères sur lesquelles pouvait s'appuyer la Sardaigne, après un éloge pompeux de l'Angleterre, dont l'intérêt, suivant lui, est de voir un grand Etat national en Italie, pour y contrebalancer l'Autriche et la France à la fois, M. Valerio disait :

« Supposons qu'en cas de guerre européenne, nous soyons
» les alliés de la France. Qu'arrivera-t-il, en cas de succès?
» — L'Empereur actuel, imbu des traditions de son oncle,
» refera inévitablement le royaume d'Italie (*Milan, Venise,*
» *les duchés*), avec un prince napoléonien, et replacera Murat
» à Naples. — Que deviendrons-nous, ainsi que l'indépen-
» dance italienne? — Celle-là sera perdue pour de longues
» années, et nous, enfermés entre deux Etats français, nous
» tomberons de nouveau au rang d'une préfecture de l'Em-
» pire. Oh ! que l'histoire du passé nous rende prudents ! »

L'histoire du passé, monsieur Valerio, ne profite pas qu'à vous seul. — La France aussi connaît le prix de ses leçons. Elle n'ignore point que la domination française, au delà des monts, a toujours été une chose mauvaise, qui ne nous a jamais valu que des désastres, y compris le plus colossal de tous, celui de 1814. Elle sait qu'une Italie indépendante et alliée est notre unique point d'appui en Europe, tandis qu'une Italie esclave ne pourrait que diminuer nos forces et

nous exposer à de nouvelles coalitions. Enfin, elle a encore ici l'intérêt moral de la délivrance d'un peuple de notre race, barbarement traité par l'occupation germaine : — intérêt décisif dans les résolutions d'une grande nation. — Regardez à présent la conduite de l'Angleterre depuis 1814, son entente cordiale avec l'Autriche ; — étudiez le principe de la ligue qui unit si étroitement ces deux puissances, toutes deux fondées sur les dépouilles d'autrui, — et demandez-vous avec franchise si c'est de ce côté que pourra jamais venir l'indépendance de l'Italie !

XVII

Après vous avoir longuement entretenu, dans mes précédentes lettres, de la tribune piémontaise, il me reste à vous parler, monsieur, de cet autre et important élément d'action chez un peuple libre : la presse, avec les divers camps de son armée.

Avant le statut, il n'y avait point de journaux en Piémont. On ne saurait donner ce nom à d'insignifiantes feuilles, osant tout au plus entretenir leurs lecteurs de nouvelles de théâtre et de beaux-arts, et tremblant néanmoins devant la censure, comme cela se pratique encore dans les provinces soumises au « paternel » régime autrichien. Il est donc vrai de dire que le journalisme date, à Turin, des derniers jours de 1847.

Les débuts de cette presse furent brillants; bon nombre de personnages, en y faisant leurs premières armes, révélè-

rent les aptitudes qui leur ont valu la célébrité ou simplement le renom. M. de Cavour, M. Boncompagni, ministre à Florence, l'un des hommes politiques les plus remarquables du pays, se sont fait connaître par le *Risorgimento* ; M. Valerio, ainsi que plusieurs membres de la gauche et du centre, ont percé par la *Concordia* ; M. Brofferio excitait les masses au moyen de la *Voce del Deserto*. Ces trois journaux n'existent plus ; mais leurs rédacteurs, désormais acquis à la vie publique, témoignent assez de l'effet produit par eux sur le peuple, qu'ils initiaient à des idées, à des coutumes toutes nouvelles.

Comme rien n'est complétement parfait dans ce monde, l'ivraie vint se mêler au bon grain dans ce champ fertile. Quelques feuilles d'une extrême violence surgirent en 1848, et leurs déclamations ne furent point étrangères à l'intempestive reprise d'armes de Novare. Mais ces imitations françaises ne répondaient ni au bon sens, ni au caractère quelque peu froid de ce pays, et elles eurent bientôt fait leur temps,

A l'heure actuelle, la presse turinoise, fort réduite en nombre, bien que jouissant du régime le plus libéral, patronne généralement les opinions modérées. Le talent n'y est pas rare, et le patriotisme s'y montre brûlant et entier ; mais son grand mérite, à mes yeux, est de se maintenir devant l'Autriche en sentinelle vigilante de la patrie italienne, portant aux nations étrangères les hauts faits des oppresseurs, et entretenant toujours vivace à l'intérieur le sentiment de l'indépendance. C'est là le beau côté du tableau.— Pourquoi faut-il, après ces justes louanges, ajouter qu'un abus des personna-

lités, une acrimonie excessive entre confrères, un mauvais ton même quelquefois, déparent des qualités réelles et un dévouement qu'on ne saurait méconnaître?

Bien que la *Gazette piémontaise* n'appartienne au journalisme militant que par de rares, mais vigoureuses notes, sortes de déclarations diplomatiques ou de *communiqués* du cabinet, j'ouvrirai pourtant la marche par cette feuille, afin d'avoir l'occasion de parler de son directeur et rédacteur presque unique, M. Massari, publiciste qui ne saurait être passé sous silence dans ce tableau de la Presse sarde.

M. Massari, écrivain et homme politique bien connu de quiconque s'est occupé des affaires d'Italie, est un ancien député napolitain, qui a pris la naturalisation en Sardaigne. D'une excellente famille de Naples, il eut de bonne heure avec l'administration les démêlés qu'elle suscitait inévitablement à tout homme d'apparence intelligente et libérale. Il émigra, et, établi à Paris, il y vécut dans le commerce des génies italiens les plus éminents, tels que Rossi et Gioberti. Rappelé dans ses foyers par les changemens politiques de 1848, M. Massari fut élu membre de ce parlement, dont la dispute avec la royauté faillit amener la destruction de la capitale des Deux-Siciles. — Déplorable catastrophe, provoquée à la fois par les émissaires de Mazzini et par le parti rétrograde, et qui, en effrayant le roi Ferdinand, le fit rompre avec la cause italienne, et rappeler pour sa défense une excellente armée, dont la présence en Lombardie eût assurément changé l'issue de la guerre! —

C'est un immense malheur que la révolution ait retiré Naples du mouvement national. Les troupes des deux États réunis, Naples et Sardaigne, suffiraient amplement à chasser l'Autriche de l'Italie et à l'empêcher d'y rentrer jamais. Il n'y aurait nul besoin de secours étranger, et tout se passerait en famille. — Combien il est à regretter que cette entente n'ait pu s'établir, alors que l'indépendance complète voulait si peu d'efforts pour être définitivement assurée.

Avant, et même encore après les événements de mai, M. Massari, pénétré de ces vérités, ne cessa de réclamer du gouvernement de Naples l'intervention armée en Lombardie. Son rôle, pendant les deux dernières sessions que vécut l'Assemblée, fut des plus nobles et des plus patriotiques. Pris en aversion par les ministres, après la dissolution violente du parlement, il dut se réfugier à bord d'un navire anglais. Il passa en pays étranger, et publia bientôt ensuite une relation des événements de Naples pendant les deux années 1848 et 1849, qui est restée un des documents les mieux informés, de même qu'un des plus remarquables écrits de cette époque.

En Piémont, où il vint se fixer, à l'exemple de quantité de ses compatriotes, l'ex-député ne tarda pas à être apprécié suivant son mérite. Il avait déjà là de nombreuses et illustres liaisons, qui lui firent accueil. M de Cavour se l'attacha, et lui confia le poste tout de confiance de directeur du journal officiel. Les lumières de M. Massari, sa parfaite modération, son dévouement à l'Italie ainsi qu'à sa patrie

nouvelle, en font un auxiliaire précieux pour le pouvoir auquel il prête son concours.

C'est actuellement, avec le journal de l'extrême droite, que j'aborderai le vif de la question. — Laissez-moi vous présenter la fameuse *Armonia.* Pas un de vos lecteurs, assurément, qui ne connaisse le nom et les tendances de cet autre *Univers* piémontais, dont toute correspondance manque rarement de rapporter quelque haut fait.

L'Armonia della religione colla civiltà (l'Harmonie de la religion avec le progrès), fut fondée en octobre 1847. — Comme préludes du statut, qu'il ne promulgua qu'au mois de mars suivant, Charles-Albert, comprenant, à l'agitation de la Péninsule, que le moment était venu de faire connaître ses véritables sentiments, jusque-là paralysés par l'influence autrichienne, avait accordé spontanément, le 30 septembre 1847, un certain nombre de libertés, parmi lesquelles celle de la presse. — Quantité de feuilles surgirent aussitôt, et ce fut alors que M. de Cavour fonda le célèbre *Risorgimento* (la Résurrection), destiné à soutenir les idées des libéraux monarchistes, de Balbo et de Maxime d'Azeglio. — Le parti clérical-absolutiste, celui qui perdait alors le pouvoir, dont il avait fait un si triste usage, voulut, lui aussi, dans ce débordement d'expansion, avoir un organe pour défendre son passé, et, au besoin, pour reprendre pied dans les affaires. — L'*Armonia*, confiée à la plume rancunière et savamment acérée de quelques prêtres, prit naissance sous ce titre un peu vague que l'on a lu plus haut,

et qui cherchait à cadrer avec le mouvement général des esprits.

Mais, quoi que pussent faire ses créateurs, l'inspiration autrichienne, la colère mal déguisée contre les progrès de l'indépendance, ne tardèrent pas à les trahir malgré eux. Ils jetèrent bientôt le masque, et la pieuse feuille, combattant dès lors ouvertement la cause italienne, voua l'anathème à la maison de Savoie ainsi qu'à tous les défenseurs de l'indépendance, et ne craignit pas de prêcher la vassalité papalo-allemande comme l'unique moyen de salut du Piémont.

La triste issue de la campagne de Lombardie, le désastre de Novare et ses suites, vinrent fournir de beaux textes aux déclamations anti-nationales de l'*Armonia*. Ses excellents conseils firent peu d'impression cependant, et ne convertirent personne. — L'*Armonia* dut continuer *in deserto* son flux de bile et ses sinistres prédictions.

Malheureusement pour les espérances de l'Autriche et de ses dignes amis, prit alors place dans le conseil M. de Cavour. Il releva le drapeau italien, régularisa le mouvement national, et rendant au Piémont une confiance en lui-même et en la bonté de sa cause, une énergie et une résolution toutes nouvelles, il montra, plus certaines que jamais, la délivrance, la royauté sarde à Milan et à Venise. — Les colères de la feuille cléricale attestèrent suffisamment tout le succès de sa conduite.

M. de Cavour est depuis cinq ans la bête noire de l'*Armonia*. Guerre à mort a été déclarée par ce journal au premier

ministre, et l'attaque se renouvelle chaque jour, aussi virulente, aussi acharnée qu'au début. Tout est prétexte à accusations, à injures : les finances, la politique extérieure, l'administration. Pour un lecteur exclusif et convaincu de l'*Armonia*, M. de Cavour doit être le plus terrible concussionnaire, le plus grand fourbe, le plus odieux despote, et, à la fois, le plus abominable révolutionnaire qui se soit jamais vu. — Ces sottises, qui ne ménagent du reste personne, au centre et à la gauche, sont parfois plaisantes, à force de verve et de méchanceté. M. Veuillot, dans ses plus beaux jours, ne parvient pas à mieux faire. — Mais il arrive plus souvent encore que ces haines de prêtres dépassent toutes bornes permises. Elles ont eu l'honneur d'irriter un jour jusqu'au roi lui-même. — « Voilà la première fois, s'est écrié Victor-Emmanuel, que je regrette de n'être point monarque absolu, pour traiter ces gens-là comme ils le mériteraient ! »

Le directeur nominal de l'*Armonia* est un vieux gentilhomme, d'une ancienne famille militaire, le marquis Birago del Vische. Longtemps diplomate, et connu pour ses succès de divers genres dans le monde élégant, M. Birago a jugé bon de faire son salut en consacrant ses derniers jours à des œuvres pies. Il a recueilli l'*Armonia* dans un rez-de-chaussée de son magnifique palais de la rue *Vanchiglia*, et, sur l'énorme revenu que son genre de vie peu dispendieux n'entame guère, il fournit à la feuille ultramontaine de quoi parer au déficit de son budget. Peut-être le sentiment encore tout mondain de jouer un rôle, de compter en politique, entre-t-il aussi, le malin esprit aidant, dans les pieux sacri-

fiees du marquis. — L'*Armonia* avait réussi, aux dernières élections générales, à en faire un député ; malheureusement, cette nomination fut annulée par la chambre, en compagnie de douze autres, pour excès de zèle de certains curés, un peu trop *harmonistes* ; et lors d'une nouvelle épreuve, au mois de juillet passé, le collége de Strambino donna définitivement tort au pauvre marquis, dont ses saints amis auront, je le crains fort, bien de la peine à faire quelque chose.

Même lamentable insuccès, dans le même cas, a frappé don Margotti, rédacteur en chef et véritable directeur du journal. — Jugez des terribles bordées, du feu de toutes pièces qu'essuie depuis lors le ministère! — C'est une rage d'un côté, un dédain de l'autre, splendides tous deux.

L'abbé Margotti, originaire de San-Remo, dans la province de Gênes, pays des exaltés et des turbulents par excellence, sortait du séminaire, quand, en 1846, le choix de ses supérieurs ecclésiastiques lui ouvrit les portes de l'institut sacré de Superga, école de hautes études théologiques, fondée par Charles-Albert, et installée dans les bâtiments de cette église, dernière demeure des rois de Sardaigne, où le vaillant soldat de l'indépendance repose aujourd'hui. Le jeune prêtre y témoigna d'une certaine supériorité intellectuelle, d'un goût marqué pour la controverse ; si bien que, moins de deux ans après, désigné à l'attention du parti rétrograde, il faisait ses premières armes dans l'*Armonia*, à laquelle il n'a point cessé d'appartenir depuis lors.

Don Margotti est en ce moment le champion aux « reins

coints pour la lutte, » le Samson des cléricaux. Il traduit leurs passions, leurs désirs et leurs colères, avec une habileté extrême et une grande facilité de style. Il faut lui reconnaître un véritable talent d'ironie. Toujours sur la brèche, il se bat à la fois avec tous les journaux de toutes les nuances, et ne reste jamais à court d'arguments ni d'invectives. — Malheur à qui lui prête le flanc, ne fût-ce que pendant une seconde ! Il est aussitôt découvert, et impitoyablement exécuté.

Un certain nombre de prêtres dont les noms ne sont point connus, grâce à l'absence de loi sur la signature, composent, sous les ordres de don Margotti, le personnel des rédacteurs ordinaires. — La plupart doivent avoir assez longuement vécu sous le régime despotique et goûté ses fructueux abus, car, à leur acrimonie envers les hommes et les choses du jour, à leur douleur en parlant d'un passé trop heureux, on reconnaît facilement des ambitieux désappointés, ou des égoïstes débusqués de quelque grasse sinécure.

A son ancienne devise ultramontaine : *Ubi Petrus, ibi Ecclesia*, — l'*Armonia*, ne trouvant pas encore son allure assez agressive, a ajouté tout récemment comme épigraphe, en tête de ses numéros, cette phrase de saint François de Sales : « *Il ne faut pas, sous prétexte d'éviter le vice de la médisance, favoriser ni cacher les vices d'autrui ; on doit dire* FRANCHEMENT *et* RONDEMENT *mal du mal et blâmer ce qui mérite le blâme... Les ennemis de Dieu et de son Église doivent être voués à l'infamie par tous les moyens... C'est la véritable charité de crier* AU LOUP *quand il est dans le troupeau.* »

Certes, le doux et bon évêque, écrivant, dans son *Introduction à la Vie dévote*, des pratiques ascétiques propres aux couvents, ne se doutait guère du singulier usage que l'on ferait un jour de sa parole. — Le *loup* ici, on le comprend sans peine, c'est le comte de Cavour; les *ennemis de Dieu et de son Église*, ce sont tous ces impies italiens qui ne veulent chez eux ni l'oppression cléricale ni l'oppression étrangère. — C'est désormais au nom de saint François de Sales que l'*Armonia* les voue à l'infamie, et Dieu sait avec quel bonheur elle s'acquitte de cette évangélique mission.

Comment trouvez-vous toutes ces choses saintes, — Dieu, la religion, les évêques, — mises en avant pour couvrir de misérables rancunes, des inimitiés politiques, des avidités déçues? — Vous reconnaissez bien ce parti, n'est-ce pas, qui, là comme ailleurs, sous le masque du détachement des choses de ce monde, aspire à commander sans rival, à faire tout plier sous une suprématie mystique qui ne tient compte ni de l'intelligence, ni même du rang, et qui courbe durement devant un être souvent ignare et grossier les premiers de l'État!

Et voyez un peu ce qu'on doit partout attendre de ces gens, — leur audace, leur manière de comprendre le patriotisme! — L'Autriche est l'ennemie avérée, non-seulement du Piémont, mais encore de sa race royale. Une haine mortelle divise les deux peuples, de même que les deux maisons régnantes. Les gens de l'*Armonia* ne le savent que trop Eh bien, à la face de leur pays, devant leur légitime souverain, ils ne craignent point de déclarer hautement et sans relâche leur amour de l'Autriche, leurs vœux pour son triomphe, leur

soif de revenir à cet odieux régime que Vienne maintient par l'échafaud et le canon braqué dans les rues, de l'autre côté du Tessin, et que Metternich imposait jadis autant qu'il lui était possible au Piémont !

J'eus, au mois de juillet dernier, une affaire avec le journal de M. Margotti. A la suite d'une lettre insérée d'assez mauvais gré, et dans laquelle je témoignais mon indignation de ses sympathies dénaturées, la rédaction ajouta une longue réponse qui se terminait par cette phrase : « *La domination autrichienne, suivant toutes les apparences actuelles, est pour les Italiens* (le Piémont compris, bien entendu), UNE INÉVITABLE NÉCESSITÉ. *L'idée de la secouer est la plus fantastique et la plus absurde qu'un fou même puisse concevoir* ! ! ! »

Je ne confonds nullement, notez bien, la cause du clergé en général, qui s'est montré toujours très-italien, avec celle de ces gens-là, qui essayent, mais sans succès, de compromettre l'Eglise, dont ils ne représentent que la mauvaise et très-minime partie.

Pauvre *Armonia!* qui s'évertue à présenter les Autrichiens comme l'unique espoir du parti conservateur en Italie, et qui ne sait pas sans doute que Balbo a dit d'eux : — « Le nom même de conservateurs qu'ils prennent est factice et mensonger. Ils ne sont, ils ne peuvent être tels, ou, s'ils le sont, c'est à leur détriment. S'ils conservent les lois, les usages, les fêtes publiques, les noms, la langue, quoi que ce soit de la patrie, ils font erreur contre eux-mêmes et contre leur domination ; ils ne peuvent conserver à la fois eux et la nationalité, choses antipathiques ; ils ne peuvent être de bonne foi conservateurs ! »

Après l'*Armonia*, et dans le même ordre d'idées, vient un obscur satellite de la feuille autrichienne : *Il Campanile* (le Clocher), qui n'a pas même, comme son modèle, l'aisance du style, pour faire passer ses tristes idées.

Dans un camp tout divers, voici l'*Opinione*, journal semi-officiel, au dire de beaucoup de gens, et qui passe pour l'un des plus importants organes et des plus répandus de la presse turinoise. C'est à peu près notre *Constitutionnel*. Cette feuille tire à 7,000 exemplaires, chiffre considérable, si l'on songe que presque tout reste en Piémont, les frontières des autres Etats italiens lui étant fermées, ainsi, du reste, qu'à presque toutes les autres publications périodiques sardes, l'*Armonia*, exceptée, naturellement. — Fondée en 1847, l'*Opinione* appartint, dès son début, au parti de l'indépendance. — En 1848, elle avait pour directeur un célèbre patriote piémontais, le marquis de Montezemolo, aujourd'hui sénateur. — Et puisque l'occasion se présente, je vais réparer ici l'involontaire oubli que j'ai fait de ce personnage dans ma revue du sénat.

Maxime Cordero de Montezemolo est né en 1807, à Mondovi. Ses opinions politiques lui valurent en 1831 d'être compris dans les persécutions qui frappaient tout individu dénoncé pour idées libérales, et qui s'arrêtaient, à grand'-peine, au roi, suspect lui-même. — Le jeune patricien dut quitter le royaume, et, curieux de la carrière militaire, il s'enrôla comme soldat dans la légion étrangère au service de Belgique. Après la prise d'Anvers, il passa en Portugal pour courir de nouvelles aventures. — Rentré dans sa

patrie avec le consentement de Charles-Albert, le marquis de Montezemolo fonda à Turin un journal scientifique et littéraire, le *Subalpin*, qui, après deux ans de lutte, succomba sous le mauvais vouloir de l'administration rétrograde—autrichienne. Son directeur passa en Toscane, et prit part aux divers congrès où, sous le manteau de la science, l'idée italienne se faisait jour peu à peu.

En 1848, les électeurs de Garessio l'envoyèrent au parlement sarde. Ce fut alors que, pendant plusieurs mois, il dirigea l'*Opinione*, qu'il avait placée au premier rang des journaux de l'indépendance. Pendant le même temps, le cabinet sarde l'envoya à Milan en qualité de commissaire royal, et il y resta avec ce titre jusqu'au triste jour de la capitulation. — Giobertì, qui l'estimait singulièrement, envoya **M.** de Montezemolo à Gaëte, auprès du pape Pie IX, lui offrir l'hospitalité de la Sardaigne, ainsi que les armes du roi pour le rétablir à Rome, afin d'éviter ainsi la funeste intervention autrichienne. Mais le pape était déjà trop circonvenu; et d'ailleurs, la diplomatie étrangère, redoutant les effets d'un accord entre les divers princes italiens, lui déconseillait vivement ce parti. Les efforts du marquis n'aboutirent donc à aucun résultat. — M. de Montezemolo a été fait sénateur en 1851. C'est un homme de grands talents, et Italien des pieds à la tête.

Je reviens à l'*Opinione*. — En 1849, ce journal, patroné par une société de nobles lombards, eut, si je ne me trompe, pour rédacteur en chef M. Bianchi Giovini, également réfugié, publiciste fameux, et qui fit dans ses colonnes une

guerre acharnée à l'Autriche, ainsi qu'à ses partisans piémontais. — Depuis lors, l'*Opinione* passa en diverses mains. — Aujourd'hui, cette feuille représente les idées des deux centres fusionnés, en inclinant peut-être un peu plus à droite qu'à gauche, et elle soutient avec énergie et talent le pouvoir du comte de Cavour.

Les rédacteurs principaux de l'*Opinione* sont : M. Dina, jeune économiste de grand mérite, polémiste brillant et verveux ; M. le marquis Peverelli, Lombard réfugié, qui taille là de vigoureuses croupières aux hommes d'État de Vienne, et enfin M. Tibaldi.

La *Staffetta*, organe d'une portée et d'un intérêt moindres, rédigé dans le même esprit, sert d'aide de camp à l'*Opinione*. — La propriété des deux journaux appartient, je crois, à une société unique. — C'est tout comme à Paris, pour deux feuilles bien connues.

XVIII

Je reprends cette revue de la presse par l'*Indipendente*, un des bons journaux de Turin. — L'*Indipendente* date de deux années seulement. Il a dû sa création en partie au comte Charles Alfieri, et, comme son ancien patron, il est moitié conservateur, moitié ministériel, sans se trouver précisément engagé avec aucun des deux partis. — M. Alfieri, devenu député, aurait, dit-on, renoncé depuis lors à toute intervention dans la marche de cette feuille. Il est certain qu'il n'y continue plus sa collaboration ostensible d'autrefois.

L'*Indipendente* a pour rédacteur en chef le docteur Pierre Castiglione, émigré lombard, aimable et sympathique jeune homme. — C'est un journal bien fait et intéressant, bien renseigné comme correspondances.

Si mes informations ne me trompent point, MM. Ratazzi et Depretis seraient les commanditaires d'*il Patriota* (le Patriote), organe des ministériels progressistes, et qui poursuit la fusion en un seul groupe des diverses fractions du parti libéral, au profit de la politique gouvernementale actuelle. Le *Patriote* est considéré comme Moniteur du centre gauche, et les inspirations dont on le gratifie, à tort ou à raison, lui donnent une certaine importance. — M. Gazzoletti, littérateur distingué, de Trieste ; M. Colombo, Lombard, composent la rédaction politique du *Patriote*.

Si je vous cite deux ou trois noms au plus par journal, c'est qu'en réalité il ne s'y rencontre pas davantage de rédacteurs sérieux. La presse n'est pas riche à Turin, et la partie littéraire se trouve le plus souvent faite par des écrivains amateurs qu'on ne connait guère. Le format, étant juste de la moitié de nos feuilles parisiennes, arrive bien vite à se remplir avec les correspondances, les nouvelles étrangères habituellement coupées et traduites du français ; il ne reste donc que l'article de fond, écrit par chacun à son tour. — Vous voyez que nos confrères piémontais, quoique peu nombreux, ne succombent pas encore à la besogne.

Ainsi, voici M. Bianchi-Giovini, qui fait l'*Unione* (l'Union) à lui tout seul, ou bien peu s'en faut, sans paraître trop fatigué de cette tâche. Il est vrai que ce vétéran de la presse possède une singulière aisance de plume, et que la passion lui prête des forces, quand l'étape peut paraître longue.

M. Bianchi-Giovini, homme de grand talent, s'est créé une spécialité originale parmi ses confrères. Il en veut aux prêtres, autant que l'*Armonia* à M. de Cavour, — jugez du

peu ! — Au seul nom de *clergé*, M. Bianchi-Giovini sent la bile lui monter à la gorge. Il court à son écritoire, et lance un foudroyant article, proposant quelque nouvelle mesure contre l'Église. — Il se délecte à relever les abus de tous genres du gouvernement pontifical, comme il est aujourd'hui constitué. — Enfin, il ne dédaigne même point de se livrer à d'arides controverses religieuses, pour les besoins desquelles il a étudié et compulsé je ne sais combien de philosophes allemands, dans l'unique but de guerroyer contre les prêtres. — Les condamnations judiciaires, la prison qu'il subit juste en ce moment, n'arrêtent point cet infatigable démolisseur. — On est accoutumé à ces sorties du rédacteur de l'*Unione*. — C'est sa fantaisie ; et les lecteurs de ce journal y recherchent de bons articles politiques, ainsi qu'une vigoureuse polémique anti-autrichienne ; M. Bianchi-Giovini est un Lombard, auteur de travaux fort estimés sur la domination étrangère dans son pays. — Ses œuvres sont nombreuses, et toutes fort recherchées. Il jouit d'une grande popularité en Piémont, pour ses sentiments patriotiques et son dévouement à la cause italienne.

Les émigrés milanais abondent dans la presse, comme vous aurez pu le remarquer. C'est encore un d'eux, M. Nicoli, qui dirige l'*Espero*, journal de transition, assez cavourien. Ces braves Lombards trouvent là le moyen de faire encore la guerre à l'oppresseur de leur patrie, et ils ne s'y épargnent point !

Me voici arrivé à l'organe de l'extrême gauche et de l'opposition, *il Diritto* (le Droit). — En mettant à part le

point de vue politique, duquel j'ai déjà dit, à propos de la chambre, ce que je pensais, je dois convenir que c'est une excellente feuille, honnêtement dirigée, et d'une manière très-intelligente ainsi que très-digne. — J'y ai souvent lu des articles de fond de premier mérite. — Si l'on se rappelle qu'en parlant de M. Valerio, j'ai noté qu'il était l'inspirateur politique du *Droit*, cela ne surprendra personne. — Le *Droit* marche dans sa cinquième année d'existence; son succès, désormais assuré, garantit l'avenir. Il a une rédaction forte et sérieuse. Après M. Valerio, se présente l'homme principal, M. Marazio, qui *fait* le journal. M. Costa, député, est chargé des questions d'économie politique; le colonel napolitain Mezza-Capo traite avec beaucoup de talent de l'art militaire et de l'histoire. — Puis, viennent les collaborateurs innommés apportant chacun leur pierre à l'œuvre commune.

Un dernier nom figure sur ma liste de journaux politiques : la *Gazzetta del Popolo* (la Gazette du peuple), petite feuille à un sou, très-répandue à cause de la modicité de son prix, et de date déjà assez ancienne. Ses rédacteurs actuels sont deux jeunes députés, MM. Bottero et Borella. — On m'a prétendu que les sympathies de la *Gazzetta del popolo* étaient acquises au parti mazzinien. Pour mon compte, je n'ai rien constaté de semblable dans les numéros de ce journal qui me sont tombés sous la main. Et, franchement, je ne vois pas quelles chances auraient, dans les États de Victor-Emmanuel II, des aspirations de ce genre. — Ce serait à la fois ingratitude et peine perdue.

Je n'ai qu'un recueil périodique à citer : la *Rivista contemporanea*, qui se publie mensuellement. — C'est une œuvre très-estimée, et à laquelle collaborent d'éminents écrivains, tels que Mamiani. — Zini, — Tommaseo, — Camerini, — Guerrazzi, etc. — J'y ai lu de remarquables articles de M. Charles Alfieri, le jeune député qu'on a vu cité plus haut. — Le directeur de cette revue, M. Cesari, n'épargne aucun effort pour la placer au rang des meilleures publications de ce genre.

Turin possède aussi un *Charivari* qui, souvent, ne le cède en rien au nôtre, sous le rapport artistique. Il a nom le *Fischietto* (le Sifflet.) — Il s'y trouve, à certains jours, des charges dignes de Daumier. — Ses caricatures politiques, étalées aux boutiques des marchands de journaux, font ma joie et celle des braves badauds d'ici, à la promenade d'après déjeuner, sous les portiques de la rue du Pô. — Elles n'épargnent personne, pas même les ministres, le comte de Cavour en tête, auquel on a trouvé une physionomie impayable; mais c'est surtout envers les gens de l'*Armonia* et les Autrichiens que le *Fischietto* se distingue. Il y a parfois de quoi se tordre de rire. Tout cela est d'une parfaite vérité drôlatique, et ne serait pas mieux saisi par un Parisien. — MM. Redendi, Virginio et Tega, dessinateurs de cette feuille satirique, sont, dans leur genre, de très-excellents artistes qui feraient fortune à Paris, même à côté de Cham, de Daumier et de Gavarni.

Le directeur du *Fischietto* est un nommé M. Picchetti, ancien officier de l'armée, qui sait donner au texte de son recueil le même intérêt amusant qu'offre la troisième page.

Il y a bien peu de villes de province qui ne se passent le luxe d'un journal. — Nice en a trois, dont deux en langue française, l'*Avenir* et la *Terre promise*, et le troisième en italien, *il Nizzardo*. — Alexandrie en a deux, l'*Avvisatore*, — *il Riscatto*. — Casal possède une feuille, *il Tempo*, fort bien rédigée. — Pignerol a le *Alpi Cozie* et la *Tribuna*, tous deux bien faits. — Cuneo a la *Sentinella delle Alpi*, recherchée pour ses correspondances de Turin. — Enfin, pour abréger une trop longue liste, la toute petite ville de Tortona voit se publier TROIS journaux : l'*Osservatore Tortonose*, qui ne sait ce qu'il veut ; — *il Vaticano*, dans le goût de l'*Armonia* ; — et enfin l'*Ossone*, qui est bien le plus merveilleux soporifique que l'on puisse s'administrer.

A Gênes, à part d'insignifiantes feuilles locales, le *Corriere mercantile* (Courrier marchand), occupe maintenant tout seul le pavé, par le tardif trépas de l'*Italia del popolo*. — L'importance du *Courrier* consiste dans les nouvelles et correspondances qu'il reçoit le premier, des divers États italiens, par la facilité des communications. — Quant à ses opinions, elles se règlent sur ce que pense la Bourse. — Les négociants de Gênes sont-ils contents ? le *Courrier* chante les louanges du ministère. — Les figures s'assombrissent-elles ? le *Courrier* lance quelque virulente sortie d'opposition. — Et le Génois, qui trouve dans ses colonnes le reflet exact de ses propres idées, pense naturellement que son journal est le plus intelligent du monde.

Il y a à peine deux mois que se publiait encore à Gênes l'*Italia del popolo*, moniteur de Mazzini dans sa ville natale. — Elle est morte à la peine, cette pauvre *Italia del*

popolo; morte après avoir absorbé plus d'or anglais qu'on ne pourrait jamais le croire.

Je me suis bien souvent demandé pourquoi, dans tous les mouvements, dans toutes les intrigues révolutionnaires de la Péninsule, il y a toujours, au fond, l'or et l'aide anglais? — On s'explique encore que la *perfide Albion*, qui veut, depuis si longtemps, voler la Sicile au roi de Naples, favorise toute conspiration contre ce prince. — Mais le roi de Sardaigne, que diable a-t-il pu faire aux Anglais, pour que des miss quelconques viennent chercher à insurger Gênes, comme cela a lieu à peu près une fois par an?

Tant est-il que, cette fois, les banquiers ordinaires de Mazzini se sont lassés de payer toujours, sans que le Piémont eût le moins du monde l'air de se soulever et de faire des barricades. Ils ont serré les cordons du sac, et l'organe du comité de Londres a aussitôt trépassé. — Que l'indifférence publique lui soit légère!

Deux mots maintenant, pour finir, sur la presse de Savoie. — Il se publie trois journaux à Chambéry, en français, bien entendu. — La Savoie, je l'ai déjà raconté, est surtout conservatrice. Le *Courrier des Alpes*, feuille monarchique et religieuse, rédigée par un écrivain de talent, M. Charles Bertier, a donc incontestablement le pas sur ses deux confrères. — Un journal ministériel, la *Gazette de Savoie*, défend la politique de M. de Cavour, et trouve son public dans les villes presque exclusivement ; les châteaux, les presbytères et les mairies appartenant au *Courrier*. — La troisième feuille, le *Progrès*, essaye d'introduire les idées dé-

mocratiques dans ce pays par excellence de la liberté individuelle, mais aussi de la tradition, du respect des droits et des rangs. — Il perd à peu près son temps. — Les gens de Savoie se trouvent suffisamment indépendants comme cela; ils aiment leur maison royale, respectent leurs prêtres, aussi naïfs et aussi pauvres qu'eux; et le résultat, chez nous, des doctrines révolutionnaires, ne leur donne en aucune façon l'envie d'en passer chez eux à la pratique de ces mêmes idées.

Mais à propos du *Progrès*, voici un fragment emprunté au feuilleton du lundi de la *Presse*, où il se trouve justement en cause. — Mon honorable et spirituel confrère, M. Frédéric Thomas, a visité la Savoie cet automne, et, dans une visite au tribunal de Chambéry, il a noté l'incident.

« Cette fois, il s'agit d'un délit de presse. Le journal *le Progrès* est traduit en justice par Mme de Solms, se portant partie civile, et qui demande compte au journal d'un refus d'insertion.

» J. J. Rey, un des directeurs politiques du *Progrès*, plaide pour sa feuille. L'huissier appelle le gérant, qui ne paraît pas. L'avocat, impatienté, cherche des yeux son client dans la salle, et dit tout haut :

» Mais où est-il donc, cet animal ?

» Ne confondez pas : cet *animal*, c'est le gérant du *Progrès*, c'est le signataire responsable du journal de M. J. J. Rey,

c'est le client de notre avocat *spectable*, et c'est son défenseur qui l'appelle *animal*.

» Cela suffit pour vous donner une idée exacte de la position sociale des gérants savoisiens. Jamais, sous les lois françaises, cette *fiction* du gérant n'a habité *un palais plus diaphane*. Le gérant est ici un homme de peine et de paille, qui gagne trente sous par jour quand il est dehors et trois francs quand il est dedans. Cette double paye lui fait désirer la prison plus ardemment que d'autres ne souhaitent leur liberté; mais les temps sont durs et les tribunaux indulgents; aussi le gérant se plaint-il que les rédacteurs et les juges s'entendent, les uns pour ne pas assez le compromettre, et les autres pour ne jamais le punir.

» Le gérant du *Progrès* n'était pas fait pour déroger à cette loi commune. L'*animal* paraît enfin. C'est un petit homme maigre, trapu, un peu boiteux, hérissé de moustaches qui ne laissent voir à travers leurs broussailles que des yeux assez vifs abrités sous la visière d'une casquette.

» Le président l'interroge. Il lui demande s'il est le gérant du *Progrès*. Le magistrat se garde bien de lui demander aussi s'il est l'auteur de l'article, tant la mine et le maintien du prévenu excluent cette supposition

» Le gérant s'assied sur le banc que vous savez, et le combat commence entre MM. les avocats *spectables* Berthier et J. J. Rey.

» Le pauvre gérant a l'air de trouver qu'on le défend trop bien : il entrevoit avec chagrin qu'il va être acquitté. Aussi se réjouit-il quand son adversaire, Me Berthier, l'attaque de nouveau dans une vive réplique.

» Mais, hélas! rien n'y fait. L'infortuné gérant n'obtiendra pas sa prison encore de cette fois; il restera avec ses trente sous quotidiens; aussi il faut voir avec quel geste de désespoir il se couvre de sa casquette en quittant le palais.»

XIX

Il y a ici une classe fort intéressante de gens, de laquelle il me fallait, une fois ou l'autre, vous entretenir, car elle exerce une grande influence, tant par le nombre que par l'importance personnelle de la plupart de ses membres. — C'est l'énorme agglomération d'émigrés des divers pays italiens auxquels le Piémont prête une généreuse et fraternelle hospitalité. — Ils comptent au moins pour un sixième dans la population de la capitale et font ainsi presque un autre Etat dans l'Etat.

On ne se rend peut-être pas suffisamment compte de l'importance de ce fait au point de vue de l'avenir de l'Italie, et pourtant son influence sera décisive un jour. Tous ces réfugiés, liés aujourd'hui au Piémont par la reconnaissance, et, qui plus est, ayant vécu de sa vie, modifié peu à peu leurs idées au contact des siennes, adopté ses

haines comme ses amitiés, tous ces hommes sont, pour la plupart, l'élément vivace et énergique des contrées qu'ils ont abandonnées et où le premier événement heureux les renverra.

Je l'ai déjà dit, il me semble, je ne crois pas à l'unité italienne dans ce siècle. Cette majestueuse et réparatrice idée m'a longtemps séduit ; elle me transporte encore parfois, quand nos beaux rêves d'il y a dix ans passent devant mes yeux et font battre mon cœur ; mais la froide réalité reparaît bientôt, et, en considérant les impossibilités actuelles, force m'est bien de revenir à l'unique solution qu'il nous sera donné, à nous autres, de voir, quand Dieu fera enfin justice.

Cette solution, on la connaît, je l'ai expliquée précédemment. — L'Italie forme une espèce de botte, dont le Piémont, le Lombard-Vénitien, les duchés et la Toscane sont la tige; — Rome, la cheville, — le royaume de Naples, le pied. — Quand cessera la monstrueuse domination autrichienne, sa chute entraînera nécessairement aussitôt celle des gouvernements vassaux des duchés et de la Toscane. — Ceci ne saurait faire pour personne le moindre doute. Les légations elles-mêmes, Ferrare, Bologne surtout, qui confinent aux duchés, n'attendent que l'heure de se débarrasser de ces autorités pontificales, qui les laissent si bien dévorer aux Allemands et aux voleurs. — Ce jour-là, la Haute-Italie, toute la tige de la botte, libre de son sort, se trouvera maîtresse de constituer un seul et redoutable Etat, auquel la papauté, gardienne de Rome, servira de

trait d'union avec le royaume de Naples, formant lui-même une masse compacte de douze millions de sujets.

La même situation, ou à peu près, se présentait en avril et mai 1848, alors que les soldats de Radetzki, battus à plate couture par les Milanais, étaient allés cacher leur honte au fond des forteresses, dont ils ne semblaient plus devoir sortir que par capitulation. — La possibilité d'un retour inoffensif du vieux maréchal semblait alors la moindre chose à craindre. — On se livrait, sans mélange d'autre sentiment, à l'ivresse du triomphe. — Il fallut cependant songer à l'avenir politique du pays. Dans le Lombard-Vénitien, le vœu de l'immense majorité, comme on le vit bientôt, était pour l'immédiate union au Piémont. Les duchés, eux, se donnèrent de suite, sans débats, tant ils avaient hâte de cesser d'être de microscopiques et ridicules États, affreusement mal gouvernés. La Toscane, sans tenir aucunement à sa dynastie autrichienne, croyait encore possible une existence séparée, et l'esprit municipal, excité par les factions, sans tenir compte des nécessités de la grande cause italienne, refusait d'abaisser Florence devant Turin ou Milan, et de devenir simple province, après avoir été royaume.

Dans le plus important territoire, le Lombard-Vénitien, mille maladresses particulières, mille déplorables faits isolés vinrent paralyser la volonté générale. — Transportés par l'enthousiasme de la tradition, les gouvernants *provisoires* vénitiens proclament la république dans la ville des doges, ce qui fait les provinces croire à un mouvement séparatiste de Milan et du Piémont, et est cause qu'elles se donnent, comme protestation contraire, des administrations locales

indépendantes, qui divisent bientôt les ressources et les forces de la défense, devant les nouvelles armées débouchant de l'Allemagne. A Milan, les radicaux, excités par Mazzini, luttent contre l'annexion immédiate à la Sardaigne, et répandent, contre les braves soldats royaux, contre Charles-Albert, d'odieuses calomnies, d'autant mieux calculées pour faire effet sur la bourgeoisie et sur le peuple, que la politique autrichienne, par les entraves posées aux communications, a empêché jusque-là ces deux voisins de se fréquenter et de se connaître. Sous la pression de ces hommes, le gouvernement provisoire de Lombardie, obligé, par le cri unanime, d'aider le roi en campagne, s'en acquitte si inintelligemment que ce manque de concours amène la déroute de l'armée piémontaise. — Le détail des hésitations, des méfiances, des tâtonnements de chacun, à cette époque, malgré le bon vouloir général, remplirait des volumes. On en sait la triste issue.

Aujourd'hui, voyez, l'instant venu, ce que produira le séjour dans les États sardes de toute cette émigration que je vous signale, le mouvement d'allants et de venants, de réfugiés moins compromis retournant chez eux, l'arrivée journalière de nouveaux proscrits? — Il n'y a pas une famille de la noblesse et de la bourgeoisie lombardo-vénitienne qui ne compte un de ses membres en Piémont, et d'ordinaire le plus décidé, le plus remuant. — La Toscane, les duchés, Naples enfin, ont à Turin et à Gênes la plus grande partie de leurs hommes politiques de 1848, tous gens d'action et en nombre considérable.

Il est hors de conteste que ces milliers de proscrits ont dû

voir s'opérer de singulières modifications dans leurs idées, depuis dix années, ou même moins, suivant la date de leur exil. — Toutes ces opinions fausses ou malveillantes qu'ils pouvaient subir jadis, par ignorance, par l'effet d'une propagande scélérate, ou par suite d'amour-propre municipal, leur paraissent assurément aujourd'hui autant de mauvais songes dissipés. — Ils touchent la vérité de la main, ils voient à l'œuvre tous les jours ce peuple et cette dynastie qui les sauveront, qui, en attendant, leur assurent un asile paisible et honoré sur une terre italienne; ils sont à même de juger des sublimes efforts du passé, ainsi que de ceux auxquels on s'apprête pour la patrie commune; — comment tromper ces gens-là désormais, à moins qu'ils n'y consentent volontairement?

Ne vous semble-t-il donc point que le jour où tous ces hommes de cœur et d'intelligence rentreront dans leurs foyers libres, tant de choses qui semblent si difficiles aujourd'hui, se trouveront faites naturellement : l'union politique immédiate de la Haute-Italie, la pacification de Rome, l'alliance nationale et intime des maisons de Naples et de Savoie? — Allez! l'expérience a porté ses fruits. — Vous ne savez pas que tous ces émigrés, dont bon nombre peut-être criaient jadis anathème au père, aiment le fils, Victor-Emmanuel, plus passionnément encore que ne le font ses anciens sujets. Vous ne savez pas que, dans le Lombard-Vénitien surtout, en Toscane, dans les duchés, dans les légations, on dit *le roi*, on parle de ce qui se passe à Turin, absolument de la même façon que nous autres Français nous pou-

vons parler de Paris et de notre gouvernement. — Ce qui était autrefois une tendance se trouve aujourd'hui un fait normal et régulier. — Si, d'une part, tous les pays que je viens de vous citer n'aspirent uniquement qu'à se trouver enfin ensemble, à vivre de la même vie sous leur souverain d'élection ; d'un autre côté, l'émigration napolitaine, revenant chez elle, changera forcément et d'une bien rapide façon les rapports entre la haute et la basse Italie. — Ces personnages politiques, associés tôt ou tard aux affaires, seront le meilleur gage de cette bonne entente qui doit relever et maintenir la Péninsule au premier rang des nations, en réunissant ses forces en un seul faisceau contre l'étranger. — Avec les cent cinquante mille soldats de Naples, les deux cent mille qu'aura la Haute-Italie, avec la superbe marine que peut établir un peuple ayant des ports comme Gênes, Venise, Livourne, Naples, Palerme et Messine, qui oserait tenter chez lui de nouvelles invasions ? — Ce ne sera toujours pas l'Autriche, alors tombée bien bas, et à laquelle l'Italie pourra rendre avec usure ce dédain moqueur dont les Allemands l'accablent depuis si longtemps.

Pour moi, je découvre clairement le doigt de Dieu dans ces proscriptions en masse dont le cabinet de Vienne donna l'exemple et le conseil aux autres gouvernements italiens.— Ce ne sont point de vaines phrases, des mots plus ou moins sonores que je viens étaler ici. — C'est le témoignage d'un homme qui, soldat de l'indépendance aux époques confuses de 1848 et 1849, n'a pas cessé un seul jour, depuis lors, de suivre attentivement l'état des choses en Italie, de se

tenir pas à pas au courant de la marche de ces saisissantes questions. — Depuis dix ans, j'ai revu, à diverses fois, ces mêmes provinces et ces mêmes hommes, dont j'avais jadis déploré le défaut d'entente, l'inintelligence politique, les hésitations stupides entre le sentiment et l'action. —Quand on connaît l'asphyxiant régime qu'ils venaient de subir trente ans, on ne peut guère, il est vrai, leur en vouloir ! — Eh bien ! je ne saurais dire ce que j'ai ressenti, dans mes derniers voyages, à l'aspect des transformations opérées. — « Ah ! *nos* Piémontais, me disait-on à Milan et à Venise, quels braves gens! quand viendront-ils donc? Comme nous avons tous hâte de leur prouver notre reconnaissance, de leur montrer que la lumière s'est faite à nos yeux ! » — Et les réfugiés de Turin, quel enthousiasme ! quel dévouement au roi ! quelle unité dans les vues et dans le plan de conduite pour l'avenir!—Je suis encore tout ému par souvenir en vous en écrivant.

Pendant les deux seules années 1848 et 1849, plus de *quarante mille* propriétaires du Lombard-Vénitien, fuyant les horribles excès de la soldatesque allemande [1], trouvè-

[1] Voir mon livre *les Autrichiens et l'Italie*, écrit en entier sur des pièces et docnments officiels.

Voici un fait parvenu à ma connaissauce depuis la publication de ce travail. Il donne la mesure des sentiments du « régime paternel » envers ses sujets italiens.

Le comte Jean Gritti, chef d'une des familles historiques de Venise, prit part, comme tous ses compatriotes, à l'héroïque défense de la cité des doges, pendant les années 1848 et 1849. — Mis en relief par son grand nom, à la rentrée des Autrichiens, il fut nominalement compris sur les listes de proscription, et obligé de fuir à l'étranger. Il vint à Paris, qu'il habite encore actuellement.

rent un asile dans les États sardes. — Non-seulement ces malheureux se voyaient frappés d'impôts forcés, au point de n'avoir plus de quoi vivre, mais encore ils étaient mis à

L'administration autrichienne s'empara *naturellement* de toute la fortune de l'émigré. Comme il laissait derrière lui, à Venise, une femme et de nombreux enfants, force fut cependant de donner à ceux-ci, sur les biens séquestrés, une pension alimentaire, calculée de telle sorte, qu'en vivant même moins bien que des artisans, il était impossible de faire la plus mince épargne pour le père proscrit.

Mais l'odieux, l'infâme, le voici :

La comtesse, voulant rejoindre son mari, adressait demandes sur demandes au gouvernement pour obtenir un passe-port, sans lequel il lui était impossible de sortir des Etats, et même de Venise. Pendant cinq années, elle sollicita inutilement, et dut s'abstenir, de guerre lasse. — On répondait à ses prières instantes ces propres paroles : « *Si vous allez en France, comme vous avez un certain revenu, votre mari en profitera, ne fût-ce que pour quelque temps;* ET C'EST CE QUE NOUS NE VOULONS POINT ! »

En 1850, il avait été promulgué un édit impérial pour le royaume lombard-vénitien, où le chef de l'Etat s'exprimait ainsi :

« Considérant la faculté laissée à mes sujets compromis dans les » événements révolutionnaires du Lombard-Vénitien, de rentrer dans » leurs foyers [1] ou de domander leur émigration légale, — et par » effet de ma grâce souveraine : — *Je veux* que ceux qui n'ont » pas profité de cette faculté soient considérés et traités commo ayant » cessé d'être des sujets autrichiens (*sciolti dal vincolo di suddi-* » *tanza austriaca*), et je leur permets d'être placés au même rang » que ceux de mes sujets qui ont obtenu l'autorisation d'émigrer. »

Le comte Gritti voulut profiter du bénéfice de ce décret, et se pourvut auprès du gouvernement autrichien pour cesser d'être son sujet. Ceci lui permettait de rentrer dans une certaine portion de ses biens, et d'acquérir une autre nationalité à son choix. *Jamais* il ne put obtenir même de réponse. L'autorité impériale le considère et le traite comme n'existant plus pour elle.

1 Pour y être pendus. Aussi cette *faculté* n'attira-t-elle personne.

mort sous le plus futile prétexte : la possession d'une arme, d'un couteau, un peu de poudre, *des capsules, quelques grains de plomb* oubliés au fond d'un tiroir et découverts pendant une fouille. Le chiffre de ces horribles assassinats fait frémir; il s'éleva, en six mois, à *six cents et plus* pour la seule ville de Milan.

D'autre part, le grand-duc de Toscane, humblement sollicité de regagner ses États (qu'il avait, du reste, volontairement quittés), par la commission municipale de Florence, après que la défaite de Novare eut prouvé aux Toscans leur impuissance à vivre seuls et leur tort de s'être isolés du Piémont, — le grand-duc répondait, en digne prince autrichien, qu'il ne s'en fiait, pour sa restauration, qu'aux baïonnettes étrangères; et le 5 mai 1849, dix-huit mille soldats de Radetzki, aux ordres du général d'Aspre, entraient en Toscane et y assumaient tous les pouvoirs. Dieu sait s'ils restèrent là au-dessous de leur réputation ! L'élite du pays émigra et vint également demander au Piémont son hospitalité. — Il en était de même dans les légations, à Ferrare et à Bologne, que les Autrichiens saccagèrent de la façon la plus exorbitante, et où ils gouvernent toujours, au nom du pape, soi-disant.

Journellement encore, de nouveaux réfugiés réclament l'abri du drapeau sarde. — Ce sont des familles du duché de Modène, — de Carrare, de Massa, que l'occupation autrichienne chasse de leurs foyers. — Ce sont des conscrits qui ne veulent pas aller mourir de froid et de mauvais traitements en Hongrie ou en Bohême; beaucoup ont déjà payé pour ne point servir, et reçoivent néanmoins une feuille de

route ; est-ce qu'on y regarde de si près avec des Italiens !— Ce sont ensuite des gens de toute classe, compromis par un propos, un rapport d'espion voulant gagner sa solde, et qui savent que sous le « régime paternel », on connaît bien le jour de son entrée en prison, mais qu'on ne peut jamais prévoir celui de sa sortie. — Tout ce monde si bigarré n'a toujours qu'un seul endroit où accourir : l'éternellement généreux Piémont. Là, ces pauvres gens se voient en terre amie ; on leur parle leur langue, on les appelle frères. Ils trouvent accueil, secours au besoin ; travail s'ils n'ont point de ressources, liberté et tranquillité s'ils ont sauvé quelque argent. — Et l'on voudrait qu'ils fussent ingrats, qu'ils eussent seulement l'indécision de 1848 !

Quantité d'émigrés sont au service de l'État dans tous les grades. Je ne sache pas que les Piémontais en soient jaloux. Ils ont serré les rangs et accueilli les nouveaux venus, tout comme les familles de ceux-ci les recevront eux-mêmes, à leur tour, dans la Haute-Italie délivrée. — Je vous ai dit, en parlant du sénat et de la chambre, combien de Lombards-Vénitiens y figurent. — Parmi cent autres, laissez-moi vous citer dans l'armée les braves généraux de Crimée Fanti et Cialdini : tous deux de Modène, et le dernier, aide de camp du roi. M. Bonelli, le savant si connu, directeur général des télégraphes sardes, est Milanais, comme le comte Ottofreddi, directeur du chemin Victor-Emmanuel. — Le journalisme, le barreau, le professorat, ont fourni d'honorables occupations à ceux que l'administration n'accueillait point. — Est-ce que toute l'Italie ne sait pas cela ? — Qu'on vienne, à la nouvelle prise d'armes, prêcher, comme

jadis, aux Milanais, aux Padouans, aux Vénitiens, aux Florentins, que les gens de Piémont sont des traîtres et leur roi un lâche ambitieux ; je crois fortement qu'on n'aura pas la peine de recommencer deux fois.

La police autrichienne ne saurait empêcher ces choses-là de passer ses frontières : les Lombards ont bien assez d'esprit pour distinguer quel est le meilleur avocat auprès de l'Europe, de Mazzini ou du comte de Cavour. — Aucun peuple ne préfère sciemment l'anarchie à l'ordre national et sympathique. — Et l'ôn en verra bien la preuve.

Mais voici ma lettre presque remplie. Je remets donc à la prochaine de vous parler de plusieurs émigrés remarquables, qui, jusqu'ici, n'ont pu trouver place dans cette exposition, où tant d'autres figurent déjà.

XX

De nombreux Vénitiens de distinction vivent à Turin, auprès du poëte Tommaseo, dont le nom est si étroitement lié à celui de Manin dans l'histoire de Venise, en 1848. — Plus que tous autres, ils sont une preuve vivante de la nouvelle et si remarquable disposition des esprits, comparée à ce qui se passa lors du dernier mouvement italien. — Ces fils de l'ancienne reine de l'Adriatique qui, tout enfiévrés de liberté, relevèrent d'enthousiasme la bannière de saint Marc, en acclamant leur vieille et glorieuse république, ces soldats de Manin, qui comprirent trop tard la nécessité de se serrer au Piémont, quand Radetzki reprenait leurs villes une à une avec ses nouvelles troupes que rien n'avait arrêtées aux frontières, ces mêmes hommes qui eurent peur de Charles-Albert et ne l'aidèrent point, comptent aujourd'hui parmi les plus dévoués partisans de son fils, par conviction politique,

et aussi par entraînement de cœur. — Ils suivent d'ailleurs les chaleureuses recommandations de leur illustre et regrettable chef, formulées, quelque temps avant sa mort, par M. Perrens, dans les lignes que voici :

« Le roi de Piémont, Victor-Emmanuel, a une armée qui porte glorieusement le drapeau italien, un gouvernement qui marche d'un pas ferme dans les voies de la liberté ; que la Péninsule entière tourne les yeux vers lui et soit prête à le proclamer roi d'Italie, s'il l'affranchit du joug étranger ; que, par une agitation légale de tous les jours, de toutes les heures, les peuples italiens ébranlent le trône de leurs princes, pour n'avoir, quand le moment viendra, qu'à les renverser par un dernier effort et à y substituer celui du loyal héritier de Charles-Albert ; voilà la politique de Manin, qu'il conseille chaque jour à ses compatriotes. »

Comparez cette noble abnégation, ce sacrifice de ses convictions personnelles à la grande cause de la nationalité, qui honorèrent si fort les derniers jours de Daniel Manin, comparez, dis-je, cette conduite, glorifiée par l'Europe entière, aux manœuvres de Mazzini et de ses séides : — l'un, le bon, — l'autre, le mauvais génie de l'Italie ; — et demandez-vous ensuite s'il est possible à un peuple d'hésiter entre les deux voies que lui ouvrent ces deux hommes ?

Je vous ai cité en commençant le nom du poëte Tommaseo, écrivain de premier ordre et grand citoyen. Ceux de vos lecteurs qui se rappellent encore les événements de 1848 ne l'auront point oublié. Il représentait Venise à Paris, sous le gouvernement du général Cavaignac, et il fit retentir à

cette époque la presse française d'éloquents appels en faveur de sa ville, alors déjà bloquée de tous côtés par les Autrichiens. — Une rapide esquisse de ses actes pendant la révolution va me fournir l'occasion de remettre ici en lumière quelques détails de cette admirable défense de Venise, qui fend l'âme, quand on pense à tant d'héroïsme, à tant de constance, dépensés en vain, et privés même, par les efforts de l'Autriche, de la meilleure partie d'un renom si bien gagné

Tommaseo, dont mon ami, M. Anatole de la Forge, a donné la biographie dans son excellente *Histoire de la République de Venise sous Manin*, Tommaseo est né en Dalmatie, vers la fin du siècle dernier, d'une de ces vieilles familles vénitiennes établies dans les provinces de Saint-Marc. — Il réunit par là l'avantage d'être aussi fameux poëte en langue esclavonne qu'en italien. — Professeur de littérature à l'Université de Padoue, l'indépendance de ses opinions, qui perçaient malgré lui, le fit prendre en suspicion par le gouvernement autrichien. Il fut privé de sa chaire, forcé de s'exiler, et il vint habiter Paris, ce grand refuge alors des émigrations, où il resta jusqu'en 1840.

De retour en Italie, l'ex-professeur s'établit à Venise. — Un rapport d'espion, trouvé à la direction de police après 1848, semblable à ceux qui sont régulièrement envoyés à Vienne sur toute famille, sur tout homme un peu marquant du Lombard-Vénitien, et de par lesquels on est tout d'un coup emprisonné, chassé de son pays, — un rapport d'espion, dis-je, résume ainsi les idées de la police sur son compte : — « C'est un caractère plein d'orgueil et rempli de lui-même,

inaccessible à toute subordination, contempteur insolent de tous ceux qui ne partagent pas ses opinions. Il est regardé comme un flambeau de la littérature italienne, et ses relations, tant à l'étranger que dans la monarchie, sont très-étendues. Il vit dans l'isolement, et cherche à cacher ses tendances subversives sous le manteau de la religion et de la philanthropie. »

Vers la fin de 1847, Tommaseo, revenant d'un nouvel exil, trouva son ami Daniel Manin dans un mouvement extraordinaire. — Manin était un des premiers avocats de Venise : il détestait les Autrichiens, et pressentant, aux événements qui se succédaient depuis quelque temps dans la Péninsule, à Rome et à Turin surtout, que l'instant était venu de tenter quelque chose pour sa patrie, il avait réussi à exciter une formidable agitation, sous un prétexte bien simple, mais qui montre assez quel était et quel est encore le régime subi par ces infortunées provinces.

Il ne s'agissait de rien de plus que de réclamer de l'autorité étrangère la mise à exécution d'une foule de lois, sur l'impôt, sur la liberté individuelle, sur l'instruction, sur la presse, etc., etc., — lois que les Italiens possédaient sur le papier, mais qui, dans la pratique, étaient remplacées par un arbitraire sans nom comme sans frein.

Déjà Milan avait donné l'exemple de semblables réclamations. — Tommaseo s'unit à Manin, lui prêta le secours de sa plume habile, de sa parole éloquente; et, à eux seuls, bravant la police et ses tortures, ils partirent à la conquête de la liberté.

Mémoires envoyés au gouverneur autrichien, au risque

de se faire déporter sans jugement au Spielberg ou à Laybach, comme il arrivait alors même à plusieurs Milanais; discours à l'unique cercle littéraire et jusque dans les cafés, les deux amis mirent tout en œuvre pour réveiller l'esprit public. — Ils ne tardèrent point à payer la popularité conquise. — Arrêtés par ordre administratif (18 janvier 1818), on commença leur procès, qui, en temps ordinaire, eût abouti tout droit à l'échafaud.

Il y avait bien en effet de quoi trembler dans une arrestation pour crimes d'État. — La condamnation, en pareil cas, est inévitable, et la peine toujours atroce. — La justice, dans les États autrichiens, n'a jamais été qu'un vain mot pour les accusés politiques. On en peut juger par ce qui se passe dans les procès ordinaires, où le gouvernement n'a aucun intérêt et n'apporte aucune passion.

« C'est une terrible chose, dit Anatole de la Forge, qu'un procès criminel autrichien; demandez plutôt aux familles des nombreuses victimes que cette procédure a faites! — En France, cela nous touche peu, parce qu'en général la justice offre à tous les citoyens incriminés des garanties égales et suffisantes; mais dans le Lombard-Vénitien, les faits se passent autrement. Sous le règne de grâce de Sa Majesté très-clémente l'empereur d'Autriche, la police, en s'emparant d'un prévenu, commence par le jeter dans un cachot où il reste au secret jusqu'à ce qu'il plaise aux juges de l'interroger. Ce prévenu (sans défenseur, on n'a pas d'avocat au criminel) ne voit pas l'arrêt qui le met en prison, n'assiste jamais à la déposition ni aux interrogatoires des témoins, qui du reste se font séparément et sans confrontation. On se

contente de donner lecture au prisonnier de quelques extraits des témoignages à charge. Un employé, sorte de greffier, écrit d'un côté les demandes, de l'autre les réponses. Et comme cela est souvent long, et dit en patois, c'est le même employé qui a écrit sous la dictée qui est ensuite chargé de traduire et d'abréger la déposition : on voit avec quelle conscience les choses doivent être faites. Le *relatore* ou rapporteur analyse à son tour et produit un extrait, appelé *referato*, dans lequel il fait ressortir ou l'innocence ou la culpabilité, selon ses bonnes ou ses mauvaises inspirations. Ce travail achevé, il vote par écrit l'acquittement ou la condamnation ; on tient une séance, composée des conseillers choisis par la volonté du président. Le *relatore*, qui est seul au courant de la question, lit l'affaire et la juge. Dans les cas les plus graves, on envoie le dossier aux tribunaux supérieurs, qui prononcent définitivement, sans qu'on puisse jamais interjeter appel. — Voilà comment, au dix-neuvième siècle, se rend la justice criminelle de l'Autriche dans le Lombard-Vénitien. »

« Mais hâtons-nous, continue à un autre endroit le même écrivain, hâtons-nous de nous reporter à la situation du Lombard-Vénitien au mois de février 1848. A Padoue, des scènes désolantes, imitées des scènes de Milan, eurent lieu à la suite d'une manifestation des étudiants de l'université. On fit un abominable massacre de ces jeunes gens, et le lendemain, quand vint le jour, on put voir, en face du café Pedrocchi, un soldat autrichien, l'un des héros de la boucherie de la veille, montant sa faction avec des lambeaux de chair humaine au bout de la baïonnette de son fusil. A la vue

de cette horrible et infâme provocation, Menighini, un des membres de l'Assemblée provinciale, porta plainte au nom de la population indignée. Pour toute réponse, le préfet, qui l'avait autrefois menacé des rigueurs de la police, le fit enlever et conduire en prison à Venise. Un littérateur émérite de Padoue, Guillaume Stefani, rédacteur d'un journal de la ville, subit aussi le même sort.

» Pendant ce temps, la captivité de Manin et de Tommaseo se prolongeait en vertu du paragraphe 57 du Code pénal, qui dit : « Tout citoyen ayant contribué à la perturbation de » la tranquillité publique sera poursuivi selon la rigueur des » lois. » Cela était si bien un vain prétexte, qu'une note de M. Call, directeur général de la police, note en date du 19 janvier, porte ces mots adressés au président criminel, M. Abram : « En cas d'acquittement des prévenus, avertissez-moi immédiatement et ne les mettez pas en li» berté. »

Mais l'imprévu commençait alors à régner. — Un jour, on apprend la révolution de Paris ; un autre jour, celle de Vienne. Le peuple de Venise, qui avait pris des habits de deuil à l'incarcération de ses deux chefs, se porte à la prison (17 mars), l'enfonce, et place à sa tête Manin et Tommaseo délivrés.

Raconter maintenant la mémorable lutte des cinq journées qui suivirent, les concessions arrachées une à une aux chefs autrichiens jusqu'à la dernière de toutes, l'évacuation de Venise et de ses forts, — ce serait sortir des bornes d'une simple lettre. — Je ne puis cependant passer sous silence

une noble action. — Le général Zichy, gouverneur militaire, persuadé de l'inutilité de la défense, mais ayant encore les moyens de faire un mal énorme à la ville, préféra capituler sans nouveaux efforts. « — Je pourrais laver vos rues dans le sang, dit-il aux délégués vénitiens; je ne le ferai pas. En abandonnant Venise, je signe peut-être mon arrêt de mort. Rappelez-vous du moins que j'ai payé à l'Italie ma dette de reconnaissance, et, quand vous maudirez les soldats de l'Autriche, exceptez mon nom. » — Zichy avait habité vingt-cinq ans Venise, où on l'aimait. C'était un Slave doux et humain. — Jamais un Allemand n'eût montré cette grandeur d'âme.

Un gouvernement provisoire fut formé sur-le-champ, et Manin ainsi que Tommaseo placés à sa tête. Ignorant des événements qui, par une coïncidence extraordinaire, rendaient le même jour la liberté aux Milanais, ne voyant que Venise et ses traditions séculaires, il décrète du premier élan la république de Saint-Marc, — *subordonnée néanmoins à l'intérêt général de la Péninsule.* — Tels furent les termes dont se servit Manin [1].

[1] Il y a un fait, aujourd'hui bien avéré, dans l'histoire des événements de cette époque, c'est la fatale influence que le gouvernement républicain de la France exerça snr le sort de la Péninsule, sur celni de la Haute-Italie particulièrement. — Les gens qui jugent de ces graves questions sans connaître le fond des choses, ont répété à l'envi qne Charles-Albert avait perdu de son plein gré la cause de l'indépendance, en refusant l'appui français, et que sa fameuse parole : *Italia farà da se,* n'avait été qu'nne déplorable forfanterie. — Or il faut bien se pénétrer de cette vérité, à savoir que le gouvernement français, du 24 février au 10 décembre 1848, — 1° fut constamment malveillant pour Charles-Albert, *parce que roi*, et lui refusa non-seulemen'

Cette forme politique surannée, chère à la seule Venise, ne causa en effet qu'une médiocre joie aux anciennes provinces de terre ferme, délivrées à leur tour de l'étranger.

l'intervention armée, mais jusqu'au concours d'un de nos généraux ; — 2° que les divers pouvoirs exercés pendant ces dix mois si décisifs, par des hommes d'Etat de rencontre, par des politiques de la force de M. Bastide, ancien associé de Mazzini dans la tentative insurrectionnelle de Savoie, se montrèrent complétement opposés à l'union italienne, prétendant que l'intérêt de la France voulait que l'Italie restât morcelée et sans force. — Les trois cabinets républicains successifs agirent de toute leur influence, à Milan comme à Venise, pour empêcher la fusion de ces provinces du royaume sarde, seule mesure qui, promptement et intelligemment prise, eût pu les sauver du retour de l'ennemi, en concentrant dans une seule main des forces et des ressources en vain gaspillées sous vingt actions isolées et impuissantes.

Une très-curieuse dépêche du consul général français à Venise, en date du 12 avril 1848, en dira plus long, à cet égard, que toute autre chose. — Qu'on remarque bien qu'en écrivant ainsi, cet agent, tout récemment venu de Paris, avait, sur cette matière, la pensée de son gouvernement.

« ...... Il ne faut pas se le dissimuler, pour accomplir ses destinées, le nouvel Etat a deux grands obstacles à surmonter : l'obstacle extérieur et l'obstacle intérieur. La république vénitienne est de tous les Etats italiens celui qui se trouve le plus exposé aux attaques de l'ennemi : elle a à se défendre à la fois de l'Autriche par trois frontières différentes, celle du Tyrol, celle du Frioul, et la frontière maritime. — Malheureusement, c'est de tous ces mêmes Etats celui qui est le moins préparé à la guerre, parce que tout y est nouveau, tout y est improvisé, l'armée, la marine, les finances, l'administration. — LA RÉPUBLIQUE DE VENISE N'A, DANS LE MOMENT, DE CHANCES DE SALUT QUE DANS LES SECOURS QUI LUI SONT APPORTÉS PAR L'ARMÉE DU ROI CHARLES-ALBERT ; *mais ces secours amènent avec eux des dangers d'un autre genre*. Ce sont ceux que je désignais tout à l'heure comme provenant de l'intérieur. ON CONNAIT *le projet du roi Charles-Albert*.

— Elles le témoignèrent bien, en s'organisant chacune isolément, ce qui ne fut pas un des moindres malheurs de cette époque, et en se donnant, aussitôt qu'elles le purent, au roi Charles-Albert, en qui elles voyaient justement l'unique sauveur possible.

» La Lombardie, la Vénétie, les Etats de Parme et de Modène [1] arrondiraient admirablement son petit royaume, qui, par ces diverses » agglomérations, *deviendrait presque une puissance de premier* » *ordre*, en égard surtout à la richesse de ces provinces. — EST-IL » DANS L'INTÉRÊT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE D'AUGMENTER » AINSI LA PUISSANCE D'UN ROI VOISIN ET AMBITIEUX? — Et » puisque, dans cette même partie de l'Italie si ardemment convoitée, » nous trouvons un Etat, la Vénétie, qui, par le gouvernement » qu'elle s'est donnée, s'est en quelque sorte associée à nos propres » destinées, la politique de la France, d'accord avec ses principes, ne » conseille-t-elle pas d'aider et de soutenir cette jeune sœur de » l'Adriatique dans la voie où elle vient d'entrer avec une si énergique » résolution ? Si telles sont, comme je n'en doute pas, les vues de la » France, je pense, monsieur le ministre, que le temps est arrivé de les » faire prévaloir. Les émissaires du roi de Sardaigne sont nombreux » et s'agitent beaucoup. *Si on laisse le champ libre à leurs intri-* » *gues*, IL DEVIENDRA PLUS TARD DIFFICILE D'EN PARALYSER » L'EFFET. »

La conclusion de tout cela était que la France devait aider à la constitution des petits Etats démocratiques, malencontreuses contrefaçons de l'an VII, qui ne seraient jamais redoutables ; et que, par contre, il lui fallait opposer tous les obstacles au progrès du Piémont, monarchiste, et capable de devenir un puissant royaume. « Nous n'avons pas envie de nous brouiller pour vous avec l'Autriche, » répondait M. Cavaignac à l'ambassadeur de Charles-Albert. — Et l'Autriche, écrasant le Piémont, rétablissait partout son atroce domination, avant-garde en Italie de la coalition. — Belle et savante politique ! Sage entente de nos intérêts les plus précieux !

[1] M. le consul général aurait pu ajouter la Toscane et les Légations. — Ces dernières plus piémontaises peut-être que Turin.

La capitale aussi avait ses *fusionnistes*. Après bien des débats, où chaque parti commit des fautes égales, l'Assemblée générale décida, à la presque unanimité des voix, la réunion immédiate de Venise au Piémont et à la Lombardie (4 juillet). — Un commissaire du roi vint aussitôt exercer le pouvoir.

Les choses étaient malheureusement bien changées, depuis le 22 mars. — Prétentions rivales entre les villes comme entre les provinces, division des individus, inexpérience, présomption ridicule, tout s'unissait contre les légitimes espérances des premiers jours. — L'armée piémontaise, occupée au siége des forteresses, et d'ailleurs peu nombreuse, ne pouvait être partout. — Les provinces vénitiennes, attaquées par les armées de renfort arrivant d'Allemagne, et privées d'une unité de défense indispensable, succombèrent après de magifiques traits de courage national. —Un jour vint où Venise, encore tout enfiévrée de sa lutte politique intestine, apprit avec stupeur la chute de Milan, la retraite forcée du roi, et vit un étroit blocus de terre et de mer se resserrer autour d'elle et l'enfermer dans ses lagunes.

Jusque-là, la population, comme ses chefs, n'avait été que vulgaire. Désormais, tous vont devenir sublimes. Manin reprend l'autorité, et se fait dictateur. Tommaseo part pour Paris, afin de solliciter, — bien en vain, — le secours ou la médiation du gouvernement français. Lord Palmerston conseillait la soumission immédiate. « L'indépendance de Venise, disait un de ses agents, serait d'un mauvais exemple pour nos sujets indiens. » — Le général Cavaignac, lui, laissa

l'envoyé vénitien se morfondre dans son antichambre, et n'eut pas même pour ce représentant d'un peuple héroïque les égards qui sont toujours dus au courage malheureux.

Alors, comme jadis les Hellènes à Missolonghi, les Vénitiens prennent joyeusement la résolution de périr tous en combattant. Le siége commence, acharné dans l'attaque comme dans la défense. Toutes les forces disponibles de l'Autriche viennent s'accumuler devant cette ville qui, sauf quelques bataillons, quelques officiers lombards ou napolitains, n'a d'autre garnison que son propre peuple. — Point de munitions, point de pain : on fabrique nuit et jour de la poudre et des boulets; de légers bâtiments, trompant la croisière, vont vendre en terre ferme les dépouilles de Venise, et reviennent chargés de vivres. Quand ce moyen manque, les assiégés font des sorties terribles, s'emparent des parcs de bestiaux, des voitures de grains de l'approvisionnement ennemi, et les ramènent en triomphe. — Le blocus avait commencé au mois d'août, et, pendant tout l'hiver, malgré l'énorme disproportion de leurs forces, les Vénitiens laissèrent rarement l'offensive aux troupes impériales : débouchant avec impétuosité aux avant-postes, et tuant à l'arme blanche, comme le 27 octobre, à Mestre, des centaines d'Autrichiens.

Le vieux Pepe, soldat d'insurrections plutôt que général, commandait nominalement. — En réalité, la défense était conduite par deux hommes : le colonel Cavedalis, Vénitien; le colonel Ulloa, Napolitain. — Ce dernier, promu plus tard général pour ses éclatants services, est le même émigré qui

vit aujourd'hui à Paris, entouré des respectueuses sympathies de tous.—Des hommes énergiques les secondaient, parmi lesquels mon ami et frère d'armes, le commandant Caïmi, qui s'illustra à la défense de la forteresse de Malghera.

Ce qui soutenait alors les courages, c'était la perspective d'une reprise d'armes du Piémont. — Mais Novare arriva; toute espérance fut désormais morte pour l'Italie.—Aussitôt débarrassé de ce côté-là, Radetzki envoie Haynau, avec trente mille soldats frais, sommer Venise de se rendre, en lui annonçant qu'elle n'a plus rien à attendre d'aucune part. Les députés du peuple décident qu'on se défendra jusqu'à la dernière extrémité; et Manin se contente de renvoyer à Haynau, par le même parlementaire, copie du décret de l'assemblée.

C'est alors que la lutte devient inouïe. Radetzki, furieux, arrive diriger le siége en personne. On se bat avec rage des deux côtés. — La meilleure partie de l'armée autrichienne était là, excitée par la présence des deux archiducs. Une formidable artillerie tirait sans discontinuer. Il fallait d'abord prendre Malghera, premier boulevard de la ville sur la terre ferme. C'est à quoi les assiégeants s'acharnaient depuis longtemps sans y réussir.

« Le 25 mai, dit un écrivain, la lutte recommença. Cent cinquante pièces autrichiennes tonnèrent contre Malghera pendant trois jours. En vingt-quatre heures, plus de quinze mille boulets avaient été lancés. Cependant la forteresse, démantelée de toutes parts, tenait toujours. Le colonel Ulloa avait recours à l'eau et au feu pour détruire les assiégeants. Il en avait noyé plusieurs milliers en provoquant, au moyen

d'écluses, l'inondation des canaux de Mestre et de l'Osellius. Il voulait encore soutenir l'assaut; mais les munitions tirant à leur fin, le 27 mai, Manin, Pepe et le conseil de défense décidèrent qu'il fallait évacuer ces glorieuses ruines. Ce n'était pas perdre Venise, qui restait protégée par ses lagunes, c'était sauver ses défenseurs. La retraite fut très-bien conduite par Ulloa. Pendant qu'une partie de la garnison rentrait à Venise, le reste continuait de riposter aux Autrichiens pour leur donner le change. Enfin, à minuit, quand tous furent en sûreté, Ulloa se retira, précédé de ses Napolitains, qui avaient tiré les derniers coups. Le lendemain, le général ennemi, étonné de ne rien entendre, lança des chasseurs styriens en éclaireurs. Ils revinrent bientôt, annonçant que Malghera était évacuée. Le général Thurn fit aussitôt occuper cette place. Un des forts, qui avait été miné, sauta bientôt après et couvrit la mer de débris et de cadavres. Pendant les trois derniers jours, les Autrichiens avaient lancé plus de quarante mille projectiles, mis cinq cents hommes hors de combat et démonté presque toutes les batteries de la défense. »

Une fois Malghera prise, un affreux bombardement commença contre la ville. Les Allemands lançaient dans les quartiers où ils pouvaient atteindre, non-seulement des projectiles incendiaires, mais jusqu'à des débris immondes, des cadavres d'animaux pour empoisonner l'air et les canaux. La peste ne tarda pas à paraître; une cruelle famine minait déjà Venise, sans abattre le courage de ses nobles fils. — Bientôt le choléra, ce choléra de 1849 dont l'Europe se sou-

vient encore, vint se joindre à la contagion déjà existante. Des milliers de gens mouraient par semaine, et personne ne pensait à se plaindre, encore moins à se rendre. Tous les hommes valides allaient aux batteries, ou se vengeaient dans de meurtrières sorties. — L'état de l'armée autrichienne, à part la disette qu'elle n'éprouvait point, n'était pas beaucoup meilleur. — Campés dans des marais, les soldats périssaient en quantité par l'épidémie, sans compter ceux qui succombaient au feu. Radetzki perdit là un monde fou. Et l'on peut, sans exagération, évaluer à plus de douze mille le chiffre de soldats étrangers restés devant Venise. Glorieuses hécatombes dont la cité des doges ornait les funérailles de ses défenseurs !

Venise résista de la sorte une année entière. Si elle n'avait manqué ni de poudre ni de pain, peut-être tiendrait-elle encore.—Enfin, les survivants, non point pour sauver leurs jours dont le sacrifice était fait, mais pour épargner aux femmes et aux enfants, quand eux-mêmes ne seraient plus, les horreurs d'une prise d'assaut, consentirent une capitulation honorable. Tous les hommes compromis purent gagner librement l'étranger. Radetzki fit son entrée, le 30 août 1849, dans la ville dépeuplée.

Manin, Pepe, le général Ulloa, le lieutenant-colonel Caïmi, ces deux derniers échappés par miracle à tant de dangers courus, vinrent se fixer à Paris.—Je n'ai pas besoin de rappeler la douloureuse émotion produite par la mort de Manin, non plus que les hommages rendus en France à sa mémoire. — Son grand nom sert encore cette patrie italienne qu'il a tant aimée ; il est le cri de ralliement de tous les citoyens

assez généreux pour sacrifier au triomphe de la cause commune leurs sympathies personnelles, quand elles se trouvent contraires à l'unité monarchique, seul moyen de salut.

Tommaseo avait pris sa part de toutes les péripéties de la fin du siége. En quittant Venise, il s'embarqua pour Corfou, et gagna ensuite Turin, où il attend, comme tous ceux qui sont auprès de lui, l'heure de la délivrance.

L'antique reine de l'Adriatique n'a point oublié ses fils proscrits. Aux noms de Tommaseo et de Manin, elle pleure, et si l'on veut savoir l'attitude qu'elle a conservée devant l'étranger, les honneurs qu'elle sait rendre encore, quoique captive, à la mémoire de ses héros, qu'on lise les détails suivants, publiés dans une récente correspondance :

« Le 22 septembre dernier, à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Daniel Manin, la police, qui n'avait pas oublié la démonstration tentée l'année dernière dans notre ville, avait pris ses mesures pour en éviter le renouvellement. Dès le 19, elle avait adressé une circulaire à tous les curés pour les prévenir « que quelques factieux s'é» taient proposé de faire célébrer, le 22 du mois, un ser» vice pour le repos de l'âme de l'ex-président de la répu» blique, » et ordre était donné de s'y refuser, et d'en avertir immédiatement le commissaire du *sestiere* (arrondissement) où se trouvait la paroisse.

» Malgré ces ordres et l'attitude menaçante des autorités autrichiennes, dans la matinée du 22 on vit une foule immense, composée de toutes les classes de la population, depuis la plus haute aristocratie jusqu'au peuple, se diriger



tranquillement en masse vers l'église Saint-Luc. Mais les prêtres et les sbires, qui avaient été déjà avertis, en fermèrent les portes, et force lui fut, pour le moment, de se retirer.

» Cependant la démonstration n'en eut pas moins lieu, et, à six heures du soir, on vit, le long des Fondamenta nuove, un nombre considérable de gondoles remplies de monde, lesquelles, sillonnant la lagune, se rendaient, dans le plus grand ordre, au cimetière de Saint-Michel. Là, la foule, après avoir tranquillement débarqué, fit en silence le tour du cimetière, et ensuite, trouvant les portes de l'église des capucins ouverte, y pénétra, et le sanctuaire fut bientôt envahi par le peuple qui accourait de tous côtés.

» Un des assistants entonna alors le *De Profundis*; toutes les voix y répondirent en chœur, et on ne saurait dire tout ce qu'il y avait de sublime dans cette scène de patriotisme et d'amour. »

XXI

Une grande partie des hommes politiques qui figurèrent dans les événements de Naples, en 1848, habitent aujourd'hui Turin. Ce sont, en général, d'anciens ministres constitutionnels, d'anciens députés au parlement. — L'avenir réserve assurément encore un rôle à la plupart d'entre eux; il y a donc profit, de plusieurs façons, à faire leur connaissance.

Les affaires de Naples, à l'époque que rappellent les noms de ces proscrits, sont, en général, peu et mal connues. Sans prétendre me faire leur historien, je crois cependant nécessaire de donner ici à ce sujet quelques explications, qui, tout en faisant comprendre le passé, serviront peut-être aussi à l'intelligence du présent.

Avec d'excellentes lois, avec un souverain intelligent et

résolu, le royaume des Deux-Siciles était peut-être, en 1847, l'Etat le plus mal gouverné de l'Europe. Ceci est de notoriété telle qu'on ne le discute plus. — Une déplorable administration, où la police tenait le premier rang, coalisée pour la dilapidation des deniers publics, pour l'arbitraire, la violence, la lésion de tous les droits, de tous les intérêts, faisait une lettre morte des codes, déniait ouvertement la justice, et circonvenait le roi de telle sorte qu'il ne voyait que par ses yeux, n'entendait que par ses oreilles.

Je suis d'une race qui aime et respecte les rois, surtout quand ils s'appellent Bourbon; mais j'avoue que j'approuve fort les sujets de la monarchie sicilienne réclamant, en 1847, un régime plus tolérable et des garanties pour l'avenir. — J'ai habité l'île de Sicile, appauvrie, dépeuplée, désolée; j'ai *vu* les traces palpables des énormités commises par les employés royaux, les victimes de la torture, appliquée en plein dix-neuvième siècle, non plus par les Autrichiens, ces barbares attardés dans notre civilisation, mais par des Italiens sur d'autres Italiens. — Je comprends parfaitement l'accord unanime des insulaires pour repousser un tel régime.

Les réformes de Pie IX et de Charles-Albert avaient surexcité, mais sans succès, les esprits des Napolitains. Cramponnés aux fructueux abus, les chefs du gouvernement déconseillaient au roi toute concession. Il fallut la révolution de Palerme et l'insurrection de l'île de Sicile tout entière pour ouvrir les yeux du monarque, et lui montrer la grandeur du péril.

Il rompt alors avec cette faction qui compromettait son nom depuis trop longtemps, il ouvre son conseil aux hommes de la réforme, et accorde une constitution, plus large même qu'il n'était besoin, en certains articles. — Le pays, joyeux, croit marcher vers des destins désormais libres et prospères, et la joie règne dans tous les cœurs: quand tout à coup une catastrophe terrible a lieu. L'émeute, provoquée par des mains souterraines, élève des barricades dans les rues de Naples, et Ferdinand II, vainqueur par une sanglante lutte, mais effrayé, se rejette dans les bras de l'ancienne coalition, qui, enragée de l'éclipse qu'elle a subie, commence dès lors ses vengeances, pour ne plus s'arrêter.

Deux causes principales peuvent être assignées à cette déplorable conclusion du mouvement réformateur. — Du côté des libéraux, une inexpérience profonde, une trop visible hâte d'annihiler l'autorité royale, seule et absolue maîtresse, la veille encore. — Du côté du roi, la crainte de voir son trône s'abîmer dans la tempête, la défiance des hommes et des choses nouvelles, et, surtout, une profonde irritation excitée peu à peu par le parti extrême qui, là comme dans le reste de la Péninsule, vint apporter l'anarchie au sein d'une légalité naissante.

Voici un bref sommaire des faits.

Le 27 janvier 1848, quinze jours après la proclamation d'indépendance de la Sicile, Ferdinand II se décide à renvoyer son ancien ministère, et choisit ses nouveaux conseillers parmi les progressistes modérés. Ce cabinet, que préside le prince de Serra-Capriola, promulgue un statut

constitutionnel, compilé sur la charte française par l'ancien conspirateur Bozzelli, devenu ministre,—chasse les jésuites du royaume, et commence les réformes. Deux hommes populaires par excellence sont appelés dans son sein : Charles Poerio, le célèbre patriote actuellement encore détenu, et Aurelio Saliceti. — La nouvelle des journées de Milan (fin mars) et de l'insurrection de la Haute-Italie contre l'Autriche, amène la dissolution de ce premier ministère, dont la majorité, exclusivement napolitaine, refuse d'intervenir en Lombardie. — L'historien Charles Troia reçoit du roi la charge de reconstituer le pouvoir ; il le fait dans un sens tout italien (3 avril). 16,000 hommes sont envoyés dans la Haute-Italie sous les ordres de Pepe ; 24,000 autres doivent les suivre. La flotte part pour Venise. — Troia avait réussi à vaincre les répugnances assez naturelles du roi, parent et allié de la maison de Lorraine.

Le 15 avril, les élections pour le parlement (deux chambres, pairs et députés) ont lieu dans le royaume entier avec beaucoup d'ordre. L'ouverture du parlement est fixée au 15 mai, et le cérémonial publié. La formule du serment à prêter devient tout d'un coup l'objet d'une vive discussion entre la cour et les députés réunis le 13, en séance préparatoire. Tout s'arrange cependant ; la cour, pour éviter un prétexte de troubles, consent à ajourner la question. Les députés s'apprêtent pour la séance royale ; quand, le 15 au matin, l'agitation qu'ils ont provoquée, et qu'ils ne sont plus maîtres de contenir, fournit aux exaltés, aux agents venus du dehors, le prétexte d'un formidable soulèvement de la rue. — Ferdinand, déjà irrité de tant de concessions faites, furieux

contre les députés et contre ses propres ministres qu'il accuse de trahison, lance ses troupes sur les barricades. Le bas peuple, tout royaliste, prend parti contre la bourgeoisie. — Une horrible lutte ensanglante la capitale. — L'armée triomphe, et, en frappant la révolution, elle tue du même coup le statut et les espérances de l'Italie. — A qui revient donc l'infamie d'une telle catastrophe?

Pour tout homme impartial qui ouvre l'histoire de Naples au 1er mai 1848, et qui l'étudie avec attention pendant ce mois, il devient évident, les écrivains de tous les camps en conviennent, que le 15 mai au matin, le roi et les députés se trouvaient parfaitement d'accord, et que tout se disposait pour la solennité de l'ouverture, quand, à l'insu même des plus exaltés du parlement, des barricades s'élevant, on ne sait à quelle instigation, jusque devant le palais, vinrent nécessiter cette répression terrible, dont la réaction profita aussitôt pour reprendre les libertés intérieures, et pour retirer à la cause de l'indépendance ces secours militaires qui l'eussent certainement sauvée. — Ni le pouvoir royal, ni les libéraux, ne s'attendaient à cette provocation de guerre civile. On doit donc reconnaître, à leurs œuvres, les mêmes et coupables mains qui, peu après, tiraient sur Charles-Albert à Milan; qui, avant la fin de l'année, assassinaient Rossi, et, avec lui, la liberté romaine.

Dans le livre si remarquable que j'ai déjà signalé, en parlant de son auteur, *I Casi di Napoli* (les Événements de Naples), M. Massari a écrit une page qui ne laisse plus de doute sur l'intrigue d'où sortit le fatal coup du 15 mai.

« L'agitation, dit-il, était fomentée par ces hommes qui ne manquent jamais dans les crises politiques, par ces gens qui se délectent systématiquement du désordre, et qui vivent dans les troubles comme le poisson dans l'eau. Mon illustre ami Maxime d'Azeglio, dans son admirable lettre aux électeurs de Strambino, les a spirituellement comparés à une troupe comique, courant toute l'Italie, et donnant des représentations de ville en ville au bénéfice de l'anarchie et de l'Autriche. Plusieurs de ces artistes s'étaient transportés à Naples sur ces entrefaites, et trouvant le terrain magnifiquement préparé par Bozzelli [1], ils se hâtèrent de saisir cette occasion si propice. — Dans la Haute-Italie, on parlait de fusion, de guerre royale, de monarchie constitutionnelle, d'ordre, de légalité : le parti modéré était florissant, et le bon sens instinctif des populations, renforcé par la loyauté des gouvernements, le secondait à merveille. Il n'y avait guère moyen de débiter des inventions, ni de susciter du grabuge : les agitateurs accoururent donc à Naples. Certains émigrés, amis de Mazzini, et rentrés tout nouvellement, tenaient les fils de la trame. Les torts du pouvoir étaient immenses ; sa colossale sottise le rendait pesant à tout le monde ; de là la facilité avec laquelle quiconque déclamait contre lui était applaudi et suivi. — M. Ledru-Rollin, le fameux instigateur des grotesques expéditions de *Risquons-tout* et de Savoie, n'avait pas manqué d'envoyer aussi de ses agents à Naples pour souffler le feu, et ils n'avaient pas grand mal à se donner : la poudre était toute prête. »

[1] Ministre, qui, arrivé au pouvoir par son renom d'ancien libéral, s'était tout aussitôt montré plus despote que les anciens.

Il y avait défiance réciproque entre la royauté et la partie intelligente de la population de Naples; mais tout pouvait et devait même finir par s'arranger. En faisant couler le fleuve de sang du 15 mai, les agents provocateurs de la révolution savaient bien éloigner, sinon rendre impossible, cet accord d'où allait résulter la liberté dans l'ordre.

Après le triomphe et le raffermissement de l'autorité royale, la constitution n'est plus qu'un vain mot qu'on invoque pour s'abriter derrière, ou qu'on repousse suivant les nouvelles du mouvement extérieur. Les troupes et la flotte sont rappelées; Bozzelli, devenu réactionnaire, rentre dans un cabinet dévoué au roi; des élections générales sont ordonnées (15 juin), et les chambres s'ouvrent enfin le 1er juillet. Mais il n'y a plus d'entente possible entre ces députés et ce pouvoir, qui se haïssent et se craignent mutuellement. Après deux mois d'inutiles séances employées à voter des lois que le roi ne sanctionne point, l'insurrection des Calabres fait proroger le parlement. — Il ne se réunit ensuite que le 1er février 1849; et, le 13 mars suivant, sur un rapport des ministres, accusant la plupart de ses membres de projets révolutionnaires ou de participation à des complots en cours d'exécution, l'assemblée est déclarée définitivement dissoute et fermée sur-le-champ. — Depuis cette époque, le Statut, qu'aucun décret n'a pourtant abrogé, est demeuré à l'état de lettre morte. Le roi règne et gouverne seul.

La cour ne cessa point de poursuivre d'une violente animadversion les hommes mêlés, d'une manière quelconque, aux faits de ces deux années. — Excitée par le cabinet de

Vienne, source unique de tous les maux de l'Italie, qui lui montrait son salut présent et sa sécurité future dans les rigueurs, elle frappa sans ménagement tous ceux qui lui avaient fait peur. Ministres, députés, journalistes, tous les acteurs politiques qui avaient occupé la scène depuis la fin de 1847, durent s'expatrier pour échapper aux condamnations qui, néanmoins, frappèrent encore nombre d'entre eux comme contumax. Ceux qui n'eurent point la ressource de fuir, barbarement traités par une police servile et cruelle, épuisèrent le cercle des infortunes qu'il est donné à l'homme de ressentir. S'il faut en croire tout ce qu'on raconte, le gouvernement de Naples aurait déshonoré la vengeance.

Dans l'exil qu'ils subissent, et dont l'Italie leur tiendra compte un jour, car c'est surtout pour lui venir en aide qu'ils se sont compromis, les Napolitains se montrent nobles et dignes. En Piémont, ils ont conquis l'estime et la sympathie générales; et, à leur tour, ils y ont pris l'amour de cet excellent peuple, leur futur confédéré dans le système qui régira bientôt la Péninsule. — Tous ces hommes d'État ou d'épée, en portant un jour la lumière au sein de leur pays, y introduiront également cette modération politique, ce bon sens si grand qui règnent ici; ils rattacheront le Midi au Nord par les liens étroits de la reconnaissance et de l'intérêt national bien compris.

Le nom que j'inscris le premier, parmi ces proscrits, est familier à la France, que Silvestre Leopardi a longtemps habitée. Poëte remarquable, écrivain élégant, c'est à lui qu'on doit l'excellente traduction française du livre de César Balbo :

Des Espérances de l'Italie. Ses écrits italiens, parmi lesquels les *Narrazioni storiche del* 1848, sont nombreux et recherchés. — Leopardi était en exil à l'époque des premières concessions faites par le roi de Naples. Il s'empressa de revenir chez lui, et fut nommé, par le ministère *italien* Charles Troia, envoyé extraordinaire auprès du roi de Sardaigne. Aucune mission ne pouvait mieux s'accorder avec ses idées politiques. Persuadé, comme Balbo, que l'unité italienne n'est faisable qu'en plusieurs fois, il poussa de toutes ses forces à l'établissement de la première halte : l'union de la Haute-Italie. Les démarches du diplomate napolitain, les généreux et patriotiques conseils qu'il prodigua, au gouvernement de la Lombardie notamment, furent peu goûtés de sa cour. Aussitôt après le 15 mai, on lui signifia son remplacement. — Député au parlement, Leopardi revint au mois de juillet prendre possession de son siége. L'entrée du royaume lui fut une première fois refusée; et mieux eût valu pour lui qu'il ne passât jamais, car, à la dissolution de l'assemblée, il se vit jeté brutalement dans une prison. Le pauvre poëte y resta quatre longues années. Puis, un beau jour, on le conduisit à la frontière, en compagnie de Scialoia et de Trinchera, et on leur signifia à tous trois de s'en aller le plus loin possible. — Leopardi regagna Turin. — Il y a vécu depuis lors, travaillant pour l'avenir, et consolé de ses disgrâces par les chaleureuses amitiés qui se pressent autour de lui.

M. Raphaël Conforti, jadis un des premiers avocats de Naples, et considéré comme tel encore aujourd'hui au barreau de Turin, fut ministre de l'intérieur dans le cabinet Charles

Troia.—On a vu plus haut les divers actes honorables auxquels il participa. Sans les déplorables événements du 15 mai, ce pouvoir sauvait l'Italie en 1848. — Il est certain que les 40,000 hommes d'excellentes troupes napolitaines qu'il se préparait à envoyer au soutien de l'armée sarde eussent entièrement changé la face des choses dans les champs de Custoza. — Après la catatastrophe qui amena la chute de ce ministère, M. Conforti figura au parlement comme député. Ayant un jour proposé qu'on effaçât du code militaire la honteuse peine du bâton, imitée de l'Autriche, il se vit menacé de mort par des officiers indignes de ce nom. — M. Conforti réussit heureusement à gagner l'étranger, lors de la dissolution de l'assemblée en 1849. Accusé de complots imaginaires et de participation, avec Charles Poerio, à la société secrète de l'*Unité italienne*, les juges napolitains le condamnèrent, quoique absent, à la prison perpétuelle. Mais il était depuis longtemps hors de toute atteinte.

Encore un autre ministre du même cabinet : M. Paul-Emile Imbriani, un des jurisconsultes les plus considérés de Naples, beau-frère de Charles Poerio. — Recommandé au parti libéral par la mémoire de son père, ancien député proscrit en 1821, de même que par ses opinions personnelles et son intégrité bien connue, après avoir été quelque temps intendant de la province d'Avellino, il fut chargé par M. Troia du portefeuille de l'instruction publique. Il travailla en cette qualité à la sécularisation de l'enseignement, livré jusque-là aux ordres religieux, aux jésuites surtout, et ne tarda pas à s'attirer en haut lieu de violentes inimitiés.—Député après

le 15 mai, M. Imbriani partagea le sort de ses collègues, quand la réaction absolutiste se sentit assez forte pour ne plus garder de mesures. Il évita, par un prompt départ, le bagne ou la prison dans quelque citadelle.

Le dernier membre enfin de l'administration Troia vivant à Turin, M. Scialoia, est un écrivain d'économie publique célèbre en Italie. — Il occupait dans ce cabinet le poste de ministre de l'agriculture et du commerce, et quoique très-jeune encore, il se montra un administrateur du premier mérite, un homme politique d'esprit pénétrant et résolu. — Le parti italien le regardait à Naples comme un de ses chefs les plus distingués; et nul doute qu'un rôle éminent, où il pourra mettre ses grandes facultés au service de la patrie, ne lui soit réservé dans l'avenir.

Emprisonné en 1849, M. Scialoia, ainsi qu'on a pu le voir plus haut, fut envoyé en exil après une longue détention.— Le gouvernement sarde l'a fait consulteur légal du cadastre.

M. Pascal-Stanislas Mancini n'a point été ministre, mais il marqua brillamment dans les deux courtes sessions de l'assemblée napolitaine, comme orateur et comme rapporteur de projets de lois. Son mérite était digne d'un champ plus fertile. Courageux et décidé, il se fit le plus grand honneur en 1849, alors que les persécutions sévissaient le plus fort contre les membres du parlement dissous. Bien qu'il sût parfaitement être lui-même en butte à l'inimitié des gouvernants et exposé à l'arbitraire de la police, il ne craignit pas cependant de prêter son ministère d'avocat à tous les opprimés, et de les défendre avec la chaleur du dévouement.

Il s'échappa, comme on allait l'incarcérer et le comprendre dans un procès de haute trahison. M. Mancini a été nommé professeur de droit international à Turin. Il suit en outre le barreau, où il s'est fait une large place. Ses qualités d'esprit, et de cœur surtout, lui valent de tous un accueil empressé.

La dernière révolution a littéralement dépeuplé Naples d'avocats.—En voici deux encore fort distingués, anciens députés également : M. Zuppetta, professeur de droit comme M. Mancini, et M. Pisanelli.—Je ne cite que les plus fameux.

XXII

M. Mariano d'Ayala, nom populaire parmi l'émigration, habite aussi la capitale des États sardes. Jadis capitaine d'artillerie dans l'armée napolitaine, il donna sa démission et se fit écrivain. — Des chroniques militaires nationales fort habilement rédigées lui firent une réputation de talent et de patriotisme. Mais les sentiments d'indépendance et d'*italianisme* qu'il ne put cacher attirèrent en même temps des persécutions contre sa personne. — Au mois de septembre 1847, à l'occasion des soulèvements à Messine et à Reggio, que le gouvernement accusait les libéraux de Naples d'avoir fomentés, Mariano d'Ayala fut arrêté avec Charles Poerio, San-Donato, Trinchera, et encore d'autres hommes considérables.—Il dut sa liberté aux événements qui succédèrent bientôt, fort à propos pour les détenus de cette catégorie. — Nommé par le premier ministère constitutionnel

intendant des Abruzzes, — après le 15 mai, et sur la nouvelle que les députés de son opinion, partis de Naples, Ricciardi, Mauro, Mileti, étaient en Calabre où ils organisaient l'insurrection, il tenta de soulever sa province pour leur donner la main. Ces diverses tentatives avortèrent, et Mariano d'Ayala chercha un refuge en Toscane. — Il y reçut un accueil excellent, et prit du service dans l'armée de ce petit État, pour aider à sa réorganisation plus que nécessaire. Quand arriva au pouvoir Montanelli (octobre 1848), il confia à l'ancien officier napolitain le portefeuille de la guerre, et le grand-duc parut vivement approuver ce choix. — M. d'Ayala remplit cette charge avec tout le dévouement possible jusqu'aux derniers jours de la liberté toscane ; puis, quand tout fut dit par le désastre de Novare, il se retira en Piémont.

Voici, cette fois, un grand nom, et un charmant homme: — Gennaro Sambiase-Sanseverino, duc de San-Donato, et plusieurs fois prince. — Cela semble curieux, n'est-ce pas, de voir de grands seigneurs, — et beaucoup à Naples sont dans ce cas, — mal avec leur cour, au point de figurer dans la plus ardente opposition? Ici, voici comment on me l'explique :

En 1799, au retour de sa première émigration en Sicile, la dynastie régnante, aidée et conseillée par l'Anglais Nelson, laissa commettre d'abominables cruautés sur la population de la capitale, — lesquelles, bourgeois ou nobles, n'épargnèrent aucun individu, aucune famille soupçonnée

d'avoir pactisé avec l'invasion française de Championnet.— On se rappellera longtemps l'amiral prince Carracciolo, pendu au grand mât de son navire, sous les yeux de Nelson, jaloux de sa vieille gloire, et savourant ce spectacle. — Les souverains de Naples semblaient avoir perdu la tête et ne ménageaient personne. — Quand, peu d'années après, Joseph Bonaparte fut venu de nouveau s'emparer du royaume pour le compte de la France, et l'eut reçu en fief de son frère, les classes supérieures, appréciant vivement la conduite de la nouvelle administration, ne se montrèrent point hostiles. Une certaine partie de la noblesse consentit même à servir ce mouvement. — Le successeur de Joseph, Murat, caressa fort les grandes familles et s'y fit des partisans.

Aussi, lorsque l'ancienne cour reprit une seconde fois possession du pouvoir, en 1815, témoigna-t-elle de sa rancune et de sa suspicion à l'endroit de la mobile aristocratie napolitaine. Elle l'écarta des affaires, préférant se confier à des parvenus qu'elle tirait du néant : elle fit mieux encore : elle ruina presque toutes les maisons princières et ducales par l'abolition inattendue des majorats.—Ces maisons avaient en général beaucoup de dettes, pour lesquelles on composait volontiers, leurs biens étant inaliénables. Il y avait aussi fréquemment mauvaise gestion de ces fortunes dont les maîtres ne savaient pas trop où ils en étaient. — L'abolition des majorats trouva donc une masse de créanciers, sérieux ou non, qui se précipitèrent sur ce gage leur tombant du ciel. Il y eut d'immenses procès, d'énormes ventes de terres seigneuriales à vil prix En fin de compte, la haute noblesse demeura singulièrement appauvrie. Tel qui possé-

dait deux et trois cent mille livres de revenu se vit à peine de quoi vivre.—De là à une profonde haine, il n'y eut pas loin. — On put s'en apercevoir en 1821, où nombre de gentilshommes se jetèrent passionnément dans le mouvement. — La cour se vengea, comme à l'ordinaire, par des condamnations et des exils, mais elle ne fit rien pour parer à cet état de choses. Et si l'on consulte encore aujourd'hui la liste des hauts emplois d'administration et de diplomatie, on les verra confiés pour la plupart à des gens de la bourgeoisie, affublés de titres quelconques, mais qui, en réalité, sortent des rangs les plus obscurs.

On disait jadis de la France que c'était une monarchie absolue, tempérée par les lois et usages. Et, de fait, le pouvoir royal s'était lui-même fixé des bornes qu'il n'a jamais franchies. — On peut dire de Naples que c'est un despotisme oriental, fondé sur la ligue de la cour avec le bas peuple et une moitié environ de la bourgeoisie, prête à tout faire et à tout laisser faire, pour conserver les positions dont elle a pris l'habitude. — Quant aux hautes classes, à l'exception de quelques noms nécessaires dans un palais, c'est surtout contre elles, contre leurs aspirations libérales, que l'on gouverne ainsi.

Ceci vous explique comment le jeune duc de San-Donato était déjà noté, en 1847, comme appartenant à la plus vive opposition. Arrêté au mois de septembre, en même temps que Poerio et Trinchera, il fut emprisonné avec le fils du prince de Torella. — Après la promulgation du statut, tout jeune encore, — à peine avait-il vingt-cinq ans, — il fut nommé par élection commandant d'une légion de garde

nationale à Naples, et du bataillon de Castellamare, faubourg de la capitale.

Des troubles avaient eu lieu le 5 septembre 1848, à l'occasion de la première prorogation du parlement. La police, tout heureuse de l'occasion, y impliqua San-Donato; et remis en prison, on ne le relâcha qu'au mois de novembre, faute de preuves. — Comme dédommagement, des élections supplémentaires de députés ayant eu lieu, le collége de Castellamare lui confia le mandat de le représenter à l'assemblée. — Noté pour quelque sévère répression, il dut fuir, au moment de la réaction finale de mars 1849. — Il se retira à Gênes, où l'émigration le fit président de son comité. Puis, au retour d'un long voyage en France, il vint se fixer à Turin. — Même dans l'exil, la police napolitaine ne le perdait pas de vue, et tous les désagréments possibles lui furent procurés par ses soins.

San-Donato savait la puissance universelle de la langue française, comme agent de diffusion des idées et des faits. Désireux de ne pas laisser le temps de son exil improductif pour la cause nationale, et doué d'un remarquable talent d'écrivain, il fonda à Turin, presque à lui tout seul, un journal rédigé en français, et destiné à soutenir auprès de l'Europe les intérêts de l'Italie. L'idée était généreuse et féconde. Le *Courrier d'Italie* parut pendant les quatre premiers mois de l'année présente, avec un grand éclat. Il n'a que momentanément suspendu sa publication, pour élargir ses bases et ses moyens de propagande.

Des autres personnages de cette lettre, je ne connais guère que le côté politique. Ici, j'ai pratiqué l'homme

privé, et je sympathise vivement avec lui. Plein de loyauté, d'esprit et de feu, il personnifie, avec un rare bonheur, la haute noblesse italienne, en général si dévouée, si intelligemment libérale. — San-Donato est immanquablement désigné, de toutes façons, au plus brillant avenir. — A moins, toutefois, qu'il ne se laisse tuer en route. — Car ce diable d'homme, le plus tranquille du monde en apparence, a déjà eu, depuis son exil seulement, une douzaine de duels, et, dans deux ou trois, il est resté pour mort sur le terrain. — Il prétend que c'est dans le malheur qu'il faut porter le plus haut la tête et montrer la susceptibilité la plus parfaite. — Ne trouvez-vous pas que c'est noblement pensé ?

Un autre grand seigneur des Etats de Ferdinand II vit ici à côté des anciens ministres, contre lesquels il eut jadis à défendre le soulèvement de la Sicile. C'est le marquis de Torrearsa, président du conseil à Palerme en 1848, sous l'administration de qui la couronne de l'île, ardemment convoitée par le grand-duc de Toscane pour son fils cadet, malgré sa proche parenté avec la maison de Naples, fut décernée par le parlement sicilien au duc de Gênes, second fils de Charles-Albert. — Custoza et Novare sauvèrent à Ferdinand cette riche perle de ses domaines.

Bon nombre de Siciliens de la première distinction habitent également les États sardes. — Je suis heureux de pouvoir témoigner ici toute ma respectueuse reconnaissance à l'un de ces nobles proscrits, le comte Amari, ex-ministre des finances de Sicile, dans la maison duquel j'ai été accueilli à Palerme avec une bonté que je n'oublierai jamais.

Le comte Amari montra un rare dévouement et une grande habileté administrative, pendant la durée de cette révolution sicilienne, à laquelle l'île entière concourut, et qui fut pure de tout de excès. Son frère, le chevalier Emerico Amari, personnage non moins haut placé dans l'estime publique, et exilé comme lui, était envoyé de Sicile auprès de Charles-Albert, en compagnie du baron Pisani, fondateur de la célèbre maison d'aliénés de Palerme. Homme de grande science, professeur de droit, il a publié un excellent ouvrage, la *Science de la législation.*

Vient ensuite M. La Farina, de Messine, un des écrivains les plus féconds que possède l'Italie. Chassé de son pays dès 1839 par l'ombrageuse police napolitaine, il vécut à Florence, et il y fonda l'*Alba*, premier journal politique qui ait précédé le mouvement italien. De retour dans sa patrie, il fut successivement ministre de l'instruction publique dans le cabinet Torrearsa, et ministre de la guerre dans le cabinet Stabile. Le gouvernement le nomma colonel du 11e de ligne, et il déploya une énergie vraiment remarquable lors de la dernière guerre, en avril et mai 1849. — Il serait trop long de donner ici la liste des nombreux volumes de tous genres qu'a publiés M. La Farina. Ils forment pres que une bibliothèque.

Je citerai maintenant le chevalier Philippe Cordova, exministre et ex-député, homme d'un beau caractère et d'un rare esprit ; — le marquis del Castillo, aussi député ; — un autre ministre, l'avocat Errante, auteur de poésies trèsgoûtées.

Enfin, pour prendre congé de l'émigration sicilienne, je nommerai le chevalier Charles Gemelli, envoyé jadis à Florence, écrivain de beaucoup de mérite, auquel on doit la *Vie d'Ugo Foscolo*; —l'avocat de Pascali, ex-magistrat et ex-député, — et le colonel Joseph La Masa, que j'ai connu au siége de Trévise, où il se signala à la tête d'un détachement de ses compatriotes.

Voici encore des Napolitains, trop remarquables pour être oubliés. Ce sont d'abord le baron Plotino et son frère Antonino, gentilshommes très-distingués de Reggio, dans les Calabres. Le premier fut colonel de la garde nationale, et le second député. Tous deux sont fixés à Turin, où ils ont ouvert une banque qui jouit d'un grand crédit par l'extrême honorabilité de ses directeurs. — Puis, arrive sous ma plume le nom de M. Jacques Toffano, jadis l'un des premiers avocats de Naples. — En 1848, il remplit dans la capitale les fonctions de préfet de police, et devint ensuite directeur général du ministère de l'intérieur. — On l'emprisonna pour avoir présenté comme avocat la défense de Poerio, et au bout de cinq ans de prison, sans jugement, sans motif aucun, il dut partir pour l'exil. — Voilà la justice de Naples.

J'indiquerai cette fois brièvement quelques autres personnages, non moins éminents que les premiers : — le baron Coppola, ex-député, ex-préfet ; — le chanoine et ex-député don Abignenti ; — M. Spaventa, ancien rédacteur en chef du *Nazionale*, écrivain d'un courage et d'un caractère admirables, et qui se signala extrêmement lors des événements

de Naples ; — M. Tommasi, ex-député, professeur de médecine ; — Joseph del Re, ex-député, littérateur de mérite ; — Dominique Mauro, ex-député, poëte et philosophe ; — le professeur Cicconi, ex-député ; — l'ingénieur Gaëtani ; — MM. Conti et Demeis, savants distingués.

Un groupe de braves officiers, qui quittèrent en 1848 un avenir assuré dans leur pays pour aller défendre l'indépendance italienne, mérite également l'attention. — Ce sont MM. Cosenz, colonel d'artillerie ; Boldoni, colonel de la même arme ; le major Virgilio ; le major Carrano, écrivain militaire ; le major Dietz ; le colonel Mezzacapo ; — lesquels soutinrent la défense de Venise, en compagnie du général Ulloa, Napolitain comme eux. — Un dernier, le général du génie Louis Mezzacapo, frère du colonel, se distingua fort à Rome, lors de sa prise par l'armée française. —Et ce serait ici le lieu, si l'espace ne me manquait point, de protester contre cette ridicule opinion qui a voulu faire des défenseurs de Rome un ramassis d'étrangers, accourus de tous les points de l'Europe. — Sans mettre en question le principe qui causait cette guerre, non plus que la conduite politique des gens qui gouvernaient la ville éternelle, j'apprendrai à ceux qui ne le savent pas, que, sur les dix-neuf mille hommes de troupes opposés à notre armée, il y avait en tout *trois cents* étrangers, la plupart Polonais, combattant là l'Autriche, comme sous le drapeau ottoman ils combattent les Russes. Deux mille Napolitains et Lombards étaient unis à dix-sept mille Romains proprement dits : tout Italien avait bien le droit de se trouver là, comme

à Venise, ce me semble. — Nos soldats, bons juges en fait de valeur, ont témoigné suffisamment de la bravoure de ces hommes, de la science militaire de leurs chefs. — Et la résistance eût été bien autrement acharnée, s'il se fût agi des Autrichiens au lieu des Français.—Voyez un peu à Venise!

J'ai passé nécessairement, soit oubli involontaire, soit défaut de place, bien des gens considérables encore de l'émigration napolitaine. [1] — On peut cependant voir déjà,

[1] Il m'est impossible de terminer ~~avec ce~~ sujet sans dire quelques mots de trois gentilshommes hors ligne, émigrés de la Haute-Italie, et dont l'occasion n'a pas encore amené les noms sous ma plume. — Dévoués au Piémont, qui les récompense de toute son estime, tous trois possèdent une grande influence dans leurs provinces natales ; et quand se fera de nouveau l'union, leur exemple ne sera pas de peu de poids.

Le marquis Philippe Ala-Ponzoni, un des plus riches propriétaires de la Lombardie, est, par son inépuisable bonté, la providence d'une infinité de gens. — En raison même de son noble caractère et de sa popularité, les persécutions de l'Autriche ne l'ont point épargné. En 1848, Radetzki le taxa, pour une seule fois, à l'énorme sommo de 600,000 livres d'impôt forcé. — Le marquis habite Gênes, et se signale, en outre de sa bienfaisance, par une large et intelligente protection donnée aux arts. — A l'exposition de cette année, au Valentin, on a remarqué ses considérables acquisitions, dont le but est d'encourager l'industrie nationale.

Le très-éminent légiste, chevalier Melegari, de Parme, occupe la chaire de professeur de droit constitutionnel à l'université do Turin. — Il fut l'intime ami de Pellegrino Rossi, et, dans un premier exil, il professa à Lausanne. — M. Melegari fera un excellent préfet de Parme, dans le royaume de la Haute-Italie.

Il me reste à parler d'un jeune patricien milanais de haute distinc-

aux noms de cette liste incomplète, quels clients le Piémont s'est acquis pour l'avenir dans la Basse-Italie, et quel pas gigantesque l'accession d'hommes de ce genre fera faire, en temps et lieu, aux idées d'union nationale, de confédération des deux grands-Etats.

tion, le comte Joseph Greppi. — La famille Greppi, une des premières de Milan, a donné, en ces années dernières, de nombreux gages à la canse nationale. Le comte Joseph Greppi est un écrivain de mérite, d'un savoir et d'une urbanité rares. On s'étonne de ne pas le voir à la chambre des députés. Il y figurerait bien auprès de ses nobles compatriotes, les Torelli, les Palavicini, les Annoni.

XXIII

Voici, monsieur, cette fois, un sujet qui sera, sans nul doute, goûté de vos lecteurs. — Je vais vous parler du Piémont militaire, de cette brave armée sarde, compagne active de nos troupes en Crimée, notre seule alliée fidèle et dévouée sur les champs de bataille de l'avenir.

C'est ici tout naturellement la place de quelques lignes sur ce ridicule préjugé, sorti on ne sait d'où, et fort répandu parmi les *politiqueurs,* qui tend à refuser aux Italiens en général l'aptitude guerrière, la bravoure du soldat, — en faisant cependant une exception pour les Piémontais, presque pas Italiens, vous dira-t-on.

Tout d'abord, il est bon d'expliquer que le Piémont proprement dit, la province de Turin, forme à peine un sixième des États sardes. — Vous trouverez dans l'armée, pour les cinq autres sixièmes, des Savoyards, — des Lombards du

Novarais, des Liguriens de Nice, des Montferratais de Casal, des Génois, des Sardes de l'île. — Tous ceux-ci sont bien Italiens, ce me semble. — S'aperçoit-on à quoi que ce soit qu'ils valent moins que les soldats de la province capitale?

Élargissez les cadres de l'armée sarde. Mettez-y cent mille Lombards et Vénitiens, qui trouvent là une discipline, un uniforme, et des chefs tout prêts. — Vous verrez si, deux mois après, il y a une différence entre les nouveaux régiments et les anciens!

Ce qui manque aux Italiens, ce qui leur a fait défaut en 1848, dans les divers États du centre, c'est une organisation première, un noyau instructeur. Morcelés depuis des siècles, ne possédant point d'armée nationale, comment veut-on que ces peuples eussent pu, d'un bond, se mettre sur le même rang militaire que nous? — Combien de gens savent ce qu'a coûté à la France de temps et d'efforts son état actuel? — Ainsi, à partir des restaurations de 1814, Rome, la Toscane, les duchés, n'ont plus eu que de grandes escouades de police, bonnes pour arrêter les citoyens, mais pas un soldat. — Dans le Lombardo-Vénitien, les quatre-vingt mille hommes fournis à l'armée autrichienne servent hors du royaume, au nord de l'empire. Leurs cadres et leurs officiers sont Allemands, ce qui rend sans danger l'habitude des armes chez ceux qui reviennent, par l'impossibilité de se réunir, comme on l'a vu en 1848. — Et ces Italiens, que le cabinet de Vienne affecte de mépriser chez eux, ces Italiens composent ses plus belles et ses meilleures troupes. — Ce furent les grenadiers lombards qui écrasèrent les insurrections de Vienne et de Prague; ce furent les recrues

du royaume qui continrent les Hongrois, et qui vengèrent sur leurs frères les cruautés que les Magyares à la solde de l'Autriche commettaient en Italie.

Sans rappeler les légions romaines, maîtresses du monde connu ; — sans remonter jusqu'au moyen âge, où les archers italiens formaient le premier corps d'élite chez les diverses nations, où les Strozzi, les Trivulce, les Colonna commandaient des armées françaises, comme maîtres de la science et modèles de la bravoure, — sans aller, dis-je, si loin, ne considérons que la période de l'Empire français. — Quels étaient, pendant ces aventures gigantesques, nos auxiliaires et nos émules, ceux que l'Italien Napoléon appelait nos « frères cadets, » ces soldats qui, sous notre uniforme, rivalisèrent de bravoure avec nous en Allemagne, en Espagne, en Russie, partout enfin, quels étaient-ils ? — Des Piémontais, des Lombards, des Toscans, des Romains, des Napolitains ! Demandez aux rares vétérans de nos grandes guerres comment marchaient ces gens-là ; ce qu'ils ont fait en Espagne, avec Suchet et Victor, et, pendant la retraite de Moscou, avec Eugène Beauharnais ?

A l'heure actuelle, vous qui raillez ce que vous ne connaissez point, savez-vous qu'il y a à Naples une armée de cent cinquante mille hommes, aussi excellente que pas une au monde, surtout dans les armes spéciales ? — Savez-vous que ces troupes ont fait des prodiges de bravoure pendant la dernière guerre de Sicile ? — Savez-vous que c'est une poignée d'officiers napolitains qui a tenu en échec, à Venise, pendant plus d'un an, la formidable puissance autrichienne?

— Vous admettez que les Autrichiens sont de vrais soldats, n'est-ce pas? — Or, ceux qui les battent, ou qui les arrêtent, à nombre vingt fois moindre, comment les appellerez-vous?

Il ne faut pas parler ainsi à la légère d'une nation de vingt-six millions d'âmes, qui a conservé le sentiment national, cette grande chose! à travers tant d'épreuves. — Le courage, eh! qui est-ce qui en manque individuellement en Italie? — Connaissez-vous les journées de Milan, de Brescia? Avez-vous bien lu l'histoire de ces luttes de deux années, où les femmes elles-mêmes se battirent à côté de leurs maris et de leurs fils?

Et d'ailleurs, sied-il bien à nous autres Français de nous montrer irrévérencieux envers un pays dont nous tirons tout ce dont nous sommes si fiers : notre langue, nos arts, nos lois, et jusqu'à cette tactique et cet esprit militaire qui font notre grandeur et notre force. — Que sommes-nous, au bout du compte, sinon les premiers des Latins?

Le Piémont prouve que bien commandés, bien organisés politiquement, les Italiens valent n'importe quels soldats au monde. — N'est-ce point à nous-mêmes que nous devons nous en prendre si une sœur, une alliée de telle importance que la Péninsule italique se trouve réduite, presque entière, à l'impuissance, par le morcellement politique, et surtout par la domination étrangère?

Méditons donc ce qui devrait être l'objet de notre préoccupation constante, et n'injurions pas à nous-mêmes, en parlant d'un état de choses que nos propres fautes et nos revers ont seuls amené

Je reviens au Piémont qui, lui, à la chute de l'empire, eut le bonheur, malgré l'ardente convoitise de l'Autriche, de revenir à son ancienne dynastie, guerrière par tradition, et d'éviter ainsi l'annihilement calculé qui frappait ses voisins et anciens co-sujets français.

L'armée sarde, qui doit à Charles-Albert ce qu'elle est, compte, sur le pied de paix, un effectif ordinaire de 70,000 hommes, et peut, en temps de guerre, mobiliser jusqu'à 100,000 soldats, grâce à son système de réserves. — Le temps de service est de seize années. — Le fantassin fait dix-huit mois sous les drapeaux, le cavalier et l'artilleur trois ans, après lesquels ils sont renvoyés dans leurs foyers, aux ordres de l'État, jusqu'à expiration de la limite. On peut donc toujours rappeler instantanément 50,000 hommes au moins, bien formés, et qui retrouvent des cadres excellents.

Les forces actuelles se composent de vingt régiments d'infanterie de ligne, — de dix bataillons de tirailleurs (*bersaglieri*), de neuf régiments de cavalerie, — de dix-huit batteries d'artillerie de campagne (8 pièces), et de douze batteries de place ; plus, un corps du génie, un corps du train et d'administration.

Viennent ensuite une nombreuse gendarmerie modèle (carabiniers royaux), un corps de chasseurs francs, et les troupes de marine pour la garde des ports.

L'infanterie est divisée en brigades qui portent les noms de diverses provinces de l'État : — brigade de Savoie, — brigade de Piémont, — d'Aoste, — de Cuneo, — Regina, — de Casal, — de Pignerol, — de Savone, — et d'Acqui. — L'ancienne garde royale (brigade des gardes), qui compre-

nait deux superbes régiments de grenadiers et chasseurs, a été transformée, sous le règne actuel, en brigade de grenadiers de Sardaigne.

La création des *bersaglieri* (tirailleurs) est due au regrettable général Alexandre de La Marmora, frère du ministre actuel de la guerre, mort en Crimée. — Cette arme jouit d'une telle réputation dans l'Europe militaire, qu'il serait superflu d'en faire ici l'éloge. — C'est sur son modèle que furent institués nos premiers bataillons de chasseurs à pied.

La cavalerie, parfaitement instruite et supérieurement montée, compte quatre régiments de dragons et cinq de chevau-légers. — Les soldats sont armés de lances et savent en faire un usage des plus meurtriers.

Quant à l'artillerie, — objet de soins tout particuliers, — elle rivalise avec la nôtre, et, au dire d'experts, ne lui cède en rien. La guerre de Crimée a rendu cette arme populaire parmi les troupes françaises. — Elle est de beaucoup supérieure à l'artillerie autrichienne, qu'à nombre égal elle a toujours écrasée. — La même chose a lieu pour le corps du génie, où l'on rencontre des officiers de premier mérite.

Une académie militaire, établie à Turin, fournit des officiers pour les diverses armes. Dans les corps, les sous-officiers concourent pour les grades, mais après de sévères examens. On peut être certain que tout individu qui porte l'épaulette en Piémont est un homme bien élevé, en même temps qu'un bon militaire.

Victor-Emmanuel II, soldat couronné, continue à son armée les soins constants que lui donnait Charles-Albert. Beaucoup d'améliorations ont été réalisées, notamment en ce

qui concerne les armes spéciales. Un cours de langue française est même obligatoire aujourd'hui dans tous les régiments.

C'est en formant ces belles troupes, instrument futur, dans sa pensée, de la rédemption de l'Italie, si barbarement traitée en 1814, que Charles-Albert prenait patience et laissait venir l'instant où il pourrait enfin se payer envers l'Autriche de tant d'outrages accumulés sur la patrie et sur lui-même.

Et il est mort vengé, le noble prince, quoique en apparence abattu ! Car il a laissé contre son ennemie de tels ferments de haine et de révolte, que, — l'Europe le sait et les diplomaties en tremblent, — la domination étrangère en Italie n'est désormais plus qu'une question de jours et même d'heures.

J'ai déjà dit un mot, je crois, de ce prince Félix Schwartzemberg, mort premier ministre de François-Joseph, et ancien ambassadeur d'Autriche à Turin, où il se permettait envers le roi en personne les manières les plus offensantes. — Charles-Albert l'ayant un jour invité à une petite guerre admirablement exécutée par les meilleurs régiments, l'ambassadeur fit tout haut cet étrange compliment, entendu du roi et de toute sa suite : « Oui, les soldats piémontais manœuvrent assez bien pour des *pères nourriciers.* »

Le lendemain, Charles-Albert, étant en voiture avec le comte de Robilant, son aide de camp, lui raconta ce propos. Puis, après quelques minutes d'une profonde rêverie, saisissant le bras du général et l'étreignant avec force :

« — Qu'il attende, dit-il, et il apprendra ! »

Charles-Albert, excellent organisateur, intrépide soldat, ne se crut malheureusement pas, en 1848, un talent suffisant de général en chef. Au lieu de l'unité de commandement,— si nécessaire en pareil cas, qu'un chef médiocre, mais résolu et précis dans ses ordres, est préférable mille fois à plusieurs génies associés, — le roi flottait entre les conseils contraires de ses généraux. Le général Bava, grand homme de guerre, qui, seul responsable, avec l'autorité pleine et entière, eût mené la campagne à bonne fin, le général Bava fournissait un plan parfait. — Charles-Albert l'adoptait, mais dans sa trop inquiète préoccupation de vaincre, en ne laissant que le moins possible au hasard, il faisait délibérer son état-major, et, d'avis en avis, modifiait le plan primitif, jusqu'à le rendre désastreux dans l'application. On le vit à Custoza, où, malgré leur résistance désespérée, Radetzki écrasa par une masse de troupes les Piémontais, surpris disséminés sur une ligne de plus de vingt lieues, au blocus de Mantoue. — Le malheur de cette brave armée fut dans la trop grande modestie de son souverain. — Chaque fois que, pendant cette campagne, Charles-Albert n'écouta que ses propres inspirations, il eut le succès pour lui. — En dernier lieu, des circonstances fâcheuses, impossibles à prévoir, telles que le manque de concours intelligent du gouvernement de Lombardie, l'ineptie ou la mauvaise foi des fournisseurs, vinrent s'ajouter aux fautes militaires et les rendre irréparables.

L'armée sarde peut cependant s'enorgueillir à bon droit

de ces cinq mois de guerre, où elle donna l'exemple de toutes les qualités et de tous les héroïsmes ; où elle fut le plus souvent victorieuse : et où des causes indépendantes d'elle-même la forcèrent seules à la retraite. Les pertes des Autrichiens dépassèrent toujours les siennes. Ce ne fut point en bataille rangée que Radetski eut raison d'elle ; — même à moitié nombre, elle eût vaincu, — Il ne dut son succès fatal, à Custoza, qu'à une manœuvre hardie, à un hasard même, qui lui fit surprendre les Piémontais dans une fausse position ; car le vieux maréchal ne comptait nullement sur un résultat tel que l'évacuation de la Lombardie ; il ne cherchait qu'à reprendre Peschiera.

Un témoin qu'on ne suspectera pas de partialité pour les troupes italiennes, M. de Pimodan, officier au service autrichien, a écrit un livre sur les campagnes d'Italie, dans un passage duquel il s'exprime de la sorte, à propos des derniers combats entre les deux armées :

« La route et les chemins qui traversent Santa-Lucia étaient couverts de cadavres, les maisons trouées par les boulets, les arbres brisés, le clocher de l'église tout percé à jour, les jardins pleins de débris et d'armes abandonnées. L'affaire avait été sanglante, et les Piémontais avaient combattu avec une grande bravoure ; on voyait partout, pendant le combat, les officiers s'élancer en avant et exciter leurs gens. — *Allons ! en avant ! en avant ! courage ! la victoire est à nous !* entendait-on crier de toutes parts en français. Ces hommes intrépides étaient des soldats de la brigade d'Aoste ; leurs officiers et ceux des nôtres qui étaient

tués s'étaient bien exposés; ils étaient frappés en pleine poitrine, et leurs corps percés de plusieurs balles. C'était un glorieux combat; on s'était battu avec un élan, un acharnement extrêmes, comme il convient à des hommes, et la victoire avait été bien disputée. Je fus étonné, surtout au commencement de l'affaire, de voir avec quelle hardiesse les Piémontais menaient leurs canons jusqu'au milieu de la ligne de nos tirailleurs, et la rapidité avec laquelle leurs sapeurs, malgré notre feu, abattaient les peupliers de la route pour garantir les pièces des attaques de la cavalerie. »

Les *pères nourriciers* de M. de Schwartzemberg s'étaient formés, tout de même, comme on le voit.

Dans une étude admirablement réussie sur Charles-Albert, M. Charles de Mazade, l'éminent écrivain de la *Revue des Deux-Mondes*, a parlé de l'armée sarde en des termes bien sentis.

« Chaque jour, dit-il, elle renouvelait ses combats, souvent dans les conditions les plus défavorables, sous un ciel brûlant, ayant à supporter la faim dans les provinces les plus fertiles de l'Europe, dans la grasse Lombardie. Il arrivait parfois aux soldats sardes d'aller au feu n'ayant pas mangé depuis trente heures. Au début de la guerre, le Piémont restait chargé de la solde de son armée, le gouvernement de Milan s'étant engagé à la nourrir. Malheureusement les vivres n'étaient pas toujours là. Il venait même un jour où le commissaire lombard quittait le camp et se faisait devancer par les approvisionnements. « Depuis trois

mois, disait un officier de ses soldats, ils n'ont pas quitté leurs vêtements et ont toujours dormi sur la terre, n'ayant pour toit que la voûte des cieux. » Caractère original que celui de cette armée piémontaise combattant pour une cause que toutes les passions s'attachaient à ruiner ! Elle avait les mâles qualités de l'esprit militaire et nulle jactance. Cette armée n'avait rien de révolutionnaire, elle avait porté dans les camps les mœurs simples et même religieuses des vallées piémontaises. Un pauvre soldat était tué, et que trouvait-on sur lui ? Un livre de prières, où étaient écrits ces mots à la première page : « Mon Dieu, veillez sur mes parents et protégez notre armée ! » Un de ceux qui ont fait cette guerre, l'auteur d'un *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, raconte qu'étant un soir de garde à la Madonna del Monte, entre Somma-Campagna et Sona, il entra dans une église ; cette église était remplie de soldats groupés autour d'une statue de la Vierge. « Ces braves, dit M. Ferrero, qui affrontaient l'ennemi avec tant de courage sur le champ de bataille, répétaient en chœur les litanies de la Vierge. Deux énormes bouquets cueillis dans les champs et quelques cierges allumés ornaient l'autel..... Lorsque les prières furent terminées, un soldat, que j'avais souvent remarqué pour sa bravoure, me dit : *Mon lieutenant, je viens de prier pour ma famille, j'ai cinq enfants et une mère aveugle !...* » Dans le fond, cette armée se battait pour la grandeur de son pays et de son roi ; voilà son crime aux yeux de M. Mazzini ! »

XXIV

Lorsque s'ouvrit la campagne de 1849, les troupes, peu confiantes en l'obscur officier polonais placé à leur tête, le général Chrzanowski, songeaient involontairement aux désastres de l'année précédente, et cherchaient des yeux leur roi. Elles étaient néanmoins résolues à faire leur devoir jusqu'au bout. — Si, comme je l'ai dit dans une de ces lettres, les 80,000 Piémontais, massés en un seul corps, eussent franchi la frontière sans se préoccuper d'une marche de Radetzki vers le Piémont, et pénétré sur le territoire milanais, en appelant les populations aux armes, jamais les Autrichiens n'auraient pu parer ce coup. Cernés entre les formidables insurrections des villes, dont Brescia donna malheureusement un exemple inutile, et l'imposante armée sarde; détruits en détail par les soulèvements, ils se seraient vu achever dans quelque grande bataille. La trahison de Ra-

morino, commandant l'aile gauche, qui paralysa l'effet de tout son corps d'armée, la frayeur de Chrzanowski, en apprenant l'entrée du maréchal ennemi dans les Etats sardes, s'avançant sur Mortara, le manque de décision, enfin, de ce général, quand le roi, avec le gros des troupes, avait déjà franchi le Tessin et n'avait plus qu'à tirer droit à Milan, toutes ces causes reportèrent le quartier général à Novare, où accourut Radetzki.

Ce fut alors (23 mars) que moins de 40,000 soldats sardes, sans appui, sans réserve, dans la plus désastreuse position, et dont plusieurs régiments, arrivant de Mortara, se battaient depuis deux jours, soutinrent pendant quinze heures le choc furieux de 80,000 Allemands, pour qui l'issue de la lutte était une question de vie ou de mort; car, défaits, ils trouvaient toute la Lombardie soulevée derrière eux. — Le feu avait commencé à la pointe du jour. Jusqu'à quatre heures de l'après-midi, les Piémontais, suppléant au nombre par le désespoir, tinrent bon et purent même crier victoire.—A ce moment, la réserve autrichienne se porta irrésistiblement sur la gauche de l'armée royale, épuisée de fatigues et de pertes, et la culbuta. — Les autres corps n'en continuèrent pas moins leur défense; mais la bataille était perdue.—On se tua jusqu'au milieu de la nuit. Les régiments, coupés du quartier général et ne recevant plus d'ordres, se battaient isolément, pour la vengeance personnelle et pour l'honneur du drapeau. — Il se livra dans toute cette plaine, devant Novare, des combats partiels gigantesques, où des corps entiers disparurent de côté et d'autre.—Il y avait duel d'homme à homme, d'Italien à Germain.

Et ceci n'était rien encore auprès de ce que l'on verra quand Dieu aura permis au Piémont la vengeance. — C'est sans métaphore qu'on peut dire que le soleil chargé d'éclairer cette nouvelle rencontre entre les deux races disparaîtra dans la vapeur du sang, comme épouvanté d'un tel carnage.

Je n'ai certes point la prétention de raconter ici stratégiquement cette terrible bataille de Novare. Il faut, pour cette rude tâche, un autre écrivain que moi, un terrain plus large que les colonnes d'un journal. — J'essaye simplement de donner, par quelques rapides traits, une idée de ces choses qu'on sait trop peu en France, de faire connaître ces hommes, auxquels nos soldats ont battu des mains sous le feu des Russes, et en compagnie de qui nous retournerons, un jour ou l'autre, affronter l'ennemi commun. — Il est bon, il est utile que l'on sache précisément ce que vaut et ce que peut cette nation, notre sœur par l'origine, notre unique alliée par l'affection naturelle autant que par l'intérêt.

Dans cette journée d'agonie, que les « gens bien informés » représentent assez communément sous les traits d'une débandade, où Radetzki n'eut qu'à se présenter pour mettre en déroute les soldats sardes, peu soucieux de se faire tuer, comme l'année d'avant, pour une cause indifférente ; dans ces quinze heures de lutte, où deux cents pièces de canon tonnaient à la fois, où cent vingt mille hommes s'égorgeaient corps à corps, l'armée piémontaise laissa quatre mille morts sur le champ de combat, et eut six mille blessés, un quart de son effectif engagé. — N'ou-

bliez pas que les Autrichiens étaient juste en nombre double. — Les Piémontais leur tuèrent près de quatre mille hommes, parmi lesquels cent cinquante officiers. Qu'eussent-ils fait à nombre égal? — Un peuple de cadavres couvrait la plaine. — Ces beaux régiments, que Charles-Albert avait formés avec tant d'amour, terminèrent noblement le dernier jour de royauté de leur magnanime maître. — « Certes, a dit un écrivain, témoin lui-même de cette grande scène, une armée qui, livrée à toutes les causes de découragement et de désorganisation, a encore le bras assez fort pour frapper de tels coups, cette armée mérite l'estime du monde. Ce n'est rien d'être vaincu, pour un pays vivace et fort, qui peut en appeler à chaque instant de la défaite d'aujourd'hui à la victoire de demain. C'est beaucoup de conserver l'honneur ; celui de l'armée piémontaise est sans tache. »

Deux généraux sardes se firent tuer à la tête des troupes ; le lieutenant général Perrone de Saint-Martin, qui avait longtemps servi en France avec ce grade, et le major général Passalaqua. En recevant l'ordre de marcher au feu avec sa brigade, ce dernier, qui causait avec ses officiers, leur dit : « Vous savez, messieurs, qu'étant en retraite, je pouvais me dispenser de servir. Vous savez que je n'approuve pas cette guerre ; mais je désire que tous les parleurs qui nous gouvernent fassent leur devoir comme je saurai remplir le mien. » — Une heure après, il tombait frappé mortellement.

Le nombre des officiers morts, ou grièvement blessés, dépasse toute proportion. Ceux de l'artillerie se distinguèrent particulièrement. — Le jeune comte Charles de Robi-

lant, aujourd'hui officier d'ordonnance du roi, rencontre, comme il rentrait à Novare, à la chute du jour, son père, le général de Robilant, aide de camp de Charles-Albert. — « Es-tu blessé, père ? lui dit-il d'une voix ferme. — Non, et toi? — Moi, j'ai la main emportée ; je vais me faire amputer le bras ! » — Le père pâlit, puis dominant son émotion : — « Eh bien ! console-toi, mon fils, tu as fait ton devoir ! »

N'est-ce pas antique?

La brigade de Savoie s'acquit là une gloire immortelle. Placée dans l'endroit le plus dangereux, recevant, impassible, la mousqueterie, la mitraille, elle soutint pendant huit heures, sans reculer d'une semelle, l'assaut d'ennemis constamment renouvelés. — Les Autrichiens, furieux, emploient alors un stratagème déshonorant pour démoraliser ces deux braves régiments, en les privant de leur chef. — Une troupe s'avance vers la brigade, escortant un trompette et un parlementaire porteur d'un mouchoir blanc qu'il agite. — Le général d'Aviernoz, commandant de Savoie, croit qu'il s'agit d'une communication, et va seul au-devant. Quand il n'est plus qu'à quelques pas, l'ennemi fait feu sur lui, le renverse et l'emporte tout sanglant au milieu d'une force imposante qui s'ouvre pour recevoir les traîtres.

Mais alors, — oh ! alors, — les Savoisiens se regardent, leurs yeux brillent, un mot patois court dans les rangs. Ils croisent la baïonnette et se précipitent, tête baissée, avec une rage tellement inouïe, qu'en un clin d'œil le général est délivré et les Autrichiens mis en fuite, laissant la terre cou-

verte de cadavres. — La brigade eut alors quelques instants de répit.

Le lendemain, sur ses 5,000 soldats, Savoie en comptait à peine 1,200 présents au drapeau. Le reste était mort ou aux ambulances.

Le roi et ses fils donnèrent l'exemple du plus mâle courage. Depuis le matin jusqu'à la nuit, les deux princes restèrent au feu, chargeant à la tête des brigades et se battant avec une intrépidité désespérée. La bataille était perdue, que le duc de Gênes, après avoir eu trois chevaux tués sous lui, se jetait dans la mêlée, avec des débris ralliés d'escadrons, pour frapper au moins un dernier coup. — Le duc de Savoie, Victor-Emmanuel, s'occupait à sauver les restes de l'armée, en la concentrant sous Novare.

Charles-Albert, grave et calme, à la fin comme au début de la journée, se portait aux endroits les plus menacés, pour soutenir les troupes de sa présence. Une grêle de projectiles, tombant autour de lui, décimait son état-major et les soldats de l'escorte. Il ne semblait point s'en apercevoir.— Sur le soir, quand il vit tout perdu, il chercha visiblement à se faire tuer, se plaçant en face des batteries ennemies, qui vomissaient la mitraille et la mort à ses côtés. Le sort l'épargna, comme pour lui faire savourer jusqu'à la plus extrême amertume les douleurs de la défaite et de la vengeance remise.—Il revint au pas vers la ville, retournant la tête, de temps en temps, au bruit des râles suprêmes qui s'exhalaient de son armée mourante, et frissonnant d'angoisse contenue.

Un Français, de l'état-major royal, M. de Talleyrand, s'approche de lui. L'infortuné prince lui tend la main. — « Au moins, dit-il, l'honneur de l'armée est sauf! »—Et il ajoute tristement : — « La mort n'a pas même voulu de moi! »

Sur les remparts mêmes de Novare, le roi fit appeler M. Cadorna, ministre responsable qui l'avait suivi, et lui ordonna de se rendre au camp ennemi, en compagnie du général Cossato, afin de demander un armistice.—Incapable d'égards pour le courage malheureux, l'Autrichien Radetzki refusa durement, en ajoutant à ses paroles de grossières injures envers Charles-Albert. — Les envoyés sardes revinrent aussitôt apprendre la réception qui leur avait été faite.

Alors eut lieu une scène majestueuse. — Après quelques instants de réflexion, pour se faire sans doute à l'idée du sacrifice qu'il allait consommer, le dernier qu'il pût offrir à la patrie, le roi manda auprès de lui les princes, les généraux, les grands officiers présents, et, d'une voix assurée, leur dit ces mémorables paroles :

« — Messieurs, je me suis sacrifié à la cause italienne; pour elle j'ai exposé ma vie, celle de mes enfants, mon trône! Je n'ai pas réussi. — Je comprends que ma personne pourrait être aujourd'hui le seul obstacle à une paix désormais nécessaire ; je ne pourrais pas d'ailleurs me résoudre à la signer. Puisque je n'ai pas pu trouver la mort, j'accomplis un dernier sacrifice à mon pays. — Je dépose ma couronne, et j'abdique en faveur de mon fils, le duc de Savoie. »

Les assistants étaient restés immobiles d'émotion, saisis

par cette grandeur et cette simplicité d'expressions. — Charles-Albert alla serrer la main de chacun d'eux, embrassa ses fils, qui retenaient mal les larmes de leur cœur gonflé, et se retira dans sa chambre. — Il partit une heure après, seul et sans suite, après avoir confirmé par écrit et signé l'abdication qu'il venait de prononcer de vive voix ; et il prit la route de l'exil lointain, où il devait bientôt mourir, sans vouloir même revoir sa capitale, ni personne de sa cour. — Pauvre prince ! Qui ne comprend ce qu'il devait ressentir[1] ?

J'emprunte aux *Souvenirs de la guerre de Lombardie*, du duc de Dino, la page suivante, qui complète le récit de ce grand événement :

« Une dernière aventure attendait, sur le sol piémontais, le roi déchu et fugitif. — Le soir même de la bataille, les Autrichiens, campés dans les environs de Novare, avaient interrompu les communications entre cette place et Verceil, et avaient établi sur la route deux pièces d'artillerie braquées dans les environs de la ville. Un fort piquet d'infanterie veillait près de la batterie, et une sentinelle avancée observait la route. Vers minuit, un bruit de roues se fait entendre dans le lointain ; on avertit le capitaine de garde

[1] Charles-Albert avait quitté Turin, à l'ouverture de la campagne, avec des pressentiments au moins singuliers. — Avant de partir, il commanda une parure de deuil pour la reine ; et, prenant congé d'un de ses fidèles, il lui dit : « Adieu, cher ami, nous ne nous reverrons plus que là-haut ! » — Paroles qui se trouvèrent bientôt tristement vérifiées.

que des pièces d'artillerie piémontaises semblent se diriger de ce côté. Aussitôt, il fait allumer les mèches, ordonne de charger à mitraille et de tirer dès qu'on sera à bonne portée. Cependant, le bruit devient plus distinct ; les soldats apprêtent leurs armes, les canonniers immobiles sont à leur poste. Enfin, au détour de la route, on voit poindre une voiture qui s'avance rapidement.

» — Mon capitaine, dit le sergent d'artillerie, ce n'est point de l'artillerie, c'est une voiture. »

» On regarde attentivement, et en effet on distingue bientôt une voiture attelée de quatre chevaux de poste qui roule à fond de train sur la chaussée. Aussitôt, le capitaine suspend son premier ordre et s'avance avec une patrouille. Il arrête le postillon, s'approche de la portière et demande le nom du voyageur.

» — Je suis le comte de Barge, répond celui-ci, qui était seul dans la voiture ; je suis colonel piémontais, j'ai donné ma démission après la bataille, et je retourne à Turin.

» — Monsieur le comte, vous m'excuserez, mais je ne puis vous laisser passer ainsi ; il faut que vous me suiviez chez le général : il est ici, à quelques centaines de pas.

» — Comme vous voudrez, monsieur ; je suis à vos ordres.

» Et la voiture, escortée de quelques hussards, se dirige vers le petit château servant pour le moment de quartier général au comte de Thurn. L'officier monte et prévient le général qu'un comte de Barge, se disant colonel piémontais, vient d'être arrêté, se rendant à Turin, et qu'il attend en bas dans sa voiture.

» — Qu'on le fasse monter, dit le général, et qu'on fasse venir ce sergent de bersaglieri que nous avons fait prisonnier ; si ce soldat le reconnaît, vous le laisserez aller ; sinon, vous le retiendrez prisonnier. Qu'on m'avertisse, en tous cas, de ce qui se sera passé.

» En effet, le comte de Barge monte dans l'antichambre, et le bersagliere est mis en sa présence.

» — Reconnaissez-vous le comte de Barge, colonel piémontais ?

» — Non, je ne connais pas ce nom-là dans l'armée.

» — Regardez bien ?

» Le bersagliere s'approche, regarde fixement le voyageur et reste interdit. Le comte lui fait un signe du regard.

» — Ah ! oui, certes, je le reconnais bien, monsieur le comte de Barge, s'écrie le sergent ; parbleu ! il était près du roi pendant toute la bataille.

» Le comte lui fait un signe de la main ; le bersagliere s'éloigne, et le voyageur, s'avançant vers la porte, dit à l'officier :

» — Je suppose, monsieur, que rien ne s'oppose plus à mon départ ?

» — Pardon, colonel, mais M. le général de Thurn me charge de vous prier de prendre une tasse de thé avec lui.

» Le comte accepte, entre chez le général, qui, après des excuses polies sur les rigueurs auxquelles la guerre le condamne, entame la conversation. On parle de la bataille ; le comte rappelle tout ce qui s'est fait du côté des Piémontais ,

le général raconte tout ce qui s'est passé du côté des Autrichiens, puis ajoute :

» — Pardonnez-moi, monsieur le comte ; mais je m'étonne qu'un homme aussi distingué que vous me semblez l'être soit si peu avancé dans l'armée.

» — Que voulez-vous ? je n'ai jamais été heureux ; je n'ai pas réussi, Aussi, après la bataille, voyant la carrière militaire désormais sans avenir pour moi, j'ai donné ma démission du grade que j'occupais.

» La conversation se prolonge quelque temps encore sur ce ton, puis le comte de Barge prend congé du général autrichien, qui le reconduit jusqu'à sa voiture. En remontant l'escalier, le général de Thurn, s'adressant à ses aides de camp, leur dit :

» — Le comte de Barge est vraiment un homme entraînant par son esprit et ses bonnes manières. Je ne l'aurais jamais cru militaire ; il me faisait plutôt l'effet d'un diplomate. Qu'en dites-vous?

» — Nous sommes de votre avis, général; mais voici le bersagliere, il pourra peut-être vous dire l'emploi qu'occupait ce colonel à la cour de Turin. Eh! l'ami, quel est ce comte de Barge qui vient de nous quitter ?

» — Le comte de Barge, messieurs, est le roi Charles-Albert.

» — Le roi !

» — Messieurs, reprend le comte de Thurn après quelques instants de silence, Dieu protége l'Autriche ! — Que n'eût pas dit le monde si, par une fatale méprise, la batterie eût

fait feu sur cette voiture et que ce malheureux prince eût été frappé, comme cela paraissait inévitable! On aurait dit qu'ennemis aussi implacables que perfides, nous avions assassiné le roi Charles-Albert dans un lâche guet-apens. — Remercions Dieu de nous avoir évité ce malheur, et félicitons-nous d'avoir pu voir et apprécier de si près notre héroïque adversaire! »

L'armée sarde, un instant ébranlée sous le rude coup de deux campagnes malheureuses, ne tarda pas longtemps à reprendre son aspect ordinaire, tant il y a d'énergique vitalité dans ce pays. — La vigoureuse main du nouveau roi la releva vite au niveau le plus florissant. — Ces troupes ont prouvé en Crimée tout le parti qu'on pouvait tirer d'elles.

Le soldat piémontais est enthousiaste et grave à la fois. C'est le trait distinctif de ce peuple. — Il a conscience de sa mission libératrice envers l'Italie; il veut venger son vieux roi, et glorifier son plus brave général dans Victor-Emmanuel II. — Une haine inextinguible couve d'ailleurs au fond du cœur de chacun de ces hommes, haine entretenue cuisante par le souvenir sans cesse invoqué de la défaite, par l'orgueil militaire si puissant ici, par la conduite inhumaine des Autrichiens en Lombardie, par leur attitude perpétuellement provocatrice.

Le dernier conscrit sait très-bien qu'il vient se former pour un duel à mort; il est fier de ce noble but. — Ce mot magique de NOVARE, répété à ses oreilles, lui adoucit les premiers ennuis de la vie militaire. — Il sait que, dans une rencontre sans merci avec les sauvages oppresseurs de sa

nation, il lui faudra vaincre ou rester là, tuer ou être tué : nulle autre alternative. Et il serre rageusement son fusil, et il attend avec impatience le grand jour de la revanche ou des funérailles dernières du Piémont.

Et, ce jour-là, — oh ! ce jour-là ! — comme j'accourrai joyeusement moi-même prendre une place dans les rangs !

XXV

Il y a, monsieur, tout un côté bien curieux de la question italienne, principalement en ce qui touche le royaume de la Haute-Italie, négligé mal à propos par les publicistes qui, dans ces dernières années, ont écrit sur les événements dont la Péninsule venait d'être le théâtre. — Là, pourtant, était l'explication de faits qu'on n'a guère compris, parce qu'on ne remontait pas à la source : l'affection des Lombards, de la noblesse milanaise surtout, pour la cour de Turin ; — la haine mortelle des races régnantes de Piémont et de Hapsbourg-Lorraine. — Il s'agit des droits historiques de la maison de Savoie sur la couronne de Lombardie, droits auxquels j'ai fait, en passant, de fréquentes allusions, et dont je me réservais de parler plus longuement.

La généralité des lecteurs ne se doute point que la lutte, en Italie, des deux dynasties de Savoie et d'Autriche, dont

on ne cherche guère les causes plus loin qu'hier, se poursuit d'âge en âge, à travers les siècles, avec un acharnement sans cesse croissant, et qui semble arrivé à sa dernière période. — Charles-Albert et Victor-Emmanuel II ne font que continuer une longue suite de princes, voués, de même qu'eux, à l'expulsion de l'étranger du sol natal, à la reconquête de l'antique héritage, volé sur leurs pères par les empereurs germains. — Plus d'un parmi ces guerriers a cru tenir la Couronne de Fer:—comme plus tard son descendant, le vaincu de Novare, l'un d'eux, Charles-Emmanuel III, en ceignit un instant sa tête. La possession du Milanais pendant deux années ne fit que lui rendre plus amère la douleur d'en sortir, sacrifié qu'il fut aux arrangements des grandes puissances.

Il m'a semblé utile de rechercher, pour en faire le fond d'une de ces lettres, l'origine ainsi que les fortunes diverses de ces droits toujours maintenus par de vaillantes épées, de cette rivalité établie par Dieu comme moyen de rédemption future pour l'infortunée race qu'il éprouvait si rudement. — Il n'est personne qui ne reconnaisse une mission providentielle dans ces efforts continués pendant huit siècles, dans ce but, jamais un instant délaissé par les princes de Savoie, de rentrer à Milan, de rendre libre et une la Haute-Italie.

Le vœu des peuples hautement exprimé, alors qu'ils étaient maîtres de disposer d'eux-mêmes, est venu donner aux prétentions héréditaires des souverains piémontais la plus solennelle des sanctions. — On put se convaincre que les maîtres de Turin disaient vrai en affirmant qu'ils étaient d'accord avec les habitants des domaines réclamés. — Les

négociations de l'été de 1848 prouvent que les grands cabinets reconnurent cette réunion conforme aux intérêts et aux droits de l'Italie. — Je vous donnerai plus loin des extraits de pièces diplomatiques qui vous en diront plus que toute autre chose à ce sujet.

Ce fut vers l'an 1000 de notre ère, que, dans le partage du vaste royaume de Bourgogne, un vaillant soldat nommé Othon-Guillaume s'adjugea la souveraineté de la terre de Savoie, dont il était déjà le gouverneur.

Cet Othon-Guillaume sortait de race illustre. Il avait pour père Adalbert, roi d'Italie, marquis d'Ivrée, fils lui-même de Béranger II, roi national de la Haute-Italie, souverain de la Lombardie et de Milan, dépouillé par le Germain Hugo de cette partie de ses Etats, et acculé dans le Piémont, qu'Adalbert perdit à son tour avec le titre royal.—La Haute-Italie se trouva alors livrée tout entière aux Allemands.

Vous voyez de suite, n'est-ce pas, l'origine de ce sentiment si naturel et presque instinctif qui ne cessa point, depuis la dépossession de Béranger et d'Adalbert, de porter leurs descendants vers l'ancien héritage, jamais perdu de vue, jamais oublié ?— Voici tantôt neuf siècles que les féodaux d'Allemagne débordèrent sur le royaume de Béranger ; et la race entêtée de ses fils n'a pas discontinué un seul jour de regarder du côté de cette grande Milan, la Rome nouvelle, où chacun d'eux espéra rentrer.

Humbert *aux blanches mains*, fils d'Othon-Guillaume, déjà puissant du côté de la France et de la Suisse, s'avance jusqu'au sommet des Alpes. De là, il aperçoit la terre pro-

mise; mais, comme le grand chef des Hébreux, il meurt sans y pénétrer. — C'est à son descendant Oddon que revient cette fortune. Celui-ci épouse Adélaïde de Turin, de la maison de Saxe, qui lui apporte en dot le Piémont, et rentre ainsi dans cette partie des terres patrimoniales, d'où les siens vont désormais guetter l'occasion de ressaisir le reste.

En 1247, Thomas II, régnant à Turin, obtient de l'empereur Frédéric II l'autorité de vicaire impérial pour la Lombardie; en 1313, l'empereur Henri VII de Luxembourg confirme ce titre à Amédée V de Savoie. — Mais les Césars germains n'ont déjà plus, depuis longtemps, qu'un pouvoir nominal dans la Haute-Italie. — Milan, Crémone, Parme, Brescia, toutes les grosses villes, se sont soustraites l'une après l'autre à la domination étrangère, et érigées en communes indépendantes. Des seigneurs particuliers occupent le reste du pays : le territoire actuel des duchés, les légations et le Vénitien de terre ferme. — L'ancienne maison royale d'Italie passe des siècles à batailler avec les uns, à négocier avec les autres, pour acquérir quelques districts, quelques morceaux de province qu'elle ne conserve pas toujours.

Mais enfin, au mois d'août 1447, après cent soixante années de domination à Milan, la famille Visconti s'éteint dans la personne du duc Philippe-Marie. — Les Milanais se croient enfin libres, car le pouvoir des Visconti leur avait été dur; ils proclament la république communale. — Malheureusement, ils avaient compté sans François Sforza, mari d'une bâtarde du dernier duc, qui vient récla-

mer son héritage, l'épée à la main et la menace à la bouche, en terrible et impitoyable condottiere qu'il était.

Milan se souvient alors de l'antique dynastie qui règne à ses portes. — Elle comprend enfin, pour ne plus l'oublier, l'immense avantage de la réunion des deux provinces, Lombardie et Piémont, l'intérêt pour elle-même de redevenir capitale d'un puissant royaume, au lieu de végéter sous d'obscurs et cruels tyrans. — Les députés des villes se rassemblent, et, unis aux chefs du peuple milanais, font proposer au duc de Savoie d'abord une ligne offensive et défensive, puis la souveraineté de leur Etat, pour être incorporé au sien.

Alors régnait à Turin le duc Louis, fils de cet Amédée VIII, élu pape par le concile de Trente, et qui mourut à Ripaille simple ermite, après avoir épuisé toutes les grandeurs de ce monde. Ce vieux guerrier, jadis acharné à arrondir son domaine italien, occupait encore la chaire pontificale sous le nom de Félix V, quand il reçut de son fils communication des offres milanaises. — Le sang de Béranger bouillonna dans ses veines; l'ardeur des jeunes années lui revint tout entière. — Il faut voir les instructions pleines de prévoyance, les exhortations irritées que ce brave pape adresse au duc Louis, qui ne se remue pas assez à son gré! — On sent que si, au lieu de tenir les clefs de l'Eglise, il commandait encore ses bons chevaliers, la couronne de Lombardie ne lui échapperait pas, à lui, pour cette fois!

« Si les ressources actuelles ne suffisent pas, écrit-il, qu'on » engage la gabelle de Nice. Que le seigneur duc et *Madame*

» vendent tout l'or et tout l'argent qu'ils pourront avoir chez
» eux ; qu'ils engagent ou vendent leurs joyaux dans le pays,
» et s'ils ne trouvent pas là, qu'ils les envoient à Genève,
» et le saint-père trouvera là qui leur prête sur sa garantie.
» — Et, en outre, les personnes suivantes de la maison du
» saint-père pourront encore prêter, les cardinaux de Chy-
» pre, de Varambon et d'Arcy ; et aussi le prieur de Romain-
» Moustier, messire Jean de Drex, le seigneur de Divonne,
» messire Pierre de Grolée, Jean Chaboud, fils du président,
» Etienne Rosset, etc. Et si le seigneur duc commence à
» prouver sa bonne volonté *par des faits*, le saint-père ne
» l'abandonnera pas en chemin : surtout, qu'il assure nette-
» ment sa position avec les Milanais. »

Rien de curieux comme cette correspondance entre les deux princes, le vieux et le jeune, surtout à propos des négociations ; malheureusement, les rôles étaient intervertis : c'était le fils qui aurait dû être pape, et le père duc de Savoie. — Pour la première fois dans cette race, Louis manquait d'esprit militaire, d'adresse politique et surtout de décision. Il essaya cependant de saisir la belle proie qui s'offrait à lui, et il se lança en campagne au secours de Milan, à laquelle il fit parvenir tous les subsides en son pouvoir. — Pendant deux longues années, ses troupes défendirent contre Sforza la capitale de la Lombardie, tandis qu'avec l'aide du saint-siége sa diplomatie remuait l'Italie et les grands Etats voisins pour trouver une alliance efficace contre les difficultés qu'il rencontrait.

Car notre duc avait affaire à forte partie. Sforza seul, bien que maître d'une excellente armée, eût été peu dan-

gereux; mais, derrière lui, venaient les fortes républiques de Florence et de Venise, les ducs de Ferrare, les marquis de Montferrat, médiocrement flattés d'une telle extension de puissance pour le maître des Alpes, et se croyant en péril si elle se réalisait. De son côté, la maison d'Autriche, qui convoitait déjà le Milanais, soi-disant à titre de fief impérial en déshérence, et qui l'usurpa par la suite ainsi, la maison d'Autriche poussait Sforza, dont elle espérait bien avoir meilleur marché un jour que d'un souverain tel que Louis, augmenté de la Lombardie. — Le condottiere l'emporta donc. Milan, après avoir subi les horreurs d'un long siége, dut se rendre à discrétion, et le duc de Savoie ne retira que des désastres d'une si magnifique occasion.

Pendant plusieurs générations, la maison de Savoie est alors tout occupée du côté de la France. Son domaine n'était point borné, comme aujourd'hui, de ce côté-ci des Alpes, à la seule Savoie propre. Elle possédait en pleine souveraineté la Suisse française actuelle, Genève et le pays de Vaud, la Bresse, le Bugey, les pays de Valence et de Die, et d'autres encore. — Il y eut naturellement lutte, quand nos rois, constituant l'unité française, marchèrent de ce côté. Les princes piémontais n'étaient point de ces grands vassaux, tôt ou tard forcément victimes de la couronne, et ne trouvant à qui s'adresser. Ils défendirent avec résolution leur territoire, délaissant pour un temps l'Italie, et se refaisant Bourguignons de l'antique royaume. — Mais Louis XI passa par là pendant une minorité. Sa sœur, veuve d'Amédée IX, et tutrice d'un enfant, lui ouvre la porte. Louis XI entame

l'héritage. Puis viennent des règnes malheureux : trois jeunes gens qui meurent à vingt ans, Charles Ier, Charles II, Philippe le Beau. — Charles III, pris entre François Ier et Charles-Quint, a l'imprudence de vouloir demeurer neutre. Le terrible soldat de Marignan fond sur ses Etats, écrase toute résistance et déclare la partie française, la Savoie, et, plus tard, le Piémont lui-même, réunis à la monarchie. — L'infortuné Charles III, réduit à la seule ville de Nice pour refuge, vit ses dépouilles faire l'appoint de la paix.—Jamais cette race ne se trouva en pareil danger.

Le génie d'Emmanuel-Philibert surgit grandement à propos. Ce grand capitaine, placé à la tête des armées espagnoles, et vainqueur à Saint-Quentin, recouvre, par la paix de Cateau-Cambrésis, une partie des domaines paternels, et obtient la main d'une fille de France (1559). — Mais la tradition bourguignonne n'est désormais plus possible. La Savoie va perdre, de règne en règne, tout ce qui lui restait de terre française. Philibert-Emmanuel le comprit, heureusement pour sa maison, et redevint entièrement italien. — La couronne de Lombardie fut l'unique rêve de ses derniers jours.

Charles-Emmanuel Ier, son fils, put croire un instant la tenir. — En 1584 il épousa l'infante Catherine, fille aînée de Philippe II. — Par les dispositions d'un diplôme de l'empereur Charles-Quint, en date du 12 septembre 1549, réglant la succession du Milanais, cette infante se trouvait, relativement à la maison d'Autriche, héritière naturelle de cet Etat. Depuis lors, la maison de Savoie ne cessa de le récla-

mer, à ses droits.—L'historien Pompée Litta dit même à ce sujet : « Dans le contrat de mariage, il était établi que le
» premier fils venu de cette union serait l'héritier du Mila-
» nais, et qu'avec le Piémont qu'il possédait déjà, joint à
» ses nouveaux domaines, il prendrait le titre de roi de
» Lombardie. Il naquit un premier fils, mais qui mourut en
» bas âge, et la cour d'Espagne, mécontente de sa pro-
» messe, prétendit qu'elle n'était point engagée envers le
» second fils. »

Le duc de Savoie se plaignit à son beau-père. Celui-ci qui, loin d'enrichir le duc, songeait tout au contraire à lui voler ses propres Etats, — songez que c'était Philippe II! — lui répondit avec des menaces. — Catherine, outrée de voir son mari et elle si bien dupés, demanda au moins la lieutenance des Pays-Bas. Philippe lui écrivit que, *leur confier ces provinces, était comme si on voulait donner au loup la garde du troupeau.*

Charles-Emmanuel rongeait donc tristement son frein, quand une mystérieuse communication vint réveiller l'espérance dans son cœur ulcéré.

C'était le temps où notre Henri IV, vainqueur des factions, tranquille chez lui par l'édit de Nantes, et au dehors par la paix de Vervins, travaillait silencieusement avec le fidèle Sully à une grandiose entreprise qui lui coûta la vie, et sur laquelle les historiens ne se sont point assez appesantis pour sa gloire.

La maison d'Autriche, cette « éternelle ennemie du genre humain, » suffoquait alors l'Europe, qu'elle tenait à la gorge



de tous les côtés. Sans le providentiel génie de Henri de Navarre, la France tombait aux mains de Philippe II, et la liberté du monde n'existait plus. — La monarchie universelle, rêve de Charles-Quint, avait donc failli s'accomplir entre les deux branches de Hapsbourg, celle de Madrid et celle de Vienne. Les petits Etats tremblaient, mais forcément laissaient faire. La France semblait épuisée par ses dernières guerres civiles. L'Angleterre, enfin, qui devait à une tempête de n'avoir point subi l'invasion, se défendait dans ses îles, contre les mécontents d'Ecosse et d'Irlande, à la solde de l'Espagne.

Ému d'un tel état de choses, Henri IV projeta de réunir en une seule ligue tous les intérêts menacés, et de remanier de fond en comble les bases politiques de l'Europe, dans une guerre qui clôrait pour des siècles la série de ces rivalités et de ces luttes dont les peuples venaient de tant souffrir. — On reconnaît dans les détails à ce sujet tout le cœur du premier Bourbon.

Cette ligue, commandée par le roi, comprenait la France, l'Angleterre, la Savoie, la Suède et le Danemark, les Provinces-Unies de Hollande, tous les princes de l'Empire, devenus de véritables sujets de l'Autriche, et exaspérés au dernier point. — Son but principal était de déraciner de l'Allemagne la maison de Hapsbourg, et de l'isoler, dans ses domaines espagnols, du reste du monde.

Cette race absorbante une fois abattue, sur ses ruines devait s'établir l'ordre de choses suivant :

Le duc de Savoie devenait roi de Lombardie; l'Italie, li-

bre de toute domination étrangère, formait une puissante confédération intérieure de quatre seuls Etats : — le royaume de Lombardie ; — le Saint-Siége, accru du domaine de Naples ; — la république de Venise ; — le duché de Mantoue, auquel seraient réunis la Toscane, Modène et Gênes.

La Bohême, avec la Moravie, la Lusace et la Silésie, serait érigée en royaume indépendant électif. — La Hongrie avec l'archiduché d'Autriche, la Styrie, la Carinthie, l'Esclavonie, la Croatie, etc., aurait le même sort. — Les souverains de ces deux Etats, ainsi que celui de la Pologne, seraient nommés désormais par un congrès de princes électeurs, formé des rois de France, d'Espagne, d'Angleterre, de Lombardie, de Danemark, de Suède, du pape et de l'empereur.

La dignité impériale allemande, devenue réellement élective, serait conférée par les princes de l'Empire à l'un d'eux, suivant les anciennes coutumes, et jamais deux fois de suite dans la même maison. — L'Allemagne deviendrait alors, en effet, une grande république fédérative, avec un chef à son sommet, pour maintenir les droits de chacun, sans pouvoir opprimer personne.

Le Tyrol, le Voralberg, la Franche-Comté, unis aux cantons suisses, formeraient une *république Helvétique*.

Les Pays-Bas, Hollandais ou Belges, constitueraient tous ensemble une *république de Belgique*. — Le plan fixait également le sort d'autres nombreux petits Etats, concourant, dans leur sphère relative, à l'harmonie générale.

Enfin, — prévoyance admirable d'un grand homme ! — les Turcs devaient être chassés au delà du Bosphore, et leurs possessions d'Europe données à un prince particulier ; — le

czar de Moscovie était sommé d'adhérer à l'ordre commun, ou bien on le rejetait en Asie, et la catholique Pologne s'augmentait de ses provinces.

Pour garantir la conservation de ce majestueux état, tous les peuples de l'Europe, parfaitement indépendants les uns des autres quant à la souveraineté intérieure, se réunissaient, sous le nom de RÉPUBLIQUE CHRÉTIENNE, dans une grande société fédérative. — Un *conseil général*, formé de commissaires des divers participants, renouvelables chaque trois ans, et installés dans une des villes libres du Rhin, décidait, à l'avenir, de toutes les contestations civiles, politiques et religieuses, qui pouvaient surgir au sein de la République chrétienne. — Tous les membres de la confédération s'engageaient solennellement à respecter les décisions de ce corps suprême, et à en assurer, au besoin, l'exécution. — La paix perpétuelle était désormais assurée. — Quel changement dans les destinées du monde!

XXVI

Tel était ce fameux plan dont les préparatifs absorbèrent les quinze dernières années de l'existence de Henri IV. — On demeure stupéfait en lisant dans les *Mémoires* de Sully avec quelle admirable prudence, quelle exactitude de calculs, quel secret bien gardé entre tant de princes, toute cette négociation, interrompue souvent par des morts, des changements de souverains, arriva jusqu'à la veille de la mise à exécution. — Quatre cents millions de notre monnaie, économisés pour cette guerre, emplissaient les caves du Louvre, au mois d'avril 1610; une formidable armée était prête, par contingents; pas un seul des confédérés désignés n'avait manqué à l'appel, brûlant de se venger et de respirer enfin à l'aise. — Encore quelques jours, et la maison d'Autriche était perdue, l'Europe délivrée.

A propos de l'insignifiante succession de Clèves et Ju-

liers, le roi, sous prétexte d'un arbitrage armé, devait être rendu pour le milieu de mai sur le Rhin, où ses troupes se massaient peu à peu. Sa venue était le signal de l'explosion universelle. Pas un homme, pas un cheval, pas un canon n'étaient en retard; les pièces diplomatiques en font foi. — Henri avait nommé régente la reine sa femme, avec Sully pour ministre. Son départ était fixé au 17 mai; il n'était resté quelques jours de plus à Paris que pour le couronnement de Marie de Médicis.

Mais, à la cour même, et non point par aucun des conjurés, qui gardèrent tous inviolablement le secret, quelque chose avait transpiré. Touchant au terme d'une si magnifique vengeance, Henri n'avait pu retenir de joyeuses paroles sur la destinée prochaine de la race fatale à tous. — Sans soupçonner l'immensité du péril, la famille d'Autriche flaira une disposition menaçante. — Elle avait déjà armé le bras du jésuite Jean Châtel, qui ne put que blesser le roi. Cette fois, elle lança des mêmes rangs l'atroce Ravaillac, et l'assassinat d'Henri le Grand, le 13 mai 1610, vint couper court à cette sublime rédemption des peuples et des nationalités, que lui seul osa jamais tenter et que lui seul pouvait accomplir.

Richelieu, sous le règne suivant, Mazarin et Louis XIV plus tard, continuèrent la politique française de Henri IV. Ils réussirent à abaisser la descendance de Maximilien, à lui enlever même l'Espagne et les Indes, et à placer sur ses plus beaux trônes la maison de Bourbon. — Mais plus jamais l'Europe, l'Italie surtout, ne revirent l'occasion que le plus exécrable des crimes leur avait enlevée.

Le duc de Savoie ne fut pas un des moins affectés de cette cruelle mort. Il ne perdit cependant point courage, et, quoique contraint, par le lâche abandon de la régente Marie de Médicis, à s'humilier devant le roi d'Espagne, il parvint à se tirer d'affaire, louvoyant entre les deux puissances qui l'observaient. Son successeur, Victor-Amédée Ier, épousa une fille de Henri IV, et, poursuivant les éternels desseins de sa famille, s'allia contre l'Autriche avec la France par le traité de Rivoli (1635), où Milan et le titre de *roi de Lombardie* lui étaient garantis de nouveau.—La guerre tourna mal, et il n'en retira qu'un agrandissement dans le Montferrat.

Le dix-septième siècle fut généralement stérile pour la maison de Savoie, que sa constance inébranlable n'abandonna pàs néanmoins, quoique soumise à de rudes épreuves. D'incroyables circonstances enlevaient sans cesse à ces princes la couronne toujours convoitée. —Enfin, un règne heureux vint réparer tant de désastres. L'habile Victor-Amédée II, l'un des arbitres de la guerre de succession, obtint, par les traités d'Utrecht et de Rastadt, le Montferrat avec Casal, les provinces d'Alexandrie et de Valence, toutes les terres entre le Pô et le Tanaro, la Lomelline ainsi que la vallée de la Sesia, et l'île de Sicile avec le titre royal. — C'était beau assurément de devenir roi; mais les fils de Béranger voulaient l'être de la Lombardie; et leur héréditaire ambition ne s'en trouva que davantage stimulée. — Encore, Victor-Amédée se vit-il forcé d'échanger la fertile Sicile contre la sauvage Sardaigne. — Il finit par céder le trône à son fils, le fameux Charles-Emmanuel III.

Celui-ci toucha le but de plus près que tous les autres.

Il régna deux années entières sur le Milanais, et put croire, le premier, qu'il avait fixé la fortune, si malicieusement contraire à la réunion de la Haute-Italie.

La succession de Pologne, en 1733, avait fourni aux cours de France et d'Espagne, mécontentes de tant d'Etats restés à l'Autriche en Italie, l'occasion d'une nouvelle guerre générale. Le roi de Sardaigne était un allié trop précieux pour qu'on ne recherchât pas son concours à tout prix. — Un traité eut donc lieu, dans le préambule duquel on lisait :

« Il est connu de l'univers entier comment la maison d'Autriche abuse depuis longtemps de l'excessive puissance à laquelle elle est parvenue, ne cessant de chercher à s'agrandir aux dépens d'autrui. Non contente d'agir en dessous main, elle en vient à vouloir disposer hautement, à son bon plaisir, des Etats sur lesquels elle n'a pas le moindre droit. »

Ne jurerait-on point que c'est écrit d'aujourd'hui, à propos du Lombard-Vénitien, des Légations, des principautés danubiennes, ou bien des vastes territoires escroqués déjà à la Turquie, sans parler de ceux que l'on convoite?

La part promise au roi Charles-Emmanuel, en cas de succès, était ce leurre éternel de la maison de Savoie, toujours le même. L'article 10 du traité portait :

« Toutes les conquêtes que les alliés feront en Lombardie appartiendront immédiatement à S. M. le roi sarde, *lequel en prendra possession comme souverain à mesure qu'elles se feront.* »

La couronne de Lombardie était donc garantie à Charles-

Emmanuel par la France, et plus tard par l'Espagne, en cas d'arrangement, quel qu'il dût être.

Les Français descendirent en Italie, et, réunis aux Piémontais, surprirent les impériaux mal renseignés. — Le 4 novembre 1733, le roi faisait son entrée solennelle à Milan et y établissait un gouvernement en son nom pour tout l'Etat. Puis, il signifia diplomatiquement à tous les cabinets sa prise de possession, en vertu des droits transmis par l'infante Catherine et consentis par Philippe II, d'après le diplôme de Charles-Quint. — Il ne jugeait pas nécessaire de remonter plus haut.

Les dominations espagnole et autrichienne avaient horriblement appauvri et dépeuplé ce fertile pays. Il faut lire les historiens pour s'en faire une idée. Charles-Emmanuel fit bénir sa venue par nombre de mesures réparatrices. Un conseil, ou junte d'Etat, choisi parmi les grands du pays, administrait, et exécutait les ordres royaux. La fusion des domaines de Savoie s'opérait peu à peu. Les Lombards croyaient toucher au terme de leurs maux, sous un souverain de leur race. La situation devait se régulariser définitivement au terme de la guerre, et sans doute alors le prince piémontais comptait prendre la Couronne de Fer et se fixer à Milan.

Le mauvais génie des Italiens triompha cette fois encore de tant de probabilités. — Le vieux cardinal de Fleury, premier ministre de France, n'aimait point la guerre. Il voulait dormir paisiblement ses derniers jours. L'Autriche, au plus mal dans ses affaires, exploita cette sénile tendance. Des négociations secrètes s'ouvrirent, où, comme toujours,

le plus faible se vit sacrifié aux plus forts. — L'Espagne recouvrait les Deux-Siciles pour l'infant don Carlos. La France gagnait le duché de Bar et la Lorraine. Mais Milan était rendu à l'Autriche.

Le roi de Sardaigne, indignement traité, après tant d'efforts pour la cause commune, perdait la souveraineté de la Lombardie, dont il était investi depuis deux années. Il lui fallait rendre ses villes aux Allemands et ployer la tête. Comme fiche de consolation, il lui était cédé les places et provinces de Novare, de Tortone et des Langhes. — Bel arrondissement de territoire, qui mettait ce prince à la porte de Milan, mais qui ne pouvait être posé en parallèle de ce que l'on lui enlevait. — L'État piémontais grossissait cependant; et feuille à feuille, comme disait César Borgia, l'artichaut de la Haute-Italie semblait, en fin de compte, devoir être mangé par l'antique race des rois lombards.

La mort de l'empereur Charles VI, en 1740, vint rouvrir le champ aux événements. Il ne laissait qu'une héritière, Marie-Thérèse, mariée au duc de Toscane, François de Lorraine. — La dernière branche de la maison de Hapsbourg se trouvait donc éteinte; et toutes les puissances se liguèrent pour partager ses dépouilles. L'électeur de Bavière prit pour sa part la dignité impériale, sous le nom de Charles VII; le roi de Prusse envahit les provinces allemandes; l'Espagne et la France se préparèrent à attaquer les possessions d'Italie, et l'infant don Philippe, qui gagna à cette campagne les duchés de Parme et de Plaisance, entra en vainqueur à Milan. Marie-Thérèse semblait toucher à un entier anéan-

tissement. — La bravoure et le dévouement des Hongrois, séduits par elle, la tirèrent seuls de cette extrémité. — « La Hongrie, a dit un écrivain, sauva alors la vie à l'Autriche comme cinquante ans auparavant l'avait fait la Pologne : récompensées toutes deux depuis *à l'autrichienne.* »

La cour de Turin, craignant avec raison l'agrandissement disproportionné de la puissance espagnole en Italie, dut traiter, bien qu'à vif contre-cœur, avec la fille de Charles VI, pour la maintenir en possession du Milanais, qu'elle-même ne pouvait espérer, en présence de compétiteurs si formidables. — Par un traité sans exemple dans la diplomatie, Charles-Emmanuel s'engageait à défendre le Milanais contre les ennemis de la reine de Hongrie, *sans que cela pût fournir un précédent contre ses droits à ces États, qu'il réservait expressément.* — L'article 6 de cette *convention provisionnelle* disait que si, pendant le cours de la guerre, il prenait envie au roi de Sardaigne de faire valoir ses droits, il demeurait entièrement libre de se tourner contre Marie-Thérèse, et d'agir avec ses propres forces ou avec celles des alliés qu'il pourrait faire. Il devait seulement dénoncer au général autrichien son retrait d'appui, et faire sortir ses troupes des places occupées par elles dans l'intérêt de la reine.

Mais la fortune, par un retour subit, ne cessa plus de se montrer favorable à Marie-Thérèse. — Le roi, pour prix de six ans de guerre, ne parvint qu'à arracher un nouveau et vaste lambeau de la Lombardie : le Plaisantin jusqu'à la Nure, les territoires à droite du lac Majeur, Bobbio, Vigevano, le Pavesan d'outre-Pô et d'outre-Tessin, la province

de Finale, etc. — Par le traité d'Aix-la-Chapelle, qui confirma ces dispositions, l'Autriche se vit réduite en Italie au seul duché de Milan, singulièrement écorné par le Piémont, et sans communication avec les États héréditaires; ce qui n'en faisait plus pour les maîtres de Vienne qu'un objet de peu d'intérêt, en augmentant énormément les chances de la maison de Savoie.

Pendant les quarante années qui s'écoulèrent, de la paix d'Aix-la-Chapelle à la révolution francaise, les choses restèrent stationnaires en Italie. Le roi Victor-Amédée III se défendit avec vigueur, non-seulement contre les nouvelles idées sociales, mais aussi contre l'invasion que les troupes de la république firent de ses États, sous le prétexte d'aller combattre l'Autriche en Lombardie. — Bonaparte put seul mettre un terme à la résistance des troupes piémontaises, plutôt empêchées qu'aidées par un contingent autrichien. L'armistice de Cherasco (avril 1796), et la paix de Paris (15 mai), furent la conséquence de ses succès. — Bonaparte estimait fort les princes de Savoie, pour le génie militaire qui les avait portés si haut. Il conçut le projet d'attacher la cour de Turin à la république, et de faire de cette puissance un boulevard solide contre l'Autriche, de ce côté de nos frontières. Il conseilla donc chaleureusement au Directoire de se créer un allié dans le roi de Sardaigne, en lui donnant la Lombardie, comme dédommagement de Nice et de la Savoie, incorporées à la France. L'espérance renaquit à Turin; le comte Balbo, envoyé aussitôt auprès des pentarques français, se voyait déjà près de la réussite, quand les

victoires de Bonaparte sur les Impériaux, en rendant presque inutile la coopération de la Sardaigne, mirent à néant les promesses déjà obtenues à Paris. — Sous le manteau d'un protectorat imposé, le Directoire et ses agents ne cherchèrent plus qu'à s'approprier les riches dépouilles de cette antique race ; et après des vexations sans nombre, après l'occupation décisive de Turin par les troupes françaises qui inondaient ses États, Charles-Emmanuel III, qui avait récemment succédé au vieux Victor-Amédée, n'eut plus d'autre ressource que de se réfugier dans l'île de Sardaigne, où il vécut avec sa famille jusqu'en 1814.

Le Piémont, après des fortunes diverses d'occupations, française, russe, autrichienne, puis définitivement française, fut incorporé à l'empire, ainsi que le reste de la monarchie sarde en terre ferme. — Pour le malheur de l'Italie, et pour le sien propre, Napoléon, maître absolu de la péninsule, ne comprit pas qu'en fondant l'unité italienne, et en constituant là un grand Etat indépendant, mais indissolublement lié à son sort par la reconnaissance et l'intérêt de la conservation, il se rendait invincible de ce côté, et se constituait une inépuisable réserve d'hommes et d'argent.— Je ne parle même point de la grandeur de l'entreprise, mille fois plus possible et plus durable que les insensés établissements en Allemagne, en Espagne, en Hollande, etc. — L'empereur érigea bien avec Milan, et plus tard Venise, le royaume d'Italie, informe ébauche d'un gouvernement national, et encore sous sa souveraineté propre ; — mais il

donna Naples à Murat, la Toscane à une de ses sœurs, les duchés à une autre, Rome à son fils, c'est-à-dire à un administrateur séparé, le Piémont en régie générale à son beau-frère Borghèse. — Aussi, quand surgit l'invasion coalisée de 1814, l'Italie, désaffectionnée, épuisée d'ailleurs de soldats et de subsides mal levés, sans direction centrale, fut bien vite occupée par les troupes étrangères, dont les chefs ne parlaient alors que d'indépendance et de nationalité.

Napoléon tombé et relégué à l'île d'Elbe, le congrès de Vienne, d'odieuse mémoire, se réunit sous la main même du Nord victorieux, et alors commença le dépècement de l'Europe impériale. — Tous les princes lésés dans leurs domaines accoururent réclamer ce qui leur avait été pris.— Au grand dépit de l'Autriche, le roi de Sardaigne apparut sur la scène. — Peu avide, la cour impériale pensait garder toute la Haute-Italie, occupée par ses troupes. La maison de Savoie lui semblait fort bien dans son île, et très-peu utile dans la Péninsule. — La France, qui se souciait médiocrement d'une telle voisine sur les Alpes ; la Russie, par une équité naturelle, proposèrent au contraire de laisser le Vénitien seul à l'Autriche, et de constituer avec le reste, sauf les duchés, un puissant État rendu à Charles-Emmanuel IV. — L'intervention de l'Angleterre, unie, de même qu'à l'heure actuelle, avec le cabinet autrichien, pour l'asservissement et l'exploitation des peuples, fit échouer ce projet. — Tout ce que purent obtenir les protecteurs de l'Italie fut le rétablissement des anciens domaines royaux, augmentés de Gênes et de quelques enclaves lombardes. — Contre-

poids insuffisant pour la prépondérance allemande, mais noyau tout prêt d'une future et inévitable réaction.

La maison de Savoie se retrouva donc, après un mauvais sommeil de vingt années, dans la même situation politique qu'à la fin du dernier siècle, avec les mêmes désirs et les mêmes tendances. — Un puissant auxiliaire lui était né dans l'esprit national italien, ennemi mortel de la domination étrangère, surtout germaine. — La jeune génération, jadis initiée par ceux-là mêmes qui l'opprimaient, aux idées de patrie, d'horreur du joug français et du morcellement, ne cessa plus de conspirer pour la réunion des provinces, et, première de toutes, de la Lombardie au Piémont. — L'héritier des princes de Savoie, espoir et, depuis, martyr de la pensée italienne, Charles-Albert de Carignan, subissant à la fois l'influence des traditions de sa race et celle des généreux sentiments issus de cette époque, rêva, avec la noblesse lombarde et l'élite militaire du Piémont, un royaume d'Italie sur l'expulsion de l'Autriche. — Prématurée, et mal conduite dans ses dispositions, la conjuration lombardo-piémontaise de 1821 n'aboutit qu'à d'inutiles désastres, à des supplices atroces ; mais elle révéla au pays l'état exact de ses dispositions ; elle lui montra la route de laquelle il ne devait plus s'écarter.

La fin de ce récit appartient aux événements de 1848. — Mon prochain envoi en parlera.

XXVII

Dans un remarquable livre intitulé : *Milan et les princes de Savoie*, le regrettable Antoine Casàti, fils du patricien lombard de ce nom, et si prématurément enlevé à sa famille ainsi qu'à sa patrie, commence par cette phrase un des chapitres qui a pour titre : *la Fusion* :

« Je me rappelle qu'il y a sept ans, tout jeune homme en-
» core, j'étais un jour assis près du lit de Confalonnieri (le
» martyr du Spielberg, revenu mourir à Milan), et je l'écou-
» tais religieusement parler des douleurs du passé et des
» espérances de l'avenir. Après avoir passé en revue l'état
» de l'Italie et les chances diverses d'un retour à une con-
» dition meilleure : — Ami, me dit-il, si nous avons à es-
» pérer notre salut de quelqu'un, c'est du Piémont et de
« Charles-Albert. »

Ces paroles n'étaient pas seulement l'expression des sentiments personnels de l'illustre mourant. Elles renfermaient une conviction commune à toute la Haute-Italie, et surtout aux populations lombardes. L'abominable régime auquel, depuis 1814, les Autrichiens soumettaient ces provinces, pour les plier à l'esclavage par la terreur et les dénationaliser, avait agi en sens inverse. — Torturés dans leur dignité individuelle, dans le sentiment de la patrie et de la race, les Lombards-Vénitiens s'étaient roidis contre l'oppresseur étranger, et s'étaient faits Italiens avec une ardeur inconnue jusque-là. — On peut dire que, par ses extorsions et ses supplices, la cour de Vienne rendit un service immense à ces peuples, et avança d'un temps inappréciable l'indépendance et l'unification de l'Italie.

Si atrocement traités par les Allemands, qui ne les avaient nullement conquis, mais bien escamotés, à la chute de l'empire, les gens du royaume, ceux de Milan tout d'abord, comme plus proches voisins, jetant des regards désespérés autour d'eux, apercevaient à leurs portes un grand État italien, où régnait une dynastie de sang national, la seule de la Péninsule, ennemie née de l'Autriche, et occupée depuis des siècles à expulser ses deux branches des domaines volés en terre latine. — Le cabinet de Vienne avait beau peser sur le gouvernement sarde, de manière à le rendre arbitraire, jésuitique, illibéral, le Piémont néanmoins possédait une administration, une armée tout italiennes; la fortune publique y était sévèrement gérée. le citoyen paisible n'était ni vexé ni dépouillé; ses enfants n'allaient point passer, sous une discipline féroce et dans des contrées glacées, leurs plus

belles années : — enfin, bien que Charles-Albert, prince héréditaire et plus tard roi, eût forcément appris à dissimuler, son aversion personnelle pour l'Autriche n'était un mystère pour personne, non plus que son désir ardent de fonder sur la délivrance de ses compatriotes la grandeur de sa maison.

De là, l'ancienne idée de réunion sortait énergique comme jamais. On se disait qu'un puissant royaume, formé des États sardes, du Lombard-Vénitien et des duchés, allant du Var à l'Isonzo, constituerait désormais une barrière inexpugnable aux invasions étrangères, et serait, sous la nationale maison de Savoie, le plus sûr garant de l'indépendance italienne. — Cette pensée, si simple et si naturelle, était dans toutes les têtes, au fond de toutes les espérances.

Quand, après une longue attente, Charles-Albert, jetant le masque, tint résolûment tête à l'Autriche, à propos d'une question de douanes, et lui montra du doigt sa belle armée, les Lombards ne se sentirent plus de joie. — L'autorité impériale se vengea bien de leurs sentiments trop visibles par les massacres des rues, en septembre 1847, à Milan, puis à Brescia, à Côme, à Crémone, à Padoue. — Mais les temps étaient mûrs : ces atrocités ne firent que hâter l'explosion de la vengeance ; et les immortelles journées de mars 1848 montrèrent Radetzki et ses « invincibles troupes, » battus à plate couture par le peuple milanais, et allant en hâte, à travers le pays insurgé, se cacher au fond des forteresses du Triangle.

Le premier soin des Milanais, dès le début de la lutte,

avait été d'envoyer prévenir Charles-Albert, tant ils se sentaient sûrs de tout son appui. Le comte Arese, député de la municipalité, reçut du roi l'assurance de son vif intérêt, et assista, le lendemain même, au premier départ des troupes pour la frontière. — Aussitôt les mesures indispensables prises à l'intérieur, l'armée sarde, commandée par son souverain en personne, entra en Lombardie, et, pour prévenir un retour offensif des Autrichiens, se lança vigoureusement sur leurs traces.

A Milan, le pouvoir était passé aux mains de la municipalité, constituée en gouvernement provisoire. Interprètes des vœux de la population, ses membres, tous patriciens du plus haut rang, désiraient l'union immédiate à la monarchie piémontaise, et l'eussent décrétée sans retard, s'il ne fût accouru de l'étranger, de Paris et de Londres, où ils vivaient de l'existence fébrile des conspirateurs, une nuée d'anciens proscrits de tous les États de la Péninsule, héros de clubs et d'estaminets, que ne vit jamais le feu de l'ennemi, et qui commencèrent à crier : « Les droits du peuple », « la souveraineté nationale », etc. — Quelques théoriciens démocratiques, gens distingués d'ailleurs, mais aveuglés par leur haine de la royauté, née des abus de l'Autriche, sur les véritables intérêts du pays, s'unirent à ces gens pour organiser une manière d'opposition.

A les entendre, loin de se retirer devant la menace de l'intervention sarde, Radetzki ne cédait qu'aux prises d'armes populaires. C'étaient elles, et non point les quarante mille soldats royaux qui l'empêchaient de revenir en force sur Milan. Charles-Albert et son armée, tardivement venus,

ne servaient plus à rien, on ne leur devait aucune gratitude, aucuns égards. La Lombardie pouvait fort bien se passer du Piémont et vivre d'elle-même. Il était inutile de se donner un nouveau maître, naturellement aussi avide, aussi tyrannique que ceux qu'on venait de chasser.

Le gouvernement provisoire, fort contrarié de ces criailleries, en prévint le roi et lui demanda conseil. Ce prince qui, en passant le Tessin, aurait pu se proclamer roi d'Italie, par droit d'héritage et par convenance politique, préférait tenir sa nouvelle couronne d'une source incontestable. — Il répondit au gouvernement qu'il ne voulait point donner lieu à des dissensions intestines; qu'il ne désirait l'union que parce qu'il la croyait le seul moyen de salut pour la Haute-Italie; et qu'il demandait que le peuple fût consulté, afin de connaître nettement ses intentions et de pouvoir agir en conséquence. — Charles-Albert indiquait en même temps le suffrage universel pour règle de ces élections suprêmes, où les citoyens devaient décider du sort du pays.

Du reste, les dispositions de la grande majorité du royaume n'étaient pas douteuses. Les provinces principalement, privées des agitateurs qui abondaient à Milan et à Venise, et qui, payés par l'Autriche, n'eussent pas su mieux faire, les provinces réclamaient l'union à grands cris et envoyaient des députations au roi pour le supplier de se déclarer sans retard leur souverain. Les villes vénitiennes montraient même une ardeur toute particulière à ces démarches. — Enfin, Milan elle-même, toute royaliste dans sa noblesse et dans son peuple, se lassa de subir le joug d'une

poignée d'hommes qui préféraient la ruine de la patrie au sacrifice de leurs instincts personnels, et qui réussissaient, à force de scènes et de violences, à intimider le gouvernement provisoire, bien intentionné, mais sans énergie. — De significatives démonstrations s'organisèrent pour témoigner clairement de la volonté nationale. On put voir combien était petit le nombre des opposants. Le gouvernement recevait chaque jour des mises en demeure de la part des provinces. — « Nous voulons la fusion, écrivaient les comités dirigeants, parce qu'elle seule peut nous sauver maintenant et dans l'avenir. Si Milan hésite, nous agirons de notre côté. Nous avons déjà été victimes, au quatorzième siècle, d'une émeute de la plèbe milanaise; mais, cette fois, nous ne le souffrirons plus. » — Il fallait prendre un parti.

Le gouvernement provisoire se décida donc à consulter, sans plus de retards, le vœu populaire. — Le 12 mai 1848, il ordonna, par une proclamation remarquable, que le scrutin fût ouvert dans toutes les paroisses de l'Etat, et que, sur des registres spéciaux, tout homme âgé de vingt et un ans vînt inscrire son vote pour ou contre l'union. — Il était impossible de procéder plus librement et plus franchement.

A la suite d'un exposé très-net et très-exact de la situation, cette pièce disait :

« Voilà les conditions dans lesquelles se trouve le pays, et » qui conseillent une décision.

» Quelle sera-t-elle? — Celle assurément la plus propice » à la grande cause de l'Italie; celle qui amènera le plus

» promptement la fin de la guerre de l'indépendance. Comme » Lombards, au nom et dans l'intérêt de ces provinces; » comme Italiens, dans l'intérêt de la nation entière, il faut » reconnaître comme vraiment providentielle la pensée d'as- » socier notre terre au voisin et belliqueux Piémont; avec les » garanties communes de liberté, pour former de toute la » Haute-Italie un inexpugnable rempart contre les invasions » étrangères, sous le sceptre de cette illustre maison de Sa- » voie, à laquelle l'histoire a consacré le titre glorieux de » gardienne des portes de l'Italie.

» — Déjà Parme et Modène nous ont précédés dans la ma- » nifestation de ce vote, et ont fait le premier pas vers l'u- » nité italienne : déjà la Sicile, en déclarant solennellement » qu'elle confiait ses destinées à la monarchie constitution- » nelle, nous a montré la route à suivre pour l'union de la » Péninsule. La Lombardie, placée si haut par sa victoire, « souffrira-t-elle qu'on l'accuse de ne vouloir penser qu'à » elle-même? — Les Lombards ne se montreront-ils pas re- » connaissants envers ces frères qui sont venus à eux, qui » leur donnent de si grandes preuves d'amour, et qui ne dé- » sirent rien autre que de se les associer pour la splendide » entreprise de la recomposition de l'unité nationale?

» — ..... — C'est pour vous rendre unis et forts, que votre » gouvernement s'est déterminé à faire cet appel au peuple » entier, afin que sa puissante voix couvre celle de tous les » partis pour les réunir en un seul. »

Une joie universelle accueillit cette mesure, et les paroles des chefs du pouvoir rencontrèrent un écho dans tous les

cœurs. L'opinion publique se trouvait tellement montée contre les séparatistes, que certains d'entre eux ayant voulu parler contre le décret, soit dans la presse, soit dans les sociétés patriotiques, risquèrent de recevoir de mauvais traitements. Il fallut même, pour prévenir des scènes regrettables, que l'autorité s'interposât, et que le *comité de sûreté publique* (direction de police) vînt rappeler par des avis que la liberté d'opinion et de discussion était entière, surtout en un tel moment.

Charles-Albert ressentit une vive satisfaction de ces nouvelles. La fortune de l'Italie et celle de sa maison, si étroitement liées l'une à l'autre, lui rendaient doux de voir ses efforts pour le bien commun compris et couronnés. Il voyait les droits de ses pères consacrés par l'acclamation des peuples, et son nouveau trône établi sur une large et solide base, si le succès devait rester à ses armes. Si, au contraire, les décrets célestes trompaient une nouvelle fois les espérances de l'Italie, le souvenir de ce diadème spontanément offert par la nation resterait comme héritage précieux à sa dynastie, et, en des jours plus heureux, lui rouvrirait les portes de Milan.

L'Italie entière, gouvernements et peuples, applaudissait à la fusion. On en va lire la preuve officielle. — Venise, où les chefs du mouvement semblaient peu favorables à la monarchie, s'empressait cependant de suivre l'exemple de Milan. A une communication du gouvernement lombard, peu de jours après la révolution, exprimant l'espoir que Venise ne séparerait pas sa cause de celle de l'Italie, le gouvernement

vénitien répondait : — « *Nous ne nourrissons aucun senti-*
» ment municipal. Nous sommes Italiens avant tout, et l'i-
» mage de Saint-Marc est placée sur le drapeau national aux
» trois couleurs... Aussitôt que le sol de la patrie sera délivré
» de l'étranger oppresseur, nous unirons nos efforts afin de
» nous organiser pour la gloire et le profit communs. »

Voici des extraits de correspondances diplomatiques, qui montrent clairement ce que pensaient les cabinets de Rome, de Florence, et tout au moins, sinon la cour, le peuple napolitain.

M. Piazzonni, envoyé de Lombardie auprès du Saint-Siége, écrit à son gouvernement, en date de Rome, 5 mai :

— . . . « Ici, il n'y a qu'une voix pour crier que nous
» devons nous unir au Piémont, et cela à cause de la néces-
» sité d'une force au Nord... »

« 15 mai. — Je crois opportun de faire part au gouver-
» nement d'un long entretien confidentiel que je viens d'a-
» voir avec le comte Mamiani (alors premier ministre de
» Pie IX), en compagnie du représentant de Venise. Son
» Excellence, après avoir exprimé l'opinion que, dans les
» circonstances actuelles, aucune forme de gouvernement
» ne convenait mieux à Milan et à Venise que *la monarchie*
» *mise en union au reste de l'Italie septentrionale*, a re-
» connu, etc... »

« 2 mai. — La résolution prise de faire voter le pays au
» sujet de l'union avant la fin de la guerre, a paru très-sage
» au gouvernement romain ; je suis chargé de vous trans-
» mettre sa pleine approbation. »

En Toscane, le gouvernement *grand-ducal* envoyait spontanément à Milan M. Matteucci, avec une mission spéciale, exprimée en ces termes dans une lettre de ce dernier au président du pouvoir :

« — Celle de remercier le gouvernement provisoire des » soins donnés à l'entretien des troupes toscanes, et principalement de l'active coopération du même gouvernement » pour la fusion de la Lombardie avec le Piémont, et l'établissement d'un fort État italien, sous la monarchie constitutionnelle de l'illustre maison de Savoie. »

Le 5 juin, le même représentant toscan écrit de nouveau :

« — D'après les instructions précises de mon gouvernement, et la dépêche ministérielle du 31 mai, ayant pour » objet exprès de signifier à messieurs les membres du gouvernement provisoire *que le gouvernement toscan considérait, comme le plus efficace moyen d'assurer l'indépendance » italienne, la fusion de la Lombardie et les États sardes ;* » *que plus ils avanceraient le moment de cette fusion, plus tôt* » *ils auraient bien mérité, non seulement de leur pays, mais* » *de l'Italie entière ;* je sens le besoin d'insister de nouveau » sur mes observations précédentes, aujourd'hui qu'en conséquence des votes est imminente cette décision universellement désirée, comme la première et la solide base de » l'avenir de l'Italie. »

Le même écrit encore, en date du 25 juin, après le vote connu :

« Par-dessus toute chose, je dois exprimer au nom de » mon gouvernement à Vos Seigneuries sa profonde satisfaction de voir consommé le grand acte national de l'u-

» nion de cette partie si importante de l'Italie, union qui
» sera le premier fondement de l'indépendance commune...»

Lettre de Pierre Leopardi, envoyé de Naples à Milan :
« — 15 mai. — L'union de la Lombardie au Piémont ne
» peut qu'être acceptée avec joie par tous ceux qui ont à
» cœur l'indépendance de notre belle patrie. Le gouvernement
» provisoire connaît mes sentimens à cet égard. —
» J'ai envoyé à Naples la copie du décret, etc... »

XXVIII

Voilà pour la Péninsule. — A l'étranger, les grandes puissances occidentales tenaient un langage non moins explicite.

Le gouvernement français (*gouvernement provisoire et plus tard commission exécutive*), malgré sa constitution démocratique et la pression des partis extrêmes, conseillait la formation d'un puissant royaume constitutionnel sous la maison de Savoie. M. Bixio, ministre à Turin et ensuite membre du cabinet du 10 décembre 1848, s'exprimait nettement en ce sens, tant avec le ministère sarde qu'avec un agent du pouvoir milanais en mission à Turin, qui en rendait compte de la sorte :

« — 31 mars. — Hier, j'ai vu le chargé d'affaires de » France, M. Bixio. En commençant, je me suis montré » sobre de paroles, et je l'ai laissé me développer ses

» idées sur l'Italie. Il me dit que la France ne recherche » que l'amitié des peuples voisins; qu'elle désire qu'ils » soient forts, afin que cette amitié ne reste pas stérile, au » besoin; que peu importe au gouvernement français la » question chez eux de forme républicaine. *Il me parla de la » nécessité de constituer en Italie un État subalpin puissant » et solide; que dans la condition présente le Piémont était » appelé à former le noyau de cette réunion*, en conservant » le régime politique actuel, avec un large système repré- » sentatif... »

« — 12 avril. — Je demandais à M. Gourand et à M. Bixio » ce qu'ils pensaient de la Lombardie. Ils m'ont répondu : » — Il y a trois partis à choisir : celui d'une république une » et indivisible, *et c'est une utopie*; celui d'une confédéra- » tion de petites républiques provinciales, *et c'est une ab- » surdité*; l'union du Nord en un puissant État, sous la » monarchie constitutionnelle, *et c'est l'opinion de tous les » hommes raisonnables, c'est celle de notre gouvernement et » la nôtre propre*; mais, par charité, dans notre position en » face des gens extrêmes de notre parti et des masses qui » veulent la guerre, ne le répétez pas trop publique- » ment. »

Le cabinet britannique se prononçait plus énergiquement encore. — Voici une lettre du marquis Bossi, envoyé lombard en Angleterre, trop curieuse pour n'en pas donner un long passage :

« Londres, 20 mai. — La communication de votre dépê- » che du 13 mai, et de la loi de fusion y annexée, a produit

» sur l'esprit de lord Palmerston un effet magique, supérieur » même à ce que j'en attendais. Je vis sa figure se dérider, » et il me dit : *Cela me fait grand plaisir; c'est ce qu'il y » a de mieux pour le bien de l'Italie et la paix de l'Europe.*— » Il a tracé avec moi, sur la carte géographique, le nouveau » futur royaume jusqu'aux Alpes, comprenant aussi le Vé» nitien, Modène et Parme, et il m'a demandé à combien » s'élèverait la population. Il parla des avantages topogra» phiques que posséderait cet État, de sa richesse et de sa » force, qui serait telle qu'il pourrait désormais se défendre » de toute invasion étrangère. Puis il m'annonça que M. de » Hummelauer est récemment parti de Vienne et qu'il arri» vera aujourd'hui peut-être à Londres, avec mission de » demander la médiation amicale du gouvernement anglais » pour traiter avec l'Italie : que probablement l'Autriche com» mencera par mettre en avant la prétention à la ligne de l'Adige » (*gardant les États vénitiens*) ; mais que lui, lord Palmers» ton, savait fort bien que c'était impossible et qu'on ne » pouvait traiter qu'en prenant pour base l'*entier abandon » de l'Italie par les Autrichiens.*

« Lord Palmerston se montra anxieux d'en venir à un » prompt accord, considérant le temps à gagner comme une » chose très-importante dans les circonstances actuelles, et » faisant évidemment en cela allusion à une intervention » armée spontanée de la France, qu'il craint beaucoup. — » Par mes nouvelles reçues, je pense que ceci est loin de » nous; mais il nous convient que l'Angleterre le croie plus » imminent que cela n'est... »

Comme l'avait dit lord Palmerston, l'Autriche, en invoquant la médiation anglaise, et en consentant à l'indépendance de la Lombardie, prétendait conserver Venise et ses provinces. A ce prix, elle laissait la Lombardie et les duchés à la Sardaigne; et la guerre finissait aussitôt. Malgré ses promesses à l'envoyé milanais, le premier ministre d'Angleterre fit presser vivement Charles-Albert, au nom des monarchies menacées par l'esprit révolutionnaire, au nom de ses intérêts dynastiques immédiats, d'accepter ces conditions et de traiter sans retard, lui promettant toutes garanties du cabinet britannique, ainsi que toute aide matérielle ou morale.

Les preuves de cette négociation existent nombreuses et authentiques. — Le noble prince refusa de fonder sa fortune, de réaliser par un mot l'éternelle ambition de sa race, en abandonnant volontairement à l'étranger un seul coin de terre italienne, une seule de ces villes qui se donnaient si enthousiastement à lui, et qui comptaient sur son épée pour les défendre ou les délivrer de nouveau.

Les diverses puissances de second rang, non soumises à la pression autrichienne, faisaient témoigner au Piémont et à la Lombardie toute leur sympathie pour l'union. Seule, la Suisse, dans l'intérêt de son commerce, préférait de petits États à une forte monarchie. — M. Prinetti, envoyé lombard près de la confédération, faisait savoir de Berne, le 17 mai :

« J'ai fait connaître hier au directoire le décret du gou-
» vernement provisoire au sujet des votes pour la fusion.
» M. Ochsenbein était déjà prévenu de la chose, et me dit

» que la Suisse ne pouvait être entièrement satisfaite de
» l'union de la Lombardie au Piémont; mais *qu'on y était*
» *préparé par la nature des choses.* »

Le 8 juin 1848, en présence des plus notables citoyens, le gouvernement provisoire procéda au dépouillement des votes de la province de Lombardie. — Sur 562,000 électeurs inscrits, 561,002 s'étaient prononcés pour la *fusion immédiate*, 681 pour la *remise du vote*. — On peut dire que la question était tranchée à la presque unanimité.

Deux jours après, le président Casati, accompagné de deux de ses collègues, se rendit au quartier général du roi, sur les bords du lac de Garde, pour lui communiquer le résultat des suffrages, et lui annoncer que la Lombardie se donnait à lui. Charles-Albert, profondément ému, répondit qu'il acceptait cette preuve de confiance et d'amour au nom de la liberté et de l'indépendance italiennes. — Ce fut là un des rares mais vifs moments de bonheur qu'a comptés l'existence de cet infortuné prince. — Milan était dans l'ivresse. Pour la troisième fois, depuis quatre siècles, ses murs voyaient les glorieuses enseignes de Savoie remplacer les drapeaux étrangers, et tout portait à croire que c'était pour jamais.

Les provinces vénitiennes de Trévise, de Padoue, de Rovigo, sans attendre les ordres du gouvernement de Venise, s'étaient empressées de promulguer et de suivre la loi de votation lombarde. Partout la même volonté de s'unir sans retard au Piémont se manifesta par des chiffres formidables de suffrages. Les chefs républicains de Venise résistèrent

quelque temps à ces preuves si concluantes de la volonté populaire. Enfin, les citoyens de la capitale elle-même se prononcèrent hautement, et le 4 juillet, l'assemblée centrale vénitienne, réunie dans le palais des doges, approuva, par 127 voix sur 133, la conduite des provinces, et vota la *fusion immédiate*.

Existe-t-il dans toute l'histoire une plus énergique manifestation, un plus éclatant témoignage du vœu national librement exprimé? — Et quand, après huit cents ans, les princes de Savoie se voyaient salués du titre antique de rois d'Italie, manquait-il quelque chose à leur droit ainsi consacré?

Mais la fatalité n'avait point encore cessé, ni pour ces peuples, ni pour cette royale famille. — La surprise de Custoza vint forcer bientôt l'armée sarde à la retraite. Les nécessités stratégiques commandaient à Charles-Albert de se replier au delà du Pô, de concentrer toutes ses troupes entre Pavie et Plaisance, et d'attendre, dans cette forte position, ou l'attaque de l'ennemi, ou le moment favorable pour reprendre l'offensive. — L'idée de Milan découverte et sans défense, livrée aux Autrichiens sans transition, lui parut insupportable. Le noble prince sacrifia ses intérêts à son cœur. — Il marcha sur la capitale de ses nouveaux États, et tenta, devant ses murs, la plus héroïque des résistances, luttant pendant deux jours contre des forces doubles des siennes, et se faisant écraser plutôt que de reculer.

Les circonstances, malheureusement, se trouvaient toutes contraires. L'armée était épuisée par de longues marches

sous un soleil brûlant, et sans vivres. Les munitions manquaient. Les manœuvres du parti extrême, en jetant la division et l'incertitude dans la ville, paralysaient l'ardeur des citoyens et les empêchaient de s'unir aux soldats piémontais. D ailleurs, l'élite de la jeunesse, les combattants de mars étaient absents, formés en corps de volontaires pour la défense du territoire. — Après avoir fait l'impossible, le roi comprit qu'il n'avait plus qu'un moyen d'être utile aux Milanais; il obtint du maréchal ennemi une capitulation en faveur de Milan, qui garantissait les personnes et les propriétés: et, suivi de l'élite de la population, émigrant dans les rangs des soldals sardes, il reprit la roule du Piémont [1].

[1] Au moment où la capitulation, ainsi que le départ du roi, furent connus dans Milan, de graves désordres éclatèrent. Divers hôtels de la noblesse furent envahis par des bandes d'hommes armés, et livrés au pillage. Des forcenés se portèrent devant le palais Greppi, où se trouvait le roi, et ne pouvant y pénétrer, tirèrent à balles dans les fenêtres. Puis ils brûlèrent les voitures de la cour, stationnées sur la place, en proférant des menaces atroces. Un bataillon de chasseurs, arrivé au pas de course, put seul sauver le roi. — Les ennemis de la cause italienne, les gens même bienveillants, mais parlant sans savoir, n'hésitèrent pas à charger de ces excès la population milanaise tout entière, tombée, en un jour, au rang des plus vils scélérats. — Il faut faire justice d'une si odieuse inculpation. — Les coupables du 6 août n'étaient autres que des émissaires de l'Autriche, recrutés de cette lie qui grouille dans les bas-fonds de toute ville, et qui accourt sans faute où il y a désordre. — Milan renfermait beaucoup d'anciens espions de la police impériale, du Tyrol italien pour la plupart, recevant toujours leur mot d'ordre de Radetzki. Divers faits le prouvèrent plus que suffisamment, et on les revit en fonctions aussitôt après la rentrée des Autrichiens. — Ainsi, le 6 août, le chef des bandits qui assiégèrent un instant le palais Greppi était un nommé Oldini, promu, très-peu de temps après, à un grade supérieur dans la police

Un passage du beau livre d'Antoine Casati a ouvert cette lettre. — Un autre la terminera.

« Les événements de la guerre, dit le noble et dévoué Lombard, le traité forcé de paix ont-ils annihilé en droit *la fusion?* — Voté à la fois par le peuple lombardo-vénitien et par les chambres piémontaises, le pacte d'union fut un contrat bilatéral, et ces contrats ne peuvent être brisés, ni même changés par la volonté d'une seule des parties, quand même elle serait libre dans sa renonciation. — Le pacte d'union ne serait donc rompu que dans un seul cas : en admettant que les peuples du Lombard-Vénitien votassent pour la domination autrichienne, avec les mêmes circonstances d'indépendance qu'ils se prononcèrent pour la maison de Savoie.

» ..... Pour moi, en étudiant l'histoire de ces faits, je demeure toujours plus persuadé que l'union de ces provinces sœurs, et, par elle, celle de la nation entière, est un besoin absolu de nos pays, et la mission de la race de Savoie, seule dynastie nationale et vitale en Italie. La Providence a marqué les frontières des nations, et les nations, bien qu'éprouvées par le malheur, et momentanément domptées par la violence, se lèveront cependant un jour pour reconquérir ces frontières. Elle a donné aux maisons souveraines, comme aux

de Milan. — Trois hommes avaient cherché à pénétrer dans le palais, par les jardins, sans doute pour essayer d'assassiner le roi ; ils furent arrêtés. — Quelques jours après, Charles-Albert, causant de ce fait avec le comte Casati, lui dit qu'on avait voulu constater l'identité de ces hommes ; *que pas un n'était Lombard*, et n'avait même pu indiquer les motifs de son séjour à Milan. — Ceci ne dit-il pas tout ?

républiques, une voie à parcourir : malheur à celles qui s'en écartent !

» Que si Dieu veut nous donner encore des jours d'espérance ; que s'il veut tendre la main à ces peuples si longuement éprouvés, et faire que la justice triomphe et que *son règne arrive*, le souvenir du vote populaire sera cher aux princes de Savoie.— Une nouvelle fois, peut-être, l'ennemi verra flotter sur nos champs de bataille le drapeau italien, et Dieu fasse que ce soit la dernière ! — Mais alors le sang de nos martyrs et le nom de Charles-Albert seront vengés, et la patrie italienne consolée de ses longues douleurs ! »

XXIX

Après ma dernière lettre, monsieur, vous comprendrez facilement comment M. de Cavour a pu, dans le congrès de Paris, présenter les plaintes des provinces italiennes foulées par la plus intolérable occupation étrangère, et se déclarer leur mandataire légal. — En acceptant et en enregistrant les réclamations de ce ministre, les grandes puissances ont suffisamment montré qu'elles reconnaissaient le gouvernement de Victor-Emmanuel II comme représentant naturel de toute la Haute-Italie, piémontaise de cœur et de votes, et qu'elles admettaient le départ, à un moment donné, de l'Autriche, comme un événement certain et heureux pour l'humanité.

Les rares alliés de l'Autriche, dans la presse comme ailleurs, suppléant au nombre par le bruit, jetèrent alors les hauts cris à cette conduite du gouvernement sarde

parlant au nom de l'Italie, et dénonçant les atrocités qui s'y commettent à la face de l'Europe civilisée. — La cour de Vienne rompit toute relation diplomatique avec celle de Turin. On essaya de présenter aux cabinets et aux nations le roi de Sardaigne et ses ministres comme les associés de Mazzini, comme les propagateurs de la révolution démagogique. On en fit des Robespierre en frac brodé, des Blanqui cachés sous un masque officiel. Et l'autocratie autrichienne garda au fond du cœur une telle colère, que, sans l'idée de la France, l'arme au bras derrière les Alpes, elle eût vingt fois sauté à la gorge du Piémont, et qu'une fois au moins par mois ses journaux, déclarant la situation impossible, parlent d'invasion et de guerre, comme pour donner une issue à la bile qui les étouffe.

Ces aveugles tyrans ne voudront jamais se persuader que c'est cependant pour le bien des couronnes, pour la sauvegarde de la société, que ce petit Etat, fort de sa conscience, a dénoncé leurs actes, et qu'il proteste encore, chaque jour, contre leur domination. — Sans le drapeau sauveur, gage et symbole de la future rédemption, que tiennent d'une main ferme les ministres piémontais, à quels hommes extrêmes, à quelles doctrines désespérées l'Italie appartiendrait-elle aujourd'hui, après les souffrances sans nom de ces dix dernières années? — Quels excès, au jour inévitable de la vengeance! quelle confusion de toutes choses! quel débordement des passions mauvaises, et des sectaires accourus de toutes les nations! — En se constituant l'avocat des provinces opprimées, en montrant à ces malheureuses populations que quelqu'un au monde pense à eux, les plaint, fait

connaître leurs maux, et songe à leur délivrance, le Piémont a rendu un inexprimable service à la cause de l'ordre. — Quand le Milanais, le Vénitien, le Toscan, l'habitant des duchés ou des légations se sent trop pressé, et que le désespoir le gagne, il tourne les yeux vers le nord, il pense à ce roi-soldat, à cette brave armée, à ces courageux hommes d'Etat qui travaillent pour lui ; et sa douleur s'apaise ; et il patiente, parce qu'il sait que l'heure approche où la Grande Esclave secouera ses chaînes ; et son cœur bondit de joie à l'idée de la future union avec ces frères qu'une lutte si inégale n'a point effrayés !

Et d'ailleurs, cette grande question même à part, combien de motifs du dernier sérieux poussent la monarchie sarde à se prémunir contre l'Autriche, à crier au secours pour elle-même comme pour les autres !

Les Allemands, déjà maîtres du Lombard-Vénitien, n'occupent-ils pas encore, contrairement à tous les traités, les duchés, les Légations,—et la Toscane, quand ils le veulent?— N'ont-ils pas réduit à néant la souveraineté intérieure de ces Etats ? — Ne tiennent-ils pas le Piémont enserré de tous côtés, comme bloqué par rapport à l'Italie, où sont ses issues et ses relations naturelles ? — N'ont-ils point, assez de fois déjà, attenté à son indépendance et à son intégrité, pour qu'il lui soit permis de prendre garde ?

Comment ensuite voudrait-on que des gens de cœur restassent impassibles devant tant de bras tendus vers eux du fond de l'abîme, sourds aux cris de leurs compatriotes martyrisés, aux horreurs dont gémissent ces pays qui se sont

donnés à la maison de Savoie, et qui, à ce titre, sacré entre tous, implorent aide et protection ?

Tous les jours quelque nouvelle énormité, traversant la frontière, vient crisper le peuple piémontais et les ministres. La situation du Lombard-Vénitien ne fait que s'aggraver avec le temps. Les velléités réformatrices de l'archiduc-gouverneur lui-même tombent devant l'implacable autorité militaire. Les attentats à la liberté, à la vie et à la fortune des citoyens, les abus de pouvoir de tous genres, le pillage organisé de la richesse publique, continuent comme par le passé. Ces choses sont assez connues pour que je ne m'y arrête point. Elles sont la honte de l'Europe chrétienne.

Là, au moins, les Autrichiens se trouvent chez eux, suivant le droit diplomatique. — Le congrès de Vienne leur a donné ce peuple ; ils l'oppriment, ils le mutilent, ils le torturent ; nul n'a rien à y voir *légalement*, à ce qu'il paraît.

Mais à Modène, à Plaisance, à Bologne et à Ferrare, en Toscane, dans les Etats de quatre souverains italiens, prétendus libres, et à l'indépendance desquels le Piémont a le plus vif intérêt,—de qui le cabinet de Vienne tient-il la permission d'intervenir à tout propos, de s'arroger tous les pouvoirs, plaçant partout des garnisons, faisant vivre ses troupes sur le pays, levant des impôts et rendant la justice avec des commissions militaires ? — Si le Piémont se permettait un seul de ces faits envers un seul de ces princes, y aurait-il assez d'indignation et de mesures coërcitives à prendre contre lui ?

Passons donc un peu aux détails, et voyons ce que font chez leurs faibles voisins ces bons Allemands, qui se plai-

gnent si bien qu'on les diffame, et qui en veulent tant à M. de Cavour d'avoir appelé l'attention sur leur manière de procéder en pareil cas.

Toute personne lisant les journaux sait que l'Autriche a des présides et des conseils de guerre permanents à Modène, à Plaisance, à Bologne, à Ferrare, etc. — Sans qu'on puisse le plus souvent deviner pourquoi, des sujets de ces Etats, arrachés tout d'un coup à leurs demeures, à leurs familles, sont transférés en Lombardie, et plongés dans les cachots de Mantoue ou de Vérone. Les forteresses de ces deux villes regorgent de prisonniers complétement étrangers aux autorités impériales, qui prononcent cependant sur leur sort. — La moindre inculpation, le soupçon seul d'*italianisme* suffisent pour motiver des condamnations rigoureuses. — Les gouvernements laissent faire. Qu'y pourraient-ils ? — Les généraux de François-Joseph, au nom de la sûreté de leur établissement en Italie, prétendent avoir le droit de rechercher et de punir tout complot, et ils en usent abondamment, sans que les malheureux habitants de ces pays trouvent auprès de leurs propres maîtres aucune protection, aucune garantie contre l'arbitraire le plus inconcevable.

J'ai sous les yeux une petite brochure qui a pour titre : *Torture ed Assassinii politici in Ferrara, nel* 1853. — Elle renferme le récit des traitements infligés à une cinquantaine de sujets pontificaux, arrêtés en 1852 à Ferrare, par la police militaire autrichienne, et renfermés dans la citadelle

de cette ville, sous prétexte de conspiration contre le gouvernement du saint-siége. — Comme c'est la même chose qui a lieu tous les jours encore, on sera suffisamment édifié, après les quelques passages que voici, traduits textuellement.

Ces infortunés, pris dans tous les rangs, et ne se connaissant pas même entre eux, avaient été traduits devant une commission militaire, qui voulait leur prouver qu'ils avaient conjuré ensemble, et leur arracher des aveux compromettants les uns à l'égard des autres. Ne pouvant dire ce qu'ils ne savaient pas, ils déclaraient nécessairement ne rien connaître de ce dont on leur parlait, et se taisaient. On inventa un ingénieux moyen de leur ouvrir la bouche:

« Les réponses et les aveux furent arrachés à l'aide de la » **TORTURE**. La barbarie des enquêteurs en trouva diverses » variétés. La première était le **BATON**, peine horrible qui, » en ruinant le corps, déchire l'âme et fait mourir de colère et de honte tout homme bien élevé, qui se sent au- » dessus de la brute. Ces malheureux le souffrirent presque » tous; quelques-uns, jusqu'à *vingt-quatre coups* par fois, et » plusieurs fois par jour. Ce qu'il y eut de plus horrible fut » le raffinement dont on usa dans ce supplice. Un individu » faible et timide était amené voir l'effet des coups sur le » corps d'un autre. Un autre, pour en venir à ce qu'on vou- » lait, était condamné à voir battre un de ses proches de » coups appliqués à deux mains. Et ce supplice recommen- » çait jusqu'à ce que fou de douleur, ou ivre de rage, le » malheureux qui s'y trouvait soumis entrât dans la voie, » et admît tout ce qu'on voulait de lui.

» Une nouvelle souffrance fut de mettre les fers aux pieds » et aux mains, serrés ensemble, de manière que le patient » restât courbé en deux sans pouvoir remuer, ce qui lui » donnait d'atroces convulsions.

» Le *jeûne*, au pain et à l'eau, fut une autre torture; de » même la menace d'être *fusillé sur-le-champ*, si on n'a- » vouait pas; et *l'épouvante* : arrachant au milieu de la nuit » un prisonnier au sommeil, le plaçant devant *un banc et* » *une baguette*, et le prévenant qu'après la bastonnade il » serait pendu le lendemain matin s'il n'avouait pas à l'ins- » tant.—Puis, on mettait de ces gens au secret, leur faisant » croire que leurs plus chers amis étaient arrêtés; et, quand » ils semblaient vaincus par l'isolement et le chagrin, on » les interrogeait artificieusement, et les paroles sans suite » qui pouvaient leur échapper étaient aussitôt converties en » révélations dont on se servait pour terrifier les autres.

» Ces supplices physiques et moraux montrent ce que de- » vaient être les aveux ainsi extorqués! Combien de fois, » pour se soustraire à ces tourments sataniques, ou bien ne » comprenant pas la portée de ce qu'on leur demandait de » reconnaître, divers de ces malheureux n'admirent-ils pas » des choses dont ils n'avaient pas même entendu parler! » Et avec quel art ces aveux, soi-disant spontanés, étaient- » ils habillés, coordonnés de manière à présenter un en- » semble vraiment formidable, où tout ce monde se trou- » vait coupable de crimes auxquels nul ne songea seulement » jamais! — Et, en outre, quelle garantie les accusés pou- » vaient-ils avoir? Aucune forme judiciaire n'était obser- » vée, *Et tous les actes de la procédure se trouvaient écrits*

» *en* ALLEMAND, de sorte que ces malheureux devaient signer
» sous des caractères inconnus, sans même savoir si on
» transcrivait fidèlement ce que la violence leur arrachait. »

Parmi ces détenus, il y avait des hommes de toute sorte : des propriétaires, des nobles, des avocats, des médecins, et jusqu'à un officier de l'armée pontificale !

Un jeune docteur ferrarais, Dominique Malagutti, fusillé peu de temps après, en compagnie d'autres victimes de ces manœuvres infâmes, put faire tenir à ses amis divers billets où il racontait les traitements endurés. On lit dans l'un d'eux :

« Succi (prisonnier fusillé aussi) a souffert le bâton, les
» fers et la faim. — L...[1] a été bâtonné comme un chien.
» — U... a nié héroïquement ; ils l'ont *battu à deux mains.*
» Le 30, ils m'ont appelé ; ils ont fait mettre U... sur le
» banc, et ils l'ont frappé jusqu'à ce que je voulusse avouer.
» — On a bâtonné G... deux jours de suite, et après cela,
» pour le décider, on lui a lu des aveux que je n'ai jamais
» faits. — Pour moi, ne crains pas que je manque au nom
» italien ni à moi-même. *J'ai intrépidement supporté le bâ-*
« *ton*, torture affreuse, mais qui n'est rien en comparaison
» de la rage, de la honte que l'on éprouve. »

Ce noble procès se termina par neuf condamnations à mort, par quantité d'autres aux travaux forcés ou à la dé-

[1] Ces initiales se rapportent à des individus condamnés aux travaux forcés, et actuellement dans les prisons de l'Autriche.

tention, le tout *au nom de l'empereur François-Joseph.* — Les légations étaient dans la terreur. — Toutes les réclamations adressées à Rome, et qu'appuyèrent en vain le consul anglais à Ferrare, le commandant français des troupes d'occupation, restèrent sans aucun succès. Le gouvernement pontifical laissa faire, et n'intervint pas davantage que si les faits s'étaient passés à Vérone ou à Milan.

Tel est le régime que continue de subir, à l'heure actuelle, la partie des États romains protégée par l'Autriche.

On sait, maintenant, que toute cette année, 1858, des commissions militaires autrichiennes rendent la justice dans le duché de Modène, à Carrare, à Massa, sur la frontière du Piémont; si bien que le pays émigre en masse dans les Etats sardes, et que des suppliques continuelles arrivent à Turin. On peut voir, dans le *Siècle* du 3 avril dernier, la manière d'agir des commandants allemands qui, trouvant que *les coups de nerf de bœuf sur le dos ne suffisent plus, les font appliquer sur la plante des pieds et sur la figure,* jusqu'à la mort — On croit presque relire les exploits de Hayuau en Hongrie.

Si vous me demandez la raison de telles horreurs, je vous répondrai qu'on veut, en effrayant les populations par des supplices, les *dépiémontiser*, les réduire à ne plus même penser; et, qu'avec toute cette fantasmagorie de complots, on s'attache à persuader aux gouvernements que leur sécurité repose uniquement dans la protection étrangère, sans laquelle ils seraient à l'instant renversés. Et les peuples frémissent, mais courbent forcément la tête; et les gouverne-

ments, arrivés par la peur à l'oubli de toute honte, remercient les bourreaux à cocarde jaune et noire de leur « bonté grande. »

Ainsi cependant vit, dans la Haute-Italie, tout ce qui n'est pas Piémontais. — Qui s'étonnera que ce malheureux peuple ambitionne le sort du libre royaume subalpin, qu'il invoque auprès de l'Europe, auprès de la France surtout, le témoignage de ses frères d'outre-Pô ; — qui s'étonnera de voir le cabinet sarde s'élever au nom de la justice, au nom de l'Italie, contre un aussi scandaleux abus de la force brutale?

XXX

C'est une question singulièrement brûlante en ce moment, monsieur, que l'antagonisme en Italie du Piémont et de l'Autriche. Les choses en sont à peu près arrivées à ce point qu'une prise d'armes au printemps n'étonnerait personne. Les deux gouvernements se tiennent aujourd'hui pour ainsi dire au collet. — Reste à voir qui portera les premiers coups.

Les correspondances des Etats autrichiens regorgent de détails sur les préparatifs guerriers du cabinet de Vienne. Vingt mille nouveaux soldats ont déjà renforcé l'armée du Lombard-Vénitien. Les arsenaux sont partout en pleine activité; les forteresses renouvellent leurs approvisionnements. Le gouvernement impérial fait argent de toute ressource pour n'être pas pris au dépourvu. Il vient de vendre pour 50 millions de florins le chemin de fer de Vienne à Trieste, appartenant à l'Etat. En Lombardie, on fait rentrer

avec la plus grande rigueur le dernier impôt forcé, déguisé sous le nom d'emprunt volontaire. Et la main de fer de l'autorité militaire s'appesantit chaque jour de plus en plus sur les malheureuses provinces italiennes, qui payent ainsi pour les inquiétudes et pour les colères de leurs maîtres.

Le Piémont, lui, est l'arme au bras sur sa frontière : — il attend. — Il se ruine, petit peuple de cinq millions d'âmes, à tenir en échec un formidable empire ; mais on ne le surprendra pas, cette fois. Il a cent mille hommes, dont chacun vaut un de nos soldats, à mettre en ligne. Une grande citadelle de refuge, Alexandrie, admirablement fortifiée, couvre son côté faible, et lui permet, en cas d'échec, de se réorganiser derrière ses murs pour tenter de nouveau la fortune. — Et puis, il compte sur Dieu, protecteur des braves gens, sur sa ferme volonté de vaincre ou de périr, — et un peu sur son puissant voisin d'au delà des Alpes, que la chose intéresse assez pour l'amener à y regarder de près.

Ce n'est pas là une querelle ordinaire, une de ces guerres où l'on n'expose que des hommes et de l'argent. Une fois la lutte commencée, elle ne peut plus se clore que par l'anéantissement de la monarchie sarde, ou par l'expulsion radicale des Autrichiens. — La question est vitale pour l'un comme pour l'autre adversaire.

L'Autriche n'a jamais cessé de convoiter une grande partie du Piémont, notamment les provinces détachées de la Lombardie. Elle voulait Gênes en 1814, et elle n'y songe point sans regret. — D'autre part, il est déplorable pour elle de

voir, dans un coin de cette péninsule italique, où elle commande en despote redouté, un État qui la brave, qui provoque, par son seul exemple, ses sujets à la révolte, qui rend sa domination éminemment précaire, et qui appelle sur ses actes intérieurs l'attention de l'Europe officielle. — De là donc une sourde fureur, sans cesse grandissante, qui pousse d'autant mieux cette puissance à l'agression qu'elle croit pouvoir compter sur l'énergique appui de l'Angleterre, en cas de complication européenne.

Quant au Piémont, placé sous le coup d'une invasion sans merci, isolé par l'influence autrichienne des autres Etats italiens, et condamné à une ruine graduelle, si l'état de choses qui dure depuis 1849 avait à se prolonger encore de beaucoup, il doit désirer plutôt que craindre un mouvement décisif, où les vœux de toute l'Italie accompagneront ses armes.

C'est là nécessairement le premier acte de ce grand remaniement de l'Europe par groupes de races que notre siècle est destiné à voir s'accomplir, et auquel les énergiques moyens de communication récemment découverts servent d'agents mystérieux, mais sûrs.

Il y a deux puissances dans la Péninsule : l'une qui s'en va, l'autre qui vient.

L'Autriche, empire factice, monstrueux assemblage de vingt peuples esclaves d'une ville, n'ayant d'autre lien commun que le collecteur ou le bourreau, soupirant tous après l'instant où leur chaîne sera rompue, et où chacun d'eux pourra retourner à son centre naturel, duquel la violence seule le retient séparé.

Le Piémont, nation jeune et vigoureuse, libre et résolue, manifestement désignée pour constituer l'unité italienne, que toutes les saintes ardeurs embrasent, que tous les enthousiasmes animent, qui n'est qu'à l'aurore de son destin, qu'au début de la tâche patriotique pour laquelle Dieu l'a conservée.

Que demain deux grandes puissances comme la France et la Russie, par exemple, mettant leurs griefs en commun, prennent la résolution d'effacer l'empire d'Autriche de la carte, ce que douta jadis de faire Napoléon, après Wagram, quoi de plus facile ?

La Russie appelle à la délivrance les Slaves, sujets de l'Autriche, et lance ses armées en Hongrie ; la France, avec son avant-garde du Piémont, descend en Italie. Prise entre deux feux, la puissance impériale s'écroule de tous côtés ; ses troupes se débandent et font retour à leurs nationalités respectives. En bien peu de semaines, ce colosse oppresseur est écroulé, il n'en reste plus que de pitoyables débris.

Supposez un peu, — ce qui arrivera tôt ou tard, forcément et fatalement, — le Lombard-Vénitien devenu libre, la Gallicie rendue à la Pologne, la Transylvanie aux Principautés-Unies, les Serbes à la Servie, les Slaves à l'empire russe, vers lequel ils tendent de tous leurs vœux, — tous ces territoires volés à toutes les nations se détachant à la fois de Vienne et de ses souverains, — où en serait la maison de Lorraine ? quel pauvre rôle jouerait-elle désormais ?

Le fameux plan de Henri IV n'a rien perdu de sa possi-

bilité. Les conditions sont les mêmes; l'humanité ne gagnerait pas moins aujourd'hui qu'alors à son exécution.

L'Autriche compte, il est vrai, sur l'assistance anglaise.— L'Angleterre a trop profité aux traités de 1815, elle est trop intéressée à l'asservissement des nations, pour ne point essayer de soutenir le *statu quo* de toutes ses forces. Elle ne consentira jamais librement à l'indépendance et à l'unification de l'Italie, qui donneraient aux Latins la suprématie en Europe. — Mais, elle-même, quel sort lui est réservé, à l'heure solennelle de la justice et des réparations?

Puissance fondée, comme celle de la race de Hapsbourg, sur l'usurpation, sur le dépouillement des faibles, sur la violation de tous les droits, l'Angleterre n'est pas une nation. Sa grandeur est tout artificielle. Elle ne saurait en rien être comparée aux véritables peuples, à la France, à la Russie, à l'Espagne, à l'Italie elle-même, toute morcelée qu'elle est, mais qui, malgré tout ce qu'on pourra faire, sera toujours l'Italie, avec les mêmes frontières naturelles, le même esprit de race, la même tendance inébranlable de nationalité et de réunion.

L'Angleterre achève, à l'heure actuelle, de perdre les Indes, et elle se ruine dans la lutte. — Ses colonies de l'Australie, du Cap et du Canada, sont à la veille de s'émanciper, de gré ou de force.—Elle se fie à sa marine; mais la France, unie aux Etats secondaires, lui est déjà bien supérieure de ce côté. — Quand on lui aura repris ce qu'elle a usurpé sur chacun, que lui restera-t-il au dehors?

Au dedans même des îles, l'Irlande, cette grande honte

et cette grande plaie, l'Irlande, État celte et catholique, échappant un jour au joug abhorré des Anglo-Saxons et se constituant à part avec un roi national, un O'Brien, laissera l'Angleterre réduite à quelques millions d'âmes, et prenant rang avec la Hollande ou la Suède.

Et nous, — nous-mêmes, — nous verrons tout cela!

Voilà pour la protectrice de l'Autriche, destinée au même sort que sa protégée.

La parole divine n'est pas un vain mot :

« J'ai vu, à l'aube du jour, l'*impie* dans son triomphe et dans sa gloire : — j'ai repassé le soir ; il n'était déjà plus. »

L'Italie, a dit un Autrichien célèbre, *n'est qu'une expression géographique*.

Si jamais cette phrase a trouvé une juste application, c'est assurément à l'empire d'Autriche lui-même, assemblage violent d'échantillons de tous les peuples et de toutes les races, et qui serait beaucoup mieux défini empire de la *Maison* d'Autriche; car qu'y a-t-il de commun entre les Polonais, les Italiens, les Bohêmes, les Hongrois, les Allemands, les Roumains et tant d'autres encore, sinon l'esclavage sous un même joug? — *L'Autriche n'est qu'une convention diplomatique*: voilà qui ne saurait être contesté. — La preuve, c'est qu'elle peut cesser d'exister demain, par l'accord des puissances, sans qu'aucune nationalité se trouve lésée; car où est le *peuple autrichien*?— Qu'on donne Vienne et son territoire à une couronne allemande, à la voisine Bavière, par exemple; et de la monarchie des Hapsbourg, il ne res-

tera dans tant de provinces que le souvenir d'une terrible oppression enfin cessée.

Tout au contraire, quelle énergique résistance à la division, quelle protestation sublime contre l'assimilation étrangère l'Italie n'élève-t-elle pas depuis tant de siècles? — N'est-ce pas une nation *une* et vivace que ce peuple qui, sous les plus cruelles épreuves, n'a jamais cessé d'en appeler à Dieu et aux hommes du partage que la force lui faisait subir; qui n'a pas discontinué un seul jour de tendre à la réunion, et dont l'indomptable esprit de race lasse le génie tourmenteur de ses barbares maîtres.

Et d'ailleurs, quel pays mieux désigné par la nature comme patrimoine d'une même famille, comme siége d'une domination unique? — Étudiez ces frontières si bien indiquées, ces obstacles qui séparent la Péninsule des autres États; et l'idée d'Italie apparaîtra certainement à votre esprit comme inséparable de l'idée d'unité nationale et politique.

Après un temps assez long de domination étrangère, la nationalité italienne n'est entamée d'aucun côté. Les fils de Rome occupent encore le même territoire que leurs pères. Ils ont gardé intacts leur langue, leurs traditions, leurs usages, leurs affinités et leurs antipathies. Cette race peut être asservie: mais absorbée, point. L'invasion glisse sur elle sans laisser de traces. Elle lutte et meurt, mais ne fusionne point.

Un remarquable écrivain l'a dit :

« On comprend la conquête, alors qu'elle a pour but la

civilisation, comme la France en Afrique. On comprend l'occupation quand elle se termine par l'assimilation des races, ou par la fusion des intérêts utiles au progrès. On conçoit encore la conquête, quand même elle n'a aucun de ces grands buts, alors qu'à force de permanence non interrompue, elle se change en un fait naturel, par une sorte de prescription qui équivaut à un titre. On dit comme le Musulman : *C'était écrit*; puisque Dieu l'a voulu ainsi, il en sortira quelque chose.

» Mais quatorze siècles se sont écoulés déjà, depuis que l'élément germanique est aux prises avec l'italien, et l'unique résultat est un stérile antagonisme. De formidables et continuelles invasions se sont précipitées sur l'Italie par tous les défilés de ses Alpes; mais l'Italie, quoi qu'aient fait Visigoths, Huns, Francs, Allemands, Espagnols, Autrichiens, est toujours restée l'Italie. On a pris une ville, on en a pris vingt, on en a pris cinquante; mais il n'y a jamais eu conquête véritable. Çà et là se sont implantées des dynasties étrangères, mais elles n'ont rien établi qu'une infructueuse oppression. — Au contraire, quand une ville italienne a pu vivre libre, elle a jeté une splendeur à étonner le monde. Gênes, Venise, Pise, Florence, ont rempli la terre de leur nom.—Il ne faut donc à cette terre merveilleuse qu'un peu de liberté locale, quelques heures d'autonomie, pour y voir s'opérer des prodiges de développement en tous genres. Avec la liberté, un grand siècle naîtra aussitôt.

» A l'opposé de ce progrès, qui a été magnifique toutes les fois que l'indépendance a souri à ce peuple, demandez aux étrangers, demandez à l'Allemagne, demandez à l'Autriche en particulier ce que leur joug a donné à l'Italie?

» L'impossibilité où se trouve l'Europe de porter remède aux maux de la Péninsule, en ce qui concerne l'occupation autrichienne, nous dispense de répondre nous-même. Quel besoin aurions-nous de rappeler ces invasions, ces assauts, ces soulèvements, ces conspirations, ces tribunaux, ces commissions, ces supplices terribles, cette lutte perpétuelle, incessante, sans trêve, d'une nation contre une autre nation qui veut régner sur elle malgré elle? Laissons donc là l'histoire de ces émigrations en masse, de ces proclamations de lois martiales, de toutes ces amnisties trompeuses, de ces incarcérations, de ces confiscations, de toutes ces choses, enfin! Le tableau que nous pourrions tracer, aussi fidèle que lugubre, aussi vrai que désolant, est connu de tous... »

Quand la conscience publique, représentée ici par un homme indépendant et impartial, juge de telle sorte un procès, il est bien près de se terminer. — La possession autrichienne peut cesser d'un jour à l'autre, et, si une seule chose retient encore le vœu de nombre de gens d'ordre à cet égard, c'est uniquement l'incertitude de ce qui se passerait dans l'Italie délivrée, la crainte de troubles et de divisions pires que l'état présent, au point de vue de la tranquillité européenne et de l'intérêt des voisins. — Rien de ceci n'est à redouter.

Je l'ai dit dans le cours de ces lettres, et je le répète une nouvelle fois, l'union immédiate de l'Italie sous un seul sceptre serait le plus cher de mes vœux. — Cette grande chose, malheureusement, — rêvée par des génies comme Dante,

Machiavel, Grégoire VII, et que Napoléon fut à même d'accomplir,—cette juste réparation de tant de maux ne me semble pas possible en ce siècle. Trop d'intérêts s'y opposent, parmi lesquels la question du Saint-Siége et de son pouvoir temporel. — Je sais bien que diverses solutions sont proposées sur ce dernier point, que des projets émanés d'ecclésiastiques eux-mêmes indiquent la translation du gouvernement de l'Eglise à Jérusalem, ou l'érection d'un royaume de Syrie en faveur du pape, comme un moyen avantageux d'en finir. Mais, en attendant que ces idées mûrissent, et que la dissolution de l'empire ottoman les rende praticables, le pape doit rester à Rome et entrer dans la combinaison nouvelle.

Si l'union complète n'est pas réalisable aujourd'hui, on a du moins son presque équivalent. La haute Italie, passant tout entière à la maison de Savoie, aussitôt après l'évacuation autrichienne, ne laisse plus dans la Péninsule, avec le royaume de Naples, que deux États : — Rome entre deux pour trait d'union, et réduite à sa banlieue.

Une ligue étroite, joignant les deux royaumes, et mettant en commun leurs ressources ainsi que leurs forces, unifierait déjà l'Italie, de fait, sinon politiquement, et la placerait au rang des grandes puissances, côte à côte avec la France, sa sœur et son alliée désormais invincible.

Le roi actuel de Naples a semblé jusqu'à présent contraire à ces espérances, mais les événements ultérieurs peuvent changer ses idées; et d'ailleurs, l'héritier présomptif de la couronne, duc de Calabre, est connu pour de tout autres dispositions. Fils d'une princesse de Savoie, il s'entendra tout naturellement avec le Piémont, et rien ne lui sera plus

aisé qu'une intimité vraiment cordiale avec son cousin Victor-Emmanuel.

Telle est la politique de la cour de Turin, le but si énergiquement poursuivi par son premier ministre, et auquel tout ce qu'il y a de sensé et d'honnête en Italie est rallié depuis longtemps. — Le bonheur d'un grand peuple, le repos du monde, sans cesse troublé par la question italienne, se trouvent ainsi assurés. — Une grande justice se fait, et l'humanité cesse enfin d'être affligée chaque jour par les atrocités qui se commettent impunément dans le plus beau, dans le plus civilisé de nos pays.

La France, première de toutes les puissances, doit à l'Italie cette réparation solennelle. — C'est en haine de nous, de notre influence, que l'Italie, notre brave auxiliaire sur tous les champs de bataille, a été envahie et partagée après nos désastres, parce que nous n'avions pas su, le pouvant, la faire une et forte. — C'est pour détourner de nous cette nation qu'on l'a soumise à tous les genres de torture; insultant, pendant le supplice, à ses regards tournés vers nous, raillant ses appels désespérés à notre aide. — Et néanmoins, il a toujours eu foi dans la France, ce pauvre peuple martyrisé, il n'a jamais cessé de croire en elle; il est convaincu qu'elle le délivrera. — Sa confiance ne sera point trompée.

Nous sommes intéressés, à tous les titres, à l'indépendance et à la grandeur de l'Italie. — Nos vieilles injures à venger contre le Nord, contre cette Autriche que nous

trouvons partout, depuis quatre siècles, dans notre chemin; une puissante alliée à établir sur notre flanc droit; un marché magnifique pour toutes nos industries, d'où nous sommes actuellement exclus par l'Allemagne et par l'Angleterre; tous les motifs imaginables, en un mot, sollicitent notre intervention décisive.

Le percement des Alpes, en supprimant la distance et les anciens obstacles, va bientôt nous unir étroitement à la Péninsule. Paris ne sera plus qu'à une journée de Turin et de Milan. — Fasse Dieu que le soleil de la liberté éclaire l'achèvement de cette gigantesque entreprise, et que les drapeaux de l'Italie régénérée se marient à ceux de la France, sur le parcours du premier convoi, de notre terre à l'Adriatique!

L'illustre homme d'Etat qui préside à cet avenir si désiré et si nécessaire, le comte de Cavour, revenant du congrès de Paris, adressait aux représentants du Piémont ces paroles qui résument nettement la situation.

« La route que nous avons suivie dans ces dernières an-
» nées nous a fait faire un grand pas. Pour la première
» fois, dans notre histoire, la question italienne a été portée
» et discutée devant un conseil européen, non point comme
» à d'autres époques, comme au congrès de Lubiana, comme
» au congrès de Vérone, dans l'intention d'aggraver les
» maux de l'Italie et de river plus étroitement ses chaînes,
» mais avec le but hautement manifesté de porter remède à
» ses plaies, de déclarer ouvertement la sympathie qu'é-
» prouvent pour sa cause les grandes nations.

» Le congrès de Paris terminé, la cause de l'Italie est
» portée maintenant au tribunal de l'opinion publique, qui,
» suivant la mémorable phrase de l'empereur des Français,
» prononce en dernier ressort, et donne gain définitif. Le
» procès peut être long encore, les péripéties nombreuses ;
» mais, pleins de la conviction de notre bon droit, nous
» attendons avec confiance l'issue décisive. »

FIN.



